

LA RECONSTRUCTION DU DROIT DES GENS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 14 Mars 1941, à 14 heures

PAR

Youssef Ismail MASTANE

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. SCELLE, Professeur

Suffragants : MM. GIDEL, Professeur
Le FUR, Professeur

PARIS

MAURICE LAVERGNE, IMPRIMEUR
289, RUE SAINT-JACQUES, 289

1941

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA RECONSTRUCTION DU DROIT DES GENS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 14 Mars 1941, à 14 heures

PAR

Youssef Ismaïl MASTANE

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. SCELLE, Professeur

Suffragants : MM. GIDEL, Professeur

Le FUR, Professeur

PARIS

MAURICE LAVERGNE, IMPRIMEUR
289, RUE SAINT-JACQUES, 289

1941

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



HOMMAGE ET RECONNAISSANCE

C'est avec un grand plaisir et une profonde satisfaction que je dois remercier ici même tout d'abord mon ancien Président, le célèbre juriste international M. A. de Lapradelle, pour les très précieuses références qu'il m'a fournies et pour son encouragement à l'égard du « Plan Développé » de ma Thèse ; ensuite, mon Président actuel, le renommé et vrai internationaliste, et le très sincère humaniste M. J. Scelle, pour les très utiles remarques et les très importants conseils qu'il a formulés à propos de ma Thèse, de même que pour son appui auprès du Doyen de notre Faculté de Droit ; enfin, l'Université de Paris, et surtout notre Doyen M. G. Ripert, M. Gidel, en sa qualité de Doyen par intérim, M. H. Goy, Secrétaire Général des Amis de l'Université de Paris, pour l'aide financière qu'elle m'a accordée et grâce à laquelle j'ai pu faire imprimer ma Thèse, qui, faute d'argent (à cause de l'arrêt des correspondances), et quoique achevée dès juin 1940, n'a pu être soutenue ni à la date qui m'était précédemment désignée (21 Janvier 1941), ni même avant (Novembre 1940).

Paris, le 20 Février 1941.

Youssef Ismaïl MASTANE.

PLAN DE L'OUVRAGE ET METHODE D'ETUDE

Cette thèse sera divisée en une Introduction et deux Livres :

Dans l'*Introduction*, j'aurai à définir la reconstruction du D.I., à la distinguer de la Codification de celui-ci, et à en donner quelques indications historiques.

Dans le *Livre I^{er}*, j'aurai à décrire l'état actuel, la construction actuelle du D.I., et les conditions présentes de la société internationale. Cela ne sera évidemment possible qu'à l'aide d'un aperçu historique sur l'un et sur l'autre.

De cette connaissance, on aura à découvrir les défauts, les lacunes, les traits du D.I., et les caractéristiques de la S.I.

Ensuite, on aura à rechercher les causes de l'inefficacité du D.I., du règne de la force dans sa société et à en prescrire les remèdes convenables.

Nous aurons à nous demander d'où vient cet échec :

- des défauts et des lacunes du D.I. ?
- de l'organisation rudimentaire de la S.I. ?
- des principes mêmes du D.I. ? De sa méthode ? de sa conception ?
- du désaccord entre ses principes et l'état actuel de la S.I., ou tout autre facteur ?

Dans le *Livre II*, nous étudierons, selon les résultats obtenus, les modifications nécessaires qu'on doit introduire dans la construction actuelle du D.I., et

l'organisation additionnaire que la S.I. doit avoir pour être en mesure de faciliter la vie humaine et surtout d'empêcher les guerres et garantir la paix.

Quant à la *méthode* que je suivrai, elle sera celle de l'observation et de la constatation, sans toutefois perdre de vue l'aspiration de l'humanité souffrante à la paix, ni les notions du bien et du mal, du juste et de l'injuste, du beau, et du laid.

INTRODUCTION

Elle comprendra deux sections : La 1^{re} contenant des explications sur le problème de la Reconstruction du D.I. : position du problème, définition, etc. ; la 2^e sera une partie historique, d'ailleurs très brève, sur les constructeurs du D.I.

SECTION I

Position du problème de la Reconstruction du D.I.

a) Définition de la Reconstruction du D.I.

Qu'est-ce que la reconstruction du D.I. ? Comment la définir ? Quelle est sa portée, sa signification ? Voilà la première chose qu'on doit savoir.

Il nous faut, dans ce domaine, faire appel à M. Alvarez, qui a écrit le plus sur ce sujet :

La Reconstruction, selon lui, est, en bref, le travail tendant à « mettre en harmonie le D.I. avec les nouvelles conditions ou exigences de la vie des peuples » (V. le Nouv. D.I., pp. 6 et s.). Mais notre internationaliste en donne d'autres, beaucoup plus détaillées et qui ressemblent plutôt à des *indications* qu'à des définitions. Par exemple, celles données à la page 9 de l'ouvrage sus-cité et à la page 32 de sa « Reconstruction du D.I. ». Selon celles-ci combinées, la reconstruction du D.I. ne doit pas consister « dans une simple mise au point » ; elle doit être, par contre,

« beaucoup plus ample et complexe et doit comprendre l'étude des facteurs de tout ordre qui existent et exercent leur influence dans la S.I. » ; pour cela, il faut « mettre en lumière les transformations qui se sont produites dans la vie des nations... et qui sont dues à l'influence de phénomènes politiques, économiques, sociaux, moraux et intellectuels... » ; ensuite on doit faire « la critique des bases et données fondamentales du D.I. (pour essayer) d'esquisser ses nouveaux principes et ses nouvelles orientations » ; « il est nécessaire également » (j'ajoute cette phrase de sa Reconstruction, p. 32) « de mettre en relief les défauts de ce droit pour y remédier ». Cette définition se rapproche très sensiblement de celle donnée par la Commission internationale des jurisconsultes de Rio de Janeiro (1927), selon laquelle elle consiste « à soumettre à une critique rigoureuse les bases et les règles du Droit (international) pour les mettre d'abord en harmonie avec les nouvelles conditions de la vie des nations et les adapter, ensuite, aux intérêts, nécessités, opinions et tendances de notre continent (américain) ». (V. Alvarez, la VI^{me} Confér., p. 125).

Pour M. de Lapradelle, la Reconstruction du D.I., — en ce qui concerne le droit de la guerre — c'est « de le mettre en harmonie avec les nouvelles conditions de la guerre ». (Reconstruction, p. 83.) C'est au fond toujours cette idée que M. Léon Bourgeois a exprimé en ces termes : « adapter les organes de la vie sociale aux conditions nouvelles » de celle-ci (Solidarité, p. 79) et c'est ainsi que toutes ces indications se résument en ces mots : « harmoniser Vie et Droit », *supposant*, il est vrai, l'existence d'un écart de rapport, d'un désaccord, d'un déséquilibre entre la vie et son « image fidèle » (qui n'est pourtant pas) le droit, comme l'appelle M. Politis (V. p. ex. Souveraineté, p. 77).

b) *Quand reconstruire*

Mais ces indications sont-elles complètes, sont-elles mêmes suffisantes ? Manifestement non. Sans doute, elles parlent de « l'harmonie » ; sans doute elles *supposent* un écart et un changement de rapport, mais elles laissent sans réponse cette question capitale : *Quand reconstruire* ? Où commence la *reconstruction* et où se termine la *construction* ? et elles négligent également de nous éclairer sur cet autre inconnu : un changement de rapport, de conditions ; quand provoque-t-il une *reconstruction* ? ou une simple *mise au point* ? ou encore une *réforme* ? Au surplus, il leur manque *le but* : harmoniser ! Soit : c'est bien, c'est nécessaire, c'est excellent, mais *pourquoi* ? Ce n'est pas une question si vaine qu'elle le paraît de prime abord ; son oubli a conduit M. Alvarez à conserver tout après l'avoir réfuté !

Ce qu'il faut à ce propos, c'est établir une *théorie générale* de toute reconstruction, faire ressortir ses caractéristiques, et, partant, la distinguer des mouvements voisins avec lesquels elle peut se confondre : le *Réformisme* et le *Constructionnisme*. Là-dessus on peut annoncer les trois règles suivantes :

Règle I. — Il y aura lieu à une *reconstruction* toutes les fois qu'on constate, à un moment donné, d'une part un *changement radical* dans les conditions de la vie sociale, et d'autre part, un *écart principal* entre les conditions nouvelles de la vie présente et le droit existant, qui, n'ayant pas évolué pour refléter celles-ci, reste *dominé* par l'image de la vie d'hier et non d'aujourd'hui, attendu que ce changement là s'est produit dans le *fondement* même de la vie.

Règle II. — Il y aura lieu à un *réformisme* (je veux dire que celui-ci se produit) quand ce change-

ment-là est en train de se faire, mais qui se fait sentir suffisamment, ou mieux dans les *périodes de transition*. Dans ce cas, le Droit ancien subsiste, mais des règles accessoires s'inspirant du nouvel ordre naissant, représentant le nouveau Droit de l'Avenir, se voient établies à côté de l'ancien Droit.

Règle III. — Il y aura lieu à une mise au point, à une *construction* simple, toutes les fois qu'on constate, ou bien une *lacune* dans le droit établi, ou une erreur dans ce droit, une méconnaissance du fait qui n'est pas changé, mais méconnu ou mal apprécié. Dans ce cas, il n'y a, ni un nouveau droit établi, ni en train de s'établir, mais il s'agit toujours du même droit qui, ayant pour base les mêmes conditions, a besoin d'être corrigé dans ses *détails*, ou bien construit là où il manque (1).

Et maintenant, après la mention de ces trois règles, revenons en arrière pour définir la Reconstruction du D.I. qui peut s'énoncer ainsi :

La reconstruction du D.I. : c'est le travail scientifique qui, constatant qu'un *changement radical* s'est

(1) Pour démontrer le bien fondé de ces règles, il suffit de donner les indications suivantes : tout le monde sait que le bas Moyen âge eut son droit et son ordre féodal : régime féodal, droit féodal; mais à la fin du Moyen âge féodal, la naissance d'un nouvel ordre fut remarquée, et avec lui le pouvoir des rois commença à gagner du terrain. De là, un régime transitoire qui dura très longtemps. A côté du droit féodal, on remarquait un droit royal, des ordonnances anti-féodales (telles que celles des manufactures) établissant de nouvelles institutions ou abolissant d'anciennes limites pour satisfaire des besoins nouveaux (surtout avec Colbert et Turgot). Plus tard, l'an 1789 déracina l'ancien ordre pour en implanter un nouveau, mais ce qui se passa avec le régime féodal se répétait avec ce dernier; après une première période de reconstruction et de construction, un nouveau droit dit *Droit social*, commença à se faire jour et à se consolider de

produit dans le *fondement* même de la vie internationale, et que, par contre, le D.I. est resté généralement ce qu'il était avant celui-ci, entend déclarer qu'un *nouvel ordre I.* doit être établi pour supprimer l'écart ou le désaccord *principal* existant entre celui-ci et la communauté internationale.

Cette définition, telle qu'elle nous apparaît, n'est pas mauvaise ; seulement, en y regardant de près, il n'est pas difficile de constater qu'il lui manque le but de ce « travail scientifique » de même qu'un élément fondamental négligé par le D.I. actuel, à savoir l'organisation de la S.I.

Quant au *but*, il ne peut être autre chose que la *Paix*, ajoutons tout de suite la *paix juste*. Car un ordre, un droit qui n'assure pas à ses sujets, à sa société, la paix, ne mérite pas d'être appelé par ce nom. Assurer la paix, conserver les vies et les biens, et rendre ainsi possible le progrès de l'humanité, voilà le but évident de tout droit. Paix juste ? sans doute, car « la paix ne peut pas se créer sur l'injustice » (de Lapradelle, *Cas.* p. 37) ; « la paix sans droit n'est pas, ne peut jamais être vraiment la paix » (Bourgeois, 32, La Haye; 6 Versailles), et « une paix sans justice est sans mérite » (l'ex-Président Th. Roose-

plus en plus, surtout avec le Code du Travail. Ainsi, du xiii^e siècle au xviii^e siècle, il y eut une période de transition-Réformisme. En 1789, survint celle de la Reconstruction ; pendant une grande partie du xix^e siècle et tout le xx^e, la transition-Réformisme réapparut, et cela coïncide respectivement avec la naissance d'un nouvel ordre, son établissement, son développement, et avec son déclin par l'apparition d'un autre. Mais ce qu'il y a d'intéressant à remarquer ici, c'est que Reconstruction et Construction se compénètrent et s'identifient au début d'un turning point et que ni construction ni réformisme ne s'excluent, et enfin plus la période de transition se rapproche de celle de la reconstruction, plus la paix devient difficile à maintenir, chose qui en constitue le signe le meilleur.

velt, cité, Alvarez, D.I. de l'avenir, p. 20) (2). Et c'est de ce chef qu'on doit considérer cette phrase : « l'intérêt général de la paix prime toute autre considération » qui revient sans cesse chez M. Alvarez (V. p. ex. Reconstruction, p. 218; Rapport à l'Inst. du D.I., p. 67) comme des plus dangereuses et des plus illusoires. De plus, la formule suivante de M. de Lapradelle nous paraît incomplète : « l'intérêt de la justice est supérieur à l'intérêt de la paix » (Cas. p. 25) ; on doit y ajouter « la paix *immédiate* ». Car on constate que « la cause de la justice est aussi la cause de la paix » (Scott, l'Institut du D.I. Préface) (3), et celui-là sacrifiant la première au nom du réalisme et de la paix, rend par là-même impossible le maintien de la paix, et partant, inévitable l'avènement de la guerre, car en s'arrangeant aux dépens de la justice, il paie une prime à l'agresseur, au *léime*, qui ne saurait récompenser l'humanité que par les pires maux.



Quant à cet autre élément faisant défaut à la définition, et qui est *l'organisation* de la S.I., il n'est que trop clair qu'on doit l'y faire rentrer, d'abord car il est l'essence de la vie même, il représente le mouvement et le dynamisme, et surtout, parce qu'il est trop négligé par le D.I. actuel. Aussi doit-on y faire allusion dans la définition même, pour attirer toujours l'attention sur cette vérité bien exprimée par M. Renault (V. Introduction, p. 7) que, quelle que soit

(2) Ou, comme le dit M. Ralston la paix n'est qu'un « sous-produit de la justice car sans la justice, il ne saurait y avoir de paix solide » (D.I., p. 146).

(3) Du reste, M. de Lapradelle le dit lui-même en ces termes : « Le véritable intérêt, c'est toujours de se conformer au Droit » (Cas, p. 25),

la précision d'une règle, la perfectibilité d'un ordre, ils ne pourraient fonctionner sans organismes appliquant ou modifiant leurs dispositions. (4).

En conclusion : la reconstruction du D.I. c'est le mouvement ou le travail scientifique qui, constatant d'une part que la coexistence des Etats s'est transformée en une véritable *communauté* internationale et inter-humaine, et ainsi se changeant *radicalement* dans son *fondement*, et nécessitant impérieusement une vie stable et une paix durable ; et que de l'autre, le Droit international est par contre resté *principalement* ce qu'il était auparavant, proclame qu'un nouvel ordre entre les gens doit être constitué, pour supprimer ce *désaccord éclatant*, existant entre tous les deux, et cela en reconstituant le D.I. actuel sur une nouvelle base et en organisant suffisamment la S.I. pour qu'en fin de compte, une *paix juste* lui soit assurée.

Cette définition diffère beaucoup des indications données par M. Alvarez ; elle l'est davantage surtout lorsqu'on pense aux résultats auxquels aboutissent ses ouvrages qui, constatant cette transformation radicale, n'ont conclu qu'à la conservation presque intégrale de l'ancien D.I. (V. Section II.)

c) Codification et Reconstruction

Il nous a semblé nécessaire, avant d'en finir avec cette Section I de mettre en vedette la différence existant entre la reconstruction du D.I. et sa codification, surtout que toutes les deux sont de tendances récentes et qu'il n'est pas rare de les trouver groupées dans le même ouvrage ; ceci est particulièrement vrai

(4) Voir à ce propos Livre II.

des ouvrages de M. Alvarez, qui n'a proposé la Reconstitution qu'à propos de la codification : reconstruire avant de codifier; voilà une de ses idées principales qui a laissé s'entremêler les deux notions.

*
* *

Que veut dire codifier le D.I. ?

M. Ernest Nys nous dit : Codifier le D.I., c'est « de formuler ce droit et de réunir autant que possible ses règles dans un ensemble systématique » (D.I., t. I, p. 174). Pour M. Politis (Souveraineté, p. 71-2), c'est « de rédiger en formules claires et susceptibles d'être acceptées par tous les pays civilisés, les règles de droit (international) déjà nées, *constatées ou non* jusqu'ici (notre italique) par la coutume ou les traités et, à côté d'elles, les règles constructives absolument indispensables pour en assurer l'application. »

M. de Visscher considère que la codification a pour fonction « de coordonner les règles entre elles, de les systématiser suivant les principes auxquels elles peuvent rationnellement se ramener, de préciser les conséquences qui en découlent, enfin de les *réformer* sur les points où elles apparaissent clairement en opposition, soit avec la logique du système, *soit avec une conception nouvelle* (notre italique) et plus parfaite des rapports internationaux (V. Codification, p. 383). Pour M. Root (cité par M. de Visscher, p. 384, *ibid*) « codifier le D.I., c'est d'abord mettre en mouvement et *susciter* (notre italique), l'œuvre législative elle-même dans la communauté des nations. » (5).

(5) Voir aussi M. Scelle, *Précis*, part. 2, p. 52.

Pour nous, la codification, c'est une *phase supérieure du Constructionnisme* ; c'est le couronnement des constructions, c'est leur « coordination » leur « systématisation », leur « précision ». Elle a donc pour fonction la *forme*, et elle ne va pas plus loin qu'une mise au point d'un ordre donné. Elle se produit, soit à la fin de la période de la construction (V. Sect. I), comme le Code Napoléon, soit pendant la période des transitions (Code Civil musulman Almejelleh) ; elle ne se produit jamais à la troisième phase, celle de la Reconstruction proprement dite. Par contre, celle-ci commence, débute là où la première cesse, et elle a pour but, *le fond* et non pas la forme.

Seulement, il est à remarquer que les définitions données par MM. Politis, de Visscher et Root, se présentent avec un aspect particulier ; cette nuance provient ou bien de la construction très incomplète du D.I. « susciter l'œuvre », « constatée ou non » (V. plus bas Caractéristiques du D.I.), ou du désir personnel du définisseur de faire rentrer ou même substituer de nouvelles règles aux anciennes (« soit avec une conception nouvelle »). Ce désir, quoique légitime en soi-même, ne justifie pas cette innovation dans la définition, car si l'on veut faire rentrer les nouvelles tendances — *quant à leur essence* — dans le D.I., on fera œuvre de reconstruction et non de codification, ou si l'on veut les y faire rentrer, *quant à leur substance*, on fera œuvre de réformisme, non de codification.

Pour nous, il vaut mieux appeler chaque chose par son nom, d'autant plus que la précision de phraseologie dans une science a beaucoup de valeur et de commodité.

SECTION II : *Partie historique*

A ce propos, il est une question qui se présente à l'esprit : Peut-on faire de l'histoire dans ce domaine ? Notre réponse n'est pas douteuse ; elle est affirmative et cela pour plusieurs raisons. Et tout d'abord, on ne doit pas perdre de vue qu'à l'origine, le D.I. actuel ne fut qu'un *justum bellum*, et partant, quiconque essayait de le ramener sérieusement à son état normal : l'état pacifique doit être considéré comme un reconstituteur ; aussi peut-on y faire rentrer tout projet ayant pour but d'assurer la paix, soit par une nouvelle organisation étatique, soit par l'organisation de la S.I., soit enfin, par l'établissement d'un empire mondial.

En outre, dès la fin du XIX^e siècle, et surtout durant et après la guerre de 1914-1918, une foule d'auteurs et d'activités se sont plus ou moins appliqués à reconstruire la D.I. ou à organiser la S.I., partiellement, accidentellement ou d'une façon générale.

Il ressort de ce qui vient d'être dit qu'un exposé historique s'impose, mais en y entendant le sens du mot « Reconstruction du D.I. » d'une façon très large, différant principalement de celui indiqué par nous à la Section I, pour comprendre non seulement les reconstituteurs, mais surtout tout organisateur de la S.I. ou de l'Etat, ou toute théorie ayant pour but d'assurer la paix par un moyen ou par un autre.

Prise dans ce sens, la Reconstruction du D.I. nous apparaît très ancienne. Il y eut, en fait, de tous temps, des reconstituteurs, surtout après les périodes de guerres et, encore plus, durant et après les grandes guerres. « Au lendemain de toutes les grandes guerres, nous dit M. de Visscher, on assiste à un mouvement

en faveur de la consolidation et du développement du D.I. » (V. Codification) : même constatation de MM. Fauchille (traité, t. II, p. 1064) et Alvarez qui nous dit qu'après d'autres guerres que celle de 1914-18, le D.I. « a été remanié » mais toujours, selon lui, « dans les détails » (V. D.I. de l'avenir, p. 113), phrase peu acceptable, à notre avis, car ni les projets de MM. Dubois, Sully et Crucé (apparus après tant de guerres religieuses) ni celui de Saint-Pierre (après les guerres de Louis XIV), ne sont des projets de « détails » surtout si l'on se rappelle l'état du D.I. à la même époque (un simple *justum bellum*).

Cette reconstruction, au *lato sensu*, fut entreprise aussi bien par des individus isolés (Publicistes ou rêveurs de paix) que par des groupements, soit privés (Instituts, ligues, associations) soit officiels — je veux dire par les gouvernants eux-mêmes (comme il se produisait pendant la grande guerre) ou par leur réunion — des conférences. On en trouve d'ailleurs les traces dans de nombreux documents : Pacte de la S. D. N., Vœux, Protocole de Genève, Pacte de Paris, etc...

De toute évidence, dans les pages qui vont suivre, il ne saurait être question que d'un exposé succinct et exemplaire de l'histoire des reconstituteurs du D.I. qui peuvent être répartis, selon leurs méthodes ou leurs moyens, en deux périodes : la première, c'est celle de la reconstruction *utopique*, ou mieux rationnelle ; la deuxième est celle de la reconstruction dite *scientifique*. A ces deux groupes, on doit ajouter l'Ecole de la Reconstruction du D.I. par l'intermédiaire de l'Etat.

Les exemples que je vais donner sont choisis surtout dans la période précédant la Révolution Française, et celle de la guerre et de l'après-guerre.

*
* *

a) Comme exemples des *Rationalistes*, on peut signaler (6) :

Les *Irénistes*, ces « frères de la paix » qui s'appliquaient, au XII^e siècle, à établir la paix et à la maintenir.

Guillaume Postel, qui rêvait également de la consolidation de la paix. Pour lui, le monde entier « devait se convertir à la religion chrétienne et... les juifs, les mahométans et les idolâtres devaient disparaître » pour que la paix fût assurée (V. Nys, *Origines*, pp. 388 et s., et p. 393).

Pierre Dubois (au début du XIV^e siècle) : il vise, dans son projet de Paix perpétuelle, à la formation entre peuples chrétiens, d'une fédération, et à l'établissement entre eux, d'un Pacte renonçant à la guerre et prescrivant l'arbitrage obligatoire. Entre les membres de la fédération, une garantie et aide mutuelle s'imposent ; au service de cette dernière, une force spéciale doit être constituée (V. *Politis, Neutralité*, p. 12 et suiv.).

Eméric Crucé : Il eut la vision, dans son *Nouveau Cynee*, paru en 1623, d'établir « une union universelle s'étendant sur des pays européens, asiatiques et africains ». Pour y maintenir la paix, il suggère la désignation d'une ville — Venise — où tous les souverains auraient « perpétuellement leurs ambassadeurs, afin que les différends qui pouvaient subvenir fussent vidés par le jugement de toute l'assemblée ». (V. Nys,

(6) Plusieurs auteurs, parmi les rationalistes, rentrent quant à l'essence de leur projet, dans le 3^e groupe (V. (C) plus bas).

D.I., t. I., p. 9; origines p. 397 et suiv.). Par ailleurs, il croit que l'oisiveté est nuisible au « repos public » et demande aux princes de donner à leurs sujets des occupations, ayant pour effet, grâce à leur nature même, d'empêcher le trouble. Pour lui, la « paix générale » est possible, car « les obstacles intérieurs » peuvent disparaître et, d'autre part, « ni diversité de nations, ni différences de religion, ne constituent des causes... de guerre » (V. Nys, *Théories*, pp.115 et s., 119 et s.).

Le Duc de Sully : Dans un projet, inséré dans ses mémoires parus en 1638, et attribué à Henri IV, il voulut fonder une république « très chrétienne » composée de quinze potentats, tous soumis « à un conseil général de soixante députés », désignés par eux. Le plus grand souci de Sully fut de rendre ces 15 puissances de l'Europe chrétienne, « à peu près d'une même égalité de puissance... et à donner à icelles des bornes et limites si bien ajustées et contempérées qu'il ne puisse revenir à ceux qui auraient les plus grands et ambitieux des désirs et aviditez de s'accroître, ny aux autres ombrages, jalousies, ny crainte d'en estre opprimez. »

Cette égalité de puissance fut donc conçue par le Duc comme le meilleur moyen pour garantir la paix, une paix qu'il n'aperçoit qu'entre chrétiens, car, comme le remarque M. Nys, « une guerre générale contre les Turcs » complétait son projet (V. *Origines*, p. 395; D.I., t. I, p. 19).

L'Abbé de Saint-Pierre : Son projet de paix perpétuelle (1713) est très renommé. Il le présenta, comme nous le dit M. Fauchille (*Traité*, t. I, Partie I, pp. 168 et suiv.) au Congrès d'Utrecht. Il y proposa la formation du « Corps Européen » dont les membres devaient renoncer au droit de faire la

guerre, et d'accepter la médiation ou l'arbitrage obligatoire de « l'assemblée de la ligue ». Son projet est universel ou mieux continental. Car « l'union européenne devait étendre le champ de son action et tâcher de procurer en Asie une société permanente semblable à celle de l'Europe pour y entretenir la paix » (7).

b) *La période de la reconstruction scientifique*

Durant celle-ci, la moisson abonde et il nous semble que pour en apprécier la quantité, il vaut mieux diviser cette sous-section en trois paragraphes : l'un sur les travaux individuels, l'autre sur les activités collectives privées, et le troisième sur l'activité officielle : hommes d'Etat, gouvernements, Congrès, etc...

Les travaux individuels. Je mentionnerai :

M. Oppenheim : qui publia, en 1911, en langue allemande, son « *The Future of International Law* » qui ne fut traduit en anglais que plus tard et grâce à l'insistance de ce travailleur persévérant, M. Scott (V. Préface).

Dans cet ouvrage, M. Oppenheim donna à la société internationale (pages 18 et s.), une « constitution », contenant 9 articles et reproduisant, à la vérité, les règles du D.I. en vigueur alors (proclamation du

(7) V. Nys, *Origines*, p. 398; *Théories*, p. 126-7; voir aussi à ce sujet et d'une façon générale : Fauchille, *Traité*, t. I, par 1, pp. 168 et suiv. qui y fait allusion à d'autres systèmes de Bentham, Condorcet, Kant, Bolivar, Lorimer, etc.; Alvarez, *Codification*, 1912, pp. 212 et suiv.; D.I. de l'avenir, p. 68.

principe de la souveraineté ; de celui de l'indépendance, etc.). L'auteur n'y ajouta que peu de choses : une cour internationale de justice facultative, une conférence internationale périodique et, à la page 51, il réclame « an international court of appeal ». Ces propositions, on le voit, sont très modérées, révélant plutôt du constructionnisme que de la reconstruction. Pourtant, M. Oppenheim en fut très effrayé et se mit à se défendre contre une accusation éventuelle d'utopisme ! Chose étrange, lorsque l'on sait que, constatant la possibilité théorique et pratique d'un « universal federal State », M. Oppenheim s'appliqua, non à la réaliser, mais à conserver des notions archaïques à cause d'une indésirabilité a prioriste.

M. Alejandro (parfois Alexandre) *Alvarez* : le publiciste s'occupant de la reconstruction du D.I. plus que tout autre, et qui a publié, dès 1912, sa « Codification du D.I. » qu'on peut considérer avec sa « Reconstruction du D.I. et sa Codification en Amérique », 1928, comme les plus importants de ses ouvrages, comptant près d'une vingtaine de volumes, et que notre bibliographie en contient 14.

Certes, ce n'est pas ici le lieu propice pour en donner la liste, et moins encore l'analyse. Pour la première, je réfère le lecteur studieux « l'amoureux de la mizide » comme on dit en arabe, à son autobiographie exposée aux pages 56 et suiv. de son « Le panaméricanisme et la sixième conférence panaméricaine ». Quant à l'analyse de ses ouvrages, il nous suffit de dire qu'il existe chez M. Alvarez, quelques idées maîtresses, y revenant sans cesse, et qui lui sont chères, par exemple, celle de la nécessité de reconstruire le D.I. dont il parle presque toujours à propos de sa Codification. Avant de procéder à celle-ci, on doit, selon lui, faire une critique approfondie des don-

nées, des principes de base, etc., du D.I., faire des « travaux préparatoires ». Reconstruire le D.I. avant de le codifier, voilà l'une de ses notions principales. Ensuite vient cette autre notion, tant répétée par lui, de l'américanisme et du continentalisme. L'Amérique, c'est un continent à part, différant beaucoup de celui de l'Europe, ayant son importance dans le monde, dans le développement du D.I. possédant, en plus, son droit à elle : le D.I. américain, et une organisation américaine, l'Union Panaméricaine, de même que l'Institut Américain du D.I. Elle a ses particularités et ses règles à elle. Il en découle un continentalisme, ayant sa loi qui est « la loi de l'attraction continentale » (la 6^e Confér. p. 47) et dans lequel réside « sans doute l'avenir de la vie internationale » (Reconstruction, p. 98 ; V. aussi la 6^e Confér. p. 43 et s.) et d'après lequel on doit distinguer entre le D.I. universel, continental ou régional, etc. etc.

Une autre idée importante de M. Alvarez est celle concernant la conception du D.I.; celui-ci est pour lui très étroitement juridique ; il néglige la politique. Or, nous dit M. Alvarez « le droit et la politique doivent guider les rapports internationaux », doivent se compléter et se compénétrer (V. Rapport à l'Inst. du D.I., p. 69).

En outre, il est à remarquer à ce propos que M. Alvarez se déclare à plusieurs reprises et dans plusieurs de ses livres (V. p. ex. Codification, 1912, Considération, pp. 5-6, etc...) comme étant à sa connaissance le premier qui émit cette idée même de la Reconstruction du D.I. et d'ailleurs, M. Karl Strupp lui dédia son « Eléments du D.I. Public » en sa qualité de « Fondateur de l'Ecole Panaméricaine pour la Reconstruction du D.I. Celle-ci, soit dit en passant, est l'une des caractéristiques du Nouveau Monde, car selon M. Alvarez, l'Amérique est surtout le « foyer »

de la reconstruction et de la codification, tandis que l'Europe est surtout le centre organisateur de la S.I. Quant à l'Orient, il n'a pas à être compté : le nouveau D.I. que M. Alvarez voudrait établir « doit être le fruit du génie européen et du génie américain » (le Nouv. D.I., p. 40) puisque ce sont eux « qui ont fait la civilisation et la dirigent » (Reconstruction, p. 287).

Et c'est ainsi que ressortent les deux phrases contradictoires des travaux de M. Alvarez, car dans sa *partie critique* et analytique, on le voit partisan de nouvelles méthodes et conceptions du D.I.; il y déclare que les principes actuels de celui-ci sont en désaccord avec l'état actuel de la S.I., ceux-là reposant sur l'individualisme et celle-ci sur l'interdépendance; que le D.I. actuel n'est que le droit des grandes puissances « imposé » à l'Orient, etc., etc., mais arrivant à la *partie reconstructive*, et ainsi s'approchant de la politique, il se montre partisan de la conservation de la souveraineté et de l'indépendance, d'une organisation rudimentaire, d'une « association », non d'une « société »; d'une méthode, non pas démocratique, mais des plus autocratiques, de l'élaboration du D.I., de ce « nouveau » D.I., ne voyant dans l'Asie qu'« une menace pour l'avenir de la civilisation occidentale » (Reconstruction, p. 101), de la conservation de la neutralité, la voulant absolue et intégrale ! (8).

En un mot, si Alvarez était excellent là où il critiquait et analysait, il n'est pas moins vrai que là où il construisait, il fut classique : oubliant la moralité et l'esprit juste de Vitoria, et donnant lieu à une sorte de croisade du xx^e siècle américo-européenne

(8) V. à ce sujet notre bibliographie, surtout Codification, 1912, le nouveau D.I.; le D.I.A.; Chili; l'étude critique du Pacte, etc.

contre l'Orient, et, par contre, ne faisant qu'une plaidoirie en faveur de l'Amérique.

Après Alvarez, il convient de mentionner le célèbre *Bryce*, qui, durant la guerre de 1914, réclamait, en Angleterre, une ligue de paix « ayant pour but entr'autres, la solution des contestations internationales et à la puissance de laquelle on recourait pour empêcher un Etat de troubler la tranquillité générale » (V. D.I. de l'avenir, pp. 33 et s.).

En France, et durant la même période, M. Alvarez mentionne MM. *Yves Guyot*, *Hauriou*, et *M. Denis*, le professeur à la Sorbonne, qui eut dans sa brochure « La Guerre » cette idée ingénieuse de la nécessité de l'abandon du système militaire actuel pour le remplacer par un système de milice (op. cit., pp. 35 et s.).

Aux Etats-Unis, *M. Ch.-W. Eliot* entr'autres, exigea dans son exposé sur « Les bases de la paix en Europe » notamment l'abandon de cette pratique de l'acquisition par la force des colonies lointaines ou des provinces contiguës et l'immunité de commerce en temps de guerre (9).

Pour terminer, on doit dire un mot sur chacun de ces quatre grands publicistes : MM. *Ralston*, *Politis*, de *Lapradelle* et *Scelle*.

M. Ralston entend établir, par son « D.I. de la Démocratie » un ordre mondial juste et humaniste. Il y critique avant tout cette méthode collectionniste du D.I. qui a conduit à l'élaboration d'un D.I. injuste, un « pseudo D.I. ». Pour lui, il ne suffit nullement qu'on constate la répétition d'un vol, d'un meurtre ou d'un acte de violence, pour l'ériger en règles du Droit. La moralité et la réaction humaine doivent

(9) V. à ce sujet et pour plus de détails : Alvarez : le D.I. de l'avenir.

guider, selon lui, les internationalistes. Ainsi le droit de la guerre ou de conquête, ne pourra jamais prendre rang dans le Droit, car l'homme s'émotionne, montre une réaction vivante contre elles de même que cette dernière est contraire à la moralité. Celle-ci est d'ailleurs moniste, il ne peut et il ne doit y avoir qu'une moralité, qu'une seule justice, que M. Ralston nous illustre ainsi : un individu juste, un gentleman est nécessaire à l'intérieur de l'Etat ; de même donc un « oncle Sam » gentleman et juste — tout comme l'homme — est nécessaire pour la bonne marche des affaires internationales. L'Etat, cette « agglomération d'individus » ou « agglomérat d'hommes », doit se conduire donc comme un gentleman purement et simplement. Au chapitre XIII, pp. 157 et suiv., sur « les bases d'un droit des gens démocratique », M. Ralston démontre, entr'autres, la nécessité de la démocratisation de la diplomatie, que M. J. Barthélémy « le Sec-tateur » entend conserver autocratique !

M. de Lapradelle : A écrit, en collaboration avec d'autres personnalités éminentes : « La Reconstruction du Droit de la guerre ». Mais ses idées principales se trouvent exposées dans tous ses ouvrages. La plus importante de toutes est sans doute celle de la *désétatisation* du D.I. Pour M. de Lapradelle, « l'Etat n'a pas toujours existé » ; il n'est, en tous cas, qu'une « institution » comme toutes les autres. Par contre, l'homme (10) est le fait éternel, il est donc « la vraie fin » du D.I.; en face de lui et pour son intérêt, rien ne doit se prévaloir, même pas l'Etat : « dès l'instant qu'on a conçu l'Etat comme... une institution destinée à servir les intérêts humains, nous dit l'arbitre de l'affaire italo-éthiopienne, on peut très bien con-

(10) V. p. ex. Principes 2^e leçon.

cevoir que ces intérêts puissent être servis par d'autres moyens d'une façon plus simple... et meilleure » (17, 19, Cas) (11). Moraliste aussi est M. de Lapradelle ; sans morale, ni paix, ni véritable droit ne peuvent se concevoir. Interdépendantiste, il l'est aussi : son principe de *res communis* a discrédité aux yeux de tous celui de *res nullius*.

Ces idées de M. de Lapradelle sont partagées par M. Politis, si bien qu'il lui cite, pour s'exprimer à propos de la disétatisation, ce beau passage : « au vieux droit des gens qui ne voyait pas plus loin que les Etats, s'est substitué un nouveau droit qui, au-dessus des Etats, voit l'homme » orienté « vers la satisfaction des individus, non vers celle de l'abstraction de l'Etat » (V. Souveraineté, Politis, p. 3, 7). L'Etat est, en effet, pour M. Politis « un simple procédé », voire « une fiction ». En outre, il s'attaque surtout à la souveraineté et à la neutralité ; la première est rejetée par lui systématiquement ; elle n'est, à son dire, qu'un « voile » de la vérité, ne répondant « à rien de réel » (op. cit. p. 3) ; la deuxième est non moins rigoureusement condamnée par lui, elle est immorale et anti-solidaire. Et comme il remplace la souveraineté par la notion de la « liberté », il substitue à l'immoralité la célèbre formule de Loysel « qui peut et n'empêche, pèche ! » qu'il donne pour slogan dans son important livre « La Neutralité et la Paix ».

Quant à M. Scelle, il n'est pas étranger ni à l'un ni à l'autre : l'Etat, pour lui, est une fiction, comme pour M. Duguit. Ce qu'il y a dans le monde, ce sont des hommes et des relations *intersociales*, simples ou

(11) Il est à tel point épris de cette idée qu'il a défini la souveraineté comme étant « le pouvoir qui s'exerce sur l'homme, par l'homme, pour l'homme » (V. Principes, 3^e leç.).

complexes ; celles-ci existent partout et donnent lieu, avec le temps, aux mêmes résultats. L'Etat comme une institution *sui generis*, n'existe pas, tout simplement parce qu'il n'a rien qui le distingue des autres groupements humains. Il est, comme toute autre société, un cercle humain ayant une compétence, nécessitant une limitation et un contrôle. « Les Etats ne sont autre chose que des circonscriptions politiques » ; il faut donc les mettre dans leur place de « charnière », d'« intermédiaire » (V. droit const. p. 509) entre les sous-cercles et la S.I. Partout deux lois sont remarquées et qui doivent être appliquées à toute société : la première, c'est le « Fédéralisme juridique », « loi universelle des rapports inter-sociaux (12) (complex) » ; la deuxième qui n'est qu'une conséquence est celle de la nécessité d'établir la supériorité « de la solidarité globale sur les solidarités locales des éléments composants » (12) qui s'exprime juridiquement par cette formule : « Bundesrecht bricht landesrecht » et « Volkerecht bricht bundesrecht » (Cours, 1936, p. 2). Par conséquence M. Scelle donne la supériorité à la « solidarité globale » et au « Volkerrecht » en remplaçant la notion de la neutralité par celle de la solidarité, et celle de la souveraineté par une notion plus heureuse que celle de la liberté, par le principe précis et simple de la *Compétence*.

Enfin, dans la deuxième partie de son « précis », il affirme l'existence d'un Droit constitutionnel international, droit coutumier, et il le restera, pour le respect duquel il réclame la constitution d'une Cour Internationale ayant pour fonction l'appréciation de la constitutionnalité des lois intermes. (p. 47).

(12) *Op. cit.*, p. 511.

Les activités collectives privées. — Dans ce paragraphe, il est question des associations scientifiques ou populaires ayant pour but l'amélioration, le développement du D.I. ou l'organisation de la S.I. pour lui assurer le « repos » et la tranquillité publics. Je parlerai de :

L'Institut du D.I. : Créé en 1873, d'après la célèbre lettre confidentielle de M. Rolin, qui voulut « donner corps et vie », à côté des activités individuelles et diplomatiques, à « l'action collective scientifique ». Il a pour but « de favoriser le progrès du D.I. », entr'autres, « en poursuivant la consécration des principes qui auront été reconnus comme étant en harmonie avec les besoins des sociétés modernes » (Statut, art. 1. V. l'Institut du D.I., préface de M. Scott). L'institut de Gant, où il fut fondé, a pour devise : « Justicia et Pace » ; il a donné naissance à de multiples projets, embrassant toute la vie internationale et qu'aucun internationaliste ou étudiant du D.I. ne peut s'en passer.

En 1873, fut fondé aussi à Bruxelles, « *The International Law Association* » qui a pour objet, comme l'indique son ancien nom : « *The association for the reforme and codification of the Law of Nations* » l'amélioration du D.I. et son développement. Son siège est actuellement à Londres (13).

L'Institut Américain du D.I. : Fondé à Washington, en octobre 1912, d'après les lettres confidentielles de MM. Scott et Alvarez. Il a surtout pour but : « 1. de préciser les principes généraux du D.I. existants, ou d'en formuler de nouveaux, en conformité de la solidarité internationale » ; « 4. de contribuer au triomphe

(13) V. à propos de cette association et les suivantes : Tchirkovitch, « L'Institut américain de D.I. », .

de justice et d'humanité, qui doivent régir les relations des peuples » ; « 5. d'adopter une nouvelle méthode en harmonie avec la nécessité de la vie moderne » (Tchirkovitch, op. cit., Statuts, art. 2).

Du reste, dans l'un de ses projets, il reconnaît formellement la nécessité d' « un travail de critique et de reconstruction du D.I. » avant de procéder à toute codification de celle-ci (V. Alvarez, Reconstruction, pp. 30 et suiv.).

Les travaux de l'Institut Américain ont embrassé les sujets les plus divers, élaborant ainsi une grande quantité de projets qui sont aussi indispensables à l'internationaliste que ceux de l'Institut de Gant.

L'une des spécialités très intéressantes du premier, c'est l'existence des sections nationales, en faisant partie, et y contribuant démocratiquement. En effet, en dessous de l'Institut, il y a dans chaque république américaine, une Société Nationale de D.I., et en tout, 21 filiales.

Celles-ci sont très actives, font des propositions et élaborent des projets, parfois ayant un caractère très progressif, hardi et novateur. Et, par exemple, la proposition du Chili, présentée à l'Institut dans sa première session, sur la nécessité de la formation des sociétés nationales pour éclairer l'opinion publique, et propager le D.I., ou celle du Pérou tendant à la démocratisation radicale de la diplomatie (V. Alvarez, D.I. de l'avenir, p. 48) ou enfin celles présentées à l'Institut dans une autre session, sur le journalisme et le civisme international, etc.

A la différence de cette particularité, l'Institut américain ressemble à bien des points de vue, au Vieil Institut et par ex., contrairement à ce que l'on est enclin de croire, celui-là n'est pas entièrement américain : il comprend, outre des publicistes américains, de grands savants européens.

Enfin, il est nécessaire de remarquer à ce propos que « *The american Society of International Law* » fondé en 1905 aux Etats-Unis, et ayant pour but la réglementation des rapports internationaux d'après les données « du Droit et de la Justice » s'est affilié à l'Institut A. du D.I., après sa formation (V. Tchirkovitch, op. cit.).

La Société Française du D.I. : fondée à Paris en 1913; fut présidée par M. Fauchille, et avait pour secrétaire M. de Lapradelle. Son but ingénieux, que l'Institut Américain du D.I. lui emprunta, fut de seconder l'Institut du D.I., de l'aider dans ses travaux, et de propager en France le D.I. (Tchirkovitch, op. cit.).

The Grotius Society : créée à Londres, en 1915; elle entend opérer dans le D.I. « une réforme radicale ».

Durant la Grande Guerre de 1914-18, plusieurs associations furent constituées telles qu'aux Etats-Unis, la « *League to Enforce Peace* »; en Angleterre : « *l'Union of Democratic Contrôle* »; en Allemagne : la société « *Neues Vaterland* »; en France : « *la Paix par la Liberté* », « *l'Association française pour la S.D.N.* »; en Suisse : « *le Bureau international de la Paix* »; en Hollande : la Ligue « *anti-allog-Rood* » (14). Ces associations partagent, comme nous le dit M. Alvarez (V. D.I. de l'avenir, p. 25) des idées « à peu près uniformes »; on peut en indiquer par exemple : la confédération de tous les Etats européens; l'abolition du droit de conquête; la limitation des armements; l'interdiction des traités secrets; l'organisation d'une cour internationale et permanente pour la

(14) V. à ce sujet : Alvarez : *l'Etude crit. du pacte*, p. 65 et suiv.; D.I. de l'avenir; Fauchille, *traité*, t. I, partie 1.

solution pacifique des conflits, l'abolition du régime douanier, sanctions contre celui qui recourrait à la guerre sans recourir aux moyens pacifiques (tendance anglo-saxonne) ou même contre quiconque déclarant la guerre (tendance continentale).

Après la grande guerre, il faut signaler avant tout :

L'Union juridique internationale : Elle eut pour présidents honoraires de très grandes personnalités, telles que MM. Wilson et Bourgeois. D'après l'article premier de son statut, il a pour objet de « concourir au progrès scientifique et pratique du D.I. ». Sa plus grande gloire est sans doute son célèbre projet intitulé « Déclaration des Droits et Devoirs des Nations » qui, quoique devancé par celui de l'Institut Américain du D.I., le surpasse par son beau style et sa grande précision. (V. Tchirkovich, op. cit.), (Fauchille, t. I., partie 1, p. 57).

L'Académie Diplomatique I. : C'est une association fondée en 1926 « pour faire face aux besoins nouveaux engendrés par l'intensité de la vie internationale » ; ou c'est un « laboratoire d'idées » travaillant pour la conservation de ce « bien suprême : la Paix ». Sa destination ultime est « d'apporter à la S.D.N. l'appui de sa collaboration dévouée... et de participer ainsi... dans le domaine scientifique à l'œuvre d'organisation du monde », ou mieux de la « reconstruction du monde et l'organisation de la paix ». (V. Dictionnaire Diplomatique, 1933.)

Par l'intermédiaire de son Comité de Codification, il s'est montré partisan, selon M. Alvarez « d'une étude préalable de la reconstruction du D.I. ». (V. Reconstruction, p. 30-31.)

L'Institut des Hautes Etudes Internationales : Fondé (15) à Paris, après la guerre de 1914, inauguré le 19 avril 1921; il a pour but : « 1° de contribuer à la reconstruction du D.I. en conformité des exigences actuelles de la vie des Etats »; « 2° de développer l'influence des idées de la morale et de la solidarité sur la formation du D.I. ».

Le même objet est celui de *l'Académie du D.I. de la Haye* : Fondée, grâce à la Dotation Carnegie, dans cette dernière ville, dès 1914, mais inauguré seulement en 1923. Et c'est pour atteindre le même but que fut fondé à Genève, *l'Institut Universitaire des Hautes Etudes Internationales* de Genève.

The Last Institution qu'on doit signaler, mais by no means the least est *la Dotation Carnegie pour la Paix Internationale*, fondation qui a pour objet de servir la cause de la paix, de hâter l'abolition des guerres, « de les prévenir ou de les éviter », de fortifier le sens de la justice, et d'encourager les règlements pacifiques des conflits internationaux.

Sous la direction de M. Scott, et dans ses deux centres européen et américain (n'aurait-il fallu établir un centre oriental ?) elle s'appliquait à vulgariser le D.I. en encourageant toute œuvre pacifique, ou en instituant des centres pour l'étudier et l'enseigner.

Les activités officielles. Il s'agit là de l'activité des gouvernants qui ont, ou bien montré, déployé le désir de reconstruire ou d'organiser le D.I. et la S.I.,

(15) V. en ce qui concerne les formations suivantes M. Tchirkovitch, op.cit., qui divise son exposé en trois parties : la 1^{re} sur les corps scientifiques; la 2^e sur les corps vulgarisant le D.I.; la 3^e sur ceux encourageant son développement.

ou bien par leur action conjointe même, ils ont *pratiquement* reconstruit partiellement le D.I., ou organisé sporadiquement la S.I. J'en citerai les exemples suivants, en commençant par leur action conjointe :

Les Conférences Organisatrices du XIX^e siècle :
Ce sont ces conférences naissant dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, qui visaient à l'organisation de la vie internationale par l'établissement des Unions Internationales. Leurs activités ont donné naissance à de multiples organismes : bureaux, offices, unions, etc., et ont conduit à la création d'un Droit Administratif International, traitant les règles de l'organisation, du fonctionnement des services publics internationaux, tels que la Poste, la Télégraphie et d'autres sections qu'on verra plus loin. (V. Partie III.)

Les Conférences de la Paix de la Haye : De 1899 et 1907, conférences innovatrices, organisatrices et réglementatrices. Leur importance vient surtout, comme l'a justement remarqué M. Renault (V. La Haye, p. 29), de ce qu'elles se sont réunies *non pas après une guerre*, en vue d'élaborer un traité de paix, mais pour discuter les affaires mondiales, de parler de la paix, pour la paix. C'est là, à n'en pas douter, leur plus grande innovation, qu'elles partagent avec *l'Union Panaméricaine* : fondée en 1889, sur une échelle moindre, pour discuter les affaires américaines. De celles-ci, nous parlerons en temps et lieu (V. Partie III.)

Après la grande guerre, on doit signaler *la S.D.N. et son Pacte* qui a organisé la S.I. et *reconstruit* le D.I., créant, selon MM. Alvarez et Bourgeois, un nouveau D.I. En fait, il a modifié celui-ci sur plusieurs points et fondé la première organisation politique permanente de la paix. (V. à ce sujet, Partie III.)

En outre, la Conférence de Codification du D.I. (1930) tenue sous les auspices de la S.D.N., émit un vœu — parmi quatre — proclamant la nécessité de la Reconstruction du D.I. avant sa codification (V. Alvarez : La 1^{re} Confér.); tout comme les conférences ultérieures de l'Union Panaméricaine, qui ont reconnu à maintes reprises cette nécessité, et en plus, pris des décisions, améliorant ou développant le D.I. (V. p. ex. Alvarez, la 6^e Confér.).

Enfin, il ne faut pas oublier le Protocole de Genève, l'Acte de Genève, les traités de Locarno, le Pacte de Paris, qui théoriquement, ont reconstruit le D.I. dans quelques-uns de ses préceptes, quoique du point de vue pratique, il reste beaucoup à souhaiter.

Quant aux activités individuelles et officielles, elles se sont fait remarquer notamment depuis l'ouverture des hostilités de 1914. En effet, des gouvernements, des hommes d'Etat, neutres ou belligérants, commencèrent à donner leurs vues « sur l'organisation future de la S.I. et la reconstruction du Droit des Gens » comme ils le font maintenant (Alvarez, D.I. de l'avenir, p. 11). Tel est, par exemple, le cas du gouvernement anglais qui déclara vouloir supprimer le militarisme et respecter l'indépendance de tous les Etats, grands ou petits, etc. (Discours de M. Asquith du 4 sept. 1914; Déclarations du Roi). Tel est aussi le cas du gouvernement allemand où son Chancelier se montre (le 5 avril 1916) partisan d' « une Europe nouvelle », transformée en « une terre de pacifique labour », et entendant résoudre tous les conflits pacifiquement (16); de même que le gouvernement du

(16) V. Alvarez, D.I. de l'avenir, pp. 13 et suiv.; Fauchille, Traité, t. I, partie 1.

Chili et le Pape, qui proclame que « la conquête la plus belle et la plus glorieuse » de l'humanité, ce n'est nullement de se battre, mais bien d'arriver à résoudre les conflits par « les règles de l'équité et de la justice » (1).

Mais le gouvernant qui s'occupa plus que tout autre de la reconstruction du D.I. et de l'organisation de la S.I., fut le célèbre Président des Etats-Unis, M. W. Wilson. Dans plusieurs de ses discours (tels que ceux du 8 janvier 1918, du 12 février et du 27 septembre de la même année, et même avant 1916), il montrait la nécessité d'un nouveau D.I., ayant des principes justes, et organisant la vie internationale, pour garantir au monde la paix. Ses Quatorze Points ont été, pendant un moment, si célèbres, qu'on en parlait partout dans l'Univers : en Amérique, en Europe, en Asie et en Afrique. Ses idées principales peuvent se ramener aux suivantes (V. Fauchille, t. I., partie 1, p. 119 et suiv. et partie II, p. 168; Alvarez, D.I. de l'avenir, p. 18 et suiv.) :

1° La nécessité d'une diplomatie franche et publique;

2° La suppression de toutes les barrières économiques, avec, pour tous les Etats, une égalité véritable dans le commerce;

3° La liberté absolue des mers : en temps de paix, de même qu'en temps de guerre;

4° La réduction des armements;

5° L'arrangement démocratique, libre et équitable du problème colonial;

6° La renaissance des nationalités subjuguées (Pologne, Tchéquie, etc.);

7° La non-intervention dans les affaires de la Russie; la coopération avec elle; son invitation à la participation et à l'organisation de la S.I.;

8° La nécessité de garantir au peuple turc, pleinement, sa souveraineté et sa sécurité;

9° Aux nationalités sous l'empire ottoman, doivent être assurés « une sécurité certaine d'existence, et le pouvoir de se développer sans obstacles; leur autonomie doit leur être donnée »;

10° La proclamation du Droit des peuples à se disposer d'eux-mêmes librement;

11° La nécessité d'établir une société des nations, ou, selon M. Alvarez, « une association universelle » garantissant aux peuples leur indépendance, leur intégrité territoriale, et la paix, au moyen d'une garantie réciproque entre les nations, et des procédés pacifiques pour la solution des contestations.

Pour M. Wilson, le monde a un droit : celui « d'être à l'abri de toute rupture de paix »; de même que dans les conditions actuelles de la vie et de la pensée « le temps des conquêtes et des agrandissements » doit être considéré comme « passé ».

c) *L'Ecole de la Reconstruction du D.I.
par l'intermédiaire d'un Etat*

Elle existait de tout temps; elle est même la *seule* école connue par l'antiquité et une grande partie du moyen âge. La Révolution française en faisait partie; Marx et Lénine en sont des membres.

Pour cette Ecole, la Paix ne peut être assurée, ne peut être obtenue, que par un seul moyen, que lorsqu'un régime politique ou une doctrine religieuse déterminés deviennent le régime, la doctrine du monde entier; que lorsque le D.I., adoptant un seul régime et l'imposant, se transforme en véritable Droit constitutionnel international. Ce sont, en un mot, les

systèmes connus sous le nom de domination universelle, ou visant un but mondial, et pour qui un monde uni-régimiste, ou uni-gouvernementaliste seulement, pourra donner la paix. Pour la chrétienté, par exemple, il faut pour y arriver, que tout le monde soit chrétien (Projet de Sully, de Postel, etc.) ; pour l'Islam, la domination islamique universelle y est nécessaire, pour la Révolution française, au moins au début, le repos ne peut être atteint que par la démocratisation du monde ; pour la Révolution russe, un univers communiste seulement pourra supprimer les guerres.

Ces systèmes visent bel et bien le D.I. ; ils entendent le transformer, non le détruire, en un Droit constitutionnel mondial, soit selon une conception de subordination, soit selon celle de l'égalité et de la coordination (chrétienté, Islam, révolutions françaises et russes). Ce sont donc des systèmes reconstitutifs, que l'internationaliste ne doit pas négliger, et on aura à y revenir pour en tirer un bel enseignement.

Il ressort de cet exposé historique, que le travail tendant à la reconstruction du D.I., ou à l'organisation de la S.I., en vue de lui assurer la paix, n'est pas récent. Depuis les temps les plus reculés, les hommes s'en sont occupés, chacun à sa façon : constitutionnelle, utopique ou scientifique.

A l'heure actuelle, et surtout après le bouleversement présent (dès 1931 et, plus, dès 1939) le monde entier s'en occupe : the man of the street cherche, avec le juriste, le moyen par lequel les peuples peuvent vivre en paix, et éviter la guerre. Or, cette recherche, si simple soit-elle, n'est qu'une œuvre de reconstruction. Reconstruire le D.I., c'est donc, actuellement, la besogne de tous.

LIVRE I

LA DESCRIPTION DES ETATS DE LA S.I. ET DU D.I. TELS QU'ILS SONT AUJOURD'HUI

« He who would portray the future of
« International Law must first of all,
« be exact in his attitude towards its
« past and present. »
(Oppenheim - *The Future of I. Law*,
p. 1.)

DIVISIONS

Il est à ce propos deux règles méthodiques : la première s'énonce ainsi : celui entendant reconstruire doit connaître tout d'abord l'état de son *déconstruit* ; la deuxième est celle apprenant que pour connaître ce qui est, il est nécessaire de s'informer sur ce qui était.

Notre Plan s'en inspire : il ne fait que les appliquer ; il entend connaître son construit-détruit, en faisant appel à ce grand maître : l'Histoire, seule capable de mettre de la lumière là où règne l'obscurité des âges, d'autant plus que le D.I. naquit au Moyen âge et durant la période de transition le suivant, où dominait un ordre tout différent du nôtre, résultat de la révolution industrielle. Aussi, pour apprécier les modifications subies par la S.I. les effets de celles-ci sur le D.I., est-il indispensable de connaître *tout d'abord* et brièvement, les états du D.I. et de la S.I., à l'époque devançant celle de la révolution industrielle, surtout durant les périodes féodale et transitoire, débutant avec la Renaissance (xv^e et xvi^e siècles) et la réforme (xvi^e siècle) et durant jusqu'à la Révolution française.

Ensuite, on doit les décrire à l'époque de la Révolution Industrielle, et cela dans ses deux phases : *nationale*, de 1789 à 1856, où s'est établi définitivement à l'*intérieur de l'Etat*, le nouvel ordre, chassant l'ancien, et effectuant un premier bouleversement pour en préparer et en produire un autre, dans sa phase *internationale*, de 1856 à l'heure actuelle, où les effets de

la révolution industrielle commencèrent à se faire puissamment sentir dans la société internationale et sur la vie des peuples (17).

Toutefois, à cause de l'importance de la période de guerre 1914-18 et d'après-guerre, cette deuxième phase aura deux sections générales dans l'une desquelles on traitera tout ce qui concerne particulièrement ces dernières.

En outre, après chaque période, et à la fin de toutes, on aura à tirer les leçons qui s'imposent; l'Histoire, est, en effet, plus qu'un registre muet ou un compte vide; elle est à la vérité le conseiller fidèle et l'instituteur précieux de l'homme, qui doit le parcourir, non pas comme un sourd, mais comme un sensible musicien, qui, entendant ses murmures bas et lointains, tout comme ceux de la Nature, tantôt triste et tantôt joyeuse, doit les traduire en chansons instructives et exemplaires.

(17) Il est à remarquer que les dates sus-indiquées ont principalement une valeur symbolique (l'an 1789 détruisit l'ancien ordre, et consacra le nouveau; celui de 1856 vit participer par l'effet de l'art. 7 du traité de Paris, la Sublime Porte au concert européen) car il faut bien le dire, elles comportent, comme toutes autres limites, quelques fautes, étant donné que l'évolution humaine ne connaît ni étanches cloisons, ni même dans une révolution — un changement subit et brutal. De ces fautes subsistants sont par ex. : la conservation de l'ancien régime par l'Orient, la transformation tardive de l'Allemagne et de l'Italie (1870). Néanmoins, ces dates ont le mérite d'être largement scientifique, car il est communément convenu que la révolution industrielle débuta au dernier tiers du XVIII^e et que son effet s'est senti extérieurement vers le milieu ou dans la deuxième moitié du XIX^e siècle. Enfin, on doit se rappeler que la systématisation ne se fait qu'aux dépens de la précision.

PREMIERE PARTIE

DESCRIPTION DES ETATS DE LA S.I. ET DU D.I. AU MOYEN AGE

Cette partie décrira l'état de la S.I. et celui du D.I. durant le Moyen âge, surtout durant la période féodale; en outre, elle y rattachera la période de transition la suivant (de la fin du Moyen âge à l'époque de la révolution industrielle).

CHAPITRE PREMIER

DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'ETAT DE LA S.I. DURANT LE MOYEN AGE (PERIODE FEODALE)

SECTION I. — *L'étendue de la société*

Géographiquement, elle fut beaucoup moins grande et beaucoup plus limitée, qu'elle ne l'est aujourd'hui : l'Amérique, l'Afrique — sauf quelques parties côtières —, l'Australie, les régions polaires étaient inconnues; le monde d'alors se composait de deux continents : l'Asie qui fut, à la méconnaissance de M. Alvarez, le « berceau » de la civilisation, et l'Europe, contenant toutes deux peu de population.

Socialement, elle le fut moins encore, car si l'Asie et l'Europe se connaissaient, pour ainsi dire, scientifiquement, elles s'ignoraient pratiquement, n'entretenant des relations pacifiques qu'à titre exceptionnel, et ne se rencontrant en général qu'officiellement, principalement à l'occasion de ce terrible événement : la guerre.

Ce fut, pour cela, que l'horloge envoyée par le célèbre Haroune-Al-Réchiide à Charlemagne eut tant d'éclat, tandis qu'un Poitiers ne sortait pas de l'ordinaire, mais qui, par contre, se répéta soit à l'Est entre Ottomans et estro-européens, soit à la jonction des deux continents entre Musulmans et Chrétiens.

Cet état de choses régna d'ailleurs non seulement entre ces derniers, mais aussi entre les « Etats » et même, dans l'Etat, entre les provinces, bien que dans une mesure moindre.

Cela n'étonne quiconque connaissant les conditions de la civilisation et de la vie humaine d'alors.

SECTION 2. — *Le régime féodal*

L'Empire romain s'étant écroulé, les invasions et les infiltrations s'étant succédées les unes aux autres, une désorganisation profonde et une insécurité générale déferlèrent sur l'Europe (et plus tard, sur l'Asie) et, malgré les efforts courageux de Charlemagne et des derniers rois et califes, celles-ci continuèrent hantant tous les esprits.

Alors, l'homme, craignant le pire, se mit à l'œuvre pour établir ce qui lui manquait : la paix, le « repos ». Et après tant d'efforts, il trouva un système qu'il emprunta aux Romains (*beneficium*) et aux Francs (*commendatio*), et qui après une longue période de transition et de transformation se présenta devant l'historien sous le nom du régime féodal,

Dans ce régime, l'homme chercha la sécurité, non pas dans ce qu'on appelle toujours indifféremment l'Etat, mais dans le château, dans le kabile, dans la tribu, son *Etat d'alors* : l'Empire ayant échoué, par la force des choses, et ne pouvant lui assurer son bien suprême, il se tourna vers une unité bien moins grande, faisant marcher les roues de l'histoire à revers. Là, il travailla pour construire, organiser, fortifier et approvisionner son nouvel Etat. Et, sans supprimer les anciens liens qui le liaient avec les autres centres de la vie, il en établissait d'autres qui conduisaient, en fin de compte, à la formation d'un nouveau genre d'empire : empire de châteaux superposés les uns aux autres, comme une pyramide et répartis entre provinces. Mais ce qui lui importait le plus, ce qui fut le véritable centre de la vie, c'était le château, le kabile; ensuite et parfois la Province; et l'Etat chimère existant théoriquement plutôt que pratiquement. Le véritable pouvoir fut, non pas entre les mains des rois, des émirs ou des sultans, mais dans celles des châtelains et des chefs locaux, qui furent généralement en même temps que gouvernants des propriétaires de terrains, des seigneurs.

En Orient, et comme je l'ai déjà remarqué, le régime féodal, différant un peu de celui existant en Europe y apparut plus tard, là où fleurissait le règne de l'Islam et où l'on voyait les douces lumières de la civilisation, assombries déjà dans l'occident; mais là où ce fleurissement n'eut pas lieu, la féodalité se fit jour bien plus tôt (comme en Chine).

Durant cette époque, donc, il n'y avait pas d'Etat proprement dit : mais un Empire, des *Empires de châteaux* et des Kabiles ou tribus. Il n'y avait pas non plus de *nation*; on était vassaux ou serfs d'un seigneur, non pas citoyens d'un Etat-Nation; on se disait membre d'une tribu, d'un château ou d'une province,

non celui d'un Etat. Le pouvoir suprême résidait dans les mains de l'aristocratie féodale, terrienne et militaire, non dans celles (sauf théoriquement) des empereurs.

SECTION 3. — *Le Commerce et l'Industrie*

Le commerce étant à l'origine immédiate du D.I., mais ne pouvant se comprendre sans l'industrie, un historien de rapports internationaux ne saurait les méconnaître. Aussi doit-on le souligner en passant.

Durant cette période, on remarque, à côté de l'industrie familiale ou domestique — trait de l'antiquité — l'industrie ou le système corporatif « caractéristique du Moyen âge » (Gide, Cours, t. I, p. 269). Le métier ou mieux, l'artisan, le maître, le compagnon, englobés dans une corporation y tiennent la place prépondérante.

Mais l'occupation principale de la population fut non pas l'industrie, mais l'agriculture, agriculture primitive, caractérisée par ses classes féodales (serfs, vassaux et seigneurs) et ses liens politico-domestiques (hommage, devoir d'aide, de conseil, d'assistance militaire, de chasse, etc., etc.).

Avec un tel système de travail, la production ne se faisait « que pour le petit marché de la ville » (Gide, *ibid*) et avec des matières locales. Et, tandis, comme dans l'antiquité, le système familial ne connaît « aucun échange » (sauf à propos de « certains produits exotiques » (Gide, op. cit. p. 350), l'échange, à l'époque féodale, « se renferme dans les murailles de la ville » (*ibid*) et les « forains » n'y sont acceptés que dans des conditions bien difficiles, et dans des cas rares.

Quant au commerce international, il eut pour agents les républiques d'Italie et les villes de la Hanse

(Gide, t. II, pp. 63 et suiv.), mais il se faisait dans des circonstances pleines d'insécurité et les moyens de communication rapides ou peu coûteux lui manquaient, de même que les instruments d'échange très commodes de nos jours (monnaies, lettres de change, etc.).

SECTION 4. — *La religiosité*

Le régime féodal que je viens d'aborder ne fut pas l'élément unique du Moyen âge; à côté de lui, il y eut un autre élément non moins important, qui est la religiosité, caractéristique de toute l'antiquité et du Moyen âge, se manifestant par un grand nombre de dogmes spirituels et d'écoles religieuses (Brahmanisme, Bouddhisme, religion de Confucius, de Zoroastre, la Chrétienté, l'Islam et le Judaïsme).

Contrairement à l'esprit féodal, la chrétienté et l'Islam, pour ne parler que de ces deux religions, visaient non pas au localisme, mais à l'*universalisme* ou, comme le dit M. Laurent, au cosmopolitisme; elles enseignaient et prêchaient, à la différence des pratiques moyenâgeuses, *la paix, la justice* et la moralité.

Mais comme chacun de ces deux systèmes cherchaient à unir tous les hommes sous son drapeau, et leur faire adopter son idée, et rien que son idée; comme ils cherchaient, chacun et antagoniquement, la domination idéologique universelle, la pénétration jusqu'à la conscience, leur collision, l'entre-choc fut inévitable.

SECTION 5. — *Traits de la S.I.*

En résumé, les traits les plus saillants de la « société » internationale durant la période médiévale (surtout féodale) sont :

Premièrement : l'isolement : ou « ce principe du plus complet isolement des nations » (de Martens, D.I., T. 1, p. 36) ou encore « la loi de l'isolement » (Laurent, t. I, et aussi t. VII, Livre IV). Isolement, soit entre continents, soit, dans l' « Etat », entre Provinces et châteaux; celui-ci ne fut d'ailleurs qu'un agglomérat de châteaux, n'ayant ni armée à lui, ni justice organisée, ni lois homogènes, ni administration de valeur. Les « *chatellenies* », voilà ce qui fut le centre de la vie et du pouvoir.

Deuxièmement, et ce n'est qu'un résultat du premier, c'est le *localisme* : la vie sociale, intellectuelle (sauf les religions), la vie économique surtout : la production, la circulation (le commerce), etc., furent tous des phénomènes prépondérément locaux. On produit pour sa famille, ou pour sa ville : le marché de la cité. Exceptionnellement, on échange les produits locaux contre des produits d'autres localités. Le commerce international fut confié à des mains bien limitées, et fut réduit.

Troisièmement, en face de cet isolement, il y eut une *pensée*, une *volonté cosmopolite*, représentée par les religions qui, étant exclusivistes et idéologiques n'ont conduit en dernière analyse qu'au renforcement et à la consolidation du régime de l'isolement, et, chose plus importante encore, à provoquer de grands *antagonismes*, menant à des guerres idéologiques (les croisades).

En un mot, le trait des traits, c'est la *négation* : il n'existait ni société, ni vie internationale véritables; les rapports internationaux pacifiques furent exceptionnels; les moyens de communication stables et sûrs manquaient; aucune organisation internationale (sauf les congrégations) n'existait. Tout au plus, ce

qu'il y avait, c'est un désir d'universaliser la vie, désir qui, à cause du manque des moyens techniques, ne pouvait se réaliser (18).

(18) V. à ce sujet, F. Laurent, t. I et t. VII; F. de Martens, D.I. t. I; Alvarez, Codification du D.I., 1912; C. Monroe et C. Sirey, Medieval Civilization; J.H. Robinson, Prof. à l'Université de Colombia, Reading in European History (p. 171-213); R.G. Jettell, prof. à l'Univ. de California; History of political thought. H.J. Wells, Outlines of History, etc.

CHAPITRE II

LE DROIT DES GENS AU MOYEN AGE

SECTION 1. — *Le problème de son existence*

Il est une question à ce propos qui se trouve présentée aux lecteurs du D.I. dans presque tous les ouvrages touchant plus ou moins son histoire : le D.I. existait-il dans l'antiquité et au Moyen âge ? Suit une controverse peu enchanteresse ressemblant à celle concernant l'existence même de ce droit.

Pourtant, si l'on avait songé aux conditions de la « société » humaine d'alors, et à ce fait, vérité bien chère à MM. Politis, Duguit, Scelle, et à bien d'autres encore, d'après lequel le droit, étant un produit social, un phénomène intersocial, ne peut surgir que là où il y a une vie, on aurait épargné à ces pauvres lecteurs ou étudiants une grande peine. Car les peuples d'alors n'avaient — comme on vient de le constater — de rapports pacifiques entre eux, qu'à titre exceptionnel et ceux-ci ne furent ni permanents, ni multiples, ni nécessaires. Le contraire, il faut bien le dire, fut impossible : les moyens techniques y manquaient (des communications sûres, stables, régulières et bon marché, et partant la sûreté, la tranquillité générales, n'existaient pas). Il n'y avait donc pas (v. chap. I^{er}) de véritable vie internationale (proprement dite); il lui en manquait la possibilité.

Dans cet état de choses, un véritable D.I. ne pouvait, à son tour, évidemment, pas exister.

•

Ce principe étant posé, il est nécessaire de le compléter. Il se complète d'ailleurs tout seul, de lui-même : car ayant nié la multiplicité et la régularité, il a affirmé implicitement l'exceptionnalité, et car s'il n'y a pas eu de vie internationale proprement dite, il y avait, par contre, la vie tout court, et, en plus, une vie dans les familles, dans les châteaux, dans les provinces, et, dans un degré va toujours diminuant, dans les empires des châteaux. Cette vie interne, du moment qu'elle existe, se reflète au dehors, s'exteriorise sur un plan plus large et plus vaste, ne fût-ce que dans des mesures très restreintes, dans des rapports très réduits et trop peu fréquents, tels que ceux du commerce, du déplacement, des voisinages, des difficultés irréductibles desquelles pouvaient surgir, et surgit, cet autre lien par excellence de l'antiquité et du Moyen âge : la guerre.

Ce peu de rapports avec cette guerre, cette *ébauche de vie*, très rudimentaire, ne constituant nullement une vie *sociétaire*, c'est elle qui pousse l'homme à y penser, et, là où il y a un génie prévoyant, à envisager pour ces rapports, un système de règles, et une organisation devançant et de beaucoup son époque, de même qu'elle pouvait susciter et suscite toujours l'élaboration de quelques règles plus ou moins positives correspondant aux rapports existants. Mais comme le droit est toujours retardataire, courant après la vie sans pouvoir la joindre, étant statique, et celle-là dynamique, surtout là où elle débute, car elle est toujours inorganique, et comme, d'autre part, le droit est plus qu'une pensée — il est une règle effective — ce qui se produit dans ce cas, le nôtre, c'est la prépondérance des règles abstraites, d'un droit théorique et, au plus, coutumier.

Et c'est seulement, après ce mot nécessaire et sans oublier, avec Laurent (t. I) et Tchoan Pao (Le

Droit des Gens et la Chine antique) que l'antiquité fut le précurseur, qu'on peut dire avec M. Scott et quelques-uns des auteurs de « Fondateurs du D.I. » (1904) que le D.I. fut fondé au Moyen âge, généralement par d'éminents théologiens chrétiens et musulmans. (V. Nys, Origines, pp. 108 et suiv.; Ostrorog, traité du droit public musulman.)

Expliquons-nous. Le D.I. fut-il fondé au Moyen âge ? Oui. Mais comment ? Principalement dans le domaine de la pensée et de l'abstraction, par les penseurs, les théologiens; par les Saint-Paul, Saint-Augustin, Saint-Thomas, qui ne furent que des saints; par un Vitoria qui ne fut que ce célèbre professeur à l'Université de Salamanque, et par Suarez, son étudiant ! Exceptionnellement, il fut fondé par les gouvernants, ou il leur était imposé. En Europe, chez les chrétiens, les théologiens conçurent entr'autres, des règles régissant la guerre et son exercice qui, en se transformant en coutumes, finissaient par être adoptées, au moins théoriquement, par les hommes d'Etat. En Asie, chez les musulmans, celles-ci furent dès le début, et chez tous les Etats islamiques d'origine gouvernementale : l'Imam; étant en même temps, l'émir des croyants, il décrétait, d'après les versets du Coran et les Dires du Prophète, des règles obligatoires parmi tous les musulmans, qui furent appliquées et interprétées par les Caïds des armées, les Cadhis et les Fékihes.

Dans son ensemble, le D.I. naissant, et surtout le D.I. positif, si l'on ose l'appeler ainsi, ne fut que le *Justum bellum*. A l'origine, nous dit M. Nys, le D.I. ne traitait que de la guerre et des problèmes connexes (V. D.I., t. I, pp. 15 et suiv.) et, durant longtemps, il resta « confiné au droit de la guerre qui en est véritablement le noyau » (Nys, Etudes, t. I); celui-là fut, pour M. de Lapradelle, la « presque totalité du

Droit des Nations » (Reconstruction, p. 83). Cela est vrai aussi bien du droit européen que du droit musulman qui ne fut, somme toute, qu'un traité du droit de la guerre auquel M. Nys faisait allusion dans son « Origines du D.I. » (pp. 108 et suiv.) et que M. Ostrog a rendu accessible aux non-musulmans en traduisant Almawerdi, qui n'eut pour mérite que de compiler ce qu'il y avait d'épars et de parsemé à ce propos dans les grands travaux historiques musulmans (soit anciens, comme ceux d'Al Tibérii, Al-Bélathirii, iben Khalikkane iben Khaldoune, etc., soit récents comme chez Zédane, Al-Khoudérie, etc.).

Or, on peut se demander si le D.I., voire un droit quelconque, pouvait naître avec ce *justum bellum*, dans la *substance* même de ce Droit de guerre. Assurément non : un droit quelconque n'y saurait naître. Sans doute, la guerre est un phénomène social, ou mieux, un phénomène de rapports intersociaux complexes et non homogènes, qu'on a remarqué, jusqu'ici, dans toute société et que la S.I. fut et reste son domaine par excellence, mais c'est un phénomène *anti-vie*. Les règles qui la régissent ne sauraient donc pas constituer un droit, car ce sont des règles de l'anti-vie, et le droit règle la vie pour la conserver et la garantir, non sa négation qui l'interdit purement et simplement. Et comme le D.I. est un droit par définition et par appellation, il ne pouvait donc pas naître de la *substance* de telles règles, qui constituent à vrai dire l'Anti-Droit international.

Par contre, là où naquit le D.I., ce qui forma son « noyau » ce ne fut pas cette substance du *justum bellum*, mais ce furent — outre ces quelques normes concernant le peu de rapports pacifiques existants, normes abstraites et doctrinaires — l'essence, l'esprit, l'âme, le but de ces règles. Car si celles-ci furent formulées, ce ne fut sans doute pas en vue de la con-

servation de la guerre, mais pour la sauvegarde de la vie et des biens humains; leur essence peut s'énoncer ainsi : moralité et humanité; leur but ne fut autre chose que la conservation de la vie. Mais, étant donné les conditions de la « société » internationale d'alors, cette essence, ce but, ne trouvèrent, pour se présenter, de rapports aussi solides, aussi importants et aussi solennels que ceux découlant de la guerre. Et c'est dans ces prescriptions : « ne tuez », « ne brûlez », « ne détruisez » et non dans leur exception « que ce qui est absolument nécessaire » que réside le noyau du D.I. C'est là que celui-ci a vu naître son but et son âme. C'est dans la « Paix de Dieu », la « trêve de Dieu » ou « Le Dix sacré » (interdit) et le « Mois sacré » (interdit) qu'il naquit.

C'est là que résidait le « vrai » D.I. qui eut, à cette époque, ses règles à lui, ses traits, sa méthode et son teint. Et c'est à ce vrai droit international, et non au « pseudo » D.I., comme l'appelle Ralston (V. D.I.) que je consacrerai les sections suivantes en commençant par sa méthode.

SECTION 2. — *Sa méthode*

Durant cette première période, cette « phase religieuse » (1) de la construction du D.I., les travaux traitant celui-ci n'étaient pas des travaux indépendants et séparés, mais ils ne constituaient qu'une partie indiscernée des ouvrages théologiques, de même qu'ils furent imprégnés de religiosité et de moralité. La méthode qui y était appliquée était celle qu'un grand nombre d'auteurs appellent par ce nom général « L'Ecole du Droit Naturel », mais qui, d'après

(1) Comme l'appelle très exactement M Le Fur, v. Théorie du D. Nat. Intro.

les très utiles et précieuses remarques apportées à ce sujet par M. Le Fur (2) doit être appelée, à l'instar de l'appellation de MM. Scott (3), Barthélemy et Rolland (Fondateurs), la *méthode scolastique* ou religieuse d'après laquelle le docteur ou le fakihe, après avoir projeté une thèse, examine les pour et les contre, puis étudie la question, du point de vue de la moralité et de la religiosité, et enfin, recherche à l'appui de sa thèse, des versets ou des paroles saintes. Aussi, les théologiens « fondateurs du D.I. » (Scott, *ib.*), en discutant « accidentellement » les problèmes internationaux, faisaient-ils œuvre de théologie, non de jurisprudence (4), le faisaient-ils, selon l'homme de l'Eglise et (je dirai ensuite) selon le laïque (Scott, *ib.*) et ils cherchaient à suivre les enseignements de la loi naturelle « qui a Dieu pour auteur » et qui nous commande « de faire ce qui est bien, et d'éviter ce qui est mal » (5). Cette méthode est celle suivie par Vitoria pour qui chaque légiste « devait être quelque peu moraliste et le moraliste devait ressembler beaucoup à un légiste » (Scott, *ib.*) et que l'Ancien et le Nouveau Testament étaient « toujours » devant lui pour en tirer des citations appropriées aux sujets traités dans ses Relections (*id.*). Telle est aussi celle de Suarez qui, selon M. Rolland, invoquait souvent les Pères de l'Eglise, les théologiens, Saint-Thomas surtout; et que les exemples qu'il citait à l'appui de ses thèses furent « le plus souvent » recherchés dans l'Ancien Testament (Fondateurs, p. 97). Tel est également le cas des fakihs musulmans et par exemple, d'Almawerdi qui analysait et s'appuyait sur les versets du Coran, les

(2) V. *op. cit.*

(3) Le Progrès, pp. 13 et suiv.

(4) Fondateurs, Rolland, p. 96.

(5) Rolland, *op. cit.*, p. 99. V. aussi Nys, Origines, p. ex. p. 104.

dires — Hadithes — du Prophète et des imams, surtout Alshafié, et Abou Hanifeh, et que son livre, comme tous les autres, est rempli de phrases spécifiquement religieuses, sollicitant le pardon, la pitié ou la miséricorde de Dieu.

Cette méthode, à base religieuse, a le mérite d'être moraliste, au service de la justice. Mais ayant plutôt en vue ce qui est sacré et saint, non la justice évolutive tout court, elle remontait maintes fois, avec le D.I. au ciel, laissant de côté la terre pour qui il n'y a rien d'immuable ou de perpétuellement saint.

Et maintenant, après la connaissance de sa méthode, voyons quelles sont les notions et les règles les plus saillantes de ce vrai D.I., telles qu'elles sont résumées par la postérité et surtout d'après l'énoncé fait par ce grand Dominicain, le Professeur Vitoria, qui eut pour véritable successeur Suarez, et plusieurs prédécesseurs pouvant, tous, être englobés sous une seule dénomination « les membres de l'Eglise chrétienne » (Scott, ib.) et qui, somme toute, n'a fait dans l'Occident, chez les chrétiens que ce qu'ont fait Almauirdi ou d'autres, en Orient, chez les musulmans : résumer les idées des ancêtres, les coordonner et les développer.

SECTION 3. — *Ses notions et ses règles*

L'une des notions principales du vrai droit international est celle concernant son *fondement* qui, selon Vitoria et Suarez, réside dans la sociabilité, dans *l'ubi societas ibi jus* (V. Nys, Origines, p. ex., pp. 11 et suiv.) : où il y a une société il y aura une règle de droit. Voilà où réside, selon les théologiens, le fondement philosophique non seulement du D.I., mais de tout droit : là où il y a une vie, répétons-le, car on

ne saurait jamais le répéter assez, là où il y a des rapports suffisamment stables et multiples pour en constituer une, il y aura, il devra y avoir des règles à *fondement juridique*, les réglementant et les régissant. Car si elles y manquaient, l'anarchie, profitant de la négligence des hommes, de la méconnaissance de la vérité philosophique, conduirait aux pires maux.

Une autre notion très importante est celle de l'*interdépendance*. M. J. Barthélemy nous dit (Fondateurs, Vitoria, p. 7) que Vitoria mettait l'accent, dans ses Relections, non pas sur la notion de l'indépendance, mais sur celle de l'interdépendance. Pour lui, il existait ou il prévoyait l'existence — étant de ces génies dont j'ai parlé précédemment — des liens solidaires et interdépendants entre les peuples, liens que ceux-ci doivent prendre en considération plus que tout autre facteur.

Cette pensée est d'ailleurs en harmonie avec cette autre pensée médiévale proclamant l'unité du monde et considérant la constitution d'un Etat universel comme « le bien absolu » (Fondateurs, M. Nézard, p. 78).



Des principes (ou notions fondamentales) du D.I. naissant, on doit parler maintenant de ceux que la doctrine élabora en connexion avec la guerre et qui en sont les plus importants, car joints au but et à l'essence du droit de la guerre, ils forment ce rayon de vérité qui éclairera à jamais les hommes.

Le premier principe est cette notion immortelle de la *guerre juste* et de la guerre injuste qui, quoiqu'on essayât dans la phase étatique du D.I. de l'éteindre, finira par triompher et apparaître dans les doctrines et même dans le D.I. d'après guerre (Pactes de

la S.D.N. de Paris) et ainsi réaliser le contenu de ce célèbre adage : le vrai droit s'élève et rien ne peut s'élever au-dessus de lui.

Elle est la notion la plus importante et la plus précieuse des doctrines théologiques. Sa définition, sa classification, la différenciation entre ses causes, ses buts justes et injustes, remplirent les ouvrages des anciens internationalistes. Quant à moi, n'ayant pas la possibilité de m'y arrêter longuement, il me suffit de dire que, selon eux, la guerre n'était permise qu'à cause de l'absence d'un tribunal, d'un organisme judiciaire international (il n'y avait pas une Cour Permanente de Justice internationale) et que, quoique permise, elle ne put être licite que lorsqu'elle fut autorisée, déclarée par un compétent et lorsqu'elle fut surtout intrinsèquement, objectivement, selon tous, non extrinsèquement, subjectivement, selon le déclarant, juste dans ses causes et dans ses buts. Déclaration nécessaire et régulière, causes justes, buts justes, voilà ce qui pouvait justifier la guerre, et constituer l'une des nations théologiques élevées à propos de la guerre.

Une autre notion, la complétant et en découlant, est celle du *vainqueur justicier*. Une guerre juste pouvait, à la rigueur éclater, mais celui qui l'emportera n'aura pas des droits illimités. La victoire ne donne droit qu'à une chose et ne peut faire qu'appliquer cette célèbre règle énoncée ainsi par le droit musulman : « le préjudice doit disparaître ». Le vainqueur a uniquement à réparer l'injustice, le dommage, ni plus, ni moins, peut-être moins, car la victoire par lui obtenue doit être utilisée « avec humanité et modération chrétienne » — (Scott) (V. aussi Rolland, op. cit., p. 123) ou musulmane — religieuse.

En un mot, le vainqueur fait une œuvre de *justi-*

cier, justicier forcé et partant, il doit se conduire comme un juge : ni annexion, ni ^{humiliation}, ni indemnité non méritée. Celles-ci créent et provoquent l'esprit de haine et de vengeance; or, pour un théologien, les « guerres justes n'ont pour but que la paix ». (St-Thomas, cité par Nys, D.I., t. I, p. 228.)

Une troisième notion ou construction concernant la guerre est celle de *paix imposée*, de « paix de Dieu », de « trêve de Dieu », de quarantaine-le-Roi (chez les Chrétiens); de « Dix Sacrés » (ou interdits), de « Mois Sacré ou interdit » (chez les musulmans) qui visent tous à l'interdiction de la guerre même juste, de toute guerre pendant une durée déterminée de temps pour imposer la paix.

Une dernière notion que je signale, c'est celle concernant la neutralité. Celle-ci se posait avec cette théorie de guerre juste tout autrement qu'avec le droit international étatique. Ce terme même : neutre, ni pour l'un, ni pour l'autre, n'avait pas cours. La notion théologique s'exprime plutôt par celui de belligérance et non belligérance, ou même par l'intervention. Dans le cas où la guerre est juste (et sauf les cas très douteux) on devait s'arranger avec, et aider le juste. Non point ni pour l'un ni pour l'autre, mais pour le juste contre l'injuste.

Voilà ce que fut en gros la théorie théologique de la guerre et de la neutralité.

Mais avant d'en finir, arrêtons-nous un peu pour en découvrir, en extraire, son vrai sens : quel est le sens, l'essence, le but de cette doctrine ne tolérant que la guerre juste et qu'un déclarant justicier, imposant parfois la paix et souvent l'aide au juste? Son essence, c'est l'interdiction de la *guerre-crime*, la tolérance

d'un acte nécessaire, l'exécution commune et forcée (7).

Outre ces règles ou notions relatives à la guerre, il y en a d'autres réglementant scolastiquement quelques rapports pacifiques. On doit en signaler surtout deux :

La première, c'est ce *jus communicationis*, annoncé par Vitoria, et qui est si cher à M. de Lapradelle qui, en continueur de Vitoria, substituait à ce faux principe des mers : *res nullius*, celui de *res communis* (V. p. ex. Cas.; Principes). Pour Vitoria, il y a une règle sûre donnant à l'homme le droit de se communiquer avec ses semblables, concitoyens ou étrangers, ou d'échanger biens et marchandises. Par conséquent, un Etat n'a pas le droit de refuser aux étrangers, l'entrée en son territoire; tout ce qu'il peut leur faire, c'est de les traduire devant ses tribunaux au cas où ils ne respecteraient pas ses lois, où ils troubleraient la tranquillité publique. (Scott, ib.)

De même, un Etat ne peut pas interdire le commerce entre les hommes ou les nations. Celui-ci n'est pas pour lui un droit, mais un devoir, découlant directement de ce *jus communicationis*.

La deuxième règle, c'est celle que Vitoria exprima dans l'une de ses douze Relections, dans celle de « *la relectio de Indis* », datée de 1532, par laquelle il condamna les persécutions des Américains par les Espagnols, de même que ce « principe » de colonisation et de *conquête*. De plus, il y montra le vrai sens et but de ces mots : « barbare », « sauvage », « non-civilisé » et conclut au droit des Américains à l'indépendance et à la liberté, bien entendu à condi-

(7) V. Nys, Origines du D.I.; Scott, Le Progrès; Les Fondateurs du D.I. — Vitoria et Suarez; Almawerdi, Ostorrog, trait. du dr. pub. musulman,

tion qu'ils respectent le principe de *jus communicationis*. (Scott, ib.)

C'est le principe moderne condamnant l'occupation, la conquête et tout acte de violence à l'encontre du droit.

Enfin, disons pour terminer notre exposé un mot sur les *sanctions* de ce droit naissant.

Celles-ci, à la différence de ce qu'elles sont de nos jours, ne furent recherchées qu'en *Dieu* (v. Le Fur, op. cit.). Le pouvoir illimité du Créateur, sa puissance de surveillance minutieuse et sans bornes furent mis au service du D.I., comme au service de tout droit. Sa colère, son enfer, sa punition ultérieure, voilà ce que furent les sanctions du D.I.

SECTION 4. — *Le monde terrestre et le droit céleste*

Si le D.I. fut fondé ou existait durant cette époque, il ne le fut, il faut bien le dire, que chez les penseurs. Le monde politique, dans son découlement quotidien, dans ses agissements, n'en connaissait rien ou presque rien. Cela est aussi vrai du monde féodal que du monde religieux.

Celui-là ne pratiquait, ne possédait à l'extérieur qu'une loi : la guerre. « La guerre, nous dit M. Laurent, est la loi d'une féodalité » et dans celle-ci, elle ne connaissait ni moralité, ni humanité.

L'Eglise, le monde religieux, à son tour, a non seulement créé scolastriquement ou autoritairement un vrai D.I., mais par un détour funeste, a donné naissance à de telles conditions qu'elles ne pouvaient que rendre des plus difficiles l'existence de son nouveau-né. Car s'il aspirait à la paix universelle et perpétuelle, il ne la concevait qu'entre chrétiens ou entre musulmans, non pas entre chrétiens et musulmans. Par cela même, la paix religieuse fut transformée en

enfer triséculier et la religion en « un principe de guerre » de « guerre perpétuelle ». (V. Laurent, t. VII, Liv. III, chap. III, pp. 277 et 281.) Et malgré les affirmations des docteurs que le but du D.I., c'était « la sûreté » ou « le repos » comme le remarque Nys (D.I., t. I, p. 27), les Croisades éclatèrent au cri de : « Dieu le veut » et sous prétexte d'avoir comme origine « l'arrêt de Dieu » (Laurent, *op. cit.*, pp. 284 et 303), ou, chez les musulmans, au cri de « Dieu est grand » et « au paradis » pour donner naissance aux guerres « les plus sanglantes dont l'histoire fasse mention : des millions y ont péri pour la conquête d'un tombeau ». (Laurent, *op. cit.* p. 295 et suiv.), croisades qui furent légitimées par cette théorie de « guerre sainte ou sacrée », ou celle — la même — de *jihade* (l'une des quatre catégories de guerres islamiques) et qui se manifestaient et se distinguaient par le mépris, voire la calomnie exagérée de l'adversaire. Mahomet ne fut pour les chrétiens que le « premier Satan » (Laurent, p. 305) et ceux-ci, étant non musulmans, n'eurent pas le rang sacré chez leurs adversaires.

SECTION 5. — *Les traits du D.I. naissant*

Il se caractérise : 1° en ce qu'il est un droit *scolastique*, s'appuyant avant tout sur les dires de Dieu, du Prophète ou des Saints. Son autorité, ses sanctions y résident, et non dans aucune autorité temporelle. Il est un droit spirituel et céleste. Il est le droit, ou mieux la doctrine des penseurs, des théologiens. Il est en un mot « le *Droit International théologique* ». (Rolland, *op. cit.*, p. 123.)

2° Et ce n'est à la vérité qu'une conséquence, il est un droit *moraliste* connaissant le juste et l'injuste et s'il invoquait Dieu, c'est parce que celui-ci se présentait aux yeux des théologiens comme le summum de toutes les bonnes qualités.

3° Il est *humanitaire* : son essence, c'est l'anti-guerre; son but, c'est la conservation de l'homme et de ses biens; ses moyens, ce sont des principes solidaires : l'interdépendance et le *jus communicationis*. Il est, en résumé, théologique, moraliste, solidaire, et au fond, anti-guerre.

Mais s'il fut parfait, de ces points de vue, il lui manqua, par contre, la vie et son pouvoir. La vie pour qui il fut fait, fut loin de lui. Elle fut dominée par deux facteurs : la féodalité et l'idéologisme (ce principe de combat insatiable) qui, tous les deux, ont conduit au « règne de la force physique » dont parlait F. de Martens (36, D.I., t. I). En outre, ses conditions très rudimentaires, le manque de moyens techniques, ne pouvaient pas tolérer l'existence d'un géant prématurément créé par des génies.

La société internationale — et c'est un tableau de ces deux chapitres — étant une simple coexistence des unités humaines (caractérisée par l'isolement et le localisme), n'ayant pas les moyens de se transformer en vie sociétaire, mais déchirée par l'idéologie et les guerres féodales, n'était pas propice pour la naissance d'un droit dont elle n'avait, pour ainsi dire, même pas besoin, sauf là où la vie se manifestait extérieurement.

Le Droit International étant créé par les théologiens durant cette époque, dans de telles conditions, il ne pouvait donc être *ni efficace, ni temporel*. Il pouvait seulement exister dans le domaine de la pensée. Et ceux-ci comme ils y étaient libres de toute entrave, ils se mirent à tisser le D.I. de l'avenir en optant pour l'interdépendance et la solidarité contre l'isolement et l'égoïsme, pour la moralité contre l'immoralité, et pour la paix contre la guerre.

CHAPITRE III

DESCRIPTION DES TRANSFORMATIONS DE LA S.I. ET DE L'ÉVOLUTION DU D.I. DURANT LA PÉRIODE DE TRANSITION FEODO-ÉTATIQUE

Ce chapitre n'a pour but que d'être une introduction à la Partie II. Il sera donc extrêmement bref, ne contenant que deux sections, l'une décrivant les transformations de la S.I. et l'autre, l'évolution du D.I. durant cette période de transition qui débuta, selon l'accord commun, avec la Renaissance et la Réforme (xv^e et xvi^e siècles) et dura trois siècles environ, jusqu'au xviii^e siècle.

SECTION 1. — *Description des transformations de la S.I.*

Avant de l'entreprendre, il est tout d'abord nécessaire de savoir, une fois pour toutes, la signification de ce terme : *période de transition* dont dépend la compréhension de cette section et la section suivante.

Qu'est-ce qu'une période de transition ?

Il est aisé de répondre à cette question si l'on se réfère à notre définition de la Reconstruction, et si l'on invoque ce grand maître : l'Histoire.

Une période de transition, c'est, en bref, cette période d'expérimentation et de *passage*, généralement longue, entre un *ordre existant* (qui, à cause de l'apparition de nouveaux besoins ou de nouvelles con-

ditions ayant une autre nature que celle des conditions existantes, s'avère impuissant pour sauvegarder à l'homme son bien le plus précieux : la paix) et un *nouvel ordre* s'en dégageant et qui, avec le temps, se consolide à ses dépens et s'en distingue de plus en plus.

En effet, l'histoire nous apprend qu'à maintes reprises, l'homme ayant constaté, petit à petit, que l'ordre ou la forme sociale existants ayant échoué, après une réussite momentanée, pour lui assurer paix et liberté, se met comme ce potier ou fabricant de jarres, dont parlait Al-Khyyamme, mais non sans raison, à détruire ce qu'il a construit avec tant de peine, de zèle et d'art. Mais avant d'y procéder, et comme d'une part, il évolue ne connaissant pas le changement subit même dans une révolution, et comme de l'autre, il ne veut pas perdre ce qu'il a acquis, il passe par une troisième période durant laquelle, se trouvant devant de nouvelles nécessités, d'une nouvelle nature et partant, devant des imperfections flagrantes et lourdes de l'ancien ordre, il se donne au perfectionnement de celui-ci, au réformisme, espérant y trouver le remède à ses maux. Cette troisième période d'expérimentation, c'est celle de transition qui donne naissance à ce chaînon : construction, réformisme dont j'ai précédemment parlé.

Seulement, et c'est là une autre leçon de l'histoire, chaque fois que s'est produit ce phénomène, il a conduit fatalement au destructionnisme — reconstructionnisme, à la révolution. Le réformisme n'ayant jamais pu réussir, ne faisait autre chose que démontrer son impuissance, et ainsi conduisant infailliblement au destructionnisme qui, ne pouvant se faire pacifiquement, à cause de la résistance de ceux profitant de l'ordre existant, avait lieu par un acte brutal,

par une révolution invincible, car la déchéance de celui-ci fut toujours véritable.

Voilà ce qui est, en bref, une période de transition; voilà ce que sont là-dessus les leçons de l'histoire.

Passons maintenant, après cette généralisation, à la spécialisation.



L'ordre féodal fut voulu par l'homme pour lui garantir contre les invasions et la désorganisation de l'Etat-Empire, la paix et la liberté. Celui-là, à vrai dire, n'y a pas manqué; il lui a donné pendant une longue période ce qu'il en espérait : la paix et la sécurité.

Seulement une fois qu'il fut établi et que le danger des invasions barbares disparut, ou plutôt diminua, l'homme vit dans son château, non plus l'abri où il prenait refuge, mais une prison et, dans la féodalité, non pas une garantie de paix, mais un facteur, une « loi » de guerre.

C'est alors qu'il se mit à la recherche de moyens pouvant y remédier; et, avec ces recherches, causées ou aidées par de nouveaux événements, débuta l'ère de transition féodo-étatique, qui lui donna finalement ce slogan : « *Vers l'Etat* ».

De ces nouveaux événements, on doit signaler surtout la découverte des nouvelles terres, la Renaissance, la Réforme, le gallicanisme, le mercantilisme et la physiocratie. Mais le rêve de l'homme ne sera réalisé que plus tard, par l'avènement de deux espèces de révolution : l'une, économique, la révolution industrielle, et l'autre politique, la suivant, du genre de la révolution française.

Et, en attendant leur survenance, disons un petit mot sur chacun des événements sus-indiqués pour montrer la manière par laquelle ils y ont poussé ou contribué.



Avec la *découverte de nouvelles terres*, entendu par là celles de la route des Indes et de l'Amérique, l'isolement outrancier de l'homme, son localisme, son économie féodale, furent tous plus ou moins effectués. Car, en ouvrant à l'Europe, dès la fin du xv^e siècle le chemin de l'Orient, et en lui faisant connaître de nouveau ses richesses illimitées, les explorateurs y ont attiré l'attention de leurs contemporains, et surtout des commerçants qui ne tardèrent pas à imiter les initiateurs, pour nouer avec ceux-ci des relations avantageuses, pour y pénétrer, et enfin, pour préparer ce mouvement de colonisation qui sera à la base de l'essor de quelques Etats européens, de même qu'à la base de leur influence et puissance économique et politique internationales.

Par la *découverte de l'Amérique* (1492) — l'événement le plus important de l'époque, Colomb a non seulement brisé les limites géographiques de l'Ancien Monde — il est vrai, sans le connaître — mais il a aussi brisé celles de la pensée et de l'activité, car il a orienté les yeux de tous vers le Nouveau Monde, au-delà des bornes de leur vie restreinte et il y attira les aventuriers de l'Europe qui quittèrent leur localité, pour s'y établir, ou pour s'en enrichir.

En outre, l'affluence de l'or américain désorganisa l'économie féodale et donna naissance à des idées bien peu en harmonie avec elle (v. plus loin). Aussi n'est-il pas étonnant que M. St-Germain considère celle-ci, avec la découverte même, comme étant les

deux facteurs, entre trois (le troisième, c'est la révolution industrielle) qui ont bouleversé le monde.

La *Renaissance*, ou plutôt *les renaissances* ont conduit à la consolidation de l'autorité des rois aux dépens de celle des seigneurs; celle des empires aux dépens des châteaux et des provinces. Car, par la résurrection du droit romain (aux XII^e et XIII^e siècles), elles ont contribué directement à l'affaiblissement de ces derniers en mettant en circulation les anciennes notions absolutistes et unitaires sur l'autorité de l'empereur et, partant, en fournissant aux légistes de telles théories, elles les ont mis à même de pouvoir défendre les agissements de leur maître, de même que de faire prévaloir la nécessité et la commodité de son règne suprême. En outre, rien que par la mise en honneur de la civilisation préchrétienne, ou, en d'autres termes, par la substitution au centre de gravitation et d'éclairement chrétien, celui de l'antiquité, elles ont éclipsé l'étoile de l'Eglise et partant, l'autorité du deuxième rival des rois.

Aussi M. Le Fur n'a que trop de raison lorsqu'il nous affirme que le but dernier des Renaissances, c'est « d'affranchir de tout pouvoir, même religieux, l'Etat ». (Théorie de dr. nat., p. 296.)

Mais dans cette œuvre, celles-ci ne furent pas les seules : elles furent aidées par la réforme et le gallicanisme.

La Réforme : y a contribué de deux manières : indirectement, en provoquant le schisme, car voulant mettre de l'ordre dans la maison de Rome, il n'a réussi qu'à y mettre du désordre, en conduisant à la destruction de l'unité de l'église, et partant à l'effondrement de l'une de ses théories les plus chères : le principe de l'universalité. Directement en adoptant pour mission politique d'affranchir complète-

ment la société de la domination cléricale » (V. Laurent, t. VIII, p. 484), et en proclamant le principe de la souveraineté de l'Etat. (490, ib.) (1).

Le Gallicanisme, à son tour, en réclamant, par l'intermédiaire de ses Bossuet, aux églises nationales une liberté mesurée de conduite vis-à-vis du pape et en proclamant la nécessité de l'application du principe de la réparation des pouvoirs spirituel et temporel, ne visait qu'à l'affranchissement du pouvoir royal des ingérences papales, par l'établissement des églises pro-royales.

Sur le plan économique, le *Mercantilisme*, fils de l'Amérique et de l'or, combattait à la fois l'église et la féodalité, il fut donc bien peu féodal ou ecclésiastique. Car, épris par « l'illusion chrysohédonique » (Gonnard, Histoire, p. 48), il s'intéressait surtout au commerce et à l'industrie, et il ne voulait qu'un Etat puissant, sans barrières à l'intérieur, et avec un pouvoir incontesté pour lui accumuler son bien-aimé. Il est donc étatiste et interventionniste. Il réclamait des Colbert, pour créer ou aider au développement des manufactures royales et des navires marchands, sans s'arrêter, même un instant, devant les jérémiades des chefs féodaux !

Dans sa lutte pour les lingots d'or, pour les gains, il n'entendait écouter aucune moralité ; il se contenta de proclamer et d'adopter cette maxime : « nul ne gagne qu'un autre ne perde ! ».

Enfin la *Physiocratie* (2) apparue plus tard, voulait détruire au nom de « l'ordre naturel » toute règle-

(1) V. Laurent, t. VIII, surtout Livre III (Renaissance) et Livre IV (Réforme).

(2) V. à ce sujet ainsi qu'au sujet de la physiocratie : Gonnard, Histoires, Livre (II), pp. 45 et s., et Livre III, pp. 185 et s. et Gide et Rist, Histoires.

mentation, trait de la féodalité, en même temps qu'établir un « despotisme étatique légal ». En effet, en proclamant dans son « Tableau économique » le principe du laissez-faire, laissez-passer, Quesnay n'était pas tant anti-mercantiliste qu'anti-féodal. Son agrarianisme nécessitait avant tout la suppression de l'économie féodale, pour libérer l'agriculture des mille et une entraves l'étranglant. Or, cette réalisation de l'ordre naturel, dont parlaient tant et surtout ses disciples, n'était possible, tout comme la réglementation des mercantilistes, qu'à l'aide d'un Etat puissant, d'un despotisme éclairé et légal, qui mettrait tout en œuvre pour la proclamation, l'enseignement et l'application des lois naturelles dont les physiocrates furent les révélateurs. Aussi réclamaient-ils des Turgot pouvant leur donner, non pas de l'or, mais de la *terre libre*.



Il ressort de tout ce qui vient d'être dit que les pensées de l'homme, les tendances des événements et de ses recherches furent orientées vers deux objectifs : l'affaiblissement des pouvoirs papal et féodal, et le renforcement de la puissance royale. Seulement, il n'y avait là qu'une tendance, ou mieux, qu'une transformation en train de se faire. Car si le pouvoir féodal était politiquement affaibli et l'Eglise en train de perdre du terrain, car après la Guerre de Trente ans, la religion fut reléguée « à l'arrière plan », ainsi que nous le dit M. Fauchille (traité, t. I, partie 1, p. 74) et si, par contre, le pouvoir royal se renforçait, grâce surtout aux Richelieu qui n'épargnaient rien pour écraser leurs rivaux, il n'est pas moins vrai que nul d'entre les rois ne s'est affirmé définitivement.



En face de tous ces événements, la Société internationale n'a subi que des changements restreints. Son étendue, et c'est là son plus grand changement, s'est élargie ; la découverte de l'Amérique, en 1492 ; celle de Diaz, en 1486, et de Gama en 1496, et enfin celle de l'Australie (xvi^e siècle) y ont ajouté de vastes terrains. *Ses rapports* : les rapports entre les continents et les Etats se sont sensiblement améliorés. Mais en dehors de ceux-ci, la S.I. fut dans l'attente et eut un rôle de surveillance : elle surveillait, en effet, de loin l'apparition d'un *Pouvoir Royal*, au-dessus des châteaux et des Provinces, séparé de l'autorité de l'Eglise et se distinguant par des traits *nationaux* (église, langue, littérature, etc.) de celle des seigneurs.

Mais à côté de lui, elle voyait encore les grands que le roi ne pouvait pas toujours ignorer quoiqu'il pût parfois s'en passer, grâce à son armée déjà formée (dès Charles VII en France) et grâce à ses sénéchaux, baillis et prévôts.

De même, elle le remarquait côtoyer l'autorité de l'Eglise, d'une église affaiblie qui ne pouvait plus, comme elle le faisait auparavant, dire à ceux qui oseraient comparer la papauté à la royauté que c'est « comparer la lumière vivifiante du soleil au pâle reflet de la lune » (Laurent, op. cit., p. 484, t. VIII) ; car son soleil s'éclipsait, alors que la lune était en train de se grandir et de devenir un petit soleil ! En outre, son dogme de l'universalité étant détruit, elle fournissait à l'Etat son caractère local (national) par lequel on commença à qualifier les personnes ; on se dit et on se nomma, non seulement chrétien, mais en même temps et avant tout... « Français, Anglais »... etc.

Sur le plan économique, la S.I. voyait apparaître, à côté des corporations et des maîtres, les manufactures royales, de grands commerçants, et de grandes

compagnies ; et à côté des serfs, des citoyens « libres », occupés dans le commerce et l'industrie.

SECTION 2. — *Description de l'Evolution du D.I. durant la période de transition féodo-étatique*

Parallèlement à la transformation de la Société humaine (ou mieux européenne) d'une société composée d'unités religio-féodales en une société composée d'unités religio-féodo-étatiques, le Droit international s'est transformé d'un D.I. théologique en un droit religio-étatique. Et de même que celle-ci fut dominée par la *transition*, ce dernier le fut par le mélange ou l'*éclectisme*, mélange qu'on trouve non pas à l'état exceptionnel, — chose normale dans toute époque, — mais à l'état *régulier*, chose caractérisant les périodes transitoires.

Celui-là (le mélange) soit dit en passant, peut prendre plusieurs formes : l'une est celle où des auteurs différents adoptent des règles ou théories différentes ; l'autre, c'est celle où dans le même ouvrage du même auteur, on trouve simplement réunies ou conciliées des opinions différentes; une dernière forme est celle où cette réunion se trouve non pas dans le même ouvrage, mais dans des ouvrages espacés du même auteur.

Ces dernières formes sont celles prévalant au début des périodes transitoires et qui donnent naissance à un problème bien caractéristique de l'avènement de celles-ci, à savoir : le problème de la classification très connu chez les historiens.



A l'époque où nous nous plaçons, le D. I. était un *droit mixte*, car il y avait, outre des auteurs

(comme Gentilis, selon Scott, Progrès, ib.) continuant les traditions ecclésiastiques en élaborant moralement et humainement le D.I., et des auteurs comme Moser, Zuch, Bynckershock (V. Fondateur; Le Fur, op cit., p. 334 et s.) ou Puffendorf, rompant avec eux pour donner de nouvelles écoles : Positive (historique) ou du Droit de la Nature et des Gens (Puffendorf) — il y avait entre ceux-ci une tendance dominante de mélange, entendant se placer entre les uns et les autres pour former une *Ecole éclectique*.

Son représentant le plus renommé, c'est, selon la dénomination consacrée, le « Fondateur » ou le « Père » du D.I. Mais Grotius n'était pas seulement un représentant ; il était plus ; il était le mélange des mélanges : un éclectisme complet en lui-même et partant le sujet par excellence autour duquel se battaient et se battent les Classifistes !

Car s'il est pour MM. Scott, Le Fur et Devaux (3) etc. un continuateur des théologiens, de Vitoria, il est pour une généralité d'auteurs le fondateur du D.I. positif. A vrai dire, il est éclectique, mais son éclectisme est évolutif. Et rien ne le prouve mieux que cette vérité, mise en vedette par M. Basdevant, que toutes les doctrines du D.I. « ont pris leur bast en lui » (Fondateurs) : les écoles philosophiques, positives et « Grotienne » que Vattel, selon M. Mallarmé, en fait partie, en continue « la tradition ».

Aussi, étant dans une période de transition, on ne peut mieux faire, pour comprendre le D.I. mixte, que de dire un mot sur le Père du mélange et du D.I.

Dans son ouvrage de jeunesse, comme nous le dit M. Basdevant, *Grotius* était moins un naturaliste qu'un continuateur des théologiens. M. Scott y pense

(3) Ouvrages précédemment cités; Desvaux, *Traité élémentaire de D.I. public*, v. chap. II, pp. 56 et s.

sans doute lorsqu'il nous dit que celui-ci était un admirateur de ces derniers, et que là où il y avait une controverse, des opinions différentes, il penchait vers la leur. Plus tard, son éclectisme, ayant vu le progrès du slogan « vers l'Etat » a changé de proportion : il devint moins un théologien qu'un naturaliste. Il nous disait que le droit naturel, c'est celui que : « la raison nous fait découvrir comme conforme à la nature de l'homme », sans qu'il ait besoin « de faire intervenir à sa base un ordre de Dieu » (Basdevant, op. cit. p. 232). Bien plus, pour M. Anzilotti, la méthode, la doctrine de M. Grotius contient un « double élément : naturel et volontaire » (Cours de D.I., 1929, 1, p. 10). Selon lui, donc, il n'était pas théologien, son éclectisme était naturo-volontaire.

Sans doute, sa conception de l'Etat, sa définition de la souveraineté (qu'on verra plus loin) ne peuvent que donner raison à M. Anzilotti. Pour lui, une société ne peut devenir un Etat que lorsqu'elle est « indépendante de toute autre puissance *humaine* » (italique par nous, Basdevant, op. cit., p. 249). Et il lui offre, à la façon des naturalistes, des droits antérieurs à toute société et avant toute signature du contrat social (240, 241, ib).

Seulement, que dit-on de sa « *mare liberum* » ? que Selden n'a fait que la rendre plus célèbre et plus solide par sa « *mare closum* ». Que dit-on de son invocation de Dieu, et des termes tels que « de toute puissance humaine » ? Ne prouvent-ils pas son éclectisme tricolore ? Evidemment. Le teint religieux de même que les teints naturel et volontaire faisaient, tous les trois, partie de l'éclectisme tricolore de Grotius.

Celui-là se trouve d'ailleurs même chez le fondateur de l'école du droit naturel et des gens — Puffendorf qui, après avoir défini la souveraineté,

nous dit qu'il serait « ridicule » de mettre en question les lois divines tant naturelles que révélées (4) —. Même Vattel ne pouvait, dans cette période transitoire, se débarrasser de la phraséologie religieuse qu'il employait, selon M. Le Fur, non pour l'amour de Dieu, mais pour atteindre le mieux sont but qui est l'absolutisme de la souveraineté.

En résumé : Durant cette période, le D.I. a perdu largement et son teint religieux et sa méthode scolastique, pour se transformer en un droit dominément éclectique (comme chez Grotius et Wolf) et exceptionnellement positif (comme chez Zuch, Bynckushock, etc.) ou naturel (comme chez Puffendorf et Barbyrac).

Ses règles commencèrent à oublier l'universalité, l'interdépendance et la moralité, pour ne se rappeler que de la souveraineté, de l'indépendance absolues, de même que du volontarisme amoral.

Ainsi, malgré le mélange, la tendance est nette : « vers l'Etat ». Celui-ci gagna du terrain *en fait et en droit*, mais son gain se traduit en même temps que par un excédent de positivité, par une augmentation de l'absolutisme et une diminution de la notion de la justice et de la moralité.

(4) Le droit de la nature et des gens t. II, pp. 357 et 358,

DEUXIEME PARTIE

DESCRIPTION DES TRANSFORMATIONS DE LA S.I. ET DE L'EVOLUTION DU D.I. DURANT LA PREMIERE PHASE NATIONALE DE 1789 à 1856, DE LA REVOLUTION INDUSTRIELLE

CHAPITRE PREMIER

DESCRIPTION SOMMAIRE DES TRANSFORMATIONS DE LA S.I.

SECTION 1. — *L'étendue de la S.I. (1).*

Géographiquement, elle est beaucoup plus étendue qu'elle ne l'était au moyen âge ; car après la découverte de l'Amérique par Colomb, de l'Australie par les Portugais, des parties sud de l'Afrique, la route des Indes, par Diaz et de Gama, elle contenait alors ce qu'elle contient aujourd'hui : les cinq continents. Par ailleurs, les œuvres des anciens aventuriers furent complétées par de nouveaux explorateurs. L'Afrique, par exemple, était explorée, ou traversée, au cours du

(1) Il est à remarquer que cette limite de 1856 sera parfois dépassée en vue d'éviter toute répétition, dans la Partie III.

xix^e siècle, par de célèbres explorateurs tels que Livingstone, Cameron, Stanley et Wissmann. L'Australie, à son tour, n'est pas restée ce qu'elle était. Car, après la découverte des mines d'or, après 1851, elle commença à se développer politiquement pour former, en 1900, le Commonwealth australien. L'Amérique, non plus, n'est pas demeurée celle de Colomb. Sa découverte fut complétée et son état politique s'est transformée radicalement. Car, à partir de 1776, les importants Etats-Unis se sont déclarés libres et ont formé l'Etat le plus fort de l'Amérique. Plus tard, au cours de 1823, les autres Etats américains sont apparus, en se constituant en Etats libres.

Socialement : Les rapports internationaux entre Continents ou entre Etats, se sont fortement accrus, sans pouvoir atteindre un degré d'une importance bien marquée.

Par contre, les rapports intra-étatiques se sont radicalement changés. En effet, l'événement le plus important de l'époque était la disparition de l'ancien isolement *dans* l'Etat et son remplacement par des liens permanents, multiples et nécessaires; ou mieux, c'est la transformation de l'Empire des châteaux et des provinces en un *Etat National*.

Celle-ci eut lieu, tout d'abord en Angleterre, ensuite, avec la Révolution de 1789, en France, en Hollande et en Belgique. Plus tard, elle eut lieu aux Etats-Unis qui, malgré leur Confédération en 1776, et fédération en 1787, ne purent se développer amplement et sans entraves qu'après la guerre de Sécession (1861); en Allemagne et en Italie, après l'achèvement de leur unité politique (1870) ; au Japon, dans le dernier tiers du xix^e siècle, après le forçage de son isolement par les puissances déjà nationalisées ; et enfin, en Russie jusqu'à une certaine limite.

Quant aux autres Etats, ils ont gardé leur ancien régime féodal où il existait, et partant leur isolement.

A l'origine immédiate de cette transformation, sa cause directe était la Révolution industrielle qui établit, partout où elle se produisit, le régime démocratolibéral ou l'ordre bourgeois, capitaliste et qui, avec ce dernier, préparaient, dans l'ombre, un deuxième bouleversement qui sera opéré cette fois-ci dans la S.I.

SECTION 2. — *La Révolution industrielle.*

L'Encyclopedia Britannica la définit comme étant « the change that transforms a people with *peasant* occupation and local markets into an *industriel* society with *world-wide* connection », et, ajoutons, avec un grand usage de machinerie ; ou, en bref, c'est le commerce et l'industrie machinisés et amplifiés aux dépens de l'agriculture.

Cette définition, c'est la définition *technique*, ou non humaine, car elle néglige l'homme pour qui la révolution industrielle n'était qu'une réponse du génie humain à son appel, à son besoin de réaliser son « vers l'Etat », après l'échec de son « vers le château ». Pour lui, c'était le mouvement génial qui a rendu *techniquement possible* la substitution de l'ancien ordre impuissant à lui assurer la paix par un nouvel ordre qu'il croyait alors, capable de le faire.

La révolution industrielle n'avait donc pas seulement un aspect technique, le seul qui nous regarde ici, mais un autre aspect politico-social.

Techniquement, celle-ci a fait ses débuts dès la quatrième décade du XVIII^e siècle, dans le textile et

la métallurgie. Sans doute, son origine, comme le montrent M. Mantoux et M^{me} Bonfante, était plus ancienne (2), mais les inventions importantes ne commencent à paraître qu'à partir du moment sus-indiqué. En effet, la navette volante de John Kay (3) fut inventée en 1733, la machine à filer de M. P. Paul en 1738. En 1735, Darby, à son tour réussit à réaliser la fonte des minerais à la houille. Ces inventions furent complétées par celles de Crompton, de Hargreaves de Cartwright, d'Arkwright, etc., etc.

Oltre celles-ci, il y en a d'autres qui sont de beaucoup les plus importantes, car ce sont elles qui ont rendu, à la vérité, possible le grand développement ultérieur ; parmi elles, on doit mentionner :

La célèbre invention de James Watt : la machine à vapeur, le condenseur, breveté en 1769; la réalisation en 1779 du premier pont en fer, et en 1787, du premier bateau en fer (V. Mantoux, op. cit. p. 327, et chap. III, p. 2, Locius, *id.*) ; en 1814, Stephenson a découvert la locomotive, et en 1819, vogua le premier steamship.

Mais si les premières routes modernes et les premiers canaux furent inaugurés dès le début du XIX^e siècle, la première ligne de chemin de fer ne le fut, en Angleterre, qu'en 1825 (selon l'Encyc. Brit. car pour M^{me} Bonfante, il le fut en 1823, et pour M. Gide en 1830) ; par la suite, les États-Unis secondèrent l'Angleterre ; quant à la France, elle inaugura la première ligne en 1838 (Gide, Cours, t. D. En 1840, l'Europe avait 3.000 km. de chemin de fer seulement (Gide, *ib.*, p. 377).

(2) V. Mantoux, la Révolution ind. chap. IV. § 2; Madame Bonfante, Savants et artisans de la vie industrielle.

(3) V. Mantoux, op. cit., § 2, chap. III, pp. 270 et s.; Goussard, Histoire, pp. 284 et s. de même que Locius, Capitalisme, pp. 11 et s.

Enfin, on doit signaler les inventions d'Ampère, sur l'électricité dynamique, et de Volta (sa pile) qui, avec beaucoup d'autres les complétant ou les développant, ont préparé une deuxième révolution industrielle, en faisant suivre « The century of steam » (Encyc. Brit.) par celui de l'électricité, de la télégraphie, de la téléphonie, et, plus tard, de la radiographie.

Toutes ces inventions ont mis au service de l'homme des forces énormes, des machines, ou — pour reprendre l'appellation d'un auteur — des millions et des millions d'esclaves mécaniques, qui ont rendu possible, outre l'accélération et la simplification de la production, la multiplication, l'abondance et le cheapness des marchandises, le rapprochement des hommes et l'amoindrissement des distances, et au moyen desquels ceux-ci pouvaient facilement communiquer entre eux, se voir, se connaître, se visiter ou échanger biens et pensées,

Seulement, si la contribution du génie humain a rendu tout cela *possible*, sa *réalisation* définitive et pratique se heurtait à deux espèces d'obstacles pacifiquement insurmontables, à savoir : les entraves de fait et de droit du régime féodal (douane et frontières entre provinces, droit seigneuriaux, corporations, etc.) et la résistance acharnée de la classe dominante d'alors « l'aristocratie terrienne et militaire » (comme l'appelle F. de Martens) qui, représentant la couche profitant des avantages de la féodalité, ne voulait en aucun cas son affaiblissement, et moins, sa destruction.

Aussi, là où elle dominait, où elle était établie puissamment, sa résistance ne put être surmontée que par un acte de force populaire, par une révolution politique qui, en collaboration avec la révolution technique, a abouti à l'établissement d'un nouvel

ordre de choses, en harmonie avec les nécessités et les besoins de l'homme gouverné et mécontent.

SECTION 3. — *Le nouvel ordre Démocrato-Capitaliste*

Comme on le voit, il est composé de deux éléments : économique, le *capitalisme* à sa base ; et la *démocratie*, son aspect politique.

Dans le nouvel ordre, le capitalisme a remplacé l'économie féodale, par un système tout neuf, ayant, selon un auteur cité par M. St-Germain (*Capitalisme*, p. 249) « l'intérêt individuel pour base, la concurrence comme moyen, la liberté comme condition, la responsabilité comme sanction » ou mieux, ayant, selon nous, la propriété privée, libre et absolue pour *assise*, la concurrence (la loi de l'offre et de la demande) pour *régulateur*, l'intérêt individuel et le gain pour *moteur*, le moteur ou la machine pour *symbole*, et les capitalistes pour *gérants* (4).

En effet, à la base (5) de tout le nouvel ordre, existe cette institution : la propriété, conçue, non pas comme étant un devoir, ou mieux une fonction publique dont la gestion, conforme à l'intérêt général, est à la charge du propriétaire — comme c'était le cas à l'époque médiévale — mais comme un droit privé et absolu, ne connaissant aucune borne, libéré de toute charge économique. Par conséquence et c'est un premier résultat, celui-là qui en dispose peut, dans les limites de sa fortune, entreprendre n'importe

(4) V. M. St-Germain, *Capitalisme*, surtout chap. II, p. 18, et chap. III; Lucius, *Capitalisme*; *Capitalisme*, rapport de M. Lescure; Gide, *Cours*; Gonnard, *Histoire*, surtout pp. 368 et suiv.; Rist et Gide, *Histoire*; *Moderne Economic Society*; Lénine, ses ouvrages précédemment indiqués, etc.

(5) V. sur ce point, St-Germain, *id.*

quelle activité économique, tout comme il peut s'en abstenir. Pour se décider, il n'a qu'à regarder son intérêt personnel, et les gains probables, et selon que les perspectives seront bonnes ou mauvaises, il entreprendra ou laissera tomber n'importe quelle activité. Dans les deux cas, il n'est soumis à aucune obligation ou réglementation économique : l'Etat n'y doit rien faire, il doit rester le célèbre « gendarme » libéral (V. Gonnard, id.).

Dans les rapports entre ouvriers, ou mieux, entre ceux qui ont « une seule propriété », le travail, (Saint-Germain, p. 112) et les possédant des capitaux, en ce qui concerne les conditions de travail, les salaires, etc. le libéral classique de l'époque n'avait qu'un mot à dire à l'Etat : laissez-faire, laissez-passer, pas d'intervention, liberté. Par contre, celui qui a ouvert une entreprise est le seul autorisé à tout régler et à tout réglementer. Les gérants de l'économie nationale sont, en effet, comme l'a très bien montré un grand professeur à la Harvard University, dans son « *Modern Economic Society* », les Capitalistes. Ce sont eux qui ont le droit de réglementer, de faire les réglementations de leurs ateliers, fabriques ou usines ; ce sont eux qui embauchent et débauchent, suppriment une section ou la maintiennent, décident des conditions du travail : salaire, repos, horaires, etc. Dans tout cela, ils sont, étant les possédants d'une propriété absolue et privée, *libres*, à la différence des possédants du travail qui doivent se soumettre aux directeurs naturels.

Mais si l'on demande aux libéraux, qu'en face de cette liberté naturelle — car ils sont naturalistes — liberté d'agir ou de s'abstenir, ou de n'agir que conformément à leurs intérêts privés, qui va empêcher le déséquilibre entre la production et la consommation, ou l'oubli de l'intérêt général, ils nous répondent

tout simplement qu'il n'y a rien à craindre car grâce à la nature, à des lois naturelles, l'homme n'a pas à s'en faire.

La concurrence, la loi de l'offre et de la demande nous disent-ils, assurent parfaitement leur équilibre. En outre, l'intérêt général n'étant que les additions des intérêts personnels, l'individu travaille, sans le savoir, du reste, en même temps que pour son intérêt pour l'intérêt de tous; tous s'harmonisent : offre et demande, les intérêts de tous et de chacun (6).

Aucune fissure, nul défaut.

Enfin, on doit remarquer que le capitalisme est industrialiste et machiniste (7) ; car, comme le dit M. J. Lescure (id. p. 17) « le moteur est son symbole » et le dynamisme « son caractère ». Il a en vue surtout le commerce et l'industrie.

Voilà ce qui est en très bref le capitalisme naissant, du point de vue *théorique*.

Du point de vue *pratique*, le capitalisme a conduit, non seulement à de grands progrès dans les opérations économiques, production, technique, etc. de même qu'à l'urbanisme (8), mais aussi à deux résultats capitaux : les crises et l'apparition de deux classes nouvelles : la bourgeoisie, acclamée par Proudhon (v. Révolution, dédicace), comme étant la proclamatrice « de toutes les idées révolutionnaires » et « une classe nouvelle et misérable » (Rist et Gide, op. cit., p. 202) acclamée par Marx, comme étant l'« avant-garde de la Révolution prolétarienne ». « Le paupérisme et les crises économiques, nous disent MM. Rist et Gide (p. 204) tels sont les deux ordres de faits qui s'imposent à

(6) Il est à remarquer que les pessimistes de l'école libérale, comme Ricardo, n'y croient pas.

(7) V. St-Germain, op. cit. pp. 100 et s.

(8) V. Mantoux, pp. 358 et s.

l'attention, au moment même où la liberté économique célèbre ses premiers triomphes. »

Les crises qui ont débuté en Angleterre, dès 1815, ont affirmé l'impuissance de la loi naturelle, de l'offre et de la demande, de garder un équilibre nécessaire entre la production et la consommation.

L'apparition de deux classes ayant des « prétentions antagonistes » et qui sont en « lutte permanente », où « le conflit s'engage entre des forces formidables », sans qu'il y ait « des lois écrites ni de tribunaux pour les résoudre » (Gide, Cours, t. II, pp. 182 et s.) a suscité les ouvrages de Saint-Simon et de Sismondi, de même qu'elle a infirmé le mythe de l'harmonie entre l'intérêt de tous et de chacun, et partant, a exposé la société à de grands dangers.

Sur le plan *politique*, l'homme voyait, durant cette période, la réalisation de son rêve : la constitution d'un Etat, condition de sa sécurité et de son bonheur.

L'Etat fut, en effet, proclamé, non pas comme un agglomérat de châteaux et de provinces historiques, sous-divisés par des allégeances secondaires pour un seigneur ou un maître, mais comme le seul et unique souverain, à qui on doit rendre hommage, ou, pour employer les termes consacrés, non pas comme un Etat de « l'aristocratie terrienne et militaire » mais comme un Etat de la *démocratie*.

En France, par exemple, un décret célèbre pris durant la session nocturne du 4-5 août 1789, proclama l'abolition de l'ancien ordre, et partant, l'établissement du nouvel ordre. La féodalité avec toutes ses institutions, ses droits, ses coutumes, ses corporations, ses seigneurs, ses provinces, furent réduits à néant, pour faire place à deux choses : la Nation et l'Individu.

La Nation, c'est la vérité, le fait suprême ; c'est elle qui possède tous les pouvoirs, qui commande, qui

a le dernier mot, qui est, en un mot, la souveraine : « l'Etat, c'est la Nation » et non pas Louis XIV. Elle a sa volonté particulière, volonté libre et absolue. Elle peut tout faire — sauf malheureusement de changer en fait, non en droit, les sexes (Parole sur le parlement anglais). Pour la gestion de ses affaires, elle choisit, librement, et comme bon lui semble, des « députés » qui disposent, en son nom, de la souveraineté. Ils la représentent d'une façon collective, toute entière et dans une seule assemblée, car étant *une* et indivisible, elle ne saurait être représentée par une chambre dualiste, ni par des députés mandatés. Les règles qui régissent ses affaires doivent être homogènes et communes, comme sa langue et son pouvoir (v. J. Barthélémy — ses travaux).

En face de la Nation, celle-ci ne reconnaît que des individus, et que des départements ou communes, etc., faits selon le besoin administratif, ni moins, ni plus.

Aux individus, on donne un certificat intitulé « déclaration des droits de l'homme et du citoyen » par lequel ils peuvent limiter l'autorité de la Nation toute puissante, et qu'ils possédaient antérieurement à la constitution de l'Etat par un « contrat social » marque Rousseau.

Entre les deux, rien d'intermédiaire ne doit exister : aucune association, aucun organisme « d'intérêt », tout simplement parce qu'il n'y a que l'intérêt de la nation, une. « L'anéantissement de toute espèce de corporation, lit-on dans Le Chapelier, (est) une nouvelle des bases de la constitution française » disons démocratique (9).

Enfin, dans cet Etat-Nation, les individus sont

(9) V. par ex. Lucius, Capitalisme, p. 56.

libres, possédant toutes les libertés : de la pensée, de la parole, de la réunion, d'écrire et d'imprimer leurs pensées, etc.

Voilà résumée la théorie démocratique.

Les faits s'en écartent. Car si la nation était considérée comme une, il n'est pas moins vrai que ses représentants se sont appliqués, dès le début, et comme le montrent les travaux sur la législation industrielle (v. par ex. ceux de MM. Capitain et Les-cure) à tolérer les agissements des patrons, et à inter-dire d'une façon rigoureuse, allant en s'accroissant, les activités économiques ouvrières, savoir leur coalition, leur association, les grèves, etc. par des lois importantes ayant pour initiateur la loi du 17 janvier 1791, dite loi Lechapelier.

Quoiqu'il en soit de la combinaison des deux éléments de ce nouvel ordre démocrato-capitaliste, la S.I. a eu à constater la naissance d'un nouveau pouvoir : l'Etat moderne, ayant à son service, une armée nationale, organisée et équipée par lui directement et dès le temps de la paix (« paix armée ») ; la police, une administration importante, bien payée et organisée, disposant de la population tout entière, de même que de ses ressources, lorsque « l'intérêt national » l'exige. Cette puissance — la puissance du nouvel Etat, ne se compare nullement avec celle des seigneurs ou des empereurs nominatifs, car outre le principe de l'Etat-Nation, les outillages et les forces qui lui étaient fournis par les révolutions industrielles (machines, vapeur, chemin de fer, électricité, etc.) rendent son autorité effective et redoutable, sa parole sanctionnée et obéie.

SECTION 4. — *Le Commerce et l'Industrie.*

Si la révolution industrielle a effectué, ou mieux bouleversé, non seulement les quatre opérations économiques, mais aussi l'ordre social même, comme nous le dit M. Mantoux (op. cit. Introd.) le champ de ce bouleversement était, durant la période examinée, beaucoup moins la société internationale que la société nationale.

Sans doute, le commerce international avait fortement augmenté ; les échanges entre les continents, entre Etats par l'intermédiaire de la marine marchande, et pour l'écoulement des produits fabriqués, britanniques surtout, ou pour les achats des matières premières en Asie ou ailleurs, se sont largement accrus.

N'empêche que tout ce qui était important à ce moment-là passât, non dans la S.I., mais *dans l'Etat*, qui se préparait, pour ainsi dire, en vue d'une parade internationale prochaine.

Dans l'Etat, les grandes inventions dont j'ai déjà parlées, avec beaucoup d'autres, envahissaient toutes les industries pour les munir de machines et de la force motrice. Des usines, des fabriques surgirent partout. L'industrie s'apprêta, non seulement pour une production nationale, mais aussi mondiale.

Le commerce en faisait autant. Des routes modernes, des canaux, des bateaux mécanisés, des lignes de chemin de fer furent en voie de construction. Les commerçants eux-mêmes examinaient mieux la nouvelle situation pour découvrir, soit un client désiré soit une matière indispensable.

En attendant, la société internationale, tout en surveillant le développement économique et le progrès technique, était dans une grande inquiétude en ce

qui concerne l'aspect politique de ce bouleversement. Car si ceux-là avaient choisi l'Etat comme champ d'action bienfaisante et heureuse, celui-ci, déborda l'Etat pour plonger la société internationale dans des guerres prolongées et horribles.

SECTION 5. — *Les guerres idéologiques.*

En effet, le succès de quelques nations, notamment de la France, de se donner un gouvernement démocrate-capitaliste, et partant anti-aristocratique fut, en même temps qu'envié par les autres peuples, une cause d'exaspération et de colère de l'aristocratie féodale, et ainsi, il se transforma en un événement extra-national. Dès le début, nous dit M. F. de Martens, « le mouvement révolutionnaire qui s'empara de la France eut une signification internationale ». (10).

Mais, tandis que les représentants de l'aristocratie ne parlèrent que de « l'incendie » menaçant, y voyant un gros péril, et commencèrent à se coaliser contre « l'ennemi commun », pour arrêter la propagation des nouvelles idées (11), pour (12) « sauver l'Europe entière de la révolte et de l'anarchie » (Léopold II), ou pour « châtier la France » (François II et le roi de Prusse); les peuples s'apprêtaient à suivre l'exemple des nations victorieuses qui, du reste, ne se gênaient pas pour montrer, d'une part, leur animosité envers les premiers et, de l'autre, leur sympathie et même leur intention d'aider les derniers, et leur espoir de voir le drapeau révolutionnaire partout. M. Laurent nous dit (t. XV, pp.44 et 45) qu'en proposant celui-ci, Lafayette affirma apporter « une cocarde qui fera

(10) V. F. de Martens, D.I., t I, p. 149.

(11) V. Fauchille, traité, t. I, partie 1, p. 84.

(12) V. Nys, D.I., t. I, p. 36.

le tour du monde », et dont les trois couleurs « vogueront sur les mers... obtiendront le respect de toutes les contrées, non comme le signe des combats et de la victoire, mais comme celui de la sainte confraternité des amis de la liberté sur toute la terre, et comme la terreur des conspirateurs et des tyrans » (Mirabeau). A son tour, la Convention n'hésita pas de promettre, dans sa déclaration du 19 novembre 1792 à « accorder fraternité et secours à tous les peuples qui voudraient recouvrer la liberté ! » (13).

Cet antagonisme irréconciliable mena, tout d'abord, à la convention de Pilnitz, du 27 août 1792, au manifeste de Brunswick du 28 juillet 1792, et ensuite à cette étincelle, à la guerre fatale dans toute atmosphère idéologiquement électrisée.

Dans ces guerres de la révolution française, les buts des deux camps furent diamétralement opposés. L'un voulait la destruction pure et simple du nouvel ordre ; l'autre se donna pour devise « guerre aux châteaux, paix aux chaumières » (14) ou encore « partout où il y a un trône, nous avons un ennemi » (15). Et, dans sa déclaration du 15 décembre 1792, la Convention proclama : « Destruction des palais et paix aux chaumières, tel est le but de la guerre... » de même que la formation des gouvernements des « sans-culottes » (16).

Plus tard, lorsque la défaite de la France de Napoléon fut proclamée définitivement à Waterloo, l'aristocratie se donna pour tâche le renforcement des précautions et des garanties contre « l'esprit turbulent » de la France et « l'écrasement des idées

(13) La Révolution Française par Ed. Gasc-Desfossés, t. III, p. 74.

(14) Nys, Etudes, t. I, p. 384.

(15) F. de Martens, op. cit., t. I, pp. 148 et suiv.

(16) Desfossés, op. cit., p. 77.

libérales » (17) par la politique de l'intervention, leur « unique programme » (id.). Cette double tâche fut réalisée par le Congrès de Vienne (1815) qui, selon les belles paroles de Thiers « de politique n'en eut qu'une » : celle d'accumuler les précautions contre la France » (18) et par les congrès tenus de 1820 à 1822 (de Troppéau, de Laybach, de Vérom) qui ne poursuivaient qu'un but : l'anéantissement des libertés publiques, le maintien et l'affermissement du despotisme ». (Nys, D.I., t. I, p. 39)

A la tête de toutes ces activités réactionnaires, il y avait cette notoriosa figure : le Prince de Metternich, qui inspira la sainte alliance et les congrès susmentionnés, et qui s'est donné pour mission l'étouffement de tout mouvement révolutionnaire, quelle que fut sa contrée. (Espagne, Italie, etc.)

Seulement, comme l'histoire marche de l'avant, malgré les périodes d'arrêt et de régression, les révolutions générales qui éclatèrent en Amérique et en Europe (1823, 1830, 1848, etc.) balayèrent puissamment l'idole et ses temples.

SECTION 6. — *L'organisation de la S.I.*

Durant cette période, on a remarqué l'apparition de quelques organismes internationaux, ou mieux européens, de nature politique et passagère. Tels sont par exemple : la Sainte Alliance, fondée en 1815 et dirigée par Metternich contre la France et contre les nouvelles idées, ou mouvements révolutionnaires ; le Directoire européen, formé en 1814, transformé plus

(17) Nys, D.I., t. I, p. 38 et t. II, p. 226.

(18) Cité Fauchille, traité, t. I, part. III, p. 250,

tard en Concert Européen (19) qui dura, selon M. Laurence, constamment durant la plus grande partie du xix^e siècle et que M. Alvarez relate dans plusieurs de ses ouvrages, lui attribuant un rôle bienfaisant de conciliation et de pacification, jusqu'à l'avènement de l'impérialisme qui le paralysa et le rendit ineffectif.

Mais outre ceux-ci qui ne furent pas, à proprement parler, de véritables organismes, l'organisation permanente de la S.I. fut à la fois manquante et impossible. Cette impossibilité provient de l'idéologisme et de l'esprit métaphysique du xviii^e siècle et de la révolution française. Car la loi antiorganique de Lechapelier fut inspirée des idées qui ont une portée à la fois nationale et internationale. En effet, de même que dans la Société Nationale « l'esprit métaphysique (du xviii^e s. et de la Révolution Française) nous dit Comte se manifeste d'une manière analogue, dans les relations internationales, où la *négarion de toute organisation* n'est pas moins absolue » et où il tend « à entraver la réorganisation sociale », (cité, M. Raynaud, Vie économ. introd.).

SECTION 7. — *Traits de la S.I.*

Ce sont : 1^o *l'apparition de l'Etat moderne*, d'un Etat *national* tout puissant, ayant à son service, comme le dit M. Farrère (l'Europe en Asie, p. 37) « une force meurtrière capable d'asservir le monde », et où l'ancien isolement disparut pour être remplacé par des liens sociaux économiques, politiques, etc., permanents, multiples, indispensables à la vie de chacun et de tous, ou, mieux, où l'ancienne vie féodale et locale

(19) V. Laurence, *Principe*; Fauchille, t. i, part. 1, p. 177; Alvarez, *Codification*, 1912, *Reconstruction*; Chili; D.I. de l'avenir, etc.

fut transformée en une vie nationale solidaire, *interdépendante*, en même temps, et jusqu'à un certain point, qu'*antagonique*. C'est là, sans doute, le fait le plus important et le trait le plus saillant. Deuxièmement, c'est l'affaiblissement du rôle et la diminution de l'influence de l'*Eglise* et du facteur religieux qui était relégué, en Europe et en Amérique à « l'arrière plan ». Troisièmement, c'est la réapparition de la *lutte idéologique*, cette fois-ci en Europe, laquelle était déchirée pendant une longue période par des guerres ayant à leur base l'antagonisme entre démocratie et aristocratie. Ce bouleversement, remarquons-le une autre fois, a lieu principalement en Europe et à l'intérieur des Etats révolutionnaires. L'Asie, l'Afrique conservèrent et leur féodalité et leur religiosité, chose qui aura par la suite et qui eut même partiellement une grande importance et répercussion dans l'avenir du monde, car ceux qui ont à leur service cette « force meurtrière » dont parlait Farrère, vont asservir ceux qui n'en ont pas.

En outre, malgré une forte augmentation dans les rapports internationaux, la S.I. est restée plus isolationniste qu'interdépendante.

CHAPITRE II

DESCRIPTION DE L'EVOLUTION DU D.I. DURANT CETTE EPOQUE

SECTION 1. — *Le nouveau D.I. - Le D.I. classique* *Le D.I. actuel*

Si les publicistes furent partagés dans leur opinion à propos de l'existence du D.I. tant dans l'antiquité qu'au Moyen âge (les uns la niaient, les autres l'affirmaient) ils sont, par contre généralement d'accord sur son existence durant cette période ; et à part son origine lointaine, un grand nombre d'entre eux considèrent que le D.I. actuel, ou un « nouveau » droit fut fondé par Vattel, ou avec la révolution française.

M. F. de Martens, par exemple, nous dit que le D.I. actuel débute avec la France révolutionnaire, qui jeta « les fondements d'un nouvel ordre international ». Même opinion de M. Fauchille qui s'exprime presque dans les mêmes termes (v. de F. Martens, D.I., t. I, p. 165; Fauchille, t. I, partie 1, pp. 84 et s.) et de M. Alvarez, pour qui, d'ailleurs, l'une des causes de la Révolution Française est le désir de réformer le D.I. existant alors (v. Codification, 1912, p. 251).

D'autre part, M. de Lapradelle nous dit qu'un « nouveau droit » se précise au XVIII^e s. dans l'œuvre de Vattel » (Cas., p. 119) ; cette opinion est très proche de celle de M. Gidel, pour qui ce dernier est un trans-

formateur-fondateur (v. Droits et devoirs des Nations) et de M. Le Fur, le considérant plutôt comme un novateur que comme un continuateur de Grotius (v. Théor. de dr. nat., pp. 330 et s.) (1).

Or, comme ce « nouvel ordre » ou « nouveau droit » fondé par la philosophie métaphysique du XVIII^e siècle, « subsiste encore » (F. de Martens, id.) et que « les doctrines de l'Ecole du Droit Naturel, telles que Vattel les a exposées, inspirent toute la doctrine du XIX^e siècle, et le début du XX^e siècle (Gidel, op. cit. p. 585) ou, d'une façon générale, les notions qui étaient à la base de la théorie des « Droits fondamentaux » le seront de même pour le droit positif, sauf en leur ôtant leur naturalisme, à tel point que chez « tous » les auteurs, c'est celui-ci et non le droit naturel, qui « fera figure de droit subsidiaire » et que, selon Jellinek, « le vieux droit naturel continuera à célébrer ses orgies » même, comme l'affirme M. Gidel (v. op. cit. p. 585 et s., p. 590 où il cite ce dernier) chez J.-F. de Martens (que M. Gidel considère comme le fondateur de l'Ecole positive) ; il n'est que trop évident que nous devons décrire, en même temps que le D.I. d'un Puffendorf, d'un Vattel, celui d'un J.-F. de Martens, et même d'un Laurence et d'un Fauchille, etc. droits qui constituent, au *fond*, un seul et même droit. Car quiconque s'est consacré à l'étude du D.I. ne connaît principalement que ce nouveau droit fondé au XVIII^e siècle et qui sera par la suite, développé, commenté, tout comme plus ou moins « dénaturalisé » par les publicistes sus-indiqués, et c'est seulement à titre d'exception qu'il apprend l'existence de ce qu'on

(1) Mais elle est sensiblement différente de celles données par M. Duvaux (v. traité, chap. III, pp. 56 et s.) et M. Malarmé, l'auteur de Vattel dans les Fondateurs, pour qui celui-ci continue la « tradition grotienne ».

appelle communément « les nouvelles tendances du D.I. » qui ne sont par *définition* que des *tendances*, n'ayant dans le domaine de la positivité que des exemples épars qu'on recherche çà et là.

Et c'est ainsi qu'il constate que si un Politis, un Alvarez ou un Garner se sont appliqués à extraire ces dernier et à les répandre, les « autorités » classiques ou du D.I. officiel n'y font qu'une simple allusion, les passant même souvent sous silence, n'entendant reconnaître comme droit que le droit international classique.

Aussi, à l'étonnement de tout superficialiste et solidariste, et peut-être à ma tristesse, voulant dépeindre ce nouveau D.I. me voyais-je décrire en même temps que celui-ci un autre qui est au fond le même, le D.I. classique — le D.I. actuellement en honneur ou, si on préfère, en déshonneur, en commençant par sa méthode, ne me réservant pour les temps à venir, quoique chargés des événements des plus importants, que bien peu de choses : les tendances.

SECTION 2. — *Ses méthodes*

Elles sont au nombre de deux : celle de l'Ecole du Droit Naturel et celle de l'Ecole Positive, comprenant deux branches : historique et positive proprement dite.

L'Ecole du Droit Naturel, dont Puffendorf et Barbeyrac sont les figures les plus éminentes, en même temps que les plus extrêmes, niant tous les deux le droit positif et se donnant pour devise ou slogan « Le Droit de la Nature et des Gens » (titre de l'ouvrage principal du premier) —. Cette école s'inspire de la philosophie individualiste, de la philosophie de l'« état de la nature », ou du « Contrat social ».

C'est elle qui a montré le chemin au positivisme, impuissant, à lui seul, de construire quoi que ce soit, de même qu'elle a influé le plus le D.I. actuel. Son individualisme est devenu « la base » de celui-ci, au témoignage de M. Alvarez (v. p. ex. *Reconstruction*, p. 150 et suiv.), pour le transformer en « doctrine de pur individualisme » (*Politis, Tendances*) ou pour le faire « dominer par la théorie du droit naturel » (*Politis, op. cit.*, pp. 36 et suiv.).

Celle-ci, soit dit en passant, n'est pas une théorie élaborée spécialement pour le D.I. Par contre, elle le fut tout d'abord pour le droit interne. Son but était la libération de l'individu de ses mille et une chaînes, pour lui garantir, devant l'absolutisme royal ses droits et ses libertés.

Plus tard, elle fut transportée purement et simplement, voire avec plus d'absolutisme et d'extrémisme, dans le domaine international comme l'indique par exemple, le titre de l'important livre de Vattel : « le Droit des Gens, ou principes de la loi naturelle appliquée à la conduite et aux affaires des nations et des souverains (v. aussi Gidel, *op. cit.*). Les Etats furent comparés aux individus (2); et dès lors, tout se déduisit tout seul. Car rien n'est plus simple que d'imaginer l'existence, avant la société juridique, d'un « état de la nature » étatique et de dire avec Vattel « puisque les hommes sont naturellement égaux » ou libres, etc., les Etats le sont aussi, pour munir, en fin de compte, les Etats des droits inhérents, sacrés, inaliénables, fondamentaux, et de conclure à la nécessité, pour ces derniers, de les conserver dans la société post-naturelle pour qui on imagine le passage par un contrat social quelconque, de

(2) M. Gidel, *op. cit.* p. 550 et s: nous dit que « l'idée maîtresse consista à assimiler les Etats à des individus ».

même que d'assigner à celle-ci le devoir de les rechercher, de les garantir et de les respecter. Quoiqu'il en soit, au moyen d'une telle fabrication imaginaire, cette école de droit naturel aboutit à l'établissement de deux cercles ou de deux genres de droit. Le premier est celui qui, se déduisant de la nature de l'homme, régit l'état de la nature, et constitue le vrai droit : un droit parfait, infaillible et immuable existant avant toute société, car c'est le droit inhérent à la nature de l'homme. Le deuxième droit — si l'on ose s'exprimer ainsi — c'est celui que les hommes se donnent une fois qu'ils se sont constitués en une société juridique par un contrat à la Rousseau ; mais il est bien entendu que celui-ci ne doit être autre chose que le droit naturel pré-existant, que les hommes doivent de leur mieux rechercher et garantir son respect, ni plus ni moins.

Parallèlement à l'individu, les Etats eurent, d'après cette méthode, dans leur « état de la nature », des droits innés, inhérents et préexistants, dits « droits fondamentaux » que la société inter-étatique post-naturelle, doit ériger, si l'on peut dire, en règles positives et respecter religieusement car « par hypothèse même, le D.I. s'effondrerait si elles étaient mécon nues » (Gidel, op. cit., p. 542) et car le but du droit post-sociétaire n'est autre chose que de les proclamer et de régler les rapports des Etats, d'après leurs données. (Alvarez, Codification, 1912.)

Mais, maintenant, si l'on demande aux naturalistes quels sont au juste ces droits, dont ils parlent si extravagamment et dont ils sont si épris, ils ne peuvent les définir que d'une façon imprécise et confuse, car ils ne se trouvent pas d'accord. Les droits fondamentaux ne sont, en effet, ni compris, ni énumérés de la même manière par tous car tous spéculent avec la liste des droits de l'homme. Tantôt leur

nombre se gonfle, tantôt il se réduit; tantôt on les réduit tous à un seul qui en est considéré l'origine, tantôt on les établit sur un pied d'égalité. Cela est si vrai que M. Pillet (cité par M. Gidel, op. cit., p. 544) nous dit qu'il est « à peu près sans exemple que l'énumération d'un auteur soit identique à celle de l'autre ». Même opinion de M. Alvarez s'exprimant pareillement dans plusieurs de ses ouvrages (p. ex. Codification, 1912).

Néanmoins, les naturalistes n'y sont pas tellement en désaccord, comme il le paraît de prime abord, car, selon M. Gidel (542) et M. Alvarez (p. 122, op. cit.) même le nombre des droits fondamentaux peut être réduit à cinq, savoir : les droits de l'indépendance, de la conservation, de l'égalité, du respect mutuel et de la liberté du commerce, droits possédant tous ce triple caractère d'être « absolus, inviolables et inaliénables » (Gidel, op. cit., *ibid.*).

En face de ces droits, la théorie du droit naturel n'édifie qu'une façade très réduite des devoirs. A la vérité, elle se contente de dire qu'ils sont « corrélatifs aux droits » (Politis, Tendances, pp. 36 et suiv.) et aussi, elle ne leur réserve, à l'encontre de celle des droits qu'une place « fort réduite » (id.). Cela n'est nullement étonnant, au contraire, il est un résultat naturel de la théorie individualiste, de la théorie naturelle qui est « essentiellement individualiste » (Gidel, p. 545).

Mais les naturalistes n'y sacrifient pas que les droits. Ils sacrifient aussi la justice et la morale en faveur des droits fondamentaux des Etats, pour leur substituer l'amoralisme. Vattel nous dit, à propos de la neutralité et la guerre, par exemple, que les nations étant indépendantes et égales, il est nécessaire d'opérer entre elles une « parfaite égalité de droits *sans égard à la justice* intrinsèque de leur conduite » et il

ajoute que si chacune prétend la justice, « il n'appartient ni aux uns ni aux autres des intéressés, ni aux autres nations de juger la question » car si elle pouvait « pécher », « il se pourrait faire (aussi) qu'elle eût *droit* » (S. 21, p. 49, principe). Mais comme il nous dit ailleurs que les deux parties ne peuvent pas avoir à la fois justice, il ressort clairement que les naturalistes entendent par droit, non le droit juste, mais un droit amoral.

Voilà, expliqué très sommairement le *contenu* de la méthode naturaliste (3).

Il nous reste maintenant à savoir quel est son but ou son *essence*, en ce qui concerne tout particulièrement le D.I. et sa société.

Mais avant d'y procéder, il est nécessaire, à notre sens, de dire un mot particulier sur la méthode ou l'école de Vattel, à raison de son importance dans le développement ultérieur du D.I. et à cause de la différence existant entre elle et l'école naturelle tout court.

L'Ecole de Vattel : Elle diffère de celle de Pufendorf et Barbeyrac, sur deux points capitaux : le premier, c'est que celui-là « n'ose » pas seulement parler du D.I. positif, mais il s'applique, d'une façon systématique et, il est vrai, détournée, à *consolider la partie* « *volontaire* » du droit de Grotius, comme le dit M. Anzilotti (Cours, 1, pp. 11, 12).

En effet, par une classification astucieuse du droit des gens, en droits nécessaire et volontaire, ou interne et externe, et une sous-classification concernant ce

(3) V. aussi à ce propos : Le Fur, *Théorie du dr. nat.*; F. de Martens, *D.I. t. I*, pp. 198 et s.; Anzilotti, *Cours*, I, pp. 10 et s.; Duvaux *traité élémentaire*, chap. II, pp. 56 et s.; Alvarez, p. ex. et surtout *Codification*, 1912, pp. 9 et s. *D.I.A. etc.*

dernier, en droits parfaits ou imparfaits (v. Principes, S. 7, p. 40, et S. 17, pp. 46 et suiv.) il a pratiquement abouti à ne considérer comme tel, comme un véritable droit sanctionné, devant être respecté, et sujet de réclamations que le droit volontaire, externe et parfait. Ceci est si vrai que pour beaucoup d'auteurs (Le Fur, op. cit., pp. 55 et suiv., Gidel, p. 585, Vollenhonen surtout, y cité), Vattel « feint » ou « fait semblant » lorsqu'il employait les phraséologies naturelles qui lui servaient de voiles ou d'abris contre les critiques — pratique ressemblant de près à celle employée par beaucoup de philosophes ou de poètes musulmans, qui voulant exposer leurs idées nouvelles, se voyaient obligés de le faire par l'intermédiaire d'Allah, de Dieu.

Par cette classification même, et c'est le deuxième point, Vattel a abouti à la subordination de tout le droit, à la notion de la souveraineté qui l'a rendue ultra-absolue, et au moyen de laquelle il a enlevé « tout caractère obligatoire aux devoirs réciproques des nations entre elles » (4) et même aux droits et règles les plus importants du D.I., tel que le droit du commerce, si cher à Vitoria, considéré par lui comme un « droit imparfait ». Enfin, on doit dire que Vattel a substitué l'utilité (580, Gidel) (4) comme fondement du D.I., à la sociabilité, chose qui résume, en un mot, la différence importante existant entre lui et les fondateurs de l'école.

Et maintenant, après cet exposé très nécessaire et très bref, revenons-en pour extraire le vrai sens de cette école dans son ensemble.

* * *

(4) V. Fondations : Vattel; Gidel, op. cit. pp. 577, 585, 580, 583; Le Fur, id.; Vattel, Principes.

Son but ou son essence n'est que trop clair; il est même évident. Elle vise, comme l'a indiqué M. Gidel (v. pp. 546 et suiv.) à la protection de l'Etat *naissant*, contre le pape et l'empereur, à le libérer de leur ingérence ou de leur influence spirituelle ou temporelle.

En munissant l'Etat de droits fondamentaux innés, inviolables et inaliénables, en les proclamant comme étant le but du D.I. et de la société post-naturelle, qui doivent assurer leur respect, car sans eux, celui-ci ne saurait exister, l'Ecole Naturelle, pour ainsi dire, « y introduit » les Etats revêtus d'une armure impénétrable et immuable, ornementée, comme à l'intérieur des mosquées, par des écriteaux dessinés, tels que « le droit à l'indépendance », « à l'égalité » pour les protéger contre les Satans célestes ou humains !

Les Etats, ainsi présentés, se voient pourvus de pouvoirs très étendus, absolus et illimités, affirmant leur personnalité, les rendant trop puissants et partant indomptables, ni par un représentant de Dieu, ni par un empereur.

Voilà ce qui est le but, l'essence, de la méthode naturaliste, qui est en un mot l'*étatisme*.

Mais ce but atteint par un moyen *indirect*, par la philosophie de l'état de la nature et son corollaire, les droits fondamentaux, est aussi le but de cette autre école : l'école positive qui ne se querella avec la première que pour l'atteindre *directement*, par le *volontarisme*, comme on va l'apercevoir maintenant en l'étudiant succinctement.

La méthode de l'*Ecole Positive* est sans nul doute celle qui est la plus simple de toutes les autres. Cette simplicité est due au manque d'une philosophie véri-

table, ou si vous voulez plaire à un philosophe, à cette philosophie très sommaire pouvant se résumer ainsi : « tout ce que les Etats acceptent dans leur généralité ou veulent dans leur unanimité doit être proclamé, sans discussion, règle du D.I. ». Car elle vise, somme toute, à ériger en norme obligatoire, toute coutume ou toute règle conventionnellement consentie par les Etats, sans vouloir entendre parler que de droit volontaire, que de leur volonté, tacite ou explicite.

Ce que les Etats veulent, selon elle, doit être considéré la volonté du D.I., « dont le principal objet est de dégager, au moyen de l'observation, les règles actuellement suivies par les Etats dans leurs rapports entre eux, et de sérier ces règles en les rattachant aux principes fondamentaux sur lesquels elles reposent » (Laurence, Principes, p. 2). Donc, dégager, sérier, classifier les règles suivies par les Etats entre eux, voilà la philosophie de ses observateurs.

Quant à leur moyen d'extraction, il est l'observation, et pour employer leur formule préférée, dans « le temps et dans l'espace » il est l'enquête contemporaine et « l'enquête historique » dont parlait Laurence (op. cit., p. 13).

Dans cette enquête, pour le dégagement des pratiques ou règles internationales, ou dans le sériment et le rattachement de celles-ci, aucun facteur de caractère religieux ou moral ne doit rentrer en ligne de compte; une seule et unique chose compte : la marque « Etats » que porte cette marchandise légale internationale. Ni moralité, ni justice, voilà le complément de cette philosophie.

Les publicistes, nous dit Laurence, doivent « principalement rechercher *ce qui est*, non ce qui devrait être »; peu importe que les règles soient « moralement bonnes ou moralement mauvaises », elles ne « constituent pas moins » les règles du D.I. (id.). Mais

exceptionnellement, dans deux cas, nous dit-il, les auteurs pourraient s'autoriser à examiner « ce qui devrait être » lorsqu'il y a dans la provenance d'une règle « un doute » ou lorsqu'il y aura une « modification de situation » (p. 16). Concession, hâtons-nous de le dire qui, quoique infime, apparaît énorme aux yeux d'un Oppenheim qui regrette que des publicistes, critiquant la règle de l'annexion, la nient comme telle pour la ranger parmi les procédés « of naked might », les conseillant par la suite de devenir plus positivistes, même au cas où, examinant quelques règles, ils se voient « Convinced of their worthlessness » (v. *The Future of I. Law*, chap. IV, pp. 56 et suiv.).

Leur philosophie étant si outrancière, il n'est nullement surprenant qu'une de leurs branches — les historiens extrêmes — constatant au moyen de cette enquête que les Etats ne sont guidés que par leur intérêt, et qu'ils ne s'y sont limités que par la force, seule respectée, nient purement et simplement l'existence de tout D.I., affirmant ne pouvoir y considérer qu'une règle : celle du droit de la force, celle du plus fort, non sans raison, croyons-nous. Car une positivité intégrale ne peut conduire à rien — les faits étant hétérogènes : il y a des négatifs tout comme il y a des positifs; il est aussi aisément et possible de se guider par les premiers que par les derniers et de conclure, non pas à l'affirmation, mais à la négation.

Quoiqu'il en soit, au moyen de cette philosophie, tous les positivistes ont atteint directement leur but qui est la libération de l'Etat de tout souci moral ou de tout pouvoir supérieur, et son autorisation à ne suivre que le diktat de sa volonté, et ainsi ils lui ont fourni cet étatisme intégral, qui a fait du D.I., selon la belle parole de M. Ralston, « une doctrine du monde diplomatique », (D.I., pp. 44 et suiv.)

En résumé, durant cette période, le D.I. eut deux méthodes (outre l'éclectique qui, malgré son dosage moral et son penchant remarqué vers la justice, reste au fond, dans ses lignes fondamentales, positive) engageant entre elles une querelle factice concernant moins le fond que la forme de ce droit. Car si l'une d'elles critiquait l'autre pour sa doctrine de pur fait, et si celle-ci voulait se débarrasser du naturalisme de la première, toutes les deux n'eurent à la vérité qu'un seul but : l'affermissement de l'Etat dans le domaine international et son affranchissement de toute considération de religiosité ou de moralité, soit indirectement ou au moyen des « droits fondamentaux », soit directement par le volontarisme qui a, du reste, érigé la partie la plus importante de ces derniers en règles positives.

Ce fait explique, à lui seul, et leur apparition coïncidée, dès l'origine (un Bynkershock et un Puffendorf) et leur rencontre ultérieure, ce qui nous a permis d'affirmer que le teint du D.I. est un malgré la dualité, voire la pluralité de sa méthode, car si celui-ci se voit en *apparence*, avec deux couleurs : le naturalisme et le positivisme, il n'en est pas moins vrai qu'il est, en substance, étatique, irreligieux et amoral.

Cette dernière idée ou supposition se confirme davantage avec l'étude de la conception que les auteurs se font du D.I.

SECTION 3. — *Sa conception*

Elle a le triple caractère d'être étatique, strictement juridique et amoral.

Etatique, car, en raison de sa conception dualiste,

le D.I. est arrivé à dire avec Tripel ou Kelsen, qu'il a en vue, non les hommes, que les Etats, sont seuls compétents d'adresser, mais ces derniers, M. Politis nous dit que la construction du D.I. est dominée par deux idées : la souveraineté, et qu'il est un droit des Etats (Souveraineté, p. 5) non des individus; qu'il est leur « droit exclusif » (Politis, Tendances, p. 55). M. de Lapradelle, qui honora le D.I. de Vattel et lui donna le titre de « nouveau » renonce à cette qualification, pour le qualifier d' « ancien », précisément à cause de sa négligence de l'homme et à raison de sa constatation de la naissance d'un « nouveau » droit, voyant, au-dessus des Etats « l'homme, vraie fin » du D.I.

En effet, ce détournement de l'Etat vers l'homme n'est que l'une des tendances récentes que M. Politis et M. Alvarez, entre autres, ont mis en relief et dont nous reparlerons en temps et lieu.

Il nous suffit de le signaler ici et de l'illustrer par cette phrase célèbre : « La guerre est une relation d'Etat à Etat ».

Strictement juridique, car il néglige la procédure, la politique et l'économique.

De première, de règles constructives, le D.I. n'en connaît rien ou presque rien (v. plus bas : Défauts et lacunes du D.I.).

De politique, il ne s'en occupe pas, comme nous l'affirme M. Alvarez qui nous dit, dans plusieurs de ses ouvrages (v. p. ex. 137, D.I. de l'avenir, la Reconstruction, la Codification, 1912, etc.), que la négligence de la politique par le D.I. est à la fois manifeste et regrettable et que pour y remédier, il serait désirable que le droit de l'avenir s'occupe de la politique pour que tous les deux guident et régissent les rapports internationaux ». (Rapport à l'Inst., p. 69.)

M. Politis nous montre, en outre, que le D.I. laisse de côté le domaine économique alors que, précisément, ce sont les facteurs économiques qui « peuvent encore fournir des causes de guerre ». (Souveraineté.)

Amorale, car le D.I. n'astreint les Etats en quoi que ce soit (sauf leur volonté !) comme nous le montrent les définitions qu'on en donne et qui ne contiennent aucune mention de moralité ou de justice, pas plus qu'ils ne font mention de l'homme ou de la dynamique.

Telles sont, par exemple, celles données par MM. Fauchille, Renault, F. de Martens, Nys et Alvarez, qui nous dit que « la généralité des publicistes considèrent que le D.I. est l'ensemble des principes et des règles que les *Etats reconnaissent*, comme devant régir leurs rapports réciproques » (5).

Telle est aussi la définition de M. Kent (James), cité par Nys (D.I., t. 5, p. 62). « Par le terme International Law, nous dit-il, nous entendons la *collection* des règles coutumières, conventionnelles ou judiciaires auxquelles les Etats indépendants ont recours. » Telle est également la conception de M. Lawrence, pour qui le D.I. est une science « dont le principal objet est de dégager au moyen de l'observation les règles... suivies par les *Etats* ».

Enfin, on doit remarquer que cette conception néglige par trop la *notion des devoirs*, comme on l'a vu précédemment (6) et puisque nous le dit M. Fauchille, celle-ci n'est apparue que plus tard, pour constituer l'une des tendances nouvelles du D.I. (v. T.I., part. 1, p. 309).

(5) V. Fauchille, t. I, part. 1, p. 4; Renault, Introduction, p. 6; F. de Martens, D.I., t. I, introd.; Nys, D.I., t. I; Alvarez, Réconstruction, p. 23.

(6) V. S. 2 du présent chapitre; Alvarez, p. ex. D.I. de l'avenir, p. 137.

SECTION 4. — *Quelques-uns des principes
fondamentaux du D.I.*

De toute évidence, il ne peut s'agir là que d'un exposé très bref et exemplaire, pouvant nous fournir une notion suffisamment exacte et claire sur la nature et le but du D.I.

On commencera donc par donner quelques précisions et indications sur quelques-uns de ses principes *juridiques* les plus importants et notamment sur ceux — les plus importants de tous sans être égaux — de la souveraineté, de l'indépendance, de l'égalité, de la neutralité et du droit à la guerre.

Puis, pour compléter le tout, je donnerai un tableau synthétique sur les matières que le D.I. traite durant sa phase étatique, c'est-à-dire je donnerai dans une section ultérieure la composition de son *domaine*.



La Souveraineté. — Elle est, avec l'Indépendance (sa phase extérieure) le principe premier, la notion maîtresse du D.I.; elle est son focus unique, son axe solitaire sur lequel il tourne. A elles seules revient le titre magistral qui les fait s'enorgueillir sur leur pauvre sujet, ne pouvant exister sans elles. Elles sont, pour M. Alvarez, ces « notions fondamentales » « sur lesquelles repose en réalité tout le D.I. » (le nouveau D.I., p. 25). Avec la neutralité et le droit à la guerre, ses corollaires, la souveraineté a dominé, selon M. Politis, le droit des gens, depuis trois siècles (Neutralité, p. 19). Elle est, selon lui, son « point cordial », « le centre où aboutissent tous (ses) problèmes » (Souveraineté, p. 11). Elle est pour M. Basdevant « le point de départ de l'ordre juridique international actuel »

(Règles, p. 116). Elle est, pour Puffendorf « le premier caractère et celui d'où découlent tous les autres ». (Droit de la nature, t. II, p. 357.) Elle est, pour Vattel, « de tous les droits qui peuvent appartenir à une nation, « le droit » sans doute le plus précieux ». (Principes, S. 54, p. 313, t. I.)

Son importance étant établie et reconnue, on doit maintenant savoir ce qu'elle est : son contenu et sa portée.

Elle est, pour M. Esmein (et c'est sa définition citée par M. Duguit comme représentant la généralité des auteurs, Etat 1, pp. 4-5) cette autorité de l'Etat personnifiant « la nation entière » et ne reconnaissant, au-dessus d'elle, « naturellement point de puissance suprême ou concurrente ». Pour Grotius, elle est cette puissance « dont les actes sont indépendants de tout autre pouvoir supérieur, en sorte qu'ils ne peuvent être annulés par aucune autre volonté humaine » (cité par Nys, D.I., t. 1, pp. 275 et suiv.). Pour Puffendorf, la souveraineté est ce « pouvoir très étendu de vie et de mort », d'après lequel le souverain « n'est tenu de rendre compte à personne ici-bas de sa conduite, ni sujet à aucune peine de la part des hommes, car l'un et l'autre supposent un supérieur et il implique contradiction de dire que dans un même ordre de choses, il y en ait quelcun au-dessus de celle qui tient le plus haut rang ». De plus, par cela même que les Puissances sont souveraines, elles sont libres de toute loi humaine ou plutôt au-dessus de ces fortes de loi. (Op. cit., t. II, pp. 357-8.)

A l'encontre de M. Puffendorf, M. Basdevant l'a défini très brièvement comme étant « le pouvoir de décider en dernier ressort » (7).

(7) Op. cit., p. 107 et s. V. aussi Politis, Souveraineté, pp. 11 et suiv.

Elle comporte, selon M. Alvarez (Reconstruction, pp. 204 et suiv.) trois droits : *primo*, un droit de maître sur le territoire étatique, sur la mer territoriale et sur l'air existant au-dessus de l'un et de l'autre; *secundo*, un droit de l'Etat « de se gouverner lui-même, c'est-à-dire d'établir librement son organisation politique et de promulguer les lois qu'il estime lui convenir le mieux »; *tercio*, un droit « de conduire librement ses affaires extérieures ».

Elle implique, pour M. Nys (D.I., t. I, p. 225) « la liberté à l'organisation politique », le droit de modifier sa constitution (250) et de se donner la forme de gouvernement où le régime politique lui convenant le mieux.

Même opinion de M. Fauchille (traité, t. 1, partie 1, p. 9) qui, développant ses idées plus loin (pp. 224 et suiv., pp. 338 et suiv., pp. 431 et suiv.) nous dit que, selon le D.I., l'Etat a un droit de souveraineté comprenant deux phases : la première, c'est l'*autonomie*, lui donnant le droit de s'organiser intérieurement « sans aucune intervention »; la deuxième, c'est celle de l'*indépendance*, lui donnant le pouvoir de « se conduire en dehors avec une pleine et entière liberté », c'est à elle que réfère le D.I. public, qui « ne peut » considérer que la souveraineté extérieure. (V. p. 306 et pp. 224 et suiv.)

Aux pages 338 et suiv., Fauchille est plus précis. Il nous affirme qu'intérieurement, l'Etat a le droit de changer son régime politique : « il peut substituer le principe absolutiste au principe constitutionnel... se transformer de monarchie en république »; « tous ces changements intéressent le Droit Public interne et non le droit des gens... l'Etat reste identique... et il demeure toujours (le) même »; et il ajoute plus loin (pp. 431 et suiv.) que « l'application principale » de la souveraineté intérieure se trouve dans le droit de

l'Etat « de choisir à son gré son organisation politique, de fixer la forme de son gouvernement et le caractère de sa constitution... de (la) modifier ou de la remplacer par une nouvelle ».

Laurence n'est pas moins formel, quoique plus bref (Principe, p. 130). Il commence par la définition de l'indépendance, qui est, selon lui « le droit d'un Etat d'administrer toutes ses affaires extérieures et intérieures sans contrôle des autres Etats... C'est en fait la souveraineté considérée du point de vue des autres nations ». Il en découle que l'Etat « peut changer sa forme de gouvernement, modifier sa constitution... conformément à ses propres vues de ce qui est juste et opportun » (125).

Même conception de Vattel (v. Principes, t. I, S. 32, pouvoir de réformer le gouvernement (p. 71). S. 33, celui de changer la constitution) qui nous dit (t. I, p. 46) que de la liberté ou de l'indépendance, il s'ensuit que « c'est à chaque Nation de juger de ce que sa conscience exige d'elle, de ce qu'elle peut ou ne peut pas, de ce qu'il lui convient ou ne lui convient pas de faire... Dans tous les cas, une autre (Nation) ne peut la contraindre à agir de telle ou telle manière ».

Voilà, à propos de la souveraineté, la doctrine persistante et homogène que les publicistes nous en donnent, depuis Grotius jusqu'à Fauchille.

D'après eux, l'Etat, né un peu avant l'époque de Grotius, l'Etat développé à l'époque de Vattel, l'Etat fort et puissant à l'époque de Lawrence, l'Etat bien transformé à l'époque de Fauchille, l'Etat tout court, sans qu'il soit identique en lui-même, ni dans la situation qu'il occupe dans la S.I., cet Etat possède un pouvoir très étendu « de mort et de vie » qui lui était offert à la fois et pareillement par les éclectiques, les naturalistes et les positivistes.

Ce « cadeau » qui était, au début, une production

de déduction, devenu plus tard, pour un tout petit moment un quasi-fait, implique un pouvoir d'un *dieu humain*, qu'une pauvre créature, tel que le D.I. n'aurait jamais osé ou pu offrir s'il n'avait pas déjà largement existé dans les faits, au moment même de cette offrande. Car devant un tel pouvoir, nul ne pourrait fortement exister et rien ne pourrait être solidement organisé : la loi de la puissance inverse, dont parlait Brierly (Règles) l'empêchait de l'être infailliblement.

Quoiqu'il en soit, la souveraineté de l'Etat est un droit, un principe certain, reconnu par la généralité des auteurs.

Elle signifie le droit de l'Etat de tout faire ou de ne rien faire, librement, très librement, sauf le respect par lui dû au D.I. qui n'a que trop peu de règles; la plupart desquelles d'ailleurs, sanctionnent les agissements ou les abstentions de ceux-ci, même s'ils étaient à l'encontre de ses prescriptions.

Elle comporte les droits les plus vastes, des pouvoirs illimités : pouvoirs de gouvernement libre, d'organisation au choix, de constitution et de régime au gré; pouvoir de tyrannie, de justice, de tout donner ou de tout prendre à l'intérieur de l'Etat. Celui-ci reste « identique » en droit, car le droit constitutionnel « est affaire de l'Etat » (Nys, D.I., t. I, p. 250) et car il est « indifférent » au droit international que l'Etat soit une république ou une monarchie, avec un régime représentatif ou absolu (Bluntschli, id.).

A l'extérieur, l'Etat a une « pleine et entière liberté » dans la direction de ses affaires étrangères; il peut agir comme il peut s'abstenir.

Il peut souscrire à la réglementation des rapports internationaux, à l'organisation de la vie commune, tout comme il peut refuser d'y prendre part; il peut commercer avec les autres nations, mais si son

intérêt l'exige, il peut ne pas le faire ou le restreindre car le droit du commerce ne prime pas celui de la souveraineté; il est « imparfait » (Vattel, SS. 92, 93, t. I, pp. 120-1, aussi S. 26, p. 295). De même, il peut accepter les étrangers chez lui, laisser passer personnes et biens, comme il peut les expulser ou les empêcher d'y rentrer, etc.

En un mot, l'Etat est libre, entièrement et pleinement, libre aussi bien dans la conduite de ses affaires intérieures que dans celles de sa politique étrangère; il est autonome; il est indépendant; il est souverain. Il n'est sujet à aucun contrôle, à nulle loi humaine ou autorité supérieure. Le D.I. n'a pas de titre pour le contrôler intérieurement; extérieurement, il lui donne le choix et la liberté. Il ne le lie, juridiquement, positivement, en quoi que ce soit, à moins qu'il le veuille. Il lui donne liberté en tout, sans pouvoir le contrôler et là où il agit contrairement à un de ses principes, il le bénit en érigeant son agissement en règle. En tout cas, nul autre que l'Etat intéressé lui-même « ne peut s'ériger en juge de la conduite d'un autre » ni même « aux autres nations », un tel droit n'est délégué (Vattel, SS. 55, 21, t. I, p. 313, p. 48).

La souveraineté est donc vraiment le pouvoir le plus important, ou, comme le dit Vattel « le plus précieux » que les gouvernants puissent posséder. Mais, pour eux, il est plus précieux encore qu'il ne le paraît de prime abord. Car son existence est garantie par celle du D.I. même. Sans elle, celui-ci ne se conçoit pas. Pour qu'il y ait un D.I., nous dit M. Alvarez, « il faut, tout d'abord, admettre l'existence d'Etats indépendants et souverains » (Codification, 1912, p. 13); le D.I., ajoute M. Ernest Nys « ne se comprend pas sans l'indépendance des Etats » (D.I., t. 1, p. 39) car si ceux-ci « n'agissaient pas librement, il n'y aurait

pas de D.I. » (op. cit. t. II, p. 223), « L'indépendance réciproque, affirme M. Fauchille, est la base de tout le D.I. » (op. cit. t. I, partie 1, p. 73).

Pourtant, ce D.I. même et la généralité des internationalistes, les Vattel, les de Martens, les Oppenheim, les Lawrence, les Fauchille, sont d'accord pour affirmer quoiqu'implicitement et parfois, avec quelques remarques critiques plus ou moins sévères, que, conformément aux règles du D.I., il est du pouvoir d'un Etat quelconque (et bien entendu fort) de supprimer par un *coup de force*, la souveraineté d'un autre Etat, bien qu'elle soit si importante et si indispensable, pour le D.I. et pour ce dernier.

Et par exemple, ils admettent qu'un Etat, une grande puissance, peut, sans violer le D.I., par des procédés de force déguisés ou francs, tels que la conquête, l'occupation, l'annexion, la protection et la colonisation, supprimer la souveraineté d'une autre nation, complètement ou, si l'on peut dire, « partiellement », sur tout le territoire ou sur une partie seulement.

Dans la conquête, c'est la force franche, agissante qui ne respecte pas la souveraineté d'un autre Etat, l'enrayant purement et simplement du domaine de l'existence.

Dans l'occupation, même processus, seulement à l'aide d'un luxe d'expressions : « peuples sauvages », « terres sans maître », « populations barbares », « non-civilisées », « hors chrétienté » (v. p. ex. Fauchille, op. cit., partie 2, p. 685), dont les « nations civilisées » s'en servent pour s'autoriser d'abuser « trop souvent de leur puissance à l'égard des peuples soi-disant barbares » (Renault, Introduction, pp. 21-2).

Dans la protection, la colonisation, la cession « à bail », etc., c'est la force déguisée, aidée par la ruse et l'impuissance de la victime, qui remplit la mission

de l'enlèvement de la souveraineté à une nation faible par un « traité » ou « contrat » quelconque.

Dans tous ces procédés, la force substitue la souveraineté réelle du conquérant, de l'occupant, de l'annexant, de protecteur, de colonisateur, à celle chimérique et mensongère de sa victime, et partant, elle supprime la base du D.I. et le caractère sacré de l'Etat.

Néanmoins, la souveraineté reste en droit ce qu'elle était aux yeux de tous les classiques : base du D.I. et fondement de l'Etat.

De ce principe premier découlent plusieurs droits ou devoirs. Et tout d'abord, le devoir de la *non-intervention* : un Etat quelconque, tous les autres Etats réunis, n'ont nullement le droit, et sauf quelques exceptions, vagues et discutées, relevant plutôt du « droit de l'humanité », de s'immiscer dans les affaires d'un autre Etat. L'autonomie, l'indépendance, les empêchent, les interdisent formellement à le faire. Même non permise, l'intervention ayant pour but le maintien ou le rétablissement du D.I. car, nous dit Renault, l'indépendance et la souveraineté des nations ne seront plus que des « chimères » (op. cit., p. ex. pp. 22 et suiv., p. 32).

Ensuite, on doit signaler le droit de l'Etat à l'*Egalité*, qui s'en ensuit directement et immédiatement.

Puisqu'on est souverain, ne reconnaissant point de supérieur, n'acceptant nulle autorité humaine suprême, ayant à « décider en dernier ressort », et « puisque » au surplus, les hommes sont égaux, les Etats souverains le sont aussi, disons évidemment, car quel autre rapport imagine-t-on entre ces puissances souveraines, n'entendant rendre compte à personne ? L'égalité et rien que l'égalité. Entre un « charbonnier maître chez soi » et un « empereur dans son royaume ».

me », un seul rapport peut être établi : la parité; rien d'autre n'est possible.

Théoriquement donc, chaque Etat est l'égal de l'autre. Tous les publicistes classiques l'affirment, et tout étudiant du D.I. le sait.

Les Etats, nous disent-ils, doivent être traités devant la règle du D.I., d'une même et semblable façon ou manière.

Tous ont les mêmes droits et les mêmes devoirs, la même indépendance, le même droit au respect, à la conservation, au commerce, etc. Devant le juge international surtout, pas de différenciation; dans la confection des lois internationales, même faculté; chaque Etat souverain, quel que soit sa puissance, le nombre de sa population, l'étendue de son territoire, l'importance de ses richesses, ne peut avoir qu'une et seule voix, toute égale à celle de tout autre Etat, dans l'élaboration de n'importe quelle règle internationale (8).

Voilà ce qui est le principe de l'égalité : un nain et un géant sont égaux.

Il en découle, de même que de la souveraineté, cette fameuse règle de l'*unanimité*, d'après laquelle une décision normative ou constructive entre Etats ne peut devenir *loi internationale* (7) que lorsqu'elle est adoptée par *tous* les Etats, sans exception, et par tant, un Etat si petit, si infime soit-il, peut, à *lui seul*, lui enlever tout caractère internationalement obligatoire, en refusant d'y prendre part, même si, dans

(8) En contraste avec les règles *régionales*, qui le deviennent par la décision unanime des Etats dont la région se compose. A ce propos, il est nécessaire de dire, une fois pour toutes, que nous employons le mot international, à la différence de M. Alvarez, comme qualificatif du monde entier, et non d'un continent ou d'une région pour qui j'emploierai le terme « régional ».

un cas donné, la majorité écrasante ou la totalité des Etats, moins lui, y a adhéré, car, remarque M. Fauchille, dans le cas contraire « le système des majorités serait plus que dangereux », pour la souveraineté, l'indépendance de l'Etat (op. cit. partie III, p. 245).

Une illustration tragique de cette règle se trouve dans les procédures des conférences internationales, dont elle est la cause mortelle immédiate, et où, en face de l'opposition d'un Etat quelconque, aucune décision ne peut revêtir le caractère international, ni même régional, car, ceci est important, comme les autres Etats ne peuvent ou ne veulent s'obliger seuls, surtout en ce qui concerne les problèmes capitaux (désarmement, arbitrage obligatoire, etc.) ils laissent tout tomber, ou ils recourent, pour se consoler, à des procédés impuissants (vœux, recommandations, etc.).

Mais si, théoriquement, les règles de l'égalité, de l'unanimité, sont universellement reconnues par tous les classiques, pratiquement elles ne le sont pas.

M. Laurence, après avoir érigé l'égalité en principe, avoue, en sa qualité « d'enquêteur historique » qu'elle est contredite par les faits qu'il essaye de concilier avec « l'ancienne » théorie de l'égalité complète. Néanmoins, se trouvant embarrassé devant le Concert européen, cette « autorité des grandes puissances » durant la plus grande partie du XIX^e siècle, il se contente de déclarer qu'il y a là une période de « transition » (28) entre l'ancienne théorie et la nouvelle règle (Principes, chap. IV, pp. 273 et suiv.).

En ce qui concerne la confection du D.I. et l'unanimité, M. Alvarez nous dit que c'est l'Europe qui a fait le D.I.; mieux encore, ajoute-t-il, ses règles étaient jusqu'au milieu du XIX^e siècle « l'œuvre presque exclusive des grandes puissances ». (Reconstruction, p. 98, et 14 ib.) (Voir aussi Fauchille, op. cit., partie 1, pp. 28

et suiv. et plus loin.) Donc, ni unanimité, ni égalité, mais gouvernement de ces dernières sur les petits Etats et sur le reste du monde.

Il y a plus. Ce principe de l'égalité que le D.I. affirme avec tant de vigueur, dans ses premières pages, se trouve contredit positivement et pratiquement par d'autres principes ou règles qu'il énonce un peu plus loin. Tels sont, par exemple, les droits à la protection, à la colonisation, aux capitulations, et les pratiques anti-égalitaires et anti-souveraines, des zones d'influences, des baux à longue durée, des concessions à la Abadanne, etc.

Dans tous ces cas, une puissance (faible) est subordonnée à une autre (forte), totalement ou « partiellement » et rien mieux n'exprime cette vérité choquante que ces termes féodaux mêmes : d'Etats vassaux et suzerains, dont les publicistes se servent à ce propos. On y est, à vrai dire, devant un serf, voire un esclave étatique, généralement oriental, protégé (je me demande contre quoi et qui, puisqu'il est serf, ou esclave sans liberté) par un protecteur ou un colonisateur.

* * *

De la souveraineté, de l'indépendance et de l'égalité, découlent encore ces deux droits à *la guerre* et à *la neutralité*. Les Etats, étant ce qu'ils sont : souverains, indépendants et égaux, aucune autorité suprême, aucun juge international (obligatoire) n'y est concevable. Par contre, le D.I. est *forcé* d'enregistrer, avec M. Basdevant et les principes de la négation de tout arbitrage, médiation ou conciliation obligatoires (22) et le principe du droit de l'Etat à se faire, à se donner justice à soi-même (87, Règles).

Selon ces droits, les Etats *peuvent* recourir à des

moyens pacifiques pour résoudre leurs différends, mais s'ils estiment librement que ceux-ci y sont impuissants, « inutiles ou même dangereux », ils peuvent utiliser la force, sans tenter ces voies que Vattel range parmi les règles purement « naturelles », ayant à faire avec la conscience étatique seulement (op. cit., t. II, §§ 326, 334, pp. 101 et 107). En face de ces dernières, il y a, par contre, un droit externe parfait, qui est le droit de faire la guerre, laquelle est définie par le même auteur comme étant « cet état dans lequel on poursuit son *droit* par la force » (op. cit., § I, p. 124).

Dans l'appréciation de « son droit », aucun n'a à s'immiscer, à y mettre son nez; c'est à l'Etat intéressé seul de le faire, subjectivement et souverainement. Et quoique « la guerre ne puisse être juste des deux côtés », l'indépendance, l'égalité des Etats, exigent que l'on considère toute guerre déclarée comme légitime (op. cit., t. II, S. 39, p. 150, S. 40 ib.).

Sans doute, la guerre est une chose très grave, ne devant être déclenchée qu'à toute extrémité, et pour des causes et des buts justes, mais, à part cet enseignement purement théorique, l'Etat a le droit de la faire et d'estimer seul, ce qui est cette nécessité et ce qui est juste; autrement, l'indépendance, la souveraineté souffrent plus que n'importe quelle souffrance humaine.

Devant une guerre commencée, les autres Etats, qui n'en font pas partie ont un devoir de spectateur, ou, pour employer un terme plus honorifique, un devoir de neutralité les obligeant de montrer « en toutes choses une exacte impartialité » (Vattel, op. cit., S. 104, p. 101). Mais ce devoir est un devoir facultatif, libre : les Etats « sont libres de demeurer neutres » ou d'entrer dans la guerre (op. cit., S. 106, p. 193). En d'autres termes, la neutralité est contre-

balancée, primée par ce droit qu'ont tous les Etats de faire la guerre à tout moment, soit en l'absence de tout conflit, soit en présence des hostilités. Seulement, les Etats y ont à choisir — sont dans l'obligation de se déclarer, ou spectateur ou participant.

Mais, comme à l'encontre de la neutralité, signifiant abstention de tout acte d'hostilité, ou d'assistance, en munitions, en hommes, etc., et sauf l'aide conforme au « droit de l'humanité », la guerre signifie agissement destructif et intervention brutale — Il est à se demander en faveur de qui elle se fera, du juste ? de l'injuste ? En d'autres termes, l'Etat est-il obligé d'opter pour une partie quelconque, pour le juste contre l'injuste ? Pas le moindre du monde. Car s'il « est beau de secourir l'innocence opprimée », il n'est pas moins vrai qu'il est nécessaire avant tout de se demander « s'il est du bien de l'Etat » de le faire (ib.). Et, en tout état de cause, celui-ci est libre de s'arranger avec l'un ou avec l'autre des belligérants, ou, voulant rester neutre, de s'abstenir de toute participation. Tout cela, remarquons-le, dépend uniquement de son intérêt qui façonne, à n'en pas douter, sa vue de ce qui est nécessaire, juste ou injuste.



Voilà exposés sommairement les principes dominants tout le D.I. et qui sont, à notre avis, à la fois indispensables et suffisants, pour en donner une notion juridique assez exacte, sans naturellement oublier, *tout d'abord*, l'existence de beaucoup d'autres règles ou principes importants ou secondaires, tels que le principe de la liberté de la haute mer, les règles relatives à la propriété, à l'ambassade (à la diplomatie), aux traités, à l'exercice de la guerre, etc., etc.; ensuite et surtout l'existence de grands préceptes

moraux, considérés par beaucoup comme étant à la base même de ce droit, telles que la célèbre règle du *Pacta Sunte Servanda*, ou celle prescrivant la réparation des préjudices injustement causés, etc., etc., et *enfin* l'existence des principes politiques très importants qui sont dus, premièrement à la conception rigidement juridique du D.I. et par conséquent, à son domaine très restreint, comme on le verra bientôt. En outre, ils découlent de la nature même de grands principes internationaux, car les Etats étant ce qu'ils sont, entièrement libres et indépendants les uns des autres, n'acceptant ni supérieur ni juge, il leur était nécessaire de rechercher quelques directives, leur donnant garantie et sûreté, et au-delà de ce but, les mettre à même d'atteindre leurs objectifs immédiats.

Ces principes politiques peuvent se résumer en deux mots : d'un côté, l'*Equilibre*, avec ses deux corollaires, l'*alliance* et l'*armement*, et de l'autre, le principe des *nationalités*.

Le premier est un principe de *rapport* des forces, de balancement des puissances, de mathématique politique ou de mercantilisme diplomatique. La diplomatie y doit faire un calcul qui ne doit jamais être négatif.

Selon ce principe de paix, de guerre et de dynamisme, chaque Etat recherche, par des combinaisons politiques, des alliances et des ententes, par des augmentations des forces productives, humaines, par des armements, etc., à ce que ce rapport ne lui soit pas défavorable. Il s'applique à ce que le croisement des forces de ses voisins, de ses ennemis possibles, par des alliances ou des armements, soit contrebalancé, équilibré, par une contre-entente ou un contre-armement.

Quant à cet autre principe des nationalités, très

en vogue à l'époque de la révolution de 1789, il visé à donner à des nationalités opprimées par d'autres nations, leurs souhaitables souveraineté et indépendance.

Le D.I. étant strictement juridique, donc statique, ce sont surtout ces directives politiques, qui donnaient à la vie et lui donnent aujourd'hui, sa phase dynamique, fait nous montrant ainsi que les rapports internationaux sont loin d'être régis par le D.I. seul, car, à côté de lui, et plus important que lui, il y a les principes politiques.

Et maintenant, après cet aperçu général, complétons-le tout en donnant, en un bref tableau, son domaine.



SECTION 5. — *Le Domaine du D.I.*

A l'époque étatique, les publicistes traitaient généralement et principalement avec plus ou moins de détails les sujets suivants :

A. - Dans une *Introduction*, ils traitaient les rapports internationaux, c'est-à-dire l'histoire de la S.I. et du D.I., la conception, la définition de ce dernier, son fondement (philosophique), ses sources (juridiques), sa nature : est-il un droit, le problème de son existence dans le temps, le respect de ses règles, etc., etc...

B. - Les « *Personnes Internationales* » ; les Etats ; le Pape ; l'Homme. Sur les Etats, leur classification en fédérés, unitaires, etc., en souverains, mi-souverains, colonies, protégés, etc. Leur transformation, i. e., naissance (reconnaissance) extinction, etc. Leurs

droits — surtout leurs droits fondamentaux —, leur responsabilité (en très bref).

C. - « *Les Biens* » ; les domaines terrestre, maritime et fluvial, la haute mer. Les moyens d'acquisition et d'aliénation des domaines : conquête, occupation, échange, vente, accroissement, etc...

D. - « *Le droit de la paix* » : les droits diplomatiques : Souverains, ministres des Affaires étrangères, agents diplomatiques, consuls, droits, immunités. Les rapports interétatiques pacifiques : négociations, conférences, congrès. Les traités : conditions, genres, etc. Principes de la politique, etc. Modes pacifiques de la solution des conflits : médiations, bons offices, conciliation, arbitrages, etc. Rétorsion, blocus pacifique, représaillés, etc.

E. - *Le « Droit de la Guerre »* (comprenant la plus grande partie des ouvrages : deux tiers environ) : sa déclaration, définition, ses effets sur les traités, biens et personnes ; ses classifications (privées, publiques, etc., terrestres, maritimes) ; ses moyens licites et illicites ; ses règles. Belligérance et non belligérance. Propriété sur mer et sur terre ; course, piraterie, contrebande, visite, etc., etc...

F. - *La Neutralité* : Définition, classification (perpétuelle, etc.), historique, ses règles : droits et devoirs des belligérants et des neutres. Droit de l'humanité.

La Paix, sa conclusion, ses traités, classification des traités pendant la guerre. Traité de paix, etc...

G. - *Conclusion* : souhaitant la paix, le progrès du D.I. mais, généralement, constatant sa violation et se montrant pessimiste pour les temps à venir. Propositions.

Voilà le contenu du D.I. On le voit, il comprend

peu de choses à côté de ce qu'un droit, voulant régir même les rapports étatiques seuls, devrait comprendre.

*
* *

SECTION 6. — *Traits du D.I.*

Il est, tout d'abord, *amoral*, ne recherchant que ce qui est conforme à la nature de l'homme, ou tout simplement ce qui est, sans rechercher ce qui est conforme à la justice ou ce qui devrait l'être moralement. A plus forte raison, il est irreligieux; il descend du ciel pour devenir le droit terrestre; il laisse de côté la puissance de Dieu, présumée de toute bonne qualité pour tomber sous l'autorité des Etats, symboles et agents de la force brutale. Mais par là même, il devient plus ou moins positif, à comprendre le droit désiré ou voulu, non par la religion ou par la justice, mais par les gouvernants ou leurs théoriciens, par les diplomates ou par la force.

Ensuite, il est *étatique*; n'ayant en vue que les Etats qu'il entend consolider et renforcer hormis toute mesure. Par le droit de la souveraineté (autonomie et indépendance) il les rend tout-puissants, munis d'une liberté illimitée. Et sans parler de la négligence de l'homme, il a rendu des plus difficiles la vie internationale, soit à cause de ses principes mêmes, soit en considérant la S.I. moins importante que celle de « l'état de la nature », soit, enfin, en la mettant à la merci des souverains qui, ayant le droit de ne pas se limiter, et de n'accepter aucune autorité ou juge (supérieur) entendent évidemment ne rien établir qui puisse restreindre leurs prérogatives. Il est donc, en plus, un droit *anti-organique*, *anti-sociétaire*,

se caractérisant par un *libéralisme unanimitaire outrancier*.

Enfin, il est *belliciste*, malgré sa prétention à la paix, car en supprimant la conception théologique de la guerre juste, lui substituant celle de la justice subjective et en admettant les effets juridiques de la force (9) il a favorisé les guerres et s'est écarté de cette conception de Grotius d'après laquelle « le droit des gens est la pierre de touche qui indique si une guerre est criminelle ou non » (10) pour incorporer celle-ci, les règles de l'anti-vie dans son corps même.

Ainsi, le « D.I. théologique » s'est transformé en *D.I. étatique*, amoral, anti-sociétaire, anti-vie, et volontariste, qui est bien en arrière de celui des Vitoria et des Almawerdi, et qui en diffère « au double point de vue des principes et de la méthode » (11).

Néanmoins, malgré ses gros démérites, il eut ce trait louable d'être largement en *harmonie* avec la société interétatique de la première moitié du XIX^e siècle, de même que celle du siècle précédent. Car si voulant établir un tableau accouplé de leurs traits, on s'aperçoit que malgré une forte augmentation des rapports internationaux, la société d'alors restait moins interdépendante qu'isolée, et que son trait saillant était, non cette augmentation des rapports, mais bel et bien l'apparition de l'Etat moderne, que tous entendaient consolider pour pouvoir établir, affermir et développer le nouvel ordre, sans qu'il fût exposé à des interventions gênantes de la part d'un pouvoir quelconque. Or, c'est précisément ce désir général, ce trait premier de la société interétatique, que le D.I. (étatique) adopta, en le rendant, comme on vient de le voir, son trait par excellence.

(9) V. plus loin Défauts et lacunes du D.I.

(10) Citation, Gidel, op. cit., p. 578.

(11) Le Fur, op. cit., p. 294.

En résumé, quoique caractérisé par ses trois gros défauts, le D.I. pouvait être, à la rigueur, loué pour son harmonie étatique, dans une phase où comptait principalement l'affermissement et l'essor de l'Etat.

Quant à la paix, elle était, pour ainsi dire, à la marge du D.I. qui avait les regards tournés vers l'Etat, qui la lui fit oublier.

Par ailleurs, durant la plus grande partie de cette période, elle fut impossible à établir à cause de ces luttes irréductibles — les guerres idéologiques — que l'avènement de la Révolution française provoqua.

TROISIEME PARTIE

DEUXIEME PHASE *INTERNATIONALE* DE LA REVOLUTION INDUSTRIELLE : DE 1856 A L'HEURE ACTUELLE

Cette troisième partie sera divisée, comme je l'ai déjà dit, en deux sections générales; dans la première, je décrirai les états de la S.I. et du D.I., d'une façon générale, durant cette période de 1856 à l'heure actuelle où, après l'établissement et l'affermissement du nouvel ordre dans l'Etat, les effets et les résultats de la révolution industrielle, ou mieux de l'ordre démocrato-capitaliste, commencèrent à se faire sentir et à apparaître, d'une manière puissante et dans les Etats, et surtout dans la société internationale.

Dans la Section II, je traiterai tout ce qui concerne particulièrement les périodes de guerre et d'après-guerre.

SECTION GENERALE I.

*Description des transformations de la S.I.
et de l'évolution du D.I., durant la phase
internationale de la révolution industrielle*

CHAPITRE PREMIER

DESCRIPTION SOMMAIRE DES TRANSFORMATIONS DE LA S. I.

SECTION 1. — *Son étendue*

Quoique élargie sensiblement, du point de vue géographique, elle est devenue pratiquement *beaucoup plus petite*, car si les explorateurs, hardis et célèbres l'ont rendue plus vaste, les inventeurs infatigables et immortels l'ont rendue beaucoup moins espacée. Par leurs découvertes matérielles inappréciables, tels que les moyens des communications rapides et peu coûteuses, dans les mers, sur les terres et, plus tard, dans les airs, ils ont rendu les transports entre pays les plus éloignés « plus faciles qu'ils ne l'étaient au siècle dernier entre deux provinces du même Etat » (Renault, Poste, p. 5). Cela est surtout vrai de l'Europe qui est devenue « plus petite que la France sous Colbert » (Barthélemy, Démocratie et pol. étrang., p. 17). En outre, par les forces naturelles ou artificielles motrices qu'ils ont mises au service de l'homme (vapeur, électricité, houille blanche, etc.) par les belles routes qu'ils ont ouvertes ou les importants canaux qu'ils ont construits (Suez, Panama), par les

moyens de communications immatérielles qu'ils ont trouvés (télégraphie, téléphonie, et plus tard, radiographie) ils ont fait accroître les rapports entre continents, entre Etats, tout comme entre les hommes, à un degré sans précédent dans l'Histoire du Monde (1). Les hommes, les marchandises, les pensées, les capitaux voguent et voyagent partout, rapidement, à un prix vil, dans une « planète qui s'est singulièrement rapetissée » (1), disons comme par enchantement, ou par une sorte de célèbre tapis du Suliémann.

Dans cette société si rapetissée, si transformée, les rapports économiques, politiques, sociaux, ont tous changé de caractère. Car dans cette « marche » à l'élargissement du cercle humain, dont parle sans cesse M. Brocard (id.) ou dans la marche vers un marché toujours plus vaste dont s'occupe M. St-Germain (Capitalisme) ils se sont transformés, de rapports *nationaux*, isolés, peu fréquents et peu indispensables (du point de vue extra-étatique) en rapports *internationaux*, permanents, indispensables, relatifs et variables que M. Alvarez a si bien décrit dans un chapitre très important de son « La Reconstruction du D.I. ».

L'Etat, après avoir absorbé les provinces (qui avaient auparavant incorporé plus ou moins les villages et les cités) devenant ainsi une unité homogène : une Nation; et d'autre part, après s'être industrialisé et oubliant ainsi son passé agricole, réalisa le deuxième terme de la définition de l'Encyclopedia Britannica : en nouant des « World-Wild » connexions où il s'aperçoit « lui-même englobé dans un centre beaucoup plus large qu'on appelle l'Economie Internationale » (Brocard, Conclusion, t. II, Livre I, Principes).

(1) V. Raynaud, Vie écon. I, pp. 10 et s.; Brocard, Principes, t. III.

Ce bouleversement qui se produisit durant cette phase internationale, eut deux aspects : l'un actif, ayant pour manifestation l'agissement du Nouvel Ordre Démocrato-Capitaliste, dans le monde entier, et l'autre, passif, ayant pour manifestation, le subissement de l'ancien ordre religio-féodal encore dominant, surtout en Orient; et deux caractères, l'un bienfaisant (rapprocher les hommes, les biens, les distances, etc.), l'autre malfaisant (la mise en querelle des unités humaines). Ces deux aspects, de même que ces deux caractères, s'aperçoivent et ressortent bien avec la description du développement de l'ordre démocrato-capitaliste dans l'Etat, et avec celle des transformations économiques, politiques, organiques et sociales subies par la S.I.

SECTION 2. — *Le développement du Nouvel Ordre*

Par suite de l'établissement et de l'affermissement de l'ordre démocrato-capitaliste, l'homme a constaté, avec beaucoup de satisfaction et de bonheur, tout d'abord, la disparition de l'ancienne insécurité générale pré-étatique, et la cessation des guerres privées et féodales qui l'ont tant effrayé et fait souffrir. La sécurité générale, la paix à l'intérieur de l'Etat, tels étaient les premiers grands résultats du nouvel ordre. Ensuite, un grand progrès évident était remarqué par tout le monde dans la plupart des domaines de la vie nationale : progrès dans le gouvernement du pays, dans l'administration générale des affaires, dans l'instruction de l'individu, dans les conditions sanitaires, dans les communications entre hommes et des pensées, dans les transports des biens, dans la diminution du coût de production; dans l'augmentation des richesses nationales, etc.

Mais à côté de cet aspect bienfaisant, il en était,

d'autre part trop indésirable, à savoir : le problème social et le cycle des crises qui sont, tous les deux, des conséquences directes du régime capitaliste et qui en contredisent ou démentissent, à l'étonnement ou tristesse des classiques, plusieurs notions fondamentales et notamment, celles de l'harmonie des intérêts, le bienfait du laisser-faire et la toute puissance de la loi « naturelle » et régulatrice de l'offre et de la demande.

Car, il ne faut pas l'oublier, c'est grâce à ces deux premières idées que le capitalisme a délégué le gouvernement économique national aux possédants, qui, y ayant un rôle actif, étaient par lui chargés d'organiser, de réglementer, d'orienter, de diriger la vie économique et financière de la société, tandis qu'il a laissé aux non-possédants un rôle passif, du vendeur du travail, qui doit subir et s'incliner devant le gouvernement des premiers, de même qu'il a enjoint à l'Etat de n'y faire qu'une œuvre de gendarme.

Or, ce gouvernement, conçu comme bienfaisant et harmonieux, n'a pas donné les résultats qui en étaient escomptés et pour qui il était tant exalté.

Dès le début, un phénomène de polarisation (antagonique) fut constaté. D'une part, le gouvernement économique a fait accumuler les richesses à ses dirigeants qui, pour en avoir davantage, ne reculaient devant aucune entreprise et n'hésitaient pas à faire tout ce que bon leur semblait, sans regarder les intérêts des autres. L'embauchage des femmes et des jeunes gens, le travail dans des conditions trop peu sanitaires, le manque de repos, la longueur des heures de travail, nullement récompensée par le salaire, etc., tout cela leur était permis et recherché pour satisfaire leurs intérêts. D'autre part, et par conséquent, il y avait « cette classe nouvelle et misérable », dont parlait Gide, qui vivait dans le paupérisme, l'insécu-

rité du travail, et pour tout dire, plutôt comme un instrument de production qu'un agglomérat d'hommes. Cet état de choses fut encore aggravé par les crises qui se répétaient et se renouvelaient d'une façon systématique et périodique; à tel point qu'on finit par les dénommer par ce mot symbolique de « cycle » et qui, sans merci ni ménagement, arrachait les ouvriers de leurs usines, arrêtait les fabriques, désorganisait toute la vie économique sans rien épargner.

Tout cela a conduit, en fin de compte, à une insécurité économique générale dans la vie des hommes et à l'apparition d'un âpre antagonisme, de la *lutte des classes* entre patrons et ouvriers, lutte qui, avec l'organisation des deux partis en des syndicats professionnels, clandestins au début, mais bientôt légitimés par des lois, telle que celle de 1884 en France, a pris un aspect des plus périlleux et des plus menaçants.

Devant ces deux graves problèmes, l'Etat démocrato-capitaliste ne restait pas inactif. Par contre, il se mit à la recherche de solutions salutaires, surtout que l'apparition ou mieux le développement de son ennemi impitoyable, le socialisme et le communisme le menaçait des pires catastrophes, car ceux-ci ne visaient rien moins que le renversement de l'ordre existant, soit par des moyens pacifiques, soit par une révolution, pour le remplacer par un régime où régnerait, non la classe des possédants, mais celle des non-possédants.

Ces solutions, l'Etat démocrato-capitaliste croyait les trouver à l'intérieur de l'Etat, dans le réformisme, c'est-à-dire, dans l'intervention en faveur de la classe misérable, dans la réorganisation économique, et, à l'extérieur, dans le protectionnisme, la colonisation, l'organisation et la réglementation de quelques aspects de la vie internationale.

Seulement, ni les législations sociales, ni les ententes des possédants, ni le groupement de la classe ouvrière, n'ont donné les résultats qui en étaient souhaités (comme on le verra plus loin, Section II). Car, somme toute, le néo-capitalisme interventionniste, ne laissant pas faire, croyant moins dans l'harmonie des intérêts, de même que le néo-socialisme qui voyait dans le réformisme un moyen excellent pour l'amélioration des conditions de la classe ouvrière, tous les deux furent pour les uns des remèdes très extrêmes, très anti-libéraux, et pour les autres, des remèdes, très modérés, n'ayant rien ou presque rien du vrai socialisme et, en pratique, n'ont produit qu'une accalmie passagère.

En résumé, dans sa phase internationale, la révolution industrielle a trouvé le nouvel ordre transformé, d'un ordre démocrato-capitaliste en un ordre démocratique, néo-capitaliste, néo-socialiste, qui, étant déchiré par de grands antagonismes et menacé par la désorganisation et l'effondrement (lutte des classes et crises) s'appliquait à y remédier par le réformisme et l'organisation économique (qui ont donné un peu de satisfaction momentanée) à l'intérieur de l'Etat, et à l'extérieur par d'autres moyens qui l'ont transformé en un ordre impérialiste, comme on va le voir maintenant en étudiant les transformations de la S.I. même, de même que les répercussions ou les conséquences que le nouvel ordre y avait produites (2).

(2) V. à ce sujet *Lucius* : faillite du capitalisme, p. ex. pp. 47 et suiv.; St-Germain, op. cit., pp. 114 et s.; Mantoux, op. cit.; Lénine, p. ex. l'Etat; l'Impérialisme; Mussolini, Fascisme, p. 55; Hitler, *Mein Kampf*, p. 477, p. 574 et s.; Alvarez, D.I. de l'avenir, p. 7; Rapport à l'Un. j. I, p. 10, etc.

SECTION 3. — *La Vie I. aux points de vue économique et social*

La doctrine libérale orthodoxe étant, dans sa phase progressive « purement internationaliste » (St-Germain, op. cit., p. 206), ayant pour postulats la division du travail « naturel », et l'échange libre entre les peuples (tout comme dans l'Etat) il n'est nullement surprenant d'annoncer avec MM. Brocard et Raynaud que, durant cette période, et pour emprunter à Say les éléments de sa célèbre définition, la production, la circulation, la répartition et la consommation des richesses soient devenues des phénomènes *internationaux*, après avoir été, durant la première phase de la révolution industrielle, *nationaux*, car tout le monde commence à constater que les activités économiques ont en vue le monde entier. La production se fait, par exemple, non seulement pour le marché national, mais aussi pour le marché mondial, dont le premier n'est qu'une *petite section*. Elle se fait avec des matières premières recherchées, non uniquement dans l'Etat, mais aussi dans *tout le monde*, et surtout en Asie, en Afrique et en Amérique. et qui, une fois fabriquées, s'achemineront vers les quatre coins du monde pour être consommées. Les marchandises les plus importantes, telles que le blé, le café, le sucre, le fer, le pétrole, la houille, etc., sont demandées et offertes à l'échelle universelle et, partant, leur prix se détermine d'après les quantités offertes ou demandées pour effectuer d'une façon ou d'une autre les prix des autres marchandises. Les besoins des hommes sont satisfaits non seulement par les produits locaux, mais aussi par les produits « les plus lointains » (Renault Poste, p. 5) qui, après leur liquidation, se voient répartis en revenus entre des personnes des

plus hétérogènes, par les organismes de production composés des collectivités, non des personnes, mais de sacs. Car, soit-dit en passant, celle-ci se fait, dans les cas les plus importants, par l'accumulation des capitaux dans des sociétés anonymes n'ayant, sauf exception, aucun souci des situations ou des nationalités de leurs propriétaires.

Le marché, les besoins, les revenus, les prix (qui sont, comme on le sait, le squelette, le fondement, le régulateur de tout le système capitaliste ou libéral) sont devenus donc, internationaux.

Cette transformation de l'économie humaine a donné lieu à plusieurs conséquences ou problèmes et, entre autres, à la production sur une très grande échelle, au moyen des machines très coûteuses (dont l'importance est si bien illustrée dans les tableaux que M. Saint-Germain nous donne aux pages 100 et suiv. dans son Capitalisme) qui augmentaient énormément les charges constantes et les frais généraux et, par conséquent, nécessitaient, et la sûreté des provisions en matières premières et la garantie d'écoulement des produits fabriqués au moment même où, à cause de l'immensité du marché et des innombrables éléments qui y jouent librement, les risques commerciaux sont tellement accrus et le faux calcul ou l'imprévu devenus possibles, hormis toute prévoyance ou estimation.

De là, de la nécessité d'approvisionnement et d'écoulement, la célèbre loi énoncée, bien tôt, des débouchés, cette acuité dangereuse des rivalités économiques allant de l'écoulement honnête au dumping, et ce désir « de se nicher partout » (Manifeste, p. 60) d'avoir des matières premières, des exploitations, des clientèles à soi-même.

De là aussi la transformation ultérieure du capitalisme « du capital en grand capitalisme » (Saint-

Germain) du capitalisme en « impérialisme » (Lénine), du capitalisme libre en monopolisateur où apparurent, tout d'abord, les phénomènes de concentration, de combinaisons, pour donner naissance ensuite aux trusts en Amérique, aux cartels en Allemagne, et aux syndicats de production en France.

Seulement, ni dumping, ni colonisation, ni cartelisme n'ont pu remédier à ces deux grands dangers, désormais de caractère international, menaçant l'un et l'autre la société étatique des pires destructions et de grands conflits, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur et qui sont le problème social et le cycle terrifiant des crises, qui, comme par une force surhumaine se répétaient toutes les dizaines d'années pour désorganiser la vie, et parfois, pour ordonner la destruction délibérée des denrées les plus indispensables (café, blé, etc., etc...).

Mais tout cela, hâtons-nous de le remarquer, n'infirme pas l'existence de l'économie internationale. Par contre, il la confirme. Tout au plus, ces facteurs montrent-ils qu'à côté de son caractère bienfaisant : d'avoir donné à l'homme le pouvoir de satisfaire ses besoins facilement, d'utiliser les richesses du monde entier, de se connaître et de se communiquer, existe son caractère malfaisant d'être inorganisé et dominé par des esprits ne cherchant que le gain par tous les moyens; par l'exploitation des autres nations, par des dumpings ou des monopoles égoïstes, ou, selon M. Bourgeois, de n'être « point constitué suivant les règles du droit » mais qui n'est, par contre, qu'un marché qui obéit aux seules lois de la concurrence (et plus tard du monopole) où la chance, l'audace et la force sont les conditions de succès » (3).

Quant à la vie économique même, elle ne s'est

(3) V. Renault, La Haye, Discours de M. Bourgeois, p. 32.

pas moins transformée de nationale en vie économique internationale, comme le remarque M. Bourgeois qui, prenant la parole en 1908, nous dit que dans l'ordre économique « il y a, dès maintenant, une vie internationale d'une intensité singulière » où les divers intérêts des divers pays « se pénètrent tellement, leur réseau resserre tellement ses mailles qu'il existe *en fait* une communauté économique universelle » (op. cit.). L'unité de cette communauté, ajoute M. Brocard, est « aussi parfaite que celle de l'économie nationale », même « elle l'est davantage » (4).

*
* *

Mais la communauté économique dont je viens de parler, n'est pas l'aspect unique de cette transformation importante et inouïe que la S.I. a subie durant cette époque.

Par contre, les moyens de communication (matériels et immatériels) faciles et bon marché, les voyages quotidiens et nombreux des hommes et des biens, les rapports permanents et multiples qui s'établissent, soit à l'occasion de l'économie, soit à celle de ces derniers, tout cela a conduit à la constitution d'une vie internationale et interhumaine, où les hommes, les nations ont commencé à se connaître et à échanger les produits de leur génie et de leur application dans ce monde, ou à s'entr'aider contre les dangers communs.

Ainsi, la science, les découvertes, les arts, la littérature, commencent-ils à devenir la propriété du genre humain; les fléaux, les maladies graves, les

(4) V. aussi Raynaud, Vie écon. I., p. ex. p. 13.

crimes atroces de leur côté, commencent à hanter le monde entier et à susciter des réactions combattives simultanées partout.

Ce désir commun de marcher en avant, cette crainte des maux, de même que la résolution de les combattre en commun, ajoutés à cette connaissance entre les hommes, cet échange de biens et de pensées, ont noué — c'est l'évidence même —, et pour ne parler que de leur aspect bienfaisant, ont noué entre les unités humaines des rapports ou des relations « inter-sociales puissantes et universelles » (Scelle, Précis, t. I, p. 51) rendant impossible l'établissement permanent de « tout méridien de séparation », soit « au milieu de l'Océan », comme le voulait Jefferson, entre l'Europe et l'Amérique, soit ailleurs (cité, Alvarez, Codification, 1912, p. 171). Car outre la vie économique passant, selon Stresemann « par-dessus les vieilles frontières nationales » (cité, Alvarez, Reconstruction, p. 57), « les frontières les mieux gardées n'empêcheront pas l'invasion d'un fléau épidémique » (de Lapradelle, Reconstruction, p. 59), ni ne pourront entraver longuement et dans les temps ordinaires, les contacts sociaux des hommes dans une société « non pas volontaire, mais une société nécessaire » (Westlake, cité par Politis, Souveraineté, p. 6) où la vie est une vie « internationale par nature » (Alvarez, Chili, p. 19) et où « l'internationalisme est le fait capital » (Scelle, Précis, t. I; préface).

Aussi, durant la phase internationale de la révolution industrielle, les hommes, les unités humaines : États, associations, etc., se trouvent devant une *véritable vie internationale*, créée par ces rapports permanents et multiples, et dont le fonctionnement régulier, et partant, pacifique, est indispensable à la vie de chacun et de tous.

Seulement, comme il est naturel, à propos de toute vie débutante, il manquait, au commencement, à cette nouvelle S.I., et des organismes et des normes suffisantes pour la régir. Mais, comme toujours, ceux-ci ne tardèrent pas à apparaître, grâce aux activités des groupements privés ou officiels (Etats), — activités qui ont pris, dès le début, et comme je l'ai déjà remarqué, deux aspects différents, l'un tendant à l'organisation et à la réglementation — à la coopération, et l'autre à la lutte et à la subordination. Et tandis que le premier eut pour résultats de grandes conférences, ou commissions, les unions internationales, des associations, etc., qu'on va étudier à la Section 4, l'autre eut pour conséquence la Protection commerciale et l'impérialisme, les trusts et les Internationales,

SECTION 4, — *L'Organisation de la S.I.*

Privément et coopérativement, la S.I. vit surgir une foule énorme, et de plus en plus croissant des sociétés et des associations de tout genre et à toutes fins : sociétés commerciales et industrielles, compagnies de navigation et de transport, etc., associations hygiéniques, de coopération intellectuelle; associations, ligues, instituts scientifiques, de D.I. par exemple (v. Introduction) de droit privé; des fondations, des entreprises ayant pour tâche des publications internationales (revues, magazines, etc.). Antagoniquement, il y avait, tout d'abord des associations d'ouvriers tendant à combattre, à renverser l'ordre existant et dont les plus célèbres sont la I^{re} Internationale, fondée en 1864 par Karl Marx, ce théoricien-agitateur, et la II^e Internationale, constituée en 1889. Ensuite, il y avait les trusts et les cartels qui se querellaient à mort pour la domination du marché mondial et qui,

entre temps, s'entendaient pour contre-acter les actions des ouvriers internationalistes (5).

Officiellement et solidairement, on doit signaler : *primo*, l'apparition graduelle des célèbres *Unions Internationales* qui, avec d'autres organismes, ont donné naissance à une « organisation embryonnaire » internationale (Raynaud), ou à une ébauche d'administration, de Service Public inter-national qui a débuté, selon M. Oppenheim (*The future of I. Law*, p. 5), en 1874, avec l'union postale mondiale (*The World Postal Union*). A la vérité, et comme le montrent M. Nys (*D. I.*, t. II, pp. 314 et suiv.) et M. Renault (*Poste*), leur origine est plus lointaine. Elle remonte à ces traités bilatéraux du deuxième tiers du XIX^e siècle qui, sous la pression des événements, s'étendirent, et plus tard, s'internationalisèrent et s'universalisèrent. Comme exemples à ces unions, on peut donner l'Union littéraire et artistique, débutée en convention entre la France et les Pays-Bas en 1840, élargie de 1852 à 1884, pour aboutir, en 1880, à une convention générale et à la formation de l'Union même; l'association géodésique internationale, proposée en 1861, fondée en 1864 (améliorée par la suite en 1867, 1886, etc.) et dont le bureau fonctionne à Potsdam.

Outre ces Unions, on doit mentionner notamment : l'Union Postale, fondée en 1874, et dont le bureau central est à Berne; l'Union télégraphique, débutant à l'état de convention en 1852, développée en 1865 et 1868; son bureau qui est à Berne aussi, fut fondé en 1869; l'Union de propriété industrielle (1883), l'Union sucrière (1902-1918); l'Union des poids et mesures, l'Union du coton (1905); l'Union de publication des tarifs douaniers (1890); l'Union du transport des marchandises en chemin de fer (1890); les

(5) V. Raynaud, *op. cit.*; de même que la commune de Paris; Alvarez, *Reconstruction et Codification*, 1912.

Unions phylloxériques et, plus tard, des sauterelles (1920); le Bureau de l'Heure; l'Office international de l'Hygiène publique; les Unions pour l'uniformité du droit commun : pénal, civil, commercial et procédure (6), etc., etc...

Secundo, on doit signaler la formation de plusieurs *commissions internationales*, dont les plus importantes sont la commission centrale pour la navigation du Rhin, et les deux commissions, d'une importance et compétence très différentes, concernant la navigation sur le Danube.

Tercio, il est nécessaire de tirer les intentions d'une façon particulière et sur l'Union Panaméricaine, fondée en 1889, et dont je parlerai ailleurs, et sur cet organisme politico-juridique et périodique que la grande guerre de 1914 a empêché de continuer à se réunir, comme il était recommandé par un vœu, ou, si vous le voulez bien, à transformer en S.D.N. — je parle des *conférences de La Haye* (1899-1907) communément connues sous le nom de conférences de la Paix, qui n'étaient, à vrai dire, qu'un chaînon, de beaucoup le plus important, de cette chaîne de conférences tendant à l'organisation et à la réglementation de la vie internationale et dont les conférences des unions (sus-mentionnées) le Congrès de Paris, la Conférence de Bruxelles, après la guerre franco-allemande de 1870-71, sont d'autres exemples.

C'est, on le sait, le Tsar Nicolas II qui en a pris l'initiative, poussé par la pression des nouvelles conditions de la vie internationale, par celle de l'opinion

(6) V. à ce sujet : Fauchille, op. cit., part. III, pp. 452 et suiv. et p. 488; Nys, D.I. t. II, pp. 314 et s.; Raynaud, op. cit. p. 43 et s., p. 204, p. 289 et s.; Alvarez, Droit civil, pp. 116 et s. (l'Union sucrière); Renault, la Poste, qui, parlant de l'Union postale, nous dit que : « les tarifs avaient été baissés et les opérations simplifiées ».

publique mondiale et par d'autres facteurs de politique étrangère ; animé par cet « idéal » ou désir de rechercher les moyens les plus efficaces pour « assurer à tous les peuples les bienfaits d'une paix réelle et durable, et de mettre avant tout un terme au développement progressif des armements... » au moment où « les charges financières, suivant une marche ascendante, atteignent la prospérité publique dans sa source, les forces intellectuelles et physiques des peuples, le travail et le capital sont en majeure partie détournés de leur application naturelle... (et où) des centaines de millions sont employés à acquérir des engins de destruction effroyables » (circulaire impériale du 12/24 août, 1898 (7). Dans une deuxième circulaire (du 30 décembre), nécessitée par des demandes des explications présentées par les Etats invités, le dit Tsar précise que le but des conférences en question sera de mettre « un terme à l'accroissement des armements », de prévenir les conflits internationaux par l'établissement des moyens pacifiques et de régler l'exercice et les conditions de la guerre (id.).

Mais l'importance de ces conférences ne provient pas, à notre sens tant de leurs buts ou des résultats auxquelles elles aboutissent que de leur *réunion même*, de leur naissance. C'est là, en effet, que l'historien doit voir leur véritable signification. Car il ne faut pas oublier que, contrairement à toute autre, elles eurent lieu, non après une guerre, mais, comme le remarquent MM. Scott et Renault, durant le temps de paix, en vue « d'organiser la paix » (Renault) (8) et de la maintenir, non en vue de l'élaboration d'un traité de paix — pour la rétablir. Et, à ce titre, on

(7) V. Scott : Les Conférences de la Paix de la La Haye, 1927, t. I, chap. II, pp. 37 et s.

(8) Renault; La Haye, p. 4 et s., p. 26.

est autorisé de dire avec M. Renault que la vie internationale juridique fut née en 1899 et que, de ce chef, ces conférences méritent la dénomination de « conférences de la Paix », car elles symbolisent la vie même, en cela qu'elles lui fournissent pour la première fois (9) une occasion solennelle où, sous l'égide de la paix, sa condition unique, de vingtaines d'Etats (27 dans celles de 1899, 44 dans celles de 1907) Asiatiques, Américains et Européens furent réunis pour discuter les conditions dans lesquelles elle peut évoluer et se développer normalement.

Au surplus, il est à signaler — du point de vue organique où nous nous plaçons — que ces conférences de La Haye ont laissé après elles, plusieurs organisations internationales : la Cour d'arbitrage de La Haye, la Cour des Prises, la Commission internationale d'enquête, qui, avec leur projet d'une vraie cour de justice internationale, le vœu sur la justice « recommandée », les règles de procédure qu'elles ont élaborées, ont couronné un siècle de progrès dans le domaine de la médiation, de la conciliation et de l'arbitrage. (10).

En quatrième et dernier lieu, on doit mentionner avec M. Raynaud, ces activités périodiques tenant à activer le commerce international et les économies nationales, pour l'organisation des expositions et des foires internationales, et qui ont conduit, plus tard,

(9) Il est à remarquer que M. Scott considère comme précédents de ces conférences l'Union Panaméricaine (1889), et le Congrès de Berlin de 1884-1885 (ib. pp. 26 et s.). Mais il est à noter que la première est plus restreinte (21 Etats) et plus étroite, tandis que la deuxième étant impérialiste, ne saurait être considérée ainsi.

(10) V. aussi à ce sujet et sur le dernier point : Fauchille, op. cit. partie III, pp. 261 et s.; Alvarez, Chili, p. ex. pp. 88-89; Codification, 1912 (rénovation); de Lapradelle, Cas. : et son recueil, de même que les travaux de M. Scott à ce sujet.

à l'organisation d'une chambre de commerce internationale. (1920). (v. Raynaud, op. cit., pp.210 et s.).

Et maintenant, passons à la description des manifestations antagoniques des activités officielles, à savoir la protection commerciale et l'impérialisme.

*
* *

SECTION 6. — *L'antagonisme entre gouvernants*

Il a pour forme, ou il se manifeste sous plusieurs formes dont les plus importantes sont celles de la protection commerciale et de l'impérialisme.

Le Protectionnisme : C'est ce phénomène ayant pour origine, en même temps que le libre échange, le déséquilibre entre pays capitalistes avancés (comme l'Angleterre) et pays retardataires, en train de se capitaliser (comme l'Allemagne).

Le libéralisme, étant libre-échangiste, il faisait envahir ces derniers par les marchandises des pays devanciers, les empêchait ainsi, à cause de cette avance même, de développer leur économie nationale dans la voie capitaliste. Or, comme ceux-là y tenaient opiniâtement, un Frédéric Liste, prévoyant ne manquait pas, de leur montrer le chemin et pour leur faire adopter, une fois le moment venu, son système d'économie nationale qui, en Colbertisme plus moderne, tend à l'encouragement de l'industrie et du commerce nationaux, et au combattement des produits étrangers, sauf là où ils seront utiles aux premiers.

De là, ce phénomène étrange, non isolé, où le libéralisme donne naissance à la protection, son antipode. Car en ce qui nous concerne, le libre échange

a conduit au protectionnisme, au subventionnisme qui, à leur tour, ont donné naissance à un cycle infini d'anti-protectionnisme et anti-subventionnisme. On voulait contrecarrer le progrès des avancés par la douane et l'aide financière, la douane par la subvention à titre d'exportation et par l'anti-douane, et celles-là par l'élévation des premiers.

Quoiqu'il en soit, ce que les Lististes voulaient s'était réalisé il est vrai, au prix de lourds sacrifices. L'Allemagne, par exemple, s'est transformée en pays parfaitement capitaliste. Par cela même, les retardataires ont fermé pratiquement leur marché national aux devanciers.

Mais comme il y avait d'autres marchés ne connaissant nulle protection, ni capitalisme, ces derniers, tout comme les rattrapés, y tournèrent les yeux, et c'est à propos de ces marchés que la lutte s'est transformée en une course à la colonisation, et plus tard, en des guerres sanglantes.

SÉCTION 7. — *L'Impérialisme*

Dans la marche infatigable de l'histoire humaine, la lumière et l'obscurité ont constamment changé de foyer. A une époque, c'était de l'Orient que descendaient « comme d'un centre de lumière, vers les régions obscures de l'Occident, les religions, les sciences, les arts, toutes les sagesses et toutes les poésies (Herriot ; l'Orient, p. 18, citation) ; à un autre, tandis que les célèbres philosophes et poètes persan et arabe : Alkayamme et Almaarii se demandaient l'air pensif et étonné, ce qu'il en était arrivé, la lumière, changeant de foyer, éclairait, par ses rayons de Renaissance, l'Occident.

Dès lors, celui-ci ne cessait de progresser et de s'élever au-dessus de l'ancienne obscurité. Car, tan-

dis qu'on surveillait, avec M. Saint-Germain, la naissance d'une « nouvelle Europe » (à la suite des révolutions industrielles et politiques) munie « d'une force meurtrière capable d'asservir le monde » (Farrère) lui ouvrant « des possibilités d'expansion sans borne » (St-Germain, op. cit., p. 77) et le chargeant bon gré mal gré, pour le mal ou pour le bien de la « garde » de la civilisation, l'Orient, compris dans un sens très large pour comprendre et englober les nations non-industrialisées, l'Orient, lui, restait, depuis lors, presque où il était.

Un abîme, ou mieux, un déséquilibre, s'est établi dès cette rupture ou changement de foyer, entre tous les deux, ou mieux encore, entre le système démocratocapitaliste, machiniste et irreligieux, expansionniste et amoral, cherchant avant tout le gain et le régime religio-féodal, manuel, agricole et religieux. Plus tard, ce déséquilibre, cette rupture, a donné naissance à plusieurs collisions entre les deux systèmes. Le premier, ayant à son service les forces motrices, les machines et la chimie, se mettant à produire, surtout des produits industriels, en abondance et à vil prix et se donnant pour postulats, l'échange libre et la division naturelle du travail, qui n'étaient à la vérité « qu'une tentative de justifications et de maintien du monopole des pays industriels... sur les pays agricoles » (Saint-Germain, op. cit., p. 201), il partait à la recherche des denrées agricoles et des matières premières et des débouchés dans le monde entier où il rencontrait l'Orient.

A l'occasion de cette rencontre et de cette recherche, il n'y avait au début que peu de complications et de difficultés. Mais, plus tard, deux graves antagonismes apparurent : l'un entre les pays à régime démocratocapitaliste, et l'Orient ; et l'autre,

dans le premier bloc, entre les Etats démocrato-capitalistes.

Celui-ci se fait jour lorsque les retardataires, devenus des rattrapés, commencèrent, tout comme leurs devanciers, la quête des matières premières et des débouchés. Au début, rien de trop grave ne s'est produit entre les rivaux. Tout s'arrangea, grâce à l'abondance des terrains « libres », « sans maîtres », habités par des « sauvages et des barbares », dont quelques-uns furent partagés entre eux par des traités ou des conférences impérialistes telles que celles d'Algésiras (1906) de Berlin (1885) et beaucoup d'autres qu'on verra plus loin. Mais, plus tard, lorsque le capitalisme a accumulé les richesses se transformant en « grand capitalisme » ou en « Impérialisme » ou encore, en capitalisme concentré, trusté, financier, volant à tout vent pour la recherche, à tout prix, des exploitations et des clientèles et lorsque, de l'autre côté, il était question de terrains pavoisés, à la fois par les uns et les autres des démocrato-capitalistes, le rapprochement de l'étincelle était senti et constaté par tout le monde.

En attendant, l'antagonisme entre pays industrialisés, donna naissance à de grands événements, à des guerres, des révoltes ou des massacres, tels que celles relativement récents de Boxer, anglo-böer, italo-tripolitaine, franco-algérienne etc.

Mais dans cette lutte entre les deux partis, le résultat ne pouvait être que le triomphe des premiers : l'ordre démocrate capitaliste y étant le facteur agissant, l'élément le plus fort, l'Orient ne pouvait que subir son influence et fléchir devant sa volonté de fer, de feu et d'or, pour jouer le rôle d'ordonnance et d'enrichisseur, malgré toute allégation de civilisation et d'humanité. Car, comme le remarque M. Mussolini « les rapports de l'Occident avec l'Orient furent exclu-

sivement de subordination... L'Asie n'était qu'un marché de produits industriels, une source de matières premières ». (Œuvre, t. 9, p. 274) ; le premier, ajoute M. St-Germain, a fondé « l'augmentation de (ses) richesses sur l'exploitation indéfinie des seconds » (id.). Exploitation qui se présente sous plusieurs formes, tels que l'achat des matières agricoles et premières à prix très bas, la vente de ces dernières, une fois fabriquées, à des prix très élevés ; l'échange du travail mécanique, rapide et bon marché contre le travail manuel très coûteux et lent, l'investissement ou placement des capitaux avec des lourdes conditions et bénéfiques ; l'exploitation des richesses nationales, des travailleurs indigènes, dans des conditions très onéreuses ou très inhumaines, l'élévation exagérée des salaires non-indigènes, etc.

Mais la forme par excellence de cette exploitation était et reste la *colonisation*, qui met à la disposition autoritaire des colonisateurs les richesses, la main d'œuvre, le territoire de colonie, pour être gérés à leur gré et selon leur plaisir. Commodité qui a été à l'origine de cette course à la colonisation qui a mis aux prises les pays démocrato-capitalistes qui, aux dépens de l'Orient, s'acharnaient pour en avoir le plus tôt possible, le plus de butin, mais qui a conduit à l'asservissement des pays agricoles et à la domination mondiale du bloc industrialisé, surtout depuis le dernier quart du xix^e siècle. Cela ressort des quelques chiffres que M. St-Germain nous fournit à propos de l'Afrique et de la Polynésie qui, colonisée respectivement dans le pourcentage de 10,8 et de 5,8 en 1876 le seront en proportion de 90,4 %, 98,9 % à la fin du siècle (op. cit., p. 82). Il ressort également des chiffres et des tableaux que Lénine nous donne dans son *Impérialisme*, sur ce développement qui avait pour résultat la formation de grands empires, tels que

l'Empire britannique comprenant, en 1914 : 33,8 millions de kilomètres carrés, et 440 millions d'habitants, ou l'Empire français, beaucoup moins grand, englobant 95,1 millions de personnes et 11,1 millions de kilomètres carrés (v. p. 86).

Seulement, comme d'une part, cet expansionnisme, a causé de grande « inégalité » dans le partage du butin oriental, entre les « vieux » et les « nouveaux » Etats démocratocapitalistes, donnant ainsi naissance à ces termes cyniques de pays « prolétaires » ou de « hungry Powers » et, comme de l'autre, l'ordre démocratocapitaliste avancé est à jamais inassouvable dans ses recherches de matières premières, de débouchés d'exploitations concessionnaires profitables et, partant, de colonies. il était de plus en plus évident que l'antagonisme entre rattrapés et devanciers devint de plus en plus aigu et menaçant pour la paix du monde.

Du reste, ceux-ci, apercevant l'issue tragique et inévitable, se mirent à se préparer pour le combat au moyen des alliances (Triple Entente et Entente Cordiale), des armements et des surarmements.

SECTION 8. — *Traits de la S.I. durant la phase internationale de la révolution industrielle*

C'est, tout d'abord, la transformation de l'ancienne et chimérique « société » inter-étatique — de la coexistence d'Etats — en une véritable société, en une « *véritable communauté* » internationale (11), ayant pour base la naissance et le développement d'une *vie* internationale effective, se manifestant par une foule d'organisme (privés et officiels), de rapports

(11) V. Alvarez, *Reconstruction*, p. 288; v. aussi § 1 du présent chapitre.

intersociaux permanents, multiples, variables, relatifs et complexes, et rendue possible, grâce à ces moyens matériels et immatériels apportés par la Révolution industrielle.

C'est, ensuite, le caractère de cette communauté. de cette vie d'être solidaire, d'être soumise au « régime de l'interdépendance » (12) reconnu par la généralité des auteurs, des savants et des organisations internationales (tels que MM. Politis, de Lapradelle, Scelle, Scott, Alvarez, Duguit, Fauchille, etc., les conférences de la Paix (13), l'Institut Américain du D.I., l'Institut du D.I., l'Union juridique internationale, etc.) comme étant son trait premier, comme étant ce fait constituant « le tout de l'homme » (Duguit, *Etat*, t. I), ce « fait dominant » (Politis, *Souveraineté*, p. 6), « inéluctable » (Politis, *Neutralité*, p. 181) créant entre les Etats « désormais interdépendants » une véritable « chaîne de relations » (l'Union juridique internationale, citée, Fauchille). Avec elle, nous dit M. Bourgeois, la science « ne connaît plus l'homme abstrait », ni l'Etat isolé, puisque la loi de la solidarité est universelle (*Solidarité*, pp. 46 et s. et p. 50). C'est l'Internationalisme dont parlait M. Scelle, c'est, pour ainsi dire, l'*inter-existence*, qui se trouve partout et entre tous : dans le domaine économique où les intérêts « se pénètrent tellement », comme dans le domaine social où tout se répercute et se solidarise devant un malheur, un sinistre, un crime, et où il se crée

(12) V. Fauchille, *op. cit.*, part. I, p. 404; part. II, pp. 402 et s.

(13) V. à ce sujet, Scott, l'Acte final, la Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux « reconnaissant la solidarité qui unit les membres de la Société des Nations civilisées ». V. aussi Alvarez, *Codification*, 1912, pp. 129 et s.

« une fraternité des nations devant le danger commun de la maladie et de la mort ». (De Lapradelle ; *Reconstruction*, p. 59). C'est enfin l'*Antagonisme* (car il n'y a pas que l'indépendance) entre groupements — dans l'Etat et entre Etats, antagonisme oublié souvent par les auteurs qui ne mettent en relief et n'insistent que sur la solidarité, comme par un désir de l'éliminer, pour faire régner la paix grâce à celle-ci.

Pourtant, il existe, et il se présente sous ces formes de luttes aiguës dans l'Etat ; entre capitalisme et socialisme ; entre Etats démocrato-capitalistes et religio-féodaux, pour l'indépendance ; et enfin entre les premiers eux-mêmes pour la colonisation ou, mieux, pour le renouveau du partage du monde. Et c'est à ce propos qu'on doit savoir gré à M. Alvarez qui nous dit, dans plusieurs de ses ouvrages, qu'au XIX^e siècle se font jour, non uniquement des facteurs puissants poussant à la solidarité, mais aussi « de nouveaux motifs de rivalités économiques, ainsi que de nouvelles causes de guerres », tel que le sentiment d'indépendance, la lutte de classe et l'impérialisme (14).

Même observation de M. Brierly (*Règles*, p. 6) qui nous indique la nécessité de garder la phase bonne et supprimer la phase mauvaise des rapports internationaux. Il en est de même de Lénine, qui nous signale d'une façon détaillée et documentée, l'existence, outre de la class war, de la lutte impérialiste, et qui, avec Staline, a analysé longuement le caractère du mouvement de libération orientale (15).

(14) V. Alvarez, Rapport à l'Un. J.I. p. 10; D.I. de l'avenir, p. 7; Etude crit. du Pacte, p. 58; Chili, p. 87; droit civil, p. 114, *Reconstruction*, p. 44, etc.

(15) V. Lénine, *Impérialisme; l'Etat et la Révolution; la Révolution prolétarienne et le Rénégat Kautsky; Staline, le Marxisme et la question nationale et coloniale*, etc.

Mais, parmi tous ces antagonismes, c'est surtout l'impérialisme qui était le plus fort et le plus effrayant. Car, tandis que la lutte capitaliste-socialiste n'avait qu'une phase étatique et que le mouvement libérateur de l'Orient était faible et débutant, l'impérialisme, étant une antinomie irréductible entre forts (gouvernants) constituait, par contre, durant cette période où manquait la lutte idéologique extérieure, le péril le plus important, et le danger le plus menaçant pour la paix du monde, et c'est incontestablement lui qui a conduit à la rupture brutale de la paix, à cette guerre affreuse de 1914-1918.

CHAPITRE II

DESCRIPTION DE L'EVOLUTION DU D.I. DURANT CETTE PHASE INTERNATIONALE

Une question capitale et angoissante se pose devant tout internationaliste : en face de cette transformation radicale et fondamentale de la S.I., — d'une coexistence d'Etats à une véritable communauté internationale et interhumaine, quelle est la position du D.I., de ce droit, qui doit être l' « image fidèle » de sa société, et son reflet véridique ? A-t-il vraiment évolué ? Si oui, quelle est l'importance, l'ampleur de cette évolution ? est-elle proportionnelle, à quelque différence près, à celle de la S.I. ?

A cette question importante, les publicistes classiques ne répondent pas. Pour eux, elle ne se pose même pas. Ils vous parlent du D.I. *tout court* ; un Laurence le traite, dans ses lignes fondamentales comme un Bynkerschock, et un Fauchille comme un Vattel. Tout au plus, ils vous indiquent, à la manière de Fauchille, la survenance du régime de l'interdépendance, et les nécessités qu'elle impose, pour remarquer la convenance de la conciliation entre elle et l'indépendance sans bien entendu, vous laisser toucher à la souveraineté. Car si les Fauchille vous mettent sans cesse devant l'interdépendance et cette dernière, souhaitant, comme à propos de *res nullius* et *res communis*, qu'elles soient « combinées », qu'elles « se complètent », ils ne concluent pas moins à la conser-

vation *intégrale, méthodique* et *a priori* du dogme de la souveraineté et de toutes ses suites (1).

Par contre, une minorité des tendancistes, des novateurs, que représentent MM. Politis, Alvarez, Garner, etc. s'occupe de cet interrogatoire inquiétant, pour vous signaler l'existence, dès le milieu du XIX^e siècle, de ce qu'elle appelle « les Nouvelles Tendances » du D.I., ou, même, le « Nouveau D.I. », soit dans la doctrine, soit dans les pratiques, soit dans la réglementation récente des rapports ou de la vie internationaux.

Aussi, avant de répondre à celui-ci, ou d'en donner quelque appréciation, est-il nécessaire de savoir le contenu de ce nouveau D.I.



SECTION 1. — *Les nouvelles tendances du D.I. (1),*

Elles concernent notamment :

A) *La Souveraineté* : A propos de laquelle plusieurs tendances se faisaient jour, soit pour la limiter, soit pour la transformer, ou même pour la supprimer.

Des premières — les seules nous intéressant ici — on peut en signaler les tendances (2) :

A la non-tolération de l'isolement commercial, exprimée ainsi par M. Alvarez : « s'isoler entièrement », c'est « faire injure » aux autres nations (*ibid*) ;

A l'obligation de l'Etat de respecter tout ce qui

(1) V. par ex. Fauchille, *op. cit.*, part. 1, p. 588; Laurence, *Principes*.

(2) V. à ce sujet : Politis, *Souveraineté*, pp. 32 et s.; *Nouvelles Tendances*. Alvarez, p. ex. *Reconstruction*, p. 205 et s.; Codification, 1912; Garner, *Les Tendances récentes*; Basdevant, *Règles*, pp. 89 et s.

constitue le D.I. privé, et, par exemple, de s'incliner devant tout ce qui concerne l'état civil (âge, mariage, etc.), ou la validité des actes passés à l'étranger ;

A l'obligation de s'entr'aider mutuellement, dans les domaines humanitaires, sanitaire, social et criminel (extradition) ;

A l'uniformisation des lois civiles, pénales, commerciales, ouvrières et procédurales ;

A la liberté des communications et du transit ;

A l'extension de la responsabilité internationale de l'Etat ;

A la solution pacifique des conflits internationaux, au moyen de la médiation, de la conciliation, de la commission internationale d'enquête et de l'arbitrage ;

A la négation ou à l'abolition (doctrinaire) du « droit » de la conquête, et au respect des petits Etats.

B) La Conception et la Méthode : Elles tendent à être plus humanistes, moins étatiques, moins amonales et moins individualistes.

Moins étatiques (3) (et plus humanistes), car elles commencent à donner à l'Etat, « pure abstraction » ou « simple procédé » (Politis, *Tendances*, p. 76) qui pourrait être remplacé par une organisation meilleure et plus simple — (de Lapradelle), moins d'importance, et à l'homme, beaucoup plus de valeur qu'il n'en avait jusqu'alors.

Il y a plus. Elles commencent à oublier, à négliger, à passer outre les Etats, en essayant, par exemple, d'accorder aux hommes, « la faculté d'exercer directement certains droits à l'encontre d'un Etat, sans

(3) V. Garner, *op. cit.* p. 90 : *Politis, Tendances*, qui nous donne à ce propos plusieurs exemples juridiques positifs sur cette tendance aux pages 64 et s., qu'il est utile de voir.

l'intermédiaire de l'Etat dont ils sont ressortissants ». (Alvarez, *ibid.*)

Moins amORAles et moins individualistes, car elles tendent à tenir compte des données de la justice, de l'intérêt général, de l'interdépendance, et de la notion des devoirs (4). En effet, tout en penchant vers cette autre tendance de codification et d'élimination de la coutume, elles commencent à considérer comme fondement du D.I. « la solidarité créée par les besoins sociaux » (Politis, *Tendances*, p. 48) et comme but, outre que la paix, la sauvegarde et le respect des données de la justice. Et rien mieux ne montre cette tendance que les buts que les Instituts ou les associations du D.I. se sont donnés, et qui sont toujours : solidarité, justice et paix (v. Introduction).

En outre, on doit remarquer que la nouvelle conception du D.I. a admis le régionalisme, de même qu'elle s'est orientée à munir les règles internationales de sanctions, soit pécuniaires, soit autres.

C) *L'Organisation de la S.I.* : Cette tendance importante nous est déjà connue (v. chap. I de la présente partie, Sect. 4). Il nous suffit d'y ajouter que l'organisation internationale concerne beaucoup plus les domaines administratifs et judiciaires, que le domaine politico-économique.

D) *Le Domaine du D.I.* : Il s'est élargi considérablement, surtout à partir de 1900, comme le montre, d'une façon remarquable, le cours de M. Garner (v. chap. II, pp. 22 et s.), de même que la liste que M. Alvarez nous donne à la fin de son « La Reconstruction du D.I. » (chap. XVII, pp. 350 et s.).

(4) V. Fauchille, *op. cit.* part. 1, p. 509; Alvarez, *op. cit.*; Laurence, *op. cit.* p. 52.

Cet élargissement consiste « non pas tant dans son expansion territoriale... que dans l'extension de son domaine à de nouveaux sujets et relations reconnus autrefois comme appartenant, en tout ou partie, au domaine réservé, à la réglementation nationale » (Garner, p. 24). En effet, ce qui a donné de l'ampleur à ce domaine, ce n'est ni le pôle, ni l'air, mais bel et bien l'organisation et la réglementation de quelques-uns de cette foule de rapports que j'ai décrits précédemment, et qui ont donné naissance, entr'autres, à plusieurs conventions, dites « législatives ». Le nombre de celles-ci s'élève, selon le même ouvrage de M. Garner, à 394 conventions, entre août 1864 et décembre 1927, réparties ainsi : de 1864 à 1900 — durant 36 ans — 114 conventions, et de 1900 à 1927 — durant 28 ans — 280 conventions (pp. 29 et suiv.). Plus intéressants que ces chiffres sont les sujets que ces conventions traitent et dont nous ne pouvons donner que quelques exemples, tels que l'extradition, la télégraphie, l'hygiène, la poste, le transport, le travail, les détroits, les ports, les voies navigables, l'opium, la répression du faux monnayage et les Unions, en renvoyant celui qui en veut davantage au cours de l'éminent auteur.

Voilà déjà terminé et expliqué, en bref, le contenu de ces bruisantes nouvelles tendances, ou de ce nouveau D.I.

On le voit, la récolte est bien maigre et illusoire, à côté de ce bouleversement dont la S.I. était le sujet et l'objet.

SECTION 2. — *Le D.I. officiel*

Mais si c'est là où tend le D.I., quel est son corps même, sa partie effective, ou mieux, quel est le D.I. officiel que ces tendances entendent en départir ?

Il est tout simplement, et comme je l'ai déjà dit, ce droit que nous avons vu au chap.II, Partie II.

Il est le droit international étatique, de la *phase nationale* de la révolution industrielle, qui continue avec les traités d'un Laurence, d'un Oppenheim, d'un de Martens ou d'un Fauchille.

Sa méthode officielle, sa conception dominante, sont celles du volontarisme et étatisme amoraux.

Ses principes fondamentaux et dominants sont ceux de la souveraineté, de l'égalité, de l'indépendance, de la neutralité, et du droit à la guerre, de se faire justice à soi-même.

Ses traits, et à part un éclectisme faible, sont les mêmes : amoralité, étatisme, libéralisme unanimitaire, l'anti-organisation, guerrierisme, *l'anti-sociétisme*.

Voilà ce qu'est le D.I. officiel, il est le droit tout-court qu'aucun juriste pratique ne peut contester.

Tout au plus, il tend, ou mieux, on le fait tendre, on souhaite qu'il s'oriente, on désire qu'il penche vers l'interdépendance et on essaie de le montrer ainsi en lui prêtant un autre vêtement.

On conclut de quelques cas isolés appliqués par les forts et les agissants, à l'encontre du Japon (alors faible) et la Chine, que l'Etat n'a pas à s'isoler ; de quelques organisations, que c'est une obligation de l'Etat de participer à l'organisation internationale, de quelques pratiques isolées, de quelques doctrines éclectiques et solidaires, que le D.I. va « de l'individualisme à la coopération » (Alvarez, op. cit.).

Pourtant, ce désir très légitime et amplement justifié ne doit rien cacher de la vérité. Le D.I., en face de cette vie internationale et interhumaine effective, ayant pour traits l'interdépendance, l'antagonisme, la permanence, la grosse multiplicité des rapports internationaux, et nécessitant impérieusement toutes sortes d'organisations et réglementations pour que tout se passe dans l'ambiance vivifiante et bien-faisante de la paix, et que l'antagonisme, la force disparaissent, car aucune vie n'est possible à la longue avec eux, le D.I., en face de cette *révolution de fait* dans la S.I., qu'a-t-il fait ? Rien ou presque rien. Il a gardé tous ses traits saillants *anti-sociétaires* et anti-vie internationale, pour perdre son trait louable : la consolidation de l'Etat, dans une époque qui se résume par ce mot : consolider ; « *Veux l'Internationalisme, non l'Etatisme* ».

Son principe par excellence : la souveraineté, qui veut dire : je veux rester autonome, libre, *indépendant*, est restée intacte, ne recevant que quelques limitations à titre d'exception, déduites d'ailleurs de ce droit international *marginal*, désiré plutôt que fait. Sa neutralité qui veut dire « chacun pour soi-même, rien n'est solidaire » l'est aussi, de même que le « droit » à la suppression de la vie ; de la guerre, qui rend toute vie impossible.

On nous dira peut-être que son domaine est accru considérablement. Cela est vrai, mais à proportion de ce qu'il *était*, non de celle des rapports actuels de la communauté internationale, à côté desquels il est peu significatif. Du reste, à quoi sert cette augmentation si le D.I. anti-sociétaire est resté dans sa plus grande et plus importante partie, presque intact ? A quoi sert, par exemple, une Union internationale si le D.I. n'a nul souci de l'organisation politique de la S.I., pour empêcher la pente évidente vers la

guerre, qui se préparait aux vues et aux ouïs de tous ? (armements, alliances, etc.).

Pour conclure, il n'est que tristement nécessaire d'affirmer, dès maintenant, et avec l'intention d'y revenir, que le trait saillant du D.I., durant cette phase internationale par nature, c'est son *désaccord radical* avec les conditions de la communauté des peuples et des hommes.

Son « infidélité » n'est que flagrante, car l'étatisme intégral, le bellicisme, ne peuvent en aucune façon, s'accorder avec l'internationalisme, et avec sa condition, la paix.

SECTION GENERALE II

*Description des transformations de la S.I.
et de l'évolution du D.I. depuis la grande guerre
jusqu'à l'heure actuelle.*

Cette Section générale a pour but de traiter tout ce qui concerne tout particulièrement les périodes de guerre et d'après-guerre. Elle sera donc une spécialisation après une généralisation.

CHAPITRE III

DESCRIPTION DES TRANSFORMATIONS DE LA S.I.

SECTION 1. — *La Grande Guerre et sa suite*

L'impérialisme entre gouvernants, étant un antagonisme irréductible, le conflit entre eux ne pouvait que survenir tôt ou tard. Et ceux-ci, tout en tâchant de l'éviter, par la politique de l'équilibre de l'alliance et de l'armement, se mettaient par là-même, à s'y préparer. Quant au D.I., il n'y avait rien à dire, grâce à sa conception juridico-statique et à son développement très défectueux.

Plus tard, lorsque les alliances furent nouées et que les glaives furent forgées, le signal de la lutte fut attendu d'un moment à l'autre, tandis que l'uni-

vers entier, l'Europe surtout, vivait dans le plus grand éternement, la plus profonde inquiétude, et le complet effroi.

Mais, comme dans ces cas, un Sarajevo quelconque ne manquerait jamais, la Grande Guerre commençait, comme c'était prévu, pour embraser presque le monde entier et pour durer 52 mois et coûter aux peuples, la vie de dizaines de millions d'hommes et la valeur de centaines de milliards de francs, en travail ou en biens détruits, par elle, directement ou indirectement — par le feu des canons ou par la fabrication des armements, sans compter les maux immatériels qui en découlaient, telles que les souffrances des familles et des mutilés, l'arrêt dans le progrès humain et l'enfantement des sentiments de haine et de vengeance.

Ce fut alors — avec cette guerre « sans idéal » comme la qualifie très justement M. Alvarez (Chili) la victoire du Satan et la défaite des anges : l'impérialisme entre les gouvernants triompha à la solidarité entre peuples.

Ce fut de même, et par conséquent, la rupture des rapports internationaux pacifiques, rapports si indispensables, si vitaux, à la vie de chacun et de tous, et le sectionnement du monde en trois camps : deux importants, celui de l'Entente Cordiale et celui des Puissances alliées, et un troisième le fut bien moins, allant en diminuant, celui des Neutres.

Mais comme l'interdépendance entre les peuples était tellement puissante et « inéluctable » chaque camp de belligérants fut pratiquement obligé de se fédérer, pour former une unité aussi complète que possible le soulageant de tant de détresse et lui donnant le pouvoir de remplacer la communauté internationale par celle des alliés.

Néanmoins, et à cause des dépenses énormes de la guerre et la vie économique négative qu'elle impose, de grandes difficultés se faisaient jour, surtout chez les Etats belligérants, qui se voyaient forcés de prendre des mesures draconiennes, d'intervenir partout, et pour les combattre et pour faire triompher la guerre totale, qui nécessitait une activité incessante et un sacrifice énorme de tous, dans tous les domaines : au front, dans l'usine et dans les champs. Car on vous disait alors que le succès des soldats dépend de la productivité de l'ouvrier et du paysan, tout comme de la discipline et de la patience des civils.

Seulement, et c'est là une constatation importante, par cette intervention, les gouvernants ont accaparé les pouvoirs, accru démesurément leur puissance, en suspendant le fonctionnement de la démocratie, et du libéralisme, pour les transformer, selon M. Alvarez, en « socialisme d'Etat », ou, mieux, comme il le dit d'ailleurs (v. plus loin), en néo-capitalisme autoritaire.

Quant aux peuples, ils furent condamnés aux souffrances, aux privations et à la détresse. Ils ne voyaient autour d'eux que la mort et la misère ; leur vie étant transformée en un véritable enfer, ils étaient à la fois les persécuteurs et les tourmentés, sans pouvoir, comme dans l'autre monde, trouver un repos ou une distraction quelconques. De là, la spontanéité de ce mouvement calme et puissant qui réclamait la nécessité de mettre fin à toute guerre. Devant lui, ou plutôt devant ce sentiment général, les gouvernants furent obligés de proclamer, en maintes occasions, comme on l'a vu déjà (1) (Introduction, partie histo-

(1) V. outre notre section historique, Alvarez, D.I. de l'avenir, Chili; la Reconstruction du D.I., chap. II, part. 2, et aussi chap. III; v. aussi M. Bourgeois, le Traité de Versailles.

rique) leur résolution inébranlable de mettre tout en œuvre pour que la Grande Guerre fût la dernière de toutes, et pour que la paix fût assurée au monde.

Leurs promesses d'un paradis terrestre, d'un monde organisé, où l'on ne brandirait jamais plus l'épée, mais rien que le rameau d'olivier, furent souvent et solennellement renouvelées.

Le 11 novembre 1918, l'armistice fut proclamé. Et tandis que les peuples noyaient leur chagrin, suivant le conseil du célèbre poète Abou-nouasse, dans « la fille de la taverne », se vengeaient de leur ancien enfer par des « enfers » parisiens, les gouvernants négociaient entre eux, sans ceux-ci, les conditions de la paix, pour l'élaboration des traités nécessaires, qui ne tardèrent pas à être conclus, non sans de grandes difficultés et de profondes discussions.

A la suite de leur conclusion, des grands changements eurent lieu çà et là, dans le monde entier, tels que la formation de nouveaux Etats (Etats baltes, Pologne, Tchécoslovaquie, etc.) la disparition d'anciens empires (ottoman, Autriche-Hongrie, etc.), le démembrement ou le partage des colonies, etc.

Mais ce qui importait aux peuples, c'était, non pas ces changements de cartes, mais l'élimination de la guerre, l'organisation et la garantie de la paix et, sur le plan national, la mise en action de la vie économique et sociale désorganisée par la guerre et rendue peu commode à cause des grandes difficultés qu'elle léguait aux hommes.

Aussi fut-il très naturel que les gouvernants essayent d'y faire de leur mieux. Dans le domaine intérieur, ils se sont appliqués à établir les conditions normales de la vie, à les régulariser, à mettre ses roues ordinairement en marche. Leur application était, en fin de compte, sans succès méritoire. La désorganisation si complète de la vie par la guerre, les

difficultés innombrables créées par elle, la résistance du capitalisme, le mécontentement des ouvriers, ont créé des obstacles insurmontables. Bientôt, les crises éclatèrent, et cette fois-ci, continuèrent presque sans arrêt. La tâche devint impossible, et une crise générale d'ordres, de régimes, se faisait jour, comme le remarque M. Alvarez.

Dans le domaine international, leurs efforts étaient plus heureux. En effet, ils ont conduit à la constitution de plusieurs organismes internationaux (S.D.N. - B.I.T. - Cour Permanente de J.I. - etc.) ayant pour but ultime le renforcement ou le maintien de la paix, et qui donnèrent naissance à un peu d'optimisme dans le monde, — malheureusement pas pour longtemps. Car outre l'échec permanent de tout effort d'amélioration des nouvelles institutions ou du désarmement, à partir de 1931, la guerre leva la tête, supprimant ainsi toute cause d'espoir.

Dès lors, les événements ne cessèrent de se compliquer et de s'aggraver, comme le sait tout le monde.

Or, comme aucun dénouement n'était possible à cause même de la composition de la S.I. la situation conduisit, en dernière analyse, à la guerre actuelle.

* * *

Après cet aperçu sommaire, il est nécessaire maintenant d'étudier, avec un peu plus de détails, l'organisation de la S.I. (S. II), le développement de l'ordre démocratique-néo-capitaliste (S. III), le développement de l'Orient (S. IV) et celui de l'Amérique (S. V). En terminant, nous donnerons les traits de la S.I. (S. VI).

* * *

SECTION 2. — *L'organisation de la S.I.*

Le spectre odieux, hideux et terrifiant de la guerre ayant disparu, le devoir « sacré » du sang ayant cessé d'être exigé, les peuples, quoique profondément touchés par celle-ci, et grandement découragés par les désorganisations et les problèmes fatiguants qu'elle léguait au monde, commencèrent à se sentir proportionnellement soulagés, et moins pessimistes, en ce qui concerne l'avenir et la paix, grâce surtout à ces organismes internationaux que les gouvernants, voulant contenter tout de même leur peuple, créèrent après la Grande Guerre. Parmi ceux-ci, on doit mentionner surtout la S.D.N. et la Cour Permanente de Justice Internationale, qui sont les plus importantes de toutes.

La Société des Nations, fondée par le traité de Versailles, comme une organisation, non provisoire, ni *one-sided*, mais permanente, ayant pour pouvoir de discuter collectivement dans le Conseil ou l'Assemblée, à l'aide de ses commissions, ses comités et son secrétariat (2), les affaires politiques, économiques et juridiques, fut chargée de maintenir la paix, au moyen d'une garantie mutuelle de l'intégrité territoriale et de l'indépendance, que les nations se donnent réciproquement, de la coopération entre elles, et enfin, au moyen des procédés judiciaires (recours à la Cour P. de J. I., à la cour d'arbitrage de La Haye) ou de la médiation et de la conciliation (2) (Conseil et Assemblée).

(2) Telles que les commissions économiques et financières, du transit, la com. consultative des communications, l'organisation permanente de l'hygiène, etc. V. à ce sujet Bourgeois, op. cit.; Fauchille, op. cit., part. 2, pp. 504 et s.; Alvarez, Reconstruction, etc.

Le Bureau International du Travail, organe de l'O.I.T. fut fondé, lui aussi, par le traité de Versailles et a pour but d'améliorer les conditions du travail et des travailleurs, et partant, de rendre moins aigus les conflits intérieurs entre possédants et non-possédants. Son premier Président, M. Albert Thomas, y a beaucoup contribué.

La Cour Permanente de Justice Internationale, prévue par le même traité, projetée par le célèbre comité des juristes internationaux, fut créée un peu après la fin de la Grande Guerre, par le Conseil de la S.D.N. En outre, on doit signaler l'apparition, après la guerre, de quelques organisations régionales, telles que la Petite Entente, l'Entente des pays baltes (qui n'existent plus aujourd'hui) et l'Entente Balkanique.

Ces organismes (je n'ai en vue que les trois premiers) quoique défectueux, créèrent chez les juristes internationaux, un courant d'optimisme. Mais ceux-ci, ne voulant s'y arrêter, s'évertuèrent dès le début, et constamment, à les compléter et à fermer leurs fissures, soit en rendant la justice obligatoire, soit en essayant de mettre la guerre « hors la loi ».

Leurs applications, il faut bien l'avouer, furent à la fois persévérantes et patientes. Appuyés par l'opinion populaire, et sur les cœurs des hommes, ils essayaient, sans perdre une occasion, de compléter, tout d'abord, le Pacte de la S.D.N. par le Statut de la Cour de J.I. ; et, un peu plus tard, par ce célèbre Protocole de Genève ; ensuite, par l'intermédiaire des politiciens, ils essayaient de les compléter par des accords de Locarno, le Pacte de Paris et les Pactes de non-agression.

En outre, comme le sentiment pacifique des peuples exigeait sans cesse des gouvernants, le désarmement, ou au moins, une limitation importante des

armements — sentiment qui a donné naissance à ces nombreuses et quasi-périodiques conférences du désarmement, la plus importante desquelles était celle présidée par Arthur Henderson — juriste internationaux et hommes d'Etat consciencieux tâchaient de réaliser, sinon complètement, au moins partiellement, ce rêve humain que Nicolas II a si bien mis en relief.

Seulement, tous leurs efforts furent dès le début vainement déployés. La Cour resta, au désappointement de M. de Lapradelle, facultative, et sa fameuse clause n'y put rien changer ; le Protocole de Genève fut déconseillé, aux regards chagrins de M. Herriot, par le nouveau gouvernement conservateur anglais, par M. Austen Chamberlain, qui a procédé, selon la très émouvante parole d'un éminent internationaliste « avec des fleurs rares, à l'enterrement du Protocole » (3). Le Pacte Briand-Kellogg, les pactes de non-agression, s'ils avaient réussi, ne l'avaient été qu'à cause de leur caractère théorique et platonique. Quant au désarmement, il a abouti à un échec total.

Ces désappointements successifs, ce sont eux qui ont ouvert, dès 1925, chez les juristes optimistes, et dès 1931, chez les peuples, cette deuxième période pessimiste qui eut pour origine des causes existant bien avant ces deux dates, mais qui furent débordées par les événements et les problèmes d'après-guerre, pour être dévoilées plus tard au son d'un tambour anglais ou d'une trompette japonaise.

Car si ce sont seulement les chocs des armes, le grondement des canons, le mugissement des avions se produisant en Extrême-Orient qui ont ouvert les yeux

(3) M. de Lapradelle, *Principes*, 15^e leçon et 14^e leçon, Cas p. 52; et à propos de la S. D. N. pp. 37-42.

au man of the street, mettant fin à son beau rêve de paix perpétuelle, celui-ci, par contre, n'eut même pas lieu chez ceux qui ne pouvant dormir à la manière des enfants, ni à celle des malins chacals.

Devant eux, il y avait toujours des faits qui ne pouvaient, à la longue, que conduire aux pires malheurs, et des traités qui, s'ils avaient un bon aspect, n'en gardaient pas moins le mauvais, car si ces traités de la paix ont créé la S.D.N. et ses dépendances — d'ailleurs dans des « réunions secrètes » ayant l'empreinte de la grande démocratie, comme l'a très bien remarqué M. Alvarez (4) — et s'ils ont appliqué parfois d'une façon satisfaisante le principe du self-determination, ils ont, par contre (ceci est très important) *laissé intact l'impérialisme*, et même ils ont aggravé les rivalités coloniales en en rendant très « inégal », totalement « inégal » le partage du « butin oriental », de même qu'ils n'ont rien fait pour *déraciner* l'impérialisme même. Trop peu louables, très critiquables sans doute du point de vue de la paix, et partant, de celui de l'existence même de la S.D.N. sont leurs manières d'agir à l'égard des vaincus. L'expulsion de ces derniers des organismes internationaux, l'amputation de la Bulgarie et de la Hongrie, la réduction de l'Autriche à un pays ridiculement petit, en même temps que l'interdiction pour elle de faire aucun Anschluss avec l'Allemagne ; la coupure opérée dans le corps de celle-ci par un porte-malheur corridor, entre la Prusse et le reste du Reich, l'otation de Memel, de Dantzig, le fardeau accablant des réparations, etc. tout cela, avec beaucoup d'autres choses, n'était nullement favorable au maintien de la paix et au développement de ses nouveaux organismes

(4) V. Alvarez. Etude critique du Pacte, p. ex. p. 6, p. 70.

quoiqu'ils fussent, sans doute, conformes à l'esprit de l'équilibre et à celui de vengeance.

Seulement, ce que voulaient les peuples, ce qui aurait pu souscrire grandement au maintien de la paix, c'était non point cette vengeance égoïste, qui ne pouvait que remettre en marche le cycle des ravages, ni nullement l'oubli de la cause originale de la guerre : l'impérialisme, et sa base même, mais bel et bien ce que contient et représente l'esprit de Genève : la coopération dans la confiance, et dans la prédominance de l'interdépendance sur les antagonismes.

Or, celles-ci n'étaient nullement faites d'une façon méritoire. Sans doute, pour les grands hommes amoureux de leur nation, Versailles n'était qu'« un commencement », comme le dit l'éminent Bourgeois (5). Or, ce commencement, comme on vient de le voir, n'avait point de suite, n'était pas complété par les gouvernants. Ce manquement au devoir sacré a conduit, en dernière analyse, à l'impossibilité de la paix, car son maintien se heurte à ces deux faits nommés : *impérialisme* et *idéologisme*, comme cela s'aperçoit dans les sections suivantes.

! * *
* *

SECTION 3. — *Le développement de l'ordre démocrato-capitaliste*

Il s'est effectué dans deux sens : l'un, anti-démocratique et anti-libéral, ou seulement anti-libéral; et l'autre, anti-capitaliste. Du premier courant a surgi l'économie dirigée, le Fascisme et le Nazisme, ses phases extrémistes. Le deuxième est représenté par l'Union Soviétique.

(5) V. *op cit.*, p. 198.

A l'origine de tous ces changements, il y avait l'antagonisme antérieur du capitalisme (la lutte des classes), les grandes difficultés léguées au monde par la guerre de 1914-1918, les crises économiques quasi-permanentes qui lui ont succédé et le désappointement des peuples à l'égard du régime démocrato-néo-capitaliste, à cause de son impuissance à résoudre les problèmes sus-indiqués, de même qu'à cause des guerres qu'il engendre.

Tout cela a conduit à « une crise de gouvernements », où, nous dit M. Alvarez « tous les régimes connus sont en défaveur; aucun ne donne satisfaction... La Démocratie elle-même, tenue pour une acquisition définitive, est discréditée; le monde sent la nécessité de nouvelles formes d'organisation » (v. Reconstruction, part. II, chap. III, pp. 54 et suiv.).

On a recherché ses formes, ou mieux on a cherché la solution de ces problèmes par deux moyens : l'un vise à ôter, en tout ou en partie, à l'ordre démocrato-capitaliste, son libéralisme économique, ou même son libéralisme économique et politique (la Démocratie).

Dans ce chemin anti-libéral tous les pays sont passés. Nul d'entre eux ne suit aujourd'hui Say ou Smith, nul n'est idéalement libéral, se contentant de jouer le rôle de gendarme.

Quant au deuxième moyen, il n'a rien à faire avec le capitalisme; car il entend purement et simplement le supprimer, pour lui substituer un Nouvel Ordre visant l'organisation de la Société de telle façon que la production se fasse non en vue du gain mais de l'utilité et soit dirigée, non par le capital (les possédants), mais par le travail (les non-possédants); organisée, non libérale, et où « les propriétaires seront expropriés », i.e., les moyens de production deviendront propriété collective et où, enfin, celui-là ne travaillant pas, ne mange pas; tout cela pour atteindre

le but suprême : la suppression des antagonismes, des classes, et l'établissement d'une : classless société.

Ce nouvel ordre fut établi en Russie, pour la première fois, par la Révolution d'octobre 1917, survenue après celle de février de la même année (donnant le pouvoir au gouvernement provisoire de l'avocat Kerensky) et avait pour cause directe la rébellion du général Kornilov. Il embrasse aujourd'hui plus que le sixième du monde, et a conduit à la formation de l'U.R.S.S., différant totalement de l'ancienne Russie tsarienne.

Son industrialisation rapide par le N.E.P., et surtout par les Five-Years-Plans, son progrès reconnu par tous les impartiaux dans les autres domaines, ont changé, dans une mesure importante, l'équilibre de force européen et mondial, surtout que cette transformation a englobé les peuples les plus hétérogènes que l'U.R.S.S. contient : des Russes, des Cossack, des Arméniens, des Kurds, des Turcs, des Chinois, etc.

Avec la naissance de ce nouvel ordre, l'*antagonisme idéologique* entre Etats est réapparu, comme ça se voit et comme il se montre à nos yeux.

En résumé, le régime capitaliste a, ou bien échoué « fait faillite » comme a conclu M. Saint-Germain (6) ou bien disparu comme chez les Soviets. Mieux encore, on peut dire que le Nouvel ordre démocrat-capitaliste a perdu ou bien son libéralisme et optimisme, pour devenir apologiste, ou bien, en plus de ceux-ci, sa démocratie.

A l'heure actuelle, comme le remarque maintes fois et très correctement M. Alvarez (7), il a rentré, là

(6) *Op. cit.*, p. 251.

(7) V. à ce sujet tous les importants ouvrages de M. Alvarez qui nous dit que nous nous trouvons actuellement, *plus qu'il ne l'était* à l'époque de la Révolution française, « au point de vue culminant » d'une évolution, d'une transition qui

où il subsiste encore, dans une pleine période de *transition*, ou si l'on veut revenir à notre classification (v. Introduction) il est actuellement en période de pleine *réforme* où il se mitige fortement avec un nouvel ordre social, à tel point qu'on peut dire qu'il est actuellement un *mélange* : à la base, il y a toujours la propriété privée : son fondement, mais on y voit apparaître, de plus en plus, des restrictions, des règles sociales, qui ne sont certainement pas de nature capitaliste (législations ouvrières, p. ex.). Ce phénomène s'aperçoit avec beaucoup plus de clarté, là où la démocratie s'est dissociée avec lui, pour donner naissance à un système transitoire, à un gouvernement absolutiste.

Enfin, l'ordre démocrato-capitaliste a sombré *entièrement* dans la Russie actuelle et dans la Pologne orientale et quelques provinces chinoises, pour céder le pas au communisme, son antipode, et partant, pour ressusciter la lutte idéologique.

SECTION 4. — *Le développement du monde oriental*

Il s'est opéré d'un triple point de vue : colonial, national et industriel.

Du point de vue *colonial*, il nous est déjà connu que par suite du développement du régime démocrato-capitaliste, l'Orient (les pays non industrialisés) s'est trouvé subordonné peu à peu au bloc industriel, faisant ainsi connaissance avec lui (quelle bonne manière !) grâce à son image extérieure qui est l'impérialisme et la colonisation. Il nous faut maintenant

« s'effectue d'un régime ancien à un régime nouveau, d'un droit dit individualiste à un droit social, et d'un D.I. ancien à un D.I. nouveau ». Rapport à l'Un. Jur. I., p. 7. V. aussi Reconstruction, Codification, 1912, etc.

montrer le procédé par lequel sa colonisation (loin de cesser ou de disparaître) fut achevée ou changée de main après la grande guerre.

Celle-ci fut faite en trois étapes; dans une première étape, elle fut préparée, préméditée. En effet, bien avant 1914, et lorsque les antagonismes impérialistes ont nécessité des rapprochements, des ententes et des alliances, ceux-ci furent généralement faits au prix ou complétés par des traités secrets ayant pour but l'achèvement de la colonisation de l'Afrique et de l'Asie, ou le renouveau de leur ancienne répartition, au cas où l'adversaire supposé perdrait. Tels furent, par exemple, l'accord franco-anglais de 1904 (sur le Maroc et l'Égypte), le traité anglo-russe du 30 août 1907, par lequel la Perse fut prématurément partagée en deux zones d'influence (l'une à la Russie tsarienne et l'autre à Sa Majesté le Roi et l'Empereur) et un état-tampon; la convention anglo-italienne (1914, sur les pétroles), de même que les traités (comme celui de 1912, entre la France et l'Angleterre, à propos de la Syrie) démembrant l'Empire ottoman entre ces dernières au moment même où Lawrence, le Roi non-couronné des Bédouins, non celui du D.I. classique à l'anglaise, prêchait, au nom de l'Entente, l'évangile du nationalisme arabe parmi les habitants du Proche-Orient (8).

Dans une deuxième étape, l'impérialisme victorieux appliquait, avec joie, et à la tristesse de l'Orient et des gens honnêtes, le contenu de ces traités, à l'aide des traités de la Paix, sans respecter le moins du monde les promesses extravagamment données, ou les

(8) V. à ce sujet Jean Pichon, *les origines orientales*, pp. 129 et s. et chap. IX, pp. 202 et s. V. aussi Hens Kohn : *A History of Nationalism in the East*. Et *Nationalism and imperialism in the Hither East*.

proclamations de paix juste, de guerre « pour la liberté des peuples contre la brutalité germanique ».

L'Empire allemand fut partagé entre impérialistes anglais, japonais et français.

L'Empire Ottoman passa, malgré Wilson, sous la domination des gouvernants anglais et français, sous le nom trompeur de Mandat, qui n'est qu'une autre appellation de la colonisation et la servitude, comme le remarque M. Scelle (v. plus loin, Livre II).

La Turquie elle-même fut, par le traité de Sèvres, subjuguée à la Grèce et à l'Angleterre. Seulement, grâce aux glaives de la nation turque, dirigée par Mustafa Kémale et Ismette Pacha, devenus plus tard Atatürk et Yine-enou, Sèvres fut déchiré et détruit pour être remplacé par le traité de Lausanne (1923) imposé à l'Entente.

Quant à la Perse, elle a échappé au piège méprisable des impérialistes russo-anglais, grâce au revirement de la nouvelle Russie : l'U.R.S.S. (qui a aidé de même la Turquie) et à ce soldat : Rizda Khan, qui est devenu par la suite le Pehlevis Rizda Shah.

Enfin, dans une dernière étape récente, la Chine et l'Ethiopie furent colonisées, la première incomplètement, par le Japon et l'Italie respectivement.

A la suite de cette expansion systématique et successive, la plus grande partie de l'Asie, une grande partie de l'Amérique (Canada, Guyane, Honduras britannique, etc.), toute l'Afrique, toute l'Australie, se trouvent actuellement sous la domination des Etats démocrates-impérialistes, surtout sous celle des Etats de l'Entente, et tout particulièrement sous celle de l'Angleterre, du Japon et de la France, comme le montre le tableau suivant :

PAYS	Superficie en millions de kilomètres carrés			Populations en millions d'habitants (9)		
	MÉTRO- POLE	DÉPEN- DANCE	EN- SEMBLE	MÉTRO- POLE	DÉPEN- DANCE	EN- SEMBLE
Angleterre	244	31.694	32.008	46	441	487
France	551	11.910	12.461	42	55	107
Japon (9)	382	297	679	69	30	99
Italie (9)	310	3.303	3.613	42	13	55
Belgique	030	2.391	2.421	8	12	20
U. S. A.	7.839	314	8.153	126	14	140
Hollande	034	2.046	2.080	8	61	69
Espagne	503	334	837	24	1	25
Portugal	092	2.091	2.183	7	8	15
Allemagne (9)	471		471	67		67

Maintenant, si l'on ajoute aux chiffres (dépendances) ceux des populations colonisées en Mandchourie (10) et en Chine (d'une façon plus que contestée), par le Japon, estimée par M. Farrère, comme étant de 300 millions (les 2/3), disons 150 millions, et celle de l'Albanie et de l'Éthiopie (respectivement 1 et 12, en tout 13 millions) et si l'on rectifie le chiffre concernant l'Empire britannique par celui que M. Tousset nous donne ailleurs (11) (population de groupement britannique, 5 11, 612, 000; sup. 35.597 millions) il ressort que sur une population de moins de 1,900, qui est celle de notre planète, il y a plus de 850 millions ou, si l'on prend le chiffre de Farrère,

(9) V. Tousset, la Question Coloniale, t. III, pp. 8 et 57. Tableau combiné, daté : 1935. Il ne comprend pas, pour l'Italie, l'Éthiopie, l'Albanie; ni pour le Japon, la Mandchourie et les parties de la Chine occupée par lui; ni pour l'Allemagne, la Pologne, la Tchéco-Slovaquie.

(10) Pop. près de 37 millions.

(11) V. Tousset, op. cit., p. 109; Farrère, l'Europe en Asie.

près de 1.000 millions qui sont, à l'heure actuelle, subordonnés aux Etats démocrato-impérialistes (12).

Aux Etats de l'Entente Cordiale de 1914 (sans, il est bien entendu, l'U. R. S. S.) il en revient 800 millions environ, et sauf l'Amérique, plus de 780. Ces derniers représentent, avec leur métropole, contenant un peu plus de 200 millions, une puissance de près de 1.000 millions d'hommes (chiffres, non de Farrière). L'Angleterre (512), le Japon (290), et la France (110) gouvernent à eux seuls près de 925 millions d'êtres humains parmi lesquels moins de 160 « citoyens » et près de 750 « indigènes » ou « sujets ».

De ces chiffres, il résulte que plus ou près (selon qu'on prend l'un ou l'autre chiffre) de *la moitié* de la population du monde vit dans un état de subordination et d'exploitation en faveur du bloc industriel et que, parmi ceux-ci, plus de 5/6 sont sous la domination de l'Angleterre, du Japon et de la France; qu'en outre, les Etats centraux sont rayés de la liste des dominateurs-profiteurs, pour composer avec d'autres, la liste des puissances « prolétaires » non possédantes; qu'enfin, l'avenir de l'Orient, la destinée du monde même dépendent beaucoup du développement de ce qu'il arrive chez les Etats impérialistes ententistes et surtout chez l'Angleterre, le Japon et la France.

Seulement, cette colonisation outrancière n'est pas restée sans réaction de la part des peuples colonisés. Par contre, elle a donné naissance à un mouvement de libération que M. Alvarez n'a pas manqué

(12) A ce propos, M. Alvarez nous dit — il y a 12 ans (1928), que : « Les nations impérialistes d'aujourd'hui possèdent... un territoire sept fois plus grand que celui de l'Europe entière et qui représente presque la moitié des terres habitées. Six cents millions d'être humains, soit un tiers de la population totale du monde, sont assujettis au domaine impérialiste » (Reconstruction, p. 92, according to Parker).

de signaler (v. *Reconstruction*, part. II, chap. III, pp. 54 et suiv.) et qu'on va voir maintenant.

*
**

En effet, du point de vue *national*, les nations asiatiques et africaines ont, bien avant la guerre de 1914, montré leur sentiment d'indignation à l'égard des impérialistes, et leur désir, secondé par les actes, de s'émanciper du joug « civilisateur » qui ne constitue pratiquement pour eux autre chose que l'humiliation et l'exploitation anti-civilisatrice.

Ainsi, partout, des mouvements réclamant l'indépendance se faisaient jour et se développaient, malgré toute la résistance que les civilisateurs leur opposaient.

Aux *Indes*, Tilak, puis Gandhi, et les Nehrus, appuyés par la littérature, que Tagoure représente s'élèvent contre l'impérialisme britannique et travaillent pour la libération de leur patrie, aidés par un grand mouvement ouvrier socialo-communiste. The Indian National Congress, l'organisation all-indienne la plus importante, constituée dès 1883, humble et modérée au début, s'est transformée plus tard en une institution puissante et moins modérés. C'est elle, sous le leader-ship du Gandhiji, qui a organisé, parmi beaucoup d'autres, la Satyagraha comme il a adopté le principe du Swaraj, du Puran Swaraj, et les notions sociales qui lui étaient présentées par le célèbre chef Jawaharlal Nehru.

Ce réveil de l'Inde conduisit à plusieurs mouvements ou incidents, causés par la résistance humiliante et peu honnête des impérialistes britanniques. Mentionnons, à titre d'exemple : la révolte de 1857, le notoire et effroyable massacre d'Amritsar, où,

comme nous le raconte M. Philippe (13) les troupes anglaises « attaquèrent sans provocation, une réunion de 2.000 hommes, femmes et enfants, et en tuèrent plusieurs centaines » ; le mouvement terroriste, vengeur, symbolisé par Bhagat Singh; le boycottage, étonnamment bien organisé, du Prince de Galles, lors de sa visite officielle de l'Inde, en 1921, et de Sir John Simon, lors de l'enquête opérée par la Commission qu'il présidait (1928-1929) comme le montre si bien ce mot d'ordre « Simon go back » que les Indiens prononcent en anglais partout où ce pauvre mit le pied; la proclamation de la Satyagraha (civil disobedience, non-coopération, passive resistance et boycottage des produits anglais) en 1919, 1930 et 1932, qui a conduit, de la part des gouvernants britanniques à l'emprisonnement de dizaines de milliers (dans les étables à défaut de prisons) à une persécution inouïe des hommes et des femmes : coups de « lathi », coups de fouets, mauvaise nourriture, injures, etc. (v. p. ex. Nehru, op. cit., pp. 97, 171, 174 et suiv., 214 et suiv., etc.; p. 97, Rolland; pp. 238 et suiv., p. 240, Philippe...) (14).

A l'heure actuelle, l'Inde réclame, sous la menace de la Satyagraha (qu'elle a dernièrement décidé de proclamer) la convocation d'une assemblée constituante, pour lui donner sa liberté et une constitution digne d'elle (v. Manchester Gardien, Monday, 27 nov. 1939).

En *Chine*, c'est surtout avec le Kuomintang, et sous la présidence de Sun-Yat-Sun, et, après sa mort, sous celle de Chung-Kei-Chike, que le mouvement national chinois a pris de l'ampleur, et qui était, dès le début, doublé par un puissant mouvement communiste.

(13) V. L'Inde et le Monde, A. Philippe, p. 216.

(14) V. outre que M. Philippe, op. cit. Nehru, an autobiography, Romain Rolland, Mahatama Gandhi.

Les buts que les deux mouvements se sont donnés, c'est l'émancipation de la Chine de toute ingérence impérialiste, soit par l'abolition des concessions, des baux, des sphères d'influence, soit par la restauration des ports ou terrains arrachés, soit par la suppression de toute manifestation d'autorité ou de puissance étrangère; c'est, en un mot « la Chine aux Chinois », comme l'a remarqué M. Farrère (op. cit. p. 47).

Ces objectifs, les Chinois entendent bien les atteindre; ils leurs tiennent au cœur malgré toute moquerie de la part d'un Farrère quelconque. A l'heure actuelle, la Chine, par sa résistance farouche et indomptable contre les envahisseurs japonais est résolue à donner, non seulement à ceux-ci, mais à toute puissance impérialiste, une leçon historique, à jamais inoubliable.

En Proche-Orient, la *Turquie* a déjà acquis son indépendance complète par la force des armes, comme on l'a dit plus haut. Aujourd'hui, aucune grande puissance ne peut jouer avec un Ismette, comme on jouait naguère avec un Abdul-Méjidde. Par contre, tout le monde le respecte et cherche à lui donner, avant son rival, le plus possible satisfaction.

La Perse, à son tour, a atteint largement son but, car, sauf quelques restrictions qui subsistent encore dans l'exercice de son droit à la souveraineté (j'ai en vue Abadanne surtout) les grandes puissances doivent s'incliner devant l'autorité du Pehlevi. Aucun consul ne peut, actuellement, exercer les capitulations ou s'y abriter, et un délit ou une contravention par lui commis, peut le mettre hors du pays (affaire du Consul anglais de Kermanshah). Et n'importe quelle pression ou supplication d'un Etat étranger n'est capable de modifier un ordre du Shah — l'affaire du mur de l'ambassade britannique est là pour le certifier —.

Dans les pays Arabes, les sentiments de l'émancipation nationale, de l'indignation contre les exploiters et les impérialistes, ont déjà conduit à plusieurs manifestations et même à plusieurs révolutions.

En *Egypte*, le Wefede, surtout sous la direction de Saad Zegloule, était une source d'ennuis permanents, de graves complications politiques pour les politiciens britanniques. Après la grande guerre, l'opinion publique égyptienne a obligé la force brutale à s'incliner devant elle et à lui rendre son Saad.

En *Syrie*, le mouvement de protestation violente, contre le régime de mandat-colonisation, a conduit, en fin de compte à une grande révolution que l'armée française n'a pas hésité à étouffer avec la plus grande cruauté, et même à brûler plusieurs quartiers de la capitale omyyade, Damas, sans respecter un Omer ou un Wélide.

En *Irak*, une révolution analogue a éclaté, bien plus tôt (1920) exigeant l'application des célèbres 14 points de Wilson, et l'exécution des promesses des Alliés, qui ont garanti à tous les Arabes, par l'intermédiaire d'un Lawrence ou d'un Maude quelconque, leur indépendance et leur unité complètes, et qui n'ont pas hésité par la suite à exiler leur allié, le vieux sultan, à Chypre. Le gouvernement qui l'a suivi n'a nullement arrêté ce mouvement qui continua, soit par des manifestations d'étudiants, soit finalement, par le coup d'Etat du 29 octobre (1937), échouant, à son tour, faute d'une véritable organisation populaire et à cause de la faiblesse humiliante d'un chef et de la trahison d'un militaire (15).

En *Palestine*, l'impérialisme et sa créature, le

(15) V. à ce sujet ma brochure : Coup d'Etat du 29 Octobre, et les ouvrages de M. Hans Kahn.

Sionisme, ont donné naissance à des révoltes périodiques, voire quasi-permanentes de la part des Arabes, qui combattent héroïquement et sans regarder la puissance de leur adversaire, contre le Satan mécanique et son instrument.

A l'heure actuelle, l'Irak vit sous la loi martiale; la Syrie sous l'autorité militaire, l'Egypte sous un « puppette » gouvernement (de fantouche) et la Palestine, sous le règne direct de la Police.

*
**

Tous ces mouvements nationaux ont partout la même cause : l'impérialisme, qui se traduit, pour les uns, en misère et oppression, et pour les autres, en opulence et jouissance, et le même but, l'émancipation, pour pouvoir vivre en bonheur et en justice.

L'Inde, par exemple, « ce continent » (II) « cette espèce d'Eden » (15), cette « mère des joyaux, de l'or, des étoffes et des denrées précieuses... de la sagesse, de la foi et de la philosophie » (29-30), « ce grenier du monde » (31) souffre à la fois du manque de toute joie et de la misère. « Sa population, nous dit M. Lévi, y mange peu, la famine n'y est qu'une phase de la pauvreté . » (31) (16). Elle est accablée, surmenée, surtout par deux choses : l'impérialisme et le régime féodal qui « l'enchaîne et l'écrase » (id.). Or, celui-ci, avec tous les autres problèmes, se trouve appuyé par le premier facteur : « The so called westernisation in India has actually strengthened, nous dit Nehru, feudalism and instead of solving any of our problems has simply intensified them » (op. cit. p. 520).

Quant au gouvernement de l'Inde qui, soit dit en

(16) V. Sylvain Lévi, *L'Inde civilisatrice*.

passant, appartient à la mère de la démocratie, il est le plus autoritaire : « The Indian States represent to day probably, the extremest type of autocracy existing in the world » (530, *ibid.*). Son but est très simple, car il ne vise que « to carry out the behests of the imperialiste ruling power and not to touch at any of its interests » (503). Pour atteindre ce but, et écraser la résistance « le procédé compte peu », tout est permis, surtout cette méthode de « diviser et régner », qui se manifeste par l'assassinat d'une vache par un musulman, naïf ou payé. « The purpose of these powers (imperialiste), ajoute Nehru, is to encourage disruptive tendencies and create minority problems » (457).

Même misère, mêmes buts, mêmes procédés partout, ailleurs, chez les malheureux pays colonisés, en Chine, en Syrie, en Palestine... en Irak où, par exemple, les conflits entre Sunnites et Chiïtes, Arabes et Kurds sont constamment et systématiquement préparés et provoqués, et où malgré les richesses extra-abondantes et précieuses : pétrole (Khanakine, baba-kur-kur), blé, dattes, élevage des moutons, etc., une population de moins de 4 millions d'hommes (qui était de plus de 30 millions à l'époque abbasside) vit dans une très grande pauvreté et privation.

En résumé, durant cette période, l'antagonisme entre impérialistes et orientalistes, est devenu suffisamment aigu. Partout, un sentiment d'indépendance, de puran-swaraj, d'istiklale-al-tame, appuyé par des serments (Nehru, p. 601), secondé par des actes de plus en plus violents et organisés, se fait jour.

*
* *

Du point de vue *économique*, l'Orient a encouru un changement qui mérite d'être noté avec un peu de

détail, car si son ordre est resté principalement féodal ou agricole (17), il n'est pas moins vrai que l'ordre capitaliste, l'industrialisation, ont réussi à y pénétrer plus ou moins, et même de dominer.

Le Japon, par exemple, et comme tout le monde le sait, s'est transformé bien avant la guerre (et la guerre russo-japonaise de 1905 est là pour le témoigner) d'un pays agricole en une grande puissance mécano-industrielle. Son progrès dans ces domaines fut tellement important que Lankshire ne cessait de se plaindre de sa concurrence, de même que les soieries du bloc capitaliste occidental. Et c'est, entre autres, surtout ce développement, qui a fait dire à Farrère que « de toute façon, l'Europe ne jouera certainement pas en Asie le rôle qu'elle y jouait naguère » (op. cit., p. 100), car, comme partout ailleurs, le capitalisme japonais a donné naissance à un impérialisme ayant cette marque (qui ne trompe nul oriental) « l'Asie pour les Asiatiques » et décidé, pour la réalisation de son rêve, la domination de cette Asie même, d'employer sa force mécanique, n'entendant reculer devant quoi que ce soit.

La Turquie, à son tour, n'a pas tardé, après sa « guérison » d'emboîter le pas au bloc démocratocapitaliste. Son industrialisation, sa machinisation ne sont, aujourd'hui, ignorées par personne. Elle est devenue si près de celui-ci, qu'elle a oublié l'Orient humilié, dont elle faisait naguère partie, lui tournant le dos, et même pour lui demander quelques butins, ou pour...

Quant à la Perse, elle a officiellement exigé qu'on

(17) Comme l'a dit M. Lévi, de même que Nehru, Lucius, Capitalisme, chap. I et II; St-Germain, op. cit. et à propos de l'Irak, MM. Longriegg, Four centreies, et l'excellent exposé d'un intelligent service-man, surnommé Fulanin, dans **Haji Rikhan**.

l'appelle l'Iran, marquant par là, outre son ambition aux « frontières naturelles » (iraniennes) les changements qui y sont survenus et son intention de continuer. Un mouvement de réforme important, analogue à celui de sa voisine du Nord-Ouest, dirigé par le Pehelevi même, ne cessait d'améliorer les conditions de la vie persane, pour les élever au niveau de la civilisation européenne. Et, entr'autres, Riza Shah s'est appliqué à faire une véritable révolution séséo-sociale, très louable, en dévoilant les femmes enterées depuis des siècles dans leur suaire, à reconstruire une grande ligne de chemin de fer liant le sud de l'Iran avec le nord, de même qu'il a mis tout en œuvre pour réorganiser et mécaniser l'armée, revivifier le sentiment national et embellir les grandes villes, où leurs visiteurs ne manquent pas de voir les améliorations qu'elles ont subies.

En outre, la grande guerre a obligé les belligérants à industrialiser partiellement leurs colonies. Tel fut surtout le cas de l'Inde, où certaines de ses villes sont fortement industrialisées (Bombay, Krachy, etc.). Après la guerre de 1914-18, cette évolution continue, malgré la très vive résistance des industriels européens.

Pour terminer, on doit signaler le grand développement de la Palestine dans cette voie, sous l'influence des Zéonistes; l'industrialisation importante dans quelques industries en Egypte, en Syrie et en Irak, où l'industrie du tabac, par exemple, a atteint un degré de perfection très élevé et l'industrialisation importante de l'*Union Sud-Africaine*, dans plusieurs domaines de l'activité économique (armement y compris). Il est à ce propos utile de remarquer que dans la population sud-africaine, un grand mouvement se fait jour, tendant à la séparation de l'Union de la Grande-Bretagne et à la proclamation d'une république sud-africaine.

Et c'est, entr'autres, surtout cette industrialisation, partielle ou générale, qui a conduit M. Saint-Germain à conclure que la suprématie de l'Europe est en train de disparaître (18).

*
*
*

SECTION 5. — *Le développement de l'Amérique*

A ce propos, je n'ai que très peu à dire : non parce qu'il n'y a pas grand chose à commenter, mais parce que M. Alvarez, dans la plupart de ses ouvrages (surtout, *Le D.I. Américain*, *Le Nouveau D.I. Public et sa codification en Amérique*, *La Codification*, 1912, *La 6^e Conférence*, *Chili*, *Reconstruction*, etc.) a traité amplement et d'une façon partisane, la question américaine, à la différence de ce qu'il a fait à l'égard de l'Orient, dont il n'a parlé qu'exceptionnellement, et, d'ailleurs, là où il en a parlé, il l'a fait d'une façon très indifférente, autoritaire, voire injuste. Car s'il a réclamé, sans cesse pour l'Amérique, une place très élevée sous le soleil, en considérant son droit à l'indépendance comme sacré, et l'évidente nécessité de l'« américanisation » du D.I. (v. p. ex. D.I. de l'avenir, p. 137) il a, par contre (le diable seulement sait pourquoi) passé sous silence la subordination de l'Orient, n'hésitant même pas de conseiller à l'Europe de garder dans son Union ses protectorats et ses colonies (op. cit., p. 81). Il y a plus. M. Alvarez se méfie de ce sauvage : « Orient » ; il y voit « une menace pour l'avenir de la civilisation occidentale » au cas où il posséderait « une grande force militaire » (*Reconstruction*, p. 101) ; et allant jusqu'à l'extrême, il expulse

(18) V. à ce sujet, St-Germain, pp. 208 et suiv. ; Philippé, *L'Inde moderne* ; Nehru an auto-biography.

purement et simplement le monde oriental de la S.I. en lui refusant tout rôle dans l'élaboration du D.I. (op. cit., p. 287).

Quant à nous, nous renvoyons à lui, justement parce qu'il a traité d'une façon scientifique et juste les problèmes internationaux de l'Amérique. Il nous suffit d'y ajouter que :

Du point de vue *politique*, celle-ci « étant sans passé historique » (Alvarez, op. cit., chap. XI, pp. 239 et suiv.), elle s'est mise à emboîter le pas à l'Europe démocrato-capitaliste, soit directement, soit indirectement, par l'intermédiaire des Etats-Unis, l'aînée des 21 républiques américaines qui toutes ont adopté son système démocrato-capitaliste, dans sa forme la plus progressiviste — la forme démocratique et républicaine — à tel point qu'il existe entre elles une quasi-uniformité de régime politique (19).

Economiquement et techniquement, le développement du continent américain — les Etats-Unis à part — est bien moins important que celui de l'Europe occidentale. Les moyens de communication, par exemple, y « sont encore peu développés, et leurs rapports économiques ne sont pas très intenses. Il n'y a donc, entre eux, ni « grande interdépendance, ni sérieuse rivalité économique » (id.).

Quant aux Etats-Unis, leur développement est, par contre, très avancé. En effet, le capitalisme unitaire est le plus moderne, le plus mécanisé, des plus puissants dans le monde entier. Dans plusieurs domaines, il surpasse celui du Vieux Monde (industrie pétrolière, armements, communication intérieure, gratteciel, etc.). Mais comme toujours, il a conduit à un impérialisme moins territorial que financier (peut-être

(19) Malgré la tendance du Brésil, entr'autres à la dictature, et du Mexique à un régime quasi ou demi-socialiste.

par la force des choses) qui les a poussés à arracher au Mexique plusieurs de ses provinces (Californie, p. ex.) et, à l'Espagne, Cuba, les Philippines, etc., de même qu'à étendre leur hégémonie sur le reste de l'Amérique. Seulement, en ce qui concerne cette dernière, l'Amérique latine surtout, ils n'ont pas eu la réussite que l'Angleterre, la France, le Japon eurent en Orient, grâce, en cela, à l'unité des républiques sud-américaines, à leur origine et éducation communes, et enfin à leur sentiment très vif et même exagéré, de l'indépendance (20).

Du point de vue organique, l'Amérique a bien devancé l'Europe, car outre les essais confédératifs de Simon Bolivar et de Saint Martin (au moment même des guerres d'indépendance, essais qui furent suscités par les sentiments de fraternité et de solidarité que celles-ci ont provoqués et engendrés chez les combattants), et les cours de justice établies en Amérique centrale (telle que la Corte de Justicia centro-americana), l'Amérique entière, saxonne et latine a constitué depuis 1889, dix ans avant la réunion (en 1899) des premières Conférences de la Paix à La Haye, l'*Union Panaméricaine*, institution rudimentaire au début, mais qui fut, par la suite, développée et améliorée, sans qu'elle fut détruite par la grande guerre. En outre, on doit signaler l'Institut Américain du D.I., ses 21 sections et l'« A.B.C. » (v. Introduction, et Alvarez).

Ce progrès de l'Amérique sur l'Europe est dû, « en partie », au moins, comme le remarque M. Alvarez (Reconstruction, ib.) au manque de grandes riva-

(20) Devant ce phénomène malfaisant et insuffisant, M. Alvarez se console par la généralité du fléau : « La politique impérialiste, celle de l'hégémonie, nous dit-il, n'est pas spéciale aux Etats-Unis » (La 6^e Conf. p. 50).

lités économiques entre les Etats du Nouveau Monde, notamment entre les Etats latins, grâce à la phase ascendante, non impérialiste de leur ordre démocratocapitaliste.

Aussi, est-il très souhaitable que les peuples de ces derniers, profitant de l'expérience de l'Europe, et considérant les malheurs qu'elle a eu durant ces dernières centaines d'années, s'appliquent dès maintenant à remédier aux défauts du capitalisme, de telle sorte que les guerres impérialistes n'auraient même pas de causes pouvant les faire naître.

Du point de vue social, je tiens à remarquer, avec beaucoup d'importance, que l'Amérique, surtout les Etats-Unis, ont prouvé pratiquement au monde la possibilité d'une grande nécessité, à savoir cette « deuxième particularité », qui est *la fusion* des races, des religions et des nationalités les plus divergentes en un seul bloc, pouvant vivre et se développer excellemment, nonobstant toutes ses différences. (V. Alvarez, Reconstruction.)

C'est là, à mon sens, un fait capital, une leçon précieuse, une vérité qui importe beaucoup au monde et qui est très chère à l'humanité entière.

*
* *

SECTION 6. — *Traits de la S.I.*

Ce sont l'accentuation de la solidarité, l'intensification et la multiplication des antagonismes.

En effet, le développement des anciennes découvertes, l'apparition des nouvelles inventions, telles que la rapidité acquis dans les moyens de communication, l'amélioration inouïe dans la cinématographie et la science aéronautique, la trouvaille de ce miracle qu'est la radiographie... tout cela avec l'écoulement de

près d'un siècle de vie internationale, ont conduit à un accroissement gigantesque des rapports internationaux entre humains, à la consolidation de cette vie, et partant, à une puissante interdépendance entre les peuples. Interdépendance que nulle autarchie, ni élévation à la gratte-ciel des tarifs douaniers, ni aucun contrôle de change, *ni même pas une guerre*, ne peuvent éliminer ou échapper à ses effets, à ses lois imposantes et incontrariables.

Tout au plus, les Etats rebelles à ces lois inéluctables peuvent-ils conduire leur nation à la misère, à la privation, au nom de je ne sais quelle idée ou idéal soi-disant « national », épris de « l'amour de la patrie » et du « bien commun ».

L'interdépendance, ce fait, est là, devant nous tous, aucune muraille de Chine, aucune baïonnette de Skoda, de Krupp ou mitrailleuse de Vickers, ne peuvent rien devant lui, sauf, il est vrai, à établir le régime des cartes.

Mais en face de ce fait, il y en a un autre, non moins existant, quoique trop déplaisant, c'est l'*antagonisme*, au triple point de vue : colonial, impérialiste et idéologique. C'est lui qui contrarie impuissamment et aux dépens des peuples, les effets de l'interdépendance. C'est lui qui fait souffrir l'humanité toute entière et conduit infailliblement et inévitablement à des guerres.

CHAPITRE IV

DESCRIPTION DE L'ÉVOLUTION DU D.I. DURANT ET APRES LA GUERRE DE 1914-1918

En ce qui concerne l'évolution du D.I. durant la grande guerre, je me contente de renvoyer le lecteur à mon Introduction, de même qu'aux ouvrages de M. Alvarez qui y sont cités. Il me suffit d'ajouter ici qu'après le commencement des hostilités, et selon la division classique du D.I., le droit de la paix cessait de fonctionner entre belligérants, et, sur un certain degré, entre ceux-ci et les neutres, pour céder la place au D.I. de la guerre et de la neutralité, qui devait, selon l'esprit des internationalistes, rendre l'exercice de la guerre plus humain, plus juste et moins arbitraire.

Or, à peine quelques mois, voire quelques semaines après la déclaration de la guerre, les belligérants commencèrent à s'accuser de la violation de ses règles; et, en tout cas, les juristes (Fauchille, Renault, etc.) constatèrent que le droit de la guerre (et de la neutralité) était constamment, et d'une façon croissante, mis hors d'application, n'était plus la « règle » de la guerre. Aussi tous les travaux des conférences, des publicistes s'avérèrent impuissants devant la barbarie des hommes, transformés, il est vrai, comme le remarque « quelque part », M. Wells, en hominorilles.

Cet état de choses ayant donné une grande leçon aux internationalistes sur l'inefficacité du droit de la

guerre, une fois celle-ci déclarée, elle a fait naître cette *tendance* très importante chez eux : *prévenir la guerre, non la régler*, tendance qui était à l'origine de toutes les autres et qui a influé beaucoup sur les institutions et réglementations se faisant jour après la grande guerre, qui étaient en majeure partie le reflet, il est vrai amoindri, de celles-ci.

*
**

SECTION 1. — *Les nouvelles tendances du D.I. après la grande guerre (1) .*

Elles se divisent en deux catégories : celles se déduisant du Pacte de la S.D.N. (de même que des statuts de la Cour Permanente de J.I., de l'O.I.T.) et celles qui n'en sont pas. Quant à leur objet, il vise principalement la prévention des guerres et la consolidation de la paix, soit par la dynamisation de la conception du D.I. (organisation de la S.I., procédure pour résoudre pacifiquement les conflits, etc.) soit par la transformation de quelques-uns de ses principes (neutralité, guerre, etc.).

A. *Tendances dérivées du Pacte.* - En ce qui concerne le *but* du D.I., le Pacte, dans son préambule, se donne pour mission directe, non marginale, comme c'était le cas avec l'ancien D.I., le maintien de la paix par le développement de la coopération entre les nations, et au moyen d'une garantie mutuelle de l'indépendance et de l'intégrité territoriale que celles-ci se donnent, outre que par les procédures pacifiques.

(1) V. à ce sujet, Politis, *Tendances*; Garner, *Tendances récentes*; Alvarez, *Reconstruction*, chap. IX; le *Nouv. D.I.* (p. 35); Basdevant, *Règles*, pp. 89 et s.; Bourgeois, *Versailles*; Fauchille, *traité*, t. I part. 1, p. 186, de même que le Pacte lui-même.

La dynamisation de la *conception* du D.I. s'aperçoit avec la consolidation de l'organisation de la S.I. : S.D.N., B.I.T., Cour Permanente de J.I., tribunaux arbitraux mixtes, etc.; avec l'élaboration d'une procédure pour la solution pacifique des différends internationaux (Cour, médiation, conciliation); avec l'intégration de la politique collective et de l'économique, que le pacte ou l'O.I.T. entendent pratiquer, soit dans le Conseil et l'Assemblée, soit dans le B.I.T. ou les conférences du Travail, et qui le rendent ainsi non one-sided, mais pluri-sided; et enfin, avec l'article 19 du Pacte qui admet la possibilité, voire la nécessité de la modification des règles d'un traité quelconque, pour le maintien de la Paix.

A propos de *principes*, mêmes du D.I., le Pacte a, tout d'abord, touché au « droit » à la guerre, en le restreignant, comme l'a remarqué M. Basdevant, non en l'éliminant : car il n'y a pas encore une « interdiction absolue de recourir à la guerre » (Bourgeois, op. cit., p. 27). Aux Etats en conflit, le Pacte impose des délais, présente des moyens juridiques ou politiques, auxquels ceux-ci doivent recourir. Or, le choix qu'ils ont entre les procédés juridiques majoritaires et les procédés politiques unanimitaires, avec l'impossibilité pratique de l'unanimité, y a fait une grande fissure, y laissant beaucoup à souhaiter.

Ensuite et par conséquent, le Pacte a transformé le principe de la neutralité, de même qu'il a ressuscité la belle notion médiévale de guerre juste et injuste. Devant une guerre injuste, un agresseur, il ne saurait y avoir de neutre : la *garantie mutuelle* que les nations se sont données, la sécurité collective, obligent, en effet, ces dernières à aider la victime, à faire bloc contre l'agresseur, et à participer, le cas échéant, aux sanctions que la S.D.N. pourrait prendre contre le commetteur du crime. Aucun spectacularisme (Neu-

tralité) aucun laissez-faire ou non-intervention, n'est possible, si Genève constate dûment l'existence d'une guerre juste, et décide l'application des sanctions.

Au surplus, la S.D.N. tend à rendre la justice obligatoire, sans pouvoir, toutefois, le faire. Car en organisant la Cour Permanente de J.I. et en arrachant aux puissances souveraines la fameuse clause facultative, elle entend moins établir une autorisation qu'une obligation (v. Politis, op. cit., p. 139).

Sont touchés également par le Pacte les principes de l'égalité et de l'unanimité. La première est, en effet « en déclin » ; il perd son absolutisme théorique, pour être entendu dans ce sens, que devant le S.I., les Etats « peuvent tous en invoquer la protection et qu'ils doivent en subir l'empire » (Politis, pp. 27 et suiv.; Garner, op. cit., p. 98). Par contre, organiquement, matériellement, ils n'ont pas de titre pour en réclamer l'application (Politis, pp. 30 et suiv.). En fait, le Pacte, le Statut de la Cour, ont différencié entre les Etats, soit dans la composition du Conseil, soit dans l'organisation de ce dernier. Quant à l'unanimité, elle est remplacée par le principe de la majorité, toutes les fois que la discussion touche les questions de procédure, telles que la formation d'un comité ou l'envoi d'une commission d'enquête (v. Garner, p. 101).

Enfin, une autre tendance genevoise (2), en même temps qu'américaine, est celle du régionalisme et du continentalisme, reconnus par le Pacte, selon M. Alvarez, « tant au point de vue politique qu'au point de vue juridique » et qui était, à la vérité, adopté par celui-ci dans le but d'attirer à la S.D.N. l'Amérique, les Etats-Unis surtout. Car il faut bien l'avouer, le « continentalisme » existait avant le Pacte par le fait

(2) V. Alvarez, *Reconstruction*.

même, qu'il existait une Union Panaméricaine et un D.I. « international » américain (3) qui a ses principes généraux et ses tendances à lui (tendances à la codification, à la reconstruction, à l' « Association », etc.) et qui diffère du D.I. tout court surtout par l'absolutisme exagéré et hors saison des notions qu'il fait des principes de l'indépendance, de la souveraineté, de l'égalité et de la non-intervention (à tel point que M. Alvarez le critique ouvertement dans ses ouvrages (4) de même que par le rejet pur et simple et pour les temps à venir (5) des procédés tyranniques violents adoptés par le droit européen, et p. ex., la conquête, la colonisation et l'occupation.

Seulement, au point de vue européen, le continentalisme n'était reconnu (et d'ailleurs d'une façon plutôt implicite qu'explicite) que par le Pacte.

Par la suite, la tendance au régionalisme était accentuée par l'apparition, en Europe, de la Petite Entente, de l'Entente Balte, de l'Entente Balkanique, de même que par le mouvement de l'Union Européenne, lié à jamais au nom d'Aristide Briand, et celui, en Asie, de « l'Asie pour les Asiatiques », créé pour des buts impérialistes par le Japon.

A ce propos, il est utile de remarquer, de faire deux réflexions communes ayant à faire aussi bien avec la dénomination qu'avec les faits : je parle des qualificatifs « continentale » et « internationale » employés, entr'autres, par M. Alvarez, et de la loi « d'attraction continentale » (Alvarez, p. 47, 6^e Conf.).

Ces qualificatifs sont-ils utilisés proprement, à

(3) Droit qui remonte au célèbre message du célèbre président Monroé.

(4) V. p. ex. Reconstruction, chap. XI.

(5) Car en ce qui concerne les anciennes conquêtes européennes, le droit américain s'incline.

leur endroit ? Y a-t-il un continentalisme ? Certainement non. Car selon M. Alvarez lui-même, il n'y a de continentalisme qu'en Amérique « alors que les autres continents ne sont des continents qu'au point de vue géographique » (p. 43, op. cit.).

Or, en Amérique même, et comme on l'a vu d'ailleurs, il y a un antagonisme actuel entre les Etats-Unis et les Etats latins, qui ne pourra à l'avenir, et sauf une transformation radicale dans les structures des sociétés nationales, que s'accroître. Donc une « loi d'attraction continentale » et qui dit loi dit généralité, ne peut avoir nulle place.

Ce qu'il y a à la vérité, ou ce qu'il pourrait y avoir, c'est le régionalisme, à cause d'une affinité quelconque.

Quant au terme « international », il est, à notre sens employé par erreur, et il doit être remplacé par le qualificatif « régional » là où il existe un régionalisme, pour conserver celui-ci aux phénomènes internationaux. On dira, par exemple, droit régional américain, balkanique, balte, et non droit « international » américain.

B. Tendances non dérivées du Pacte de la S.D.N. - On doit mentionner notamment celles ayant pour objet :

L'interdiction de la guerre, qui fut tentée sans succès par le Protocole de Genève, mais qui était proclamée, plus tard, par le Pacte de Paris, adoptée internationalement, et peu à peu, par la généralité des nations.

Selon ce dernier, la guerre, employée comme un « instrument de politique nationale », est devenue aujourd'hui un crime, ou elle est mise « hors la loi ».

Une deuxième tendance, qui se trouve surtout

chez M. Pella (v. Alvarez, *Reconstruction*) vise à l'établissement d'une Cour Criminelle Internationale indépendante ou, comme semble la vouloir M. Politis (op. cit., pp. 95 et suiv.) attachée, sous le nom de « chambre criminelle » à la Cour actuelle de justice internationale. Une autre tendance complète cette dernière et a pour but la constitution d'une juridiction internationale, civile et commerciale, à la manière, ou par le maintien, des tribunaux arbitraux mixtes (v. p. ex. de Lapradelle, *Cas*).

Enfin, on doit remarquer que les travaux des publicistes tendent, en général, et de plus en plus, à accentuer la moralisation et la solidarisation du D.I. A ce propos, il nous suffit de renvoyer aux ouvrages de M. Le Fur, surtout celui qui se trouve dans notre Bibliographie, dans laquelle l'éminent professeur rétablit, sous le nom de « droit rationnel », l'ancien droit naturel, sous une forme moderne. On peut se référer de même aux ouvrages de MM. Politis, Scelle, Scott, de Lapradelle, etc., qui essayaient à la fois de rendre le D.I. plus moraliste et plus solidaire.

En résumé, il découle de ce qui vient d'être dit que le D.I. s'est départi de son ancienne base pour constituer un nouveau D.I., ayant pour but (direct) la consolidation de la paix et la prévention des conflits, et qui se distingue de l'ancien droit par sa conception plus dynamique, sa méthode plus solidariste et moins « amoral » de même que par ses nouveaux principes qui proclament l'interdiction de la guerre, l'institution de la garantie mutuelle à la place de la neutralité, la restriction de l'égalité et de l'unanimité, comme ils établissent les droits des minorités, les mandats internationaux, le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes « le principe essentiel du droit nouveau » (Bourgeois, op. cit., p. 33) et les devoirs de la

réduction des armements et de la publicité des engagements internationaux, qui doivent être enregistrés à la S.D.N.

*
* *

SECTION 2. — *La domination de l'ancien D.I.*

A parcourir la liste sus-indiquée, on pourrait être enclin, de prime abord, à constater l'ébranlement du vieux D.I. et son remplacement par le Nouveau droit. A la vérité, celui-ci, dépouillé de son vêtement politique et théorique, ramené à sa juste valeur, ne peut être considéré que comme un droit secondaire, que comme un nain à côté d'un géant. Car la restriction du « droit » à la guerre, apparaît, après un deuxième examen, très platonique, l'Etat, ayant dans son pouvoir la substitution à la majorité, l'unanimité, peut toujours se rendre libre dans sa conduite. La justice, à son tour, est restée, quoique mieux organisée, facultative. La Neutralité ne cède la place à la garantie mutuelle, les sanctions ne peuvent être utilisées, que lorsque cette unanimité chimérique sera réalisée, le principe de la majorité ne fonctionnant que là où il est question de procédure. L'égalité n'est modifiée que théoriquement, car les Etats ne furent jamais, en fait, égaux. La réduction des armements, le droit des minorités, la self-détermination, les mandats, l'enregistrement des traités, à tous ces droits ou devoirs manque le contrôle indispensable, que les souverains ne sauraient accepter, ou ils furent proclamés pour justifier un geste (le désarmement de l'Allemagne), ou contenter un homme (Wilson - Mandats, etc.). La moralisation et la solidarisation de sa méthode sont principalement du domaine de la doctrine.

Ainsi, le vieux D.I. reste grandement fort, et lar-

gement ce qu'il était : étatique. Sa notion par excellence, dominant toutes les autres, le centre d'où découlent toutes les sources juridiques internationales et où reviennent toutes les gouttes de la pluie doctrinaire ou conférencière, la souveraineté : autonomie et indépendance, subsiste *délibérément intacte*, selon l'aveu de tous. « Le Pacte, nous dit M. Bourgeois — sauf quelques cas très limités — a écarté toute décision qui puisse être interprétée comme un empiètement de souveraineté » (op. cit., p. 26). Mêmes conceptions de MM. Alvarez, Fauchille, etc. (6).

Et, dès le moment qu'elle subsiste, aucune affirmation de rénovation ne peut être considérée que comme une prétention, ou une tentative échouée. Car l'Etat, étant libre « entièrement et pleinement » (Fauchille), seul juge de ce qu'il doit faire ou non (Vattel), rien n'est plus utopique que de voir dans ses tendances la naissance d'un « nouveau droit public Européen » (7).

(6) V. Alvarez, *Reconstruction*, qui nous dit qu'avec le maintien de l'unanimité et la notion du domaine réservé, le Pacte demeure individualiste, V. Fauchille, op. cit., part. I, p. 588.

(7) V. Bourgeois, op. cit.; Alvarez, *le Nouveau D.I.*, p. 32.

Q U A T R I E M E P A R T I E

LES CARACTERISTIQUES DE LA S.I. ET DU D.I.

Cette quatrième partie donnera respectivement dans les chapitres (I) et (II), les caractéristiques de la S.I. et du D.I., tels qu'ils sont à l'heure présente (avant la guerre de 1939), avec les défauts et les lacunes de celui-ci; enfin, dans un dernier chapitre (III) elle traitera les causes de l'inefficacité du D.I. et les moyens d'y remédier.

CHAPITRE PREMIER

LES CARACTERISTIQUES DE LA S.I. TELLE QU'ELLE EST A L'HEURE PRESENTE

Elle se caractérise (1) notamment en cela qu'elle est :

1° La société la *plus grande* et la plus vaste; elle comprend, en effet, le monde entier, les cinq continents : l'Asie, l'Amérique, l'Afrique, l'Europe et l'Australie. Tous en font partie et sont plus ou moins affectés par ce qu'il y arrive, de même qu'ils sont intéressés à la marche bonne ou mauvaise de la vie internationale.

(1) Ces caractéristiques vont être données, soit en rapport avec l'ancienne S.I., soit en rapport avec la société nationale. On n'en donnera que les plus importantes.

2° Elle est, à la différence de l'ancienne *coexistence* d'Etats, et même de la « société » chimérique et nominale du début du XIX^e siècle, *une véritable communauté internationale et interhumaine* (2). Les rapports permanents multiples, complexes et nécessaires par lesquels elle se manifeste, existent *non seulement* entre gouvernants, principalement à l'occasion des guerres (comme jadis), *mais aussi et surtout* en temps de paix, entre individus : isolés ou groupés dans plusieurs genres de formations (sociétés, associations, syndicats, instituts, congrégations, etc.) ayant les buts les plus divergents (commercial, scientifique, politique, religieux, etc.). A la base de cette communauté, il y a une véritable *vie internationale* et interhumaine, où ceux-là n'y jouent qu'un rôle parmi tant d'autres et qui a les mêmes aspects que la vie étatique : des aspects politique, social, scientifique et économique. Son aspect ou vie économique est le plus puissant de tous, et plus parfait que la vie économique nationale : plus parfaite soit là où M. Brocard (3) la considère ainsi, soit par contre, là où il la considère moins parfaite (du point de vue des races, des distances, etc.) : car si sa démonstration, à propos de ces dernières paraît, de prime abord acceptable, elle est, en la regardant de près, erronée à cause d'un oubli dans les principes de comparaison même.

3° Elle a cette communauté, cette vie (de même que la société étatique) a le double caractère d'être à la fois, *solidaire* et *antagonique*, c'est-à-dire que la vie internationale, tout comme la vie nationale, sont

(2) Alvarez, Reconstruction, part. II, chap. VI.

(3) Principe, t. III. En effet, M. Brocard compare l'économie internationale dans sa phase première ou *moyenne*, à l'économie nationale, telle qu'elle est aujourd'hui, dans sa phase la plus avancée et non à celle où, au début de la formation de l'Etat, la compénétration, le rapprochement faisaient largement défaut.

interdépendantes, en elles-mêmes, et vis-à-vis l'une de l'autre, mais elles contiennent en même temps des éléments, des facteurs poussant à des antagonismes redoutables. L'existence simultanée « d'éléments antagoniques et d'éléments de solidarité » nous dit M. Alvarez, apparaît non seulement dans la S.I., mais aussi dans la vie interne de chaque pays « ce double et déconcertant résultat » a pour origine, pour cause, les transformations survenues à l'époque de la révolution industrielle (4).

La solidarité se manifeste surtout par l'impuissance de l'Etat à assurer, à lui seul, une vie convenable, et même une *vie tout court* à l'homme. Car, devant l'interdépendance économique, la menace d'un fléau, les ondes de la radio, les desseins agressifs des gouvernants, les frontières étatiques sont des bornes inefficaces, sans grand pouvoir de protection ou de refoulement.

Aussi est-il juste de dire avec M. Duguit que la solidarité est « le tout de l'homme », et que « s'il y a une loi sociale, elle se résume tout entière en cette formule : Veux la solidarité » (Etat, t. I, p. 615). Ajoutons le qualificatif « internationale ». Car « l'internationalisme étant le fait capital » (Scelle), « la vie moderne étant internationale par nature » (Alvarez), « la loi de la solidarité étant universelle » (Bourgeois, Solidarité, p. 50) il ne pourrait s'agir que de l'établissement de la supériorité de la solidarité globale, pour parler comme un éminent internationaliste, sur les solidarités des éléments composants.

Mais cette solidarité globale — et c'est là un fait — se heurte à quatre espèces d'antagonismes :

« La première (dans l'Etat) c'est la contradiction entre le travail et le capital... »

(4) Alvarez, Chili, p. 87; Reconstruction, part. II, chap. I.

« La deuxième contradiction est l'antagonisme des différents groupes financiers et puissances impérialistes dans leur lutte pour les sources des matières premières pour les territoires étrangers... ». « La troisième contradiction, c'est la contradiction entre quelques nations « civilisées » puissantes et les petites nations faibles et les peuples coloniaux (5). » La quatrième, c'est l'antagonisme idéologique, extérieur entre Etats communistes, fascistes, nazistes et démocratiques. Le premier antagonisme pousse à la révolution et engendre le quatrième; le deuxième « renferme inévitablement l'élément de guerres impérialistes », de même que ce dernier renfermant des guerres idéologiques; le troisième donne naissance au mouvement et aux guerres de libération.

Néanmoins, en s'y heurtant, l'indépendance ne s'efface pas; par contre, son existence nous apparaît avec la plus grande clarté. Car la méconnaissance de ses lois ne peut que conduire à la cherté de la vie, à la misère du monde populaire et à l'établissement des cartes.

4° Elle se compose, non seulement des Etats comme jadis, mais aussi de cette vie même, de ces rapports mêmes sus-indiqués, de ces unités humaines dont j'ai déjà indiqué l'existence, et enfin de l'homme.

Parmi tous ces éléments, c'est l'Etat seul, ou mieux, ce sont les gouvernants qui y jouent le rôle le plus important, et qui disposent de la plus grande force; ils ont à leur service de grandes armées mécanisées et motorisées, préparées d'avance, les richesses de leur nation et de leurs colonies, de même qu'ils tiennent dans leurs mains, et surtout lorsqu'ils invoquent la raison d'Etat, le pouvoir de façonner l'opi-

(5) V. Staline, Questions, pp. 71 et s.

nion publique à leur manière, grâce à leur monopole ou « contrôle » de la presse, des livres et de la radiographie.

5° Elle est gouvernée par un gouvernement de fait, par les grandes puissances, y régnant conjointement ou séparément, sur l'univers entier ou sur l'une de ses parties. Dans ses conférences ou congrès de Westphalie, de Vienne, dans des concerts ou des directoires, elles décident du sort de l'Europe. Dans des congrès, de Berlin, d'Algésiras, elles disposent de l'Afrique; dans des conférences, de Versailles, des Dix, des Ambassadeurs, elles discutent les affaires mondiales. Séparément elles dominent à elles seules, la plus grande partie de l'univers : la Grande-Bretagne, le Japon, l'U.R.S.S., les Etats-Unis, la France, l'Allemagne et l'Italie, commandant, respectivement sur plus de 500, près de 300, près de 200, de 140, de 110, de 100, de 60 millions d'hommes, et, en tout, près de 1.400 millions d'hommes, sur près de 1.900 millions vivant actuellement sur la terre.

Mais, officiellement et organiquement, la communauté internationale ne possède, à côté de ces rapports et de ces nécessités, que trop peu de choses : une S.D.N. (plutôt périodique que permanente), une Union Panaméricaine (avec des fonctions très restreintes), un B.I.T., deux cours et quelques unions et commissions internationales qui ne sauraient suffire qu'à une partie très réduite des besoins des peuples.

En résumé, ce qui caractérise la S.I., à l'heure actuelle, c'est, outre le défaut d'une vie organique, sa transformation en une véritable communauté internationale et interhumaine, ayant ces deux caractères : l'interdépendance ou l'*inter-existence*, qui se résume par cette formule : « *Veux la solidarité internationale* », et l'antagonisme, à quatre pattes serpentine, qui entrave le fonctionnement normal de la première.

CHAPITRE II

LES CARACTERISTIQUES, LES DEFAUTS ET LES LACUNES DU D.I., TEL QU'IL EST ACTUELLEMENT

SECTION 1. — *Ses caractéristiques*

1° Il est, avant tout, un droit *dualiste* comprenant un droit international *dominant*, dont on va donner tout d'abord les caractéristiques, et qui fut fondé au XVIII^e siècle, et un droit des Gens secondaire ou *marginal*, remontant à Vitoria et à Almawerdi dans sa moralité et dans son interdépendance, et qui réapparut en quelque sorte depuis le milieu du XIX^e siècle.

2° Il est — le D.I. dominant — « la création du génie européen » (2) (Nys, D.I., t. I, p. 3) ou mieux « l'œuvre presque exclusive des grandes puissances » européennes (Alvarez, *Reconstruction*, 146) et surtout l'œuvre de celles (deux) qui en étaient les plus victorieuses. Quant aux peuples asiatiques, ces « règles leur étaient en réalité imposées » (id.) de même qu'aux peuples africains, dont le droit international n'est que de la politique des Grandes Puissances (Fauchille, *op. cit.*, part. I, p. 34).

3° Il est un droit créé par les Etats, ou mieux, par les gouvernants, les diplomates seuls, sans la par-

(2) V. aussi Fauchille, part. I, pp. 28 et s.; Alvarez, *Reconstruction* p. 98; Laurence, *op. cit.*, p. 34.

ticipation immédiate et véritable de leur peuple. « Les Etats eux-mêmes sont les législateurs » (Alvarez, Codification, 1912, p. 251); leur consentement constitue « le fondement des règles du D.I. » (Laurence, Principes, p. 52), sa « source unique » (Introduction, Renault, p. 33).

4° Il est « essentiellement différent de toute autre branche du droit positif en ce que les trois pouvoirs caractéristiques du droit privé lui font défaut » (Alvarez, op. cit., p. 59).

5° Il est le seul droit qui soit contesté comme tel, et à cause de cet accusatoire : « ni code, ni tribunal, ni force » (3) et à cause de sa violation constante et de la différence « très marquée » entre les principes et les pratiques (4) ».

6° Il est le « droit premier », « dominant tous les autres » ayant uniquement à lui et pour son malheur, des « justiciables tellement puissants » et autoritaires — les Etats — qu'il se pose sans cesse devant lui « une difficulté qui n'existe nulle part ailleurs », qui est celle de mater, de prévenir ou de briser « la rébellion d'un sujet autoritaire à la norme qui plie son autorité » (de Lapradelle, Cas, préliminaires, p. 7 et p. 25).

7° Il déborde, selon M. Renault, l'Etat, tandis que les autres droits « s'y limitent » et « s'y renferment » (Introduction, pp. 1 et 2) (5) et partant, il lui manque un territoire à lui (Renault, la guerre et le D.I., leçon d'ouverture, p. 8) ou, si vous le préférez, il prétend avoir l'univers pour domaine et sujet.

(3) Fauchille, op. cit., part. I, p. 16.

(4) Alvarez, le Nouv. D.I., p. 1.

(5) Notons toutefois que les droits canonique et musulman le sont aussi.

8° Il est un droit plein de contradiction : il aspire à la paix, mais il bénit la force; il proclame, comme des principes premiers, la souveraineté, l'indépendance et l'égalité, tandis qu'il admet leur violation. Il se dit universel, mais il divise, avec Lorimer, en « trois sphères distinctes » son champ d'action sous le prétexte de civilisation ou religion différente (v. p. ex. Fauchille, op. cit., part. I, pp. 28 et suiv., Nys, D.I., t. 1; Laurence, Principes; Alvarez, Codification, 1912, etc.).

9° Il est le seul droit qui admette, contre ses règles mêmes, l'effet de la force, qui le crée.

10° Il est « la branche la plus jeune et la moins développée », de la science générale du droit (Lorimer, Cité, Fauchille, op. cit., p. 64); un droit « en formation » (Le Fur, op. cit., p. 265) « rudimentaire » (Barthélemy, Démocratie et pol. étr., p. 510), marqué par son « incomplet développement » (Fauchille, op. cit., p. 21).

11° Il est un droit amoral, ou plutôt immoral. « Trop souvent, nous dit M. Renault, il admet « des pratiques contraires à la justice », il y a « un complet désaccord » entre le droit positif et le droit naturel, lequel est « plus conforme à la justice » (Introduction, p. 13). Appliqué, tel qu'il est, il ne peut en donner qu'une « justice boiteuse et corrompue » (Ralston, D.I., p. 94).

12° Enfin, il est un droit anti-organique, anti-sociétaire, libéraliste-unanimitaire, qui veut non l'internationalisme, mais l'Etatisme. Car si « la notion de souveraineté se mitige fortement de celle d'interdépendance des Etats » et si « à l'ancienne idée d'une indépendance absolue se joint, pour l'y substituer peu à peu, plus ou moins complètement celle de la soli-

darité des Etats » et si le D.I. se trouve dans une « période transitoire » (Fauchille, op. cit., part. I, pp. 404 et suiv.) il n'est pas moins vrai que, selon le même auteur (op. cit., p. 588) « quelque importance qu'il faille reconnaître à l'idée de l'interdépendance et de la solidarité des Etats, il n'en reste pas moins vrai que dans le droit moderne (?) la règle de l'indépendance... est toujours un principe qui doit être respecté » et qui ne doit être surpassé qu'exceptionnellement, qu'à titre d' « une mesure extrême ».

En d'autres termes, ce que le D.I. proclame, ce qu'il a pour devise, c'est cette formule : « *je veux l'indépendance étatique* » et non « *je veux l'interdépendance internationale* ».

Voilà ce que sont les caractéristiques les plus importantes du D.I. dominant « moderne ». Quant à celles concernant le droit des gens marginal, il nous suffit de dire pour l'instant, que celui-ci tend à répondre aux besoins de la vie internationale en se montrant solidariste (ou anti-souveraineté) pour la paix contre la guerre, plus pour l'homme que pour l'Etat, plus juste et moraliste et moins statique.

SECTION 2. — *Les défauts et les lacunes du D.I. tel qu'il est présentement*

On doit en signaler notamment :

1° Son *imprécision*, provenant de la multiplicité de ses méthodes et de la coexistence de plusieurs sortes de droit international. En effet, celles-ci oscillaient et oscillent encore « entre la philosophie et l'empirisme » (Politis, Tendances, conclusion) et même si l'on remonte à son origine, entre ce qui devrait être religieusement, naturellement, moralement et ce qui

est. Il en découle une grande divergence entre les Etats et les publicistes qui, comme le remarque M. Alvarez, s'ils avaient créé et développé le D.I. « il n'y a pas eu d'accord entre eux quant à l'origine et à la nature de ses règles », ni même à l'heure actuelle « une conformité de vue sur ses données les plus fondamentales » (Reconstruction, pp. 116 et 146).

En plus, la coexistence simultanée d'un D.I. théologique, d'un D.I. étatique dominant et d'un droit international solidaire marginal, des droits internationaux « Nouveaux » et « Anciens » tous cités, commentés et considérés comme tels par un grand nombre d'auteurs, aggrave davantage la situation car le « mystère et l'obscurité » qui entourent les règles (Politis, id.) et le conflit entre nouveau et ancien droits conduisent à rien moins qu'à la méconnaissance des règles effectives du D.I. « Personne ne sait au juste, nous dit M. Alvarez, quel est l'état actuel, c'est-à-dire quelles sont les règles en vigueur » du D.I. car on commence à discuter, à critiquer et à contester bien des principes tenus jusqu'à aujourd'hui pour intangibles » (op. cit., p. 10). De ces principes ou notions contestés, mais qui étaient considérés « depuis l'époque de Grotius comme absolument essentiels ». M. Politis compte la souveraineté, l'égalité, la théorie des droits et des devoirs des Etats, voire « le fondement même du D.I. » (op. cit.).

2° Un deuxième défaut du D.I. (6) c'est son *développement incomplet* (Fauchille), c'est qu'il contient peu de choses « qu'il lui manque la substance et pas seulement la forme », à tel point qu'il n'est pas facile de le considérer et malgré la remarque de

(6) V. ainsi à ce sujet : le chap. II, part. IV de cet ouvrage; M. Scelle, Précis, part. I, pp. 13 et s.; Politis, Souveraineté, pp. 112 et s.; Alvarez, le Nouveau D.I., p. 24.

M. Garner « comme l'expression d'un corps de principes appropriés à la vie d'une véritable société » (Brierly, Règles, pp. 7 et suiv.). Car si M. Garner nous affirme « qu'il existe aujourd'hui des corps distincts de D.I. ouvrier, social, économique, sanitaire, financier, pénal et administratif » (Tendances récentes, p. 41) il n'est pas moins vrai qu'à côté de cette extension du domaine, la coexistence d'Etats s'est transformée en une véritable vie internationale et partant, le croisement des rapports internationaux dépasse et de beaucoup, celui du domaine de la S.I.

3° Il est le droit *le plus autocratique*, en ce sens qu'il prend son autorité directe des gouvernants seuls, les peuples n'y ayant rien à faire; qu'il érige, en règles impératives et obligatoires, à l'égard de l'Afrique et de l'Asie, des pratiques brutales des puissances fortes, sans prendre aucun compte de leur sentiment ou de leur réaction; qu'il dispense les gouvernants de toute moralité ou considération autre que leur intérêt, et qu'il leur donne le pouvoir d'abstention ou d'action selon leur désir et leur volonté sans contre-partie de devoirs.

En outre, et comme on l'a vu ailleurs, il est le droit, peut-être *le plus contradictoire*.

4° Il est le seul droit qui considère la force comme un *procédé juridique ordinaire*, et partant, reconnaît ses effets et s'incline devant ses agissements. Exemples : la conquête, l'occupation, la « protection », les traités de la paix (l'*uti possidetis*) etc. « La violence, nous dit l'éminent Ralston, c'est un mode d'acquisition en D.I. » (D.I., p. 94) : le « principal défaut » de ce droit, ajoute M. Alvarez, ce n'est pas seulement qu'il ne condamne pas la force », mais ce qui est plus grave (c'est qu'il) reconnaît comme légitime la guerre et ses effets même à l'encontre de l'ordre juridique

existant », la considérant comme « l'unique moyen (qui puisse) satisfaire certains intérêts vitaux et par exemple, l'indépendance des colonies » (le Nouv. D.I., p. 28).

5° Par conséquent, le D.I. est un droit *anti-paix, belliciste*, car continue M. Alvarez, « il encourage les guerres », il les « favorise » (id.). « En conformité du D.I. actuel », remarque M. Ralston, les Etats peuvent « sans crime et sans crainte de châtement judiciaire tuer, brûler, piller et détruire » (op. cit., p. 120).

6° Autre défaut très important du D.I. : c'est sa conception strictement juridique, ou mieux, *principalement statique*.

Du « peu de choses » dont il s'occupe, il n'en envisage ordinairement que l'aspect stationnaire, il n'en résout que le problème de l'heure, non ceux de demain. Exceptionnellement, il organise sporadiquement telle ou telle activité humaine, ou il prévoit vaguement son changement pour en prescrire plus vaguement encore une solution ou une règle.

« Par suite de l'étroitesse de sa conception, affirme M. Alvarez, le D.I. n'offre pas de moyens pour donner pacifiquement satisfaction au sentiment d'indépendance des peuples ni aux aspirations des nationalités opprimées. » (Rapport à l'Institut du D.I.) De même, aucun moyen n'est organisé, et c'est là *ses grandes lacunes* pour « la poursuite des violations commises contre le droit international par les gouvernants » (7) ni pour en modifier les dispositions, ni pour en combler les lacunes, ni pour en corriger les défauts, ni pour en interpréter l'obscur ou pour en abroger le nuisible ou l'inutile (8).

(7) Politis, op. cit., p. 99.

(8) Alvarez, p. ex. Le D.I. de l'avenir, la Reconstruction; la Codification, 1912.

En un mot, ce qui lui fait défaut, ce sont les règles constructives, la procédure, et une organisation internationale (politique, économique, juridique et sociale) ayant une importance proportionnelle avec l'importance de la vie internationale, et qui sera à même d'y jouer le rôle dynamique nécessaire à toute vie et à toute communauté.

7° *Le manque de sanctions* internationales, ou leur défectuosité, sont si bien constatés, autant par les internationalistes que par les hommes de la rue, que je ne vois aucune nécessité d'y insister.

8° L'un des défauts les plus grands du D.I., quoiqu'il soit la condition de l'existence même de ce droit, c'est sa *négligence de l'Etat*, car en donnant à l'Etat une carte blanche contresignée par lui, en lui laissant une liberté entière à l'intérieur, en le considérant comme un fait accompli (à la différence de tous les autres droits, qui, s'ils réglementent leurs sujets n'en existent pas moins) le malheureux D.I. s'est mis à la merci de ce qu'il y arrive, sans lui et contre lui, et il s'est, en fait (l'histoire en est, hélas ! pleine) exposé à des violations constantes, à des antagonismes si redoutables qu'ils le rendent, par là même où il a cherché à vivre et à exister, inefficace, et pour ainsi dire, inexistant. Sur ce principe de l'autonomie, principe-condition, on aura à revenir longuement.

9° Enfin, son défaut par excellence, c'est celui résidant dans le *désaccord radical existant entre ses principes dominants et les exigences de la vie internationale actuelle*. Il est « ce vif contraste » établi « entre les conditions de la vie des peuples et certains principes qu'on avait jusqu'ici l'habitude de mettre à la base du D.I. » (Politis, op. cit. avant-propos); il est cette « singulière opposition » entre les

idées anciennes, « l'esprit individualiste » et ce qui nécessite le progrès des sciences et de la civilisation, en un mot « l'esprit de coopération » (Alvarez, Rapport à l'Institut du D.I.). Désaccord, contraste ou singulière opposition que rien ne peut mettre mieux en lumière que la différence fondamentale existant entre les deux devises de la S.I. et du D.I. qu'on a vues plus haut. Car, tandis que la vie internationale exige la coopération, l'interdépendance et l'inter-existence, criant, par l'intermédiaire de ses grondements de trains, de ses mugissements d'avions, de ce vacarme des grandes usines, etc. « *je veux la solidarité ou l'interdépendance internationale* », le D.I. lui répond avec la froideur d'un vrai vieux : je m'accroche à mon individualisme; je n'entends nullement délaissier mon beau compagnon des siècles passés — l'Etat — et si elle le met en colère, il lui crie : « *je veux l'indépendance étatique* ».

Et maintenant, après avoir examiné, d'une façon générale, l'état actuel du D.I., les conditions présentes de la S.I., leurs caractéristiques et leurs défauts, il nous est nécessaire de connaître les causes de l'inefficacité du D.I. et du règne de la force dans la communauté des peuples.

CHAPITRE III

LES CAUSES DE L'INEFFICACITE DU D.I. ET LES MOYENS D'Y REMEDIER

Celles-ci ne sauraient évidemment exister en dehors de la S.I. et du D.I.; elles ne pourraient donc être recherchées — pour un positiviste terrestre — que dans les explications et les indications précédemment données sur l'un et sur l'autre.

Aussi, en les parcourant, en parcourant surtout les caractéristiques et les traits de la société internationale; les caractéristiques, les traits, les défauts et les lacunes du D.I., et enfin, en classifiant les données obtenues, pouvons-nous affirmer que l'inefficacité du D.I. et le règne de la force dans sa société, proviennent de trois ordres ou catégories de causes :

La première catégorie de causes concerne la communauté internationale et ses « sous-sociétés », les Etats, et contient deux facteurs : les *antagonismes* entre les Etats, et la *négligence délibérée du D.I. de les déraciner* en proclamant la liberté absolue « pleine et entière » de l'Etat, de faire, à l'intérieur, ce que bon lui semble, et à l'extérieur, de ne se lier que par son intérêt.

En effet, de l'étude qu'on a déjà faite, il nous est révélé constamment l'existence, dans la vie des peuples, comme dans celle entre peuples, de deux éléments : l'un pousse à la coopération, à l'entr'aide,

au développement des rapports et de la vie internationaux, et exige le maintien de la paix, et l'autre entrave sans cesse le fonctionnement complet et ordinaire de cette vie, car tandis que l'interdépendance — car c'est ainsi qu'il s'appelle — était à l'origine de tout ce mouvement conféréncier, des Unions internationales, des Conférences de la Paix, de l'Union Panaméricaine, des Cours internationales, de la S.D.N., du B.I.T., de tant de conventions « législatives » ou multilatérales, etc., l'antagonisme, dans ses trois formes impérialiste, idéologique et orientaliste, poussait à des rivalités très dangereuses, à des jalousies et des méfiances paralysant toute activité pacifique, constructive et systématique et conduisant, en fin de compte, à des guerres périodiques çà et là, ou même partout dans le monde. Et c'est ainsi, en contraste de l'interdépendance-facteur pacifique et bienfaisant, l'antagonisme-facteur guerrier et malfaisant constitue la *cause première et originale* de l'inefficacité du D.I. et du règne de la force dans la S.I.

Or, comme celui-ci n'y entend rien faire et comme il s'interdit de se mêler des affaires des Etats : faits accomplis et sacrés à ses yeux, les antagonismes ne peuvent que jouer en plein dans le domaine international.

* * *

La deuxième et la troisième catégories des causes sont respectivement relatives à l'*organisation par trop* insuffisante de la S.I., et à l'*inharmonie* existant, d'une façon éclatante, entre celle-ci et le D.I.

Le « vif contraste » existant entre les principes dominants du D.I. et les conditions présentes de la vie des peuples, entre l'indépendance, la neutralité, le droit à la guerre d'une part, et l'interdépendance, la coopération solidaire, et le maintien de la paix; la

reconnaissance des effets de la force, l'encouragement des guerres, le manque de sanctions, son développement incomplet, son autocratie, là où il ne faut qu'une véritable démocratie générale, ne sont, sans nul doute, pas de nature à donner de l'efficacité ou du prestige à ce droit, ni de paix aux peuples.

Enfin, sa conception strictement statique, négligeant les règles constructives (la procédure) et ne donnant au problème de l'organisation internationale que peu d'importance, n'est nullement en proportion avec son rôle premier dans une véritable vie (dynamique par essence) a, à son tour, aggravé la situation, et conduit fatalement au règne de la force et partant, aux cris d'échec constants du D.I. : la dynamique étant de l'essence de la vie, il lui fallait des moyens de réalisation; or, ceux-ci manquant au D.I., furent et sont usurpés par l'Anti-Droit International, par la force et les guerres.

Il ressort de cet exposé que les causes de l'inefficacité du D.I. du règne de la force dans la communauté internationale et interhumaine résident : *premièrement hors le D.I.* : dans la société internationale, dans les *antagonismes* qu'on y trouve, et que le droit international laisse en plein développement; *deuxièmement*, dans l'*inorganisation* de la S.I., à cause de sa conception statique, et *troisièmement*, dans le *contraste radical* entre les conditions actuelles de cette communauté et les principes et notions fondamentaux de ce droit.

! *
* * *

Quant aux *remèdes* pouvant supprimer cet état fâcheux de choses, ils en découlent, pour ainsi dire, automatiquement, car ils ne sauraient être trouvés hormis ces trois procédés solidaires, parallèles aux trois catégories des causes de l'échec du D.I., à savoir :

la suppression des origines des antagonismes, chose qui exige la modification du principe de l'autonomie; l'harmonisation et le perfectionnement du D.I., et l'organisation de la S.I., ou la dynamisation proportionnelle de cette dernière.

CONCLUSION

Notre Livre I, on le voit, est déjà terminé.

Des utiles et sommaires descriptions et constatations qu'on y a données, on doit maintenant tirer une réponse claire et sans équivoque à cette question capitale, restée, jusqu'ici, non sans raison, suspendue, à savoir : dans les états actuels de la S.I. et du D.I. que faire ? Devrait-on se contenter d'une simple mise au point ou d'une réforme peu profonde des règles et des données présentes de ce droit ou devrait-on, par contre, le reconstruire; en un mot, fera-t-on une œuvre de Réformisme ou de Reconstructionnisme ?

Quiconque, je l'espère au moins, a suivi mon simple exposé attentivement, ne saurait hésiter un instant dans sa réponse.

La S.I. actuelle, la vie présente des peuples, étant « *entièrement différentes* de ce qu'elles étaient au début du siècle dernier » (Alvarez, Reconstruction, part. II; chap. VI), le D.I. étant en « vif contraste », en *désaccord radical et fondamental* avec les conditions actuelles de celles-ci, comme cela se manifeste par leur slogan respectif même : (« je veux l'interdépendance internationale » et « je veux l'indépendance étatique »), la paix étant constamment menacée (armée) ou compromise — le D.I. y étant flagamment inefficace et sans nul prestige — une chose devient certaine et évidente : la réunion des éléments de la définition de la Reconstruction du Droit dans les états actuels du D.I. et de la S.I. et partant, une seule et unique conclusion s'impose scientifiquement :

Reconstruire le D.I. et le reconstruire en trois

étapes conformes aux trois remèdes, c'est-à-dire tout d'abord par la suppression des origines des antagonismes existants dans la S.I. condition préalable de la paix, (et chose qui touche et l'Etat et le principe de l'Autonome), ensuite par l'organisation suffisante de la S.I., (chose qui touche à la fois celle-ci et le D.I.) et enfin par l'harmonisation et le perfectionnement de ce dernier.

Il en résulte qu'il existe trois espèces de reconstruction : *la première* ; c'est la reconstruction du D.I. proprement dit et que j'appellerai par la suite *la Reconstruction Stricto-Sensu*, *la deuxième* ; c'est la reconstruction ou mieux l'organisation de la S.I. que j'appellerai *la Reconstruction Lato-Sensu*, *la troisième* ; c'est la reconstruction de la S.I. et de l'Etat, en vue de la suppression des antagonismes, c'est la *Reconstruction au sens très large*.

Dans les pages qui vont suivre, dans notre Livre II, je me bornerai à étudier brièvement les deux premières sortes de reconstruction.

En ce qui concerne la troisième catégorie, il me suffit de dire que notre époque étant un « Capharnaüm d'idéologies » (1), le résumé de toutes les contradictions se trouvant dans leur apogée, le D.I. est irréconstructible tant que celles-ci durent. Les antagonismes idéologiques, les luttes impérialistes, les éléments défavorables à la paix que contiennent quelques organisations étatiques (lutte des classes etc.) empêchent, toute activité constructive internationale, sincère et durable et mènent inévitablement à des guerres. (2).

(1) Barthélemy, Politique Int. et D.I., p. 14.

(2) Car sont en *raison inverse* la paix, les constructions internationales et les contradictions existants entre régimes étatiques ou dans les régimes étatiques.

Aussi en même temps que de se reconstruire, le D.I. doit-il *reconstruire l'Etat même*. Il doit abandonner son principe (non d'existence mais d'inexistence) de l'Autonomie pour donner à tous les Etats des régimes favorables à la paix harmonieux *entre* (3), eux-mêmes et *dans* eux-mêmes. Car « la liberté et la paix au dedans sont les conditions de la paix et de la liberté au dehors » (4) et car il est de règle que toute injustice grave se produisant dans l'Etat se répercute fâcheusement dans la S.I. et que le plus harmonieux l'Etat dans lui-même, les plus conformes, les moins antagoniques les régimes entre eux et dans eux-mêmes, et le plus possible le respect et le développement du D.I. et le maintien de la paix.

Sans doute cette reconstruction de l'Etat, cette harmonisation générale se fera-t-elle aux dépens des « libertés » absolues [autonomie], qu'ont les Etats actuellement dans le choix de leur organisation intérieure. Mais ceci n'a point d'inconvénient, par contre, il est plein d'utilité. Car là où il y a une société, une liberté complète telle que celle donnée par le D.I. aux Etats conduits à l'anarchie et à la guerre, c'est-à-dire à la négation de la vie. Ceux qui entendent, et à plus forte raison, qui sont obligés de vivre en groupe, comme c'est le cas des hommes, doivent donc être liés par des normes générales, assurant, au moins, un minimum d'harmonie, pouvant garantir que l'excès de la liberté ne se transforme pas en anarchie et en lutte sanglante. Partout, les unités composantes, quel que soit leur nom : individu, département, Etat, doivent s'y plier pour former un tout homogène, les mettre à même de s'entr'aider et non

(3) Harmoniser les Etats entre eux cela ne veut pas dire les identifier, mais chercher à les unir dans la diversité et non point, c'est l'évidence même, dans l'antagonisme. étrangère, 1932, 2^e éd., t. I (1610-1789), sur l'origine de la

(4) Bourgeois, Versailles, p. 7.

de se détruire. Partout l'organisation de la liberté doit consolider, servir la vie et non point vivre à son détriment, car là où la liberté conduit à l'impossibilité de la vie, elle doit être appelée anarchie et tyrannie, et il faut la supprimer.

Le progrès de la civilisation rend cette nécessité encore plus pressante, car plus l'homme s'avance, plus il devient dépendant de ses semblables et moins il peut vivre dans une société sans normes restrictives et harmonisantes.

« Civilisation, nous dit Laurence, signifie limitation » (5); « Civilisation et liberté (je dirais arbitraire), ajoute M. Politis, sont en raison inverse l'une à l'autre. » Civilisation, je m'expliquerais, signifie restriction et harmonisation.

Sans celles-ci, sans l'harmonisation de l'Etat par le D.I., ou, en d'autres termes, sans la transformation de celui-ci en un véritable *Droit Constitutionnel International*, rien de durable dans la vie internationale, point de réforme réelle dans le D.I. Car si celui-ci continue à considérer les Etats comme des faits accomplis, s'il entend rester indifférent à cette nécessité de l'harmonisation, il est plus qu'évident que les antagonismes, auxquels aboutit inévitablement cette indifférence, ne sauraient rien donner de stable et de sincère. Les antagonismes idéologiques et les contradictions impérialistes, qui ne connaissent entre eux qu'un seul rapport commun : celui de la force, de la stratégie et du tact, ne peuvent, en aucun cas que conduire là où ils ont conduit jusqu'ici : à la méfiance, à la mésentente au mépris de l'adversaire, à la haine, et en fin de compte à des guerres.

Aussi est-il indispensable aux Reconstructeurs du

(5) *Op. cit.*, p. 13.

(6) Souveraineté, p. 22.

D.I. de reconstruire, en même temps que celui-ci, les régimes étatiques d'une façon favorable à la paix, harmonieux dans eux-mêmes et uniformes entre eux. En outre il serait nécessaire d'établir tout un mécanisme pour le contrôle de la compatibilité ou de l'incompatibilité d'un régime donné, ou d'un changement constitutionnel ou législatif avec les principes harmonisants par eux établis. (7).

(7) C'est le contrôle de la Constitutionnalité, des ordres inférieurs par l'ordre supérieur.

LIVRE II

LA RECONSTRUCTION DU D.I. AU SENS LARGE - LATO SENSU

« Avec le changement des temps, les
« règles se changent » (principes généraux du Code Civil Islamique).

« Fidèle image de la vie, le droit en subit
« les changements » (Politis, Souveraineté, p. 77).

« Il faut que les barrières légales disparaissent en même temps que les barrières naturelles » (Renault, Poste).

« C'est de l'association de fait préexistante qu'il s'agit de dégager les conditions de l'association de droit. » (Bourgeois, Solidarité, p. 92.)

DIVISION

Avec ce Livre II, nous abordons un terrain, voire des terrains des plus vastes, embrassant tout le droit et la société internationaux, et nécessitant une étude critique et reconstructive de toute la réglementation et l'organisation actuelle de la vie des peuples et qui, pour être travaillé d'une façon acceptable doit être traité, après une préparation très longue et très approfondie, avec beaucoup de soins et dans des centaines et des centaines de pages.

Or, étant donné la nature de ce travail (qui est une thèse synthétique ou synoptique), une telle dimension ou étendue ne saurait nous être permise.

Aussi, devons-nous nous contenter tout en ayant cette consolation que ces terrains furent explorés par d'éminents publicistes, de choisir, parmi tant de sujets, les matières les plus importantes et de démontrer :

Dans une *Partie I* (Reconstruction du D.I. proprement dit) la manière dont doit être reconstituée la méthode, la conception, la base, les fondements et les principes les plus fondamentaux du D.I., à savoir : la Souveraineté (indépendance), l'égalité, l'unanimité, la guerre, la neutralité et la colonisation, et de traiter, dans une *Partie II* (l'Organisation de la S.I.) du problème général de l'organisation, de la nécessité des procédures, des organismes et des sanctions.

PREMIERE PARTIE

LA RECONSTRUCTION DU D.I. PROPREMENT DIT

CHAPITRE PREMIER

CRITIQUE ET RECONSTRUCTION DES METHODES D'ETUDE DU D.I.

Il s'agit seulement de ses deux principales méthodes : la Naturelle et la Positive, étant donné quelles dominant encore le D.I., et que tandis que la scolastique forme, pour ainsi dire, une catégorie historique, l'éclectique (à tendance morale) est prépondérément positive, acceptant en fait d'une façon générale tous les résultats auxquels le positivisme a abouti.

SECTION 1. — *Leurs défauts*

Elles ont, entr'autres, les défauts graves et communs d'être trop souvent immorales et inhumaines, trompeuses superficielles, *one-sided* ou exclusivistes.

Immorales, car n'ayant en vue que ce qui est conforme à la nature de l'homme, de l'Etat, ou ce qui est tout court et s'abritant — elles le croient du moins — derrière le « naturalisme » ou le soi-disant « amoraliste », elles se dispensent de rechercher ce qui est conforme à la justice et à la morale, et, plus encore,

elles acceptent tout ce que le raisonnement ou le hasard leur apportent — aussi bien ce qui est « moralement bon » que ce qui est « moralement mauvais ».

Cette immoralité fréquente, remarquons-le, a des origines différentes, selon qu'il s'agit de l'une ou de l'autre méthode. En ce qui concerne la méthode naturelle, elle provient de ce raisonnement métaphysique, de cette *spéculation naturelle* et abstraite constituant à vrai dire le défaut le plus grave de cette méthode et à laquelle les naturalistes s'adonnent pour concevoir des états de la nature et pour saisir les droits que les sujets naturels y possédaient. Car ceux-ci, en essayant de découvrir ces droits, et par la suite, en proclamant les droits découverts comme fondamentaux et immuables — car, et c'est un autre défaut de leur méthode, ils considèrent comme *immuable* tout ce qui est naturel — ils le font, ils spéculent d'une façon « naturelle » métaphysique, sans égard à la moralité ou à la justice.

Quant à la méthode positive, son immoralité provient, non de l'excès de spéculation naturelle, mais d'un *empirisme exagéré*. Car, en partant à la recherche des précédents dans le temps et dans l'espace, les positivistes entendent faire une œuvre de compilateur, d'enregistreur et de statisticien et non un travail de moraliste. Ce qui leur importe, c'est de collectionner les exemples et de les compter — la collecte et le nombre qui n'ont rien à faire avec la justice — et de déclarer tout ce qui se répète suffisamment comme norme obligatoire.

Pour les deux méthodes, rien ne compte donc que la métaphysique et la mathématique, ce qui devrait être naturellement ou statistiquement, et non point moralement.

De la sorte, et comme ce qui devrait être « naturellement » ou « statistiquement » ce qu'on démontre

conforme à la nature de l'Etat, et ce qu'on constate existant, ne représente en dernière analyse que le désir de la volonté de l'Etat, et comme ce dernier se trouve libéré de toute considération morale et ne respecte pour se limiter que la force, le D.I. est devenu, comme on l'a vu ailleurs, le droit de la force, de l'injustice et de l'immoralité, ou selon M. Ralston, une « cristallisation des mauvais procédés » (op. cit., p. 61). Et rien de mieux pour préciser cette vérité que les modes les plus importants de transmission des biens, de transformations des Etats, et les conceptions concernant la guerre et la neutralité. Les deux méthodes, — naturelle et positive — y admettent comme légitimes des procédés des plus condamnables (conquête, occupation, colonisation, baux, etc.) comme « droit » la guerre, comme « légale » toute guerre déclarée par un souverain, et devant laquelle personne n'a le droit de s'ériger en juge de sa conduite juste ou injuste, mais a uniquement le « droit » de faire la guerre avec lui, contre lui, ou de rester « neutre ».

Trompeuses et superficielles, car en traitant les problèmes internationaux les plus importants, elles s'occupent beaucoup moins des réalités et des origines que des abstractions et des apparences. En traitant, par exemple, les problèmes relatifs à la paix, elles nous affirment que l'inefficacité du D.I. et l'instabilité de la paix sont dues à l'imprécision du D.I., au peu de règles qu'il contient, à l'absence de juge, au manque de confiance, à la faiblesse de la morale internationale à la fois chez les peuples et surtout chez les gouvernants et que, pour les rendre efficaces et stables, pour diminuer les armements et organiser la S.I. etc. il suffirait de « rétablir » la confiance, renforcer la morale et de réunir les « Etats » — considérés abstraitement identiques l'un à l'autre —

dans une ou plusieurs conférences, et les mettre d'accord, en bloc ! pour codifier, développer, améliorer, voire reconstruire le D.I., établir la justice obligatoire, diminuer les armements, etc.

Codifier le D.I., établir la justice obligatoire, restaurer la confiance, renforcer la morale, voilà ce qui constitue, pour un très grand nombre de publicistes, les remèdes efficaces à l'état actuel des choses, ou, faisant défaut, les causes de l'échec du D.I. et l'instabilité de la paix.

Or, quiconque regarde de près, peut constater facilement que ces « causes si importantes » n'y sont pour rien, ou mieux, qu'elles sont les *signes extérieurs* de l'existence des obstacles très puissants (des antagonismes, v. Livre I) existant entre ou dans les Etats considérés, non abstraitement, mais *objectivement*, et rendant impossibles, tant qu'elles existent, toute construction ou confiance internationales, et que le jour où celle-là (la paix) sera réalisable, cela sera grâce à leur disparition ou à leur affaiblissement, car la bonne tendance de ces causes subordonnées (ces effets) est en raison inverse de la puissance de ces obstacles.

Ces causes ne sont donc pas des causes originales, mais apparentes, tout à la différence de ce que les méthodes « trompeuses » actuelles nous les montrent.

La raison principale de cette tromperie, de cette simplification démesurée des problèmes internationaux, de leur traitement erroné et puéril, réside, avant tout, dans ce *dualisme* aveuglant qui, ayant séparé par des cloisons étanches les vies nationales et internationales empêche de voir ce qu'il y a de réel sous ces abstractions et pousse à croire que ce qui se déroule dans l'Etat n'influe pas sur le D.I., pour aboutir à un *dédoublement* du plus faux des phénomènes, en supposant comme différentes, les

vies, les problèmes, les organisations intérieurs et extérieurs, tandis que la vérité est tout autre. Car elle nous met devant une loi de réciprocité, très générale, et devant la similitude très marquée, comme l'a très bien montré M. Scelle entre tous les phénomènes intersociaux, simples et complexes, étatiques ou internationaux.

One-sided ou exclusivistes, en ce double sens qu'elles étudient les problèmes internationaux, principalement des points de vue *juridique* et *étatique*, pour la conservation et la sauvegarde de l'intérêt des Etats.

Par contre, elles n'examinent pas les aspects économiques et politiques des problèmes, et elles négligent les intérêts de la communauté internationale, et plus encore, ceux de l'homme.

Les principes de la souveraineté, de l'égalité, de la guerre et de la neutralité, par exemple, doivent être, nous disent les publicistes naturalistes et positivistes, conservés, pourquoi ? Parce que, sans eux, les Etats, comme tels, ne peuvent exister juridiquement, ni sauvegarder « leurs intérêts ». Voilà leur seule, ou du moins, leur principale réponse, car si l'on voulait trouver, dans les travaux de ces publicistes un autre argument extra-étatique suffisant à des questions comme celles-ci : ces droits fondamentaux sont-ils conformes à l'intérêt de l'homme ? de la communauté internationale ? garantissent-ils une vie économique et sociale stables à l'homme ? permettent-ils le découlement ordinaire des vies intérieures et extérieures ? nous n'y trouverions aucune réponse détaillée ou satisfaisante dans la plupart des cas. Car ce qui leur importe, quoiqu'on les appelle internationalistes, c'est l'intérêt juridique de l'Etat, non celui de la société internationale, ni moins

encore, celui de l'homme, ni même les intérêts économiques et définitifs de cet Etat.

SECTION 2. — *La Nouvelle Méthode d'étude*

Les méthodes dominantes du D.I. étant ce qu'elles sont : immorales, trompeuses, superficielles, et *one-sided*, il va sans dire que celui entendant construire un vrai droit international, ne peut pas accepter des méthodes aussi fausses que celles-ci, car pour élaborer un vrai droit, il faut, avant tout, une vraie méthode scientifique.

Par conséquent, pour étudier scientifiquement les problèmes internationaux, pour préparer l'œuvre de la reconstruction du D.I., une nouvelle méthode d'étude s'impose. Une méthode qui doit être le contraire de celles des naturalistes qui, laissant de côté les faits et les évolutions humaines, font, pour ainsi dire, une œuvre de romancier et de physicien ayant pour tâche la découverte des conditions de vie de non-terrestres ou l'élaboration des lois régissant les non-vivants. Car elle doit être, avant tout, *objective et historique*, partant de l'examen des faits dans les temps et dans l'espace, étudiant attentivement les phénomènes intersociaux, tenant compte de leur évolution, cherchant à comprendre les causes de cette évolution, pour en déceler les motifs originaux et en tirer les enseignements nécessaires. Une méthode qui ne doit accepter, dans cet examen, aucun préjugé, et rejeter ce dualisme fictionnaire, pour pouvoir pénétrer partout et toucher de tout près ce qui est réel et original.

En ce qui concerne tout particulièrement les règles du droit, la nouvelle méthode doit certainement rechercher les pratiques entre les Etats, savoir

leur origine et leur portée, et les classer, mais une fois cette recherche terminée, elle ne doit pas se réduire à la manière des positivistes en une machine additionnatrice, proclamant sans autre examen que le mathématique, toute pratique comme règle ou loi internationale, et oubliant toutes considérations qui étaient et restent à l'origine de tout droit.

A la vérité, ce qu'il faut faire, une fois l'examen des faits terminé, c'est de se rappeler que le but premier de tout système du droit, c'est d'assurer à l'homme « la paix » car sans cette paix, un droit n'a pas sa raison d'être ; que tout ce qui est injuste rend pratiquement cette paix impossible ; que, en ce qui concerne notre époque, toute règle ne s'inspirant pas de l'interdépendance internationale, constitue un véritable obstacle au progrès de la coopération, et partant, de l'affermissement de la paix.

Aussi tout usage doit être étudié, avant de le proclamer règle ou loi internationale de ce triple point de vue : de la *paix*, résumé de l'aspiration de l'humanité ; de la *justice*, et de l'*interdépendance*, conditions de cette paix.

Par conséquent, toute pratique anti-paix ne saurait, en aucune façon, être érigée en loi internationale (1). La guerre, par exemple, doit rester « en dehors de la légalité », tout simplement parce qu'elle est contre l'aspiration de l'humanité, pour la destruction de la vie — c'est un meurtre (2) — des biens et du bonheur de l'homme. Il en est de même de tout procédé, immoral ou injuste, quelle que soit la solidité de l'usage qui l'établit car « la notion du bien et du mal n'est pas fonction de la dimension et du

(1) Outre l'exécution forcée.

(2) V. Ralston, op. cit., p. 31, 34, 44, p. 25; v. p. 120 et 174.

nombre » (3). C'est pour cette double raison que la conquête, l'occupation, la colonisation, doivent être mises « hors la loi » ; c'est pour cela également que « la coutume de tuer et de manger l'ennemi fait prisonnier a pu être générale pendant des millions d'années, mais elle ne s'est jamais élevée à la dignité de loi » (3).

Dans l'appréciation de ce qui est juste ou injuste, moral ou immoral, on doit suivre la même moralité partout, — celle « d'un *bon citoyen* » comme l'a bien dit M. Ralston (174), tout ce qui est injuste, contraire à l'honnêteté, pour l'homme, doit être considéré ainsi à l'intérieur et à l'extérieur de l'Etat (3). Le meurtre et le vol devront être considérés toujours les mêmes, soit qu'on les appelle guerre ou colonisation, soit qu'ils soient commis par un individu gouverné ou gouvernant. Partout, devrait s'exercer le monisme : dans l'examen des phénomènes, dans l'appréciation de ce qui est juste, de ce qui doit être fait, etc. Peu compréhensible donc, l'opinion de tant d'auteurs qui disent, avec M. Alvarez, que les éléments de la morale individuelle « sont inapplicables aux Etats, que la conception contraire « est inacceptable » car ce faisant, les internationalistes encouragent, peut-être sans le savoir, tout ce qui est injuste, et partant, tout ce qui est violent.

La pratique, la règle qui peuvent donc être proclamées comme loi internationale, ne peuvent être autre que la règle ou la coutume « basée sur un principe moral » (Ralston, p. 26), la coutume pacifique s'inspirant de la solidarité. Car, à l'époque où nous vivons, il des plus nécessaires de répéter sans se lasser avec M. Duguit que « si l'homme veut vivre, il doit conformer ses actes à la solidarité sociale » ; il ne

(3) V. Ralston, op. cit., p. 31, 34, 44, p. 25; v. p. 120 et 174.

doit ériger en règle que tout ce qui est solidaire, pour écarter tout ce qui est antagonique.

Enfin, en étudiant un problème quelconque, une règle, on doit toujours l'examiner de tous les points de vue, tant juridique, économique, politique, etc. que du point de vue des intérêts véritables de l'individu, de l'Etat et de la société internationale. Une solution ou une pratique, si convenables soient-elles aux gouvernants et à la conservation juridique de l'Etat, ne sauraient être adoptées si elles rendent des plus difficiles l'existence économique de l'Etat, ou encore si elles mettent en péril l'existence des hommes, ou conduisent à l'impossibilité d'une vie commune, organisée, à un bon fonctionnement entre les peuples.

En résumé, à l'encontre des anciennes méthodes naturelle et positive, la nouvelle méthode d'étude doit être objective et historique, examinant les problèmes sous tous leurs aspects, pénétrant partout pour trouver le réel et le bon, et ayant pour étalons d'appréciation la paix, la justice et l'interdépendance.

CHAPITRE II

LA NOUVELLE CONCEPTION, LA NOUVELLE BASE ET LES FONDEMENTS JURIDIQUE ET PHILOSOPHIQUE DU D.I.

SECTION 1. — *Critique de sa conception actuelle*

Le D.I. étant, du point de vue scientifique, le produit des méthodes indiquées au chapitre précédent, il n'est pas surprenant que la conception que les naturalistes et les positivistes en font contienne les mêmes défauts que ces méthodes elles-mêmes et soit sujette aux mêmes critiques. Car telle qu'elle est — selon les uns et les autres — et comme on l'a vu ailleurs (v. Livre I) elle est étroitement juridique : négligeant les aspects politiques et économiques de la vie internationale, manifestement étatique : ayant en vue l'Etat et non point l'individu, ni même la communauté internationale dont elle emprunte le nom tristement « amoral » : ne comportant aucune obligation ni ne faisant allusion à la moralité ou à la justice.

Bien plus, elle ne fait aucune mention, et malgré tout ce qu'on en dit parfois, de la paix, car elle se contente de dire que le but du D.I., c'est de sauvegarder les droits et les intérêts des Etats, c'est de rechercher, de sérier et de classer les règles auxquelles les Etats ont donné leur consentement tacite ou explicite ; c'est de régir les rapports entre eux.

A la lire, on est enclin de croire qu'on est en face d'un système n'ayant rien à faire avec les individus, avec la paix, et même avec la vie internationale, car elle ne fait mention, elle ne s'occupe que de l'Etat. Une telle conception est des plus critiquables, tout d'abord parce qu'elle dissimule, toujours à cause de ce dualisme très erronné, la véritable nature et le vrai but du D.I. Elle pousse à croire que la fin de ce droit, c'est l'Etat, tandis qu'il n'en est rien, puisque la fin ultime, la « vraie fin » du droit international, c'est l'homme. C'est pour lui, pour garantir son existence, pour rendre possible sa vie, la conservation des biens utiles à son existence, que les savants ont pensé à ce droit supérieur, en lui donnant pour tâche l'établissement de la paix entre groupements humains. Ensuite, parce que mettant en vedette le rôle joué par l'Etat dans l'élaboration du D.I., en insistant sur la nécessité de lui sauvegarder ses droits fondamentaux, elle néglige, précisément, à un moment où la vie des hommes ne peut être garantie sans l'affaiblissement de l'Etat et le renforcement de la communauté des peuples, de démontrer l'importance de celle-ci, la nécessité urgente pour la vie de ces derniers de la réglementer et de l'organiser d'une façon suffisante.

Enfin, elle est des plus critiquables, car elle ne parle ni de la paix, ni de sa condition, la justice. Elle les passe toutes les deux sous silence, comme si le but du droit international pouvait être autre chose que la paix juste, ou comme si l'on voulait les faire oublier, étant donné que les pratiques interétatiques sont pleines d'injustice et de violence.

Tous ces défauts et critiques nous ayant montré que la conception actuelle du D.I. est trop peu convenable, voire inacceptable, il est nécessaire d'en élaborer une autre, n'en possédant, autant que pos-

sible, aucun, et, par contre, englobant tous les éléments reflétant le vrai visage du droit des gens.

SECTION 2. — *La Nouvelle Conception du D.I.*

Selon M. Alvarez, elle doit être bien plus large que ce qu'elle n'est actuellement. « Le droit international, nous dit-il, doit être considéré comme un système à la fois politique, économique, juridique, psychologique et moral, qui a pour but d'organiser la communauté des nations, de mettre en avant et de veiller aux intérêts généraux de celle-ci, de régler les rapports entre ses membres (droit), ou de tracer des orientations à leur conduite (politique) sur la base de l'interdépendance... » (1).

A notre sens, cet élargissement n'y suffit pas. Car s'il y fait rentrer la morale, la dynamique et insiste sur l'importance de l'interdépendance, il n'est pas moins clair qu'il lui manque bien des éléments des plus importants.

A la vérité, ce qu'il nous faut, c'est une conception comblant les lacunes de la présente conception, tout en montrant la vraie nature du D.I., une conception *humaniste*, s'adressant à l'homme, pour qui ce droit est fait, et non à l'Etat « simple procédé » au service de l'homme ; mettant en relief l'importance de la communauté des nations, la nécessité pour chacun et pour tous, de l'organisation et de la réglementation de la vie internationale, se donnant pour tâche directe l'établissement et le maintien de la paix, et s'inspirant de la justice et de la solidarité universelle.

Au surplus, et comme la paix générale ne peut

(1) *La Reconstruction*, p. 295.

être restaurée sans la reconstitution de l'Etat par le Droit des Gens, la nouvelle conception doit comprendre ce dernier élément. En d'autres termes, elle doit faire allusion et prendre en compte les leçons de trois espèces de la reconstruction du D.I. (reconstructions au sens très large, large, et étroit).

Aussi, sera-t-il souhaitable que les publicistes considèrent le droit international de l'avenir, comme ce « droit *premier* » ayant pour but *direct*, comme tant d'autres, d'assurer à l'homme, sa « *vraie fin* », la *paix juste*, au moyen de l'*harmonisation* et la conformation des régimes étatiques, la réglementation et l'*organisation* suffisantes de la vie internationale, sans laquelle aucune paix stable n'est possible, étant donné qu'elle dépend à la fois de l'harmonie existant entre et dans les régimes, et du règne de l'ordre dans toutes les sociétés nationales et internationales, et en s'inspirant de la justice, condition de toute paix viable, et de l'interdépendance, la loi imposante de notre époque.

SECTION 3. — *La Nouvelle Base du D.I.*

A l'heure présente, la base du D.I., c'est, comme nous le dit M. Alvarez, l'individualisme, c'est l'étatisme, son trait premier que reflète son mot d'ordre, son slogan « je veux l'Etat » (v. à ce sujet Livre I).

Or, étant donné que la vie moderne est internationale par nature, que le trait premier de la Société des Nations, c'est l'internationalisme, que le slogan de cette société, c'est « je veux la solidarité internationale », il est nécessaire d'appliquer le célèbre principe général islamique : « les règles se changent avec le changement des temps », en harmonisant le droit, l'image, avec les faits, les **reflétants**.

L'ancienne base doit donc être abandonnée, car elle est en contradiction directe avec les faits, au profit d'une nouvelle base. Elle doit être, à l'avenir, non point l'individualisme ou l'étatisme, mais, comme la veut M. Alvarez (2), l'interdépendance et la coopération, ou mieux encore l'*internationalisme*, en en comprenant l'*interdépendance internationale*, pour la distinguer de la nationale, qui doit lui être subordonnée car, pour parler comme M. Scelle, la solidarité globale, composée, prime les solidarités des éléments composants.

SECTION 4. — *Les fondements juridique et philosophique du D.I.*

Comme l'a constaté M. Alvarez, dans ses ouvrages, il existe à ce propos beaucoup de confusion dans les travaux des publicistes, car en employant les termes « fondement » ou « source » tout court, ils vous portent, sans distinction, tantôt au fondement philosophique, tantôt au fondement juridique.

A la vérité, nous nous trouvons en face de deux notions bien différentes : l'une concernant la *solidité juridique*, la force d'application d'une règle, d'un droit et l'autre est relative à la raison d'être, à la cause d'existence même de ce droit, du point de vue philosophique. Le droit national prend, par exemple, sa force d'application, dans son *fondement juridique*, dans le pouvoir constitutionnel des législateurs (Parlement et pouvoir exécutif) ; le droit international épuise cette force du consentement tacite ou explicite des Etats. Mais, quant à leur *fondement philosophique*, à leur raison d'être, il existe non dans ces

(2) Op. cit., pp. 293 et suiv.

pouvoirs ou ce consentement, mais dans d'autres facteurs ; elle provient, pour tout droit de la nécessité dans laquelle se trouvent les hommes vivant en société, d'avoir une règle de conduite commune, régissant leurs rapports, et organisant leur vie commune ; elle réside, comme le disent MM. Renault Vitoria, Suarez et encore d'autres (3) dans cette règle philosophique qui est « *ubi societas ibi jus* », ou dans cette vérité la traduisant et bien mise en lumière par MM. Duguit, Politis et Scelle, que le droit est un produit social, qu'il est d'origine biologique (4).

A la lumière de ces indications, il serait souhaitable de réformer le fondement philosophique du D.I., en complétant cette notion générale de sociabilité, de biologisme, par d'autres notions. On y devrait ajouter avec M. Politis « les besoins économiques » communs (5), les nécessités hygiéniques, c'est-à-dire que le fondement philosophique, ce serait, si je puis m'exprimer ainsi, outre cette véritable origine théorique générale qui est la sociabilité et le biologisme, l'économicité, l'hygiénisme et le pacifisme. En ce qui concerne le fondement juridique autocratique actuel, considérant les gouvernants seuls comme les législateurs souverains du droit international, il serait aussi nécessaire de le modifier, sinon totalement, du moins radicalement. Car, étant donné que celui-ci est le droit de l'homme, le touchant de très près, sans lui ce dernier ne peut s'assurer ni la paix, ni même la vie tout court ; serait-il indispensable que les individus (leurs délégués directs

(3) V. Nys, *Origines*, Renault, Introduction. V. aussi Fauchille, *op. cit.*, par. 1.

(4) V. Précis, Scelle.

(5) *Souveraineté*, p. 7.

et non leurs gouvernants) participassent directement et de façon définitive à l'élaboration de ses règles et à l'organisation de la vie internationale. Le système qui devrait être adopté, devrait être au moins celui appliqué par les Etats-Unis, ou par l'organisation internationale du travail où sont représentés à la fois les gouvernants et les peuples directement.

CHAPITRE III

LE PRINCIPE DE LA SOUVERAINETE (INDEPENDANCE) CRITIQUE ET RECONSTRUCTION DE CE PRINCIPE

SECTION 1. — *Critique et fausseté de ce principe*

Sans vouloir faire une critique systématique, ni vouloir rentrer dans les discussions théoriques interminables (1) qui ne manquent précisément pas à ce sujet, il me suffit de dire que le principe de la souveraineté, de l'indépendance est, à l'heure actuelle, *totalelement en contradiction avec les faits*, avec les conditions présentes de la vie humaine, de même qu'avec le but même de l'Etat, car il conduit, en dernière analyse, à l'impossibilité de l'accomplissement de la mission étatique. Ces affirmations (grâce à notre Livre I,) n'ont besoin que de peu d'explications.

*
* *

Pour commencer, disons que, dans les temps reculés, au début de la formation de l'Etat, alors que le monde ne connaissait pas la révolution industrielle, alors qu'aucune vie véritable n'existait,

(1) Pour la réfutation théorique de la souveraineté, je recommande parmi les ouvrages cités dans ce chapitre, La Souveraineté, Politis, pp. 11 et s.; Scelle, Précis.

les principes de la souveraineté, de l'indépendance, étaient aussi nécessaires que, grandement, en harmonie avec les faits. Les Etats vivant dans l'isolement, trait de ces époques lointaines, furent pratiquement indépendants et souverains à l'extérieur. A l'intérieur, (vu que le régime féodal les pouvoirs du pape et de l'empereur furent échoués dans le but d'assurer à l'homme la paix), une autorité nationale souveraine, au-dessus des seigneurs, indépendante de ceux-ci fut indispensable pour organiser un nouvel ordre pouvant lui donner satisfaction.

Aussi est-il exact de dire que, durant ces périodes, la souveraineté et l'indépendance « répondaient à quelque chose », à beaucoup de réel, car voulant se libérer de toute ingérence extérieure (Pape ou Empereur) et n'ayant en face de lui aucune société extra-étatique véritable, l'Etat « tel qu'il se constitua à la fin du xv^e siècle », ne pouvait avoir « d'autre limite que sa puissance, d'autre fin que soi-même (2). Dans ces conditions, il était très naturel que la conception de la souveraineté « s'impose au D.I. naissant » (3) et même très louable d'ériger des situations en harmonie avec les faits et les aspirations de tous en principes juridiques.

Mais plus tard, lorsque, avec l'avènement de la Révolution industrielle, l'Etat était définitivement établi et lorsque, à partir de la deuxième moitié du xix^e siècle, durant la phase internationale de celle-ci, la société internationale s'est transformée peu à peu,

(2) V. Emile Bourgeois, Manuel historique de politique étrangère, 1932, 2^e éd., t. I (1610-1789) sur l'origine de la souveraineté, v. p. ex. M. M. Duguit, Etat, t. I., surtout chap. V, sect. II, p. 328, et s.; Ralston, D.I.; De Lapradelle, Principes, 3^e leçon; Brierly, Règles, pp. 25 et s.

(3) Politis, Souveraineté, p. 12.

d'une coexistence d'Etat, ayant pour trait premier l'isolement, à un véritable communauté interhumaine, se caractérisant, avant tout, par l'interdépendance, à ce moment-là, l'ex-situation de fait : l'indépendance, commence à devenir et est devenue une situation de théorie, une anti-réalité.

Car, dans ce nouveau monde, l'Etat ne constitue point une unité indépendante, mais uniquement, comme l'a dit M. Brocard (4), une section englobée dans une unité beaucoup plus large — la S.I. — et qui, selon la très exacte remarque de M. Beourgeois, ne peut plus chercher à vivre « en dehors du réseau d'actions qui l'environne de toutes parts » (5), ni chercher ses normes en dehors des conditions générales.

Dès lors, et comme le D.I. conserve encore l'essentiel des notions anciennes (6), une contradiction évidente pour tout internationaliste sans préjugé, s'est établie entre la théorie et les faits, et qui ne cessait de s'accroître avec le temps. Contradiction que M. Fauchille exprime en ces termes : il y a dans la société internationale actuelle, nous dit-il, « *la dépendance* des peuples au point de vue des intérêts économiques, intellectuels et moraux, *l'indépendance* et l'égalité respectives des Etats au point de vue politique » (7).

Ainsi, à l'heure présente, la souveraineté, l'indépendance, n'existent pas en fait, sont devenues des notions entièrement fausses. Elles sont, pour employer les très belles formules dont M. Politis se sert « rien que des dogmes et des fictions », des « écrans qui

(4) V. Livre I.

(5) Solidarité, pp. 82, 83.

(6) V. Livre I.

(7) *Op. cit.*, part. 1.

voient la réalité » et qui « ne répondent à rien de réel » (8).

SECTION 2. — *L'échec de l'Etat souverain
et indépendant*

Bien plus, ces notions de la souveraineté et de l'indépendance ont conduit, depuis la naissance d'une vraie vie internationale et interhumaine, et conduisent encore à l'impossibilité de l'accomplissement de la tâche de l'Etat. Car, tel qu'il est aujourd'hui, ou mieux tel qu'il veut rester, indépendant et souverain, l'Etat est-il capable à lui seul d'assurer à l'homme son bien suprême ? Peut-il lui donner la paix ? ses lois, ses organismes, peuvent-ils lui garantir vie et bien ? Peut-il mettre de l'ordre dans sa vie sociale, économique et financière ? N'est-il pas exposé, tant qu'il entend s'entêter dans sa soi-disant indépendance, aux pires dangers, à des menaces de guerres permanentes, à des guerres, et partant, au bouleversement total de sa vie économique et financière qu'il s'applique tant et vainement à organiser, et à l'extermination des vies, des énergies et des biens, soit à cause des armées et des armements permanents, soit à cause des guerres même ?

L'Etat, ce « simple procédé » (Politis) ce simple « moyen ou institution destiné à servir les intérêts humains » (de Lapradelle) peut-il encore, comme tel, y arriver tout en voulant rester indépendant et « souverain » ?

Evidemment et certainement non. « L'homme, ses droits et ses devoirs, nous dit M. Ralston, ont

(8) V. Souveraineté, p. 20, p. 10 et p. 5.

disparu sous l'entité nationale » (9). L'idée de l'Etat, de patrie, ajoute M. Duguît « a fait couler trop de larmes et de sang » (10). Les faits, la loi de réciprocité des ordres, les théories de l'antagonisme et de l'harmonie sont aussi là pour attester la véracité de ces assertions et pour montrer la nécessité urgente et impérieuse de transformer l'Etat en lui ôtant ce faux vêtement, celui de l'indépendance et de la souveraineté, tissé par des théoriciens, qui vivaient dans une société tout autre que la nôtre, pour des Etats pratiquement indépendants, mais que, cela est incompréhensible, des théories modernes, constatant l'interdépendance et la naissance d'une véritable communauté des nations, à la manière de Fauchille et d'Alvarez (11) veulent, comme ceux-ci, les conserver pour des soi-disant buts pratiques ou utilitaires, tandis que toute utilité pratique, ayant en vue le bien de l'homme, ne peut résider que dans l'abolition pure et simple des principes faux et gênants. Ces principes sont, du reste, tellement faux qu'il est vraiment peu de publicistes contemporains qui veulent les conserver intégralement, et osent le faire ouvertement, comme l'on fait par exemple MM. Fauchille et Renault (12).

Par contre, un très grand nombre d'internationalistes modernes, proclament leur foi dans leur « irrémédiable ruine » (13) et les considèrent, ou bien comme totalement périmés, ou bien admettent la nécessité

(9) V. D.I., pp. 166 et 167.

(10) V. Etat, t. I, p. 78.

(11) M. Alvarez veut conserver, lui aussi, les notions de la souveraineté et de l'interdépendance. V. par ex. la Reconstitution, la Codification, 1912; le projet de la déclaration du D.I., Codification, 1931, article 25, titre 4.

(12) V. Livre I, et l'Introduction de M. Renault.

(13) Politis, Souveraineté, p. 7.

de leur transformation d'une façon plus ou moins radicale. Parmi ces derniers, on doit mentionner MM. Duguit, Politis, Scelle, Dupuis, Strupp, Pillet, Jitta et Verdross (14).

Quoiqu'il en soit, étant donné qu'elles sont en contradiction directe avec les faits, et ne pouvant que gêner et remettre en échec l'Etat, dans l'exécution de sa tâche, une chose certaine s'impose à tout internationaliste *vraiment réaliste*, et soucieux du bien commun, du bien de l'homme, de l'Etat, et de la communauté internationale, à savoir : l'harmonisation du droit et des faits, par l'abolition de la souveraineté et de l'indépendance, en lui substituant une notion juridique s'accordant avec les conditions et les exigences de la vie moderne.

SECTION 3. — *La hiérarchie des existences*

Des auteurs éminents, comme on vient de le voir, résiste à toute abolition, à toute modification des principes de la souveraineté et de l'indépendance, et même à la modification de toute règle, pouvant affaiblir ou réduire, en quoi que ce soit, leur portée. Mais, chose étrange, si l'on enquête, la raison de cette résistance, on la trouve presque uniquement dans leur désir de conserver ces principes mêmes. Car, si vous parlez par exemple, de la nécessité de l'intervention, afin de faire respecter le D.I. violé par un Etat quelconque, ou de celle de la modification de la règle de l'unanimité pour rendre organisable,

(14) V. Duguit, l'Etat; Scelle, Précis ; Politis, op. cit., qui cite les opinions de M. Pillet et Verdross; V. aussi Fauchille, t. I., part. 1., p. 430 et s. qui cite M. Jitta, et surtout v. Alvarez, Reconstruction, p. 201 et s.

réglementable et fonctionnable, la vie internationale, ils vous répondent avec M. Renault que ce faisant « l'indépendance et la souveraineté des nations ne seront plus que des chimères » (Introduction, pp. 22 et s.) ou avec M. Fauchille, que l'indépendance de l'Etat sera atteinte (part. III, p. 245). Certes, ce dernier y fait rentrer, d'une façon indirecte, un autre élément qui est les différences existant entre les régimes qui doivent sans doute, et comme on l'a vu déjà, se conformiser.

Mais, somme toute, il semble au lecteur que ce que ces auteurs ont en vue, c'est uniquement l'Etat, qu'ils entendent, à tout prix, conserver.

L'existence de l'Etat, l'Etat, voilà ce qui leur importe... L'homme, son existence, la communauté internationale, ils l'oublient, ils ne les voient même pas.

Cette manière d'argumentation est, selon nous, très regrettable. Car, ce faisant, ils considèrent pratiquement l'Etat, non comme un moyen, comme un procédé, mais comme une fin en lui-même. Ils oublient que, dans toute question, quelle qu'elle soit, on doit faire rentrer en ligne de compte l'existence des hommes, la conservation de leurs biens, la paix, condition de l'une et de l'autre et se rappeler que l'Etat n'est constitué que pour les assurer.

Ils oublient que dans une contradiction quelconque, entre un procédé, une règle et la vie des hommes, on doit, sans hésitation, opter pour cette dernière car tout droit doit tendre vers « la satisfaction des individus » « non vers celle de l'abstraction de l'Etat » (De Lapradelle, cité par Politis, p. 7, Souveraineté) et car il est de règle que l'existence des hommes prime l'existence des procédés, de la souveraineté, de l'indépendance, ou même de l'Etat. Par conséquent, toute objection venant de la même source,

s'appuyant sur une telle argumentation, doit être considérée comme inacceptable et rejetée sans hésitation ni besoin de s'y casser la tête. Car il suffit d'y répondre à la manière de M. Duguit (15). « Qu'importe qu'il n'y ait pas de souveraineté, d'indépendance » si avec elle, l'existence même des hommes n'est pas assurée et si c'est seulement par leur modification, voire par leur disparition que celle-ci pourra l'être ?

* * *

D'autres auteurs éminents, contemplant l'absence de toute autorité super-étatique, considèrent la souveraineté et l'indépendance, non comme une institution de théorie, mais de fait. M. Basdevant nous dit par exemple que celle-là est « une situation de fait », est « une corrélatrice du fait » (16). A la vérité, il s'agit là d'un fait officiel, d'une apparence trompeuse, reposant non point sur les faits effectifs, mais uniquement sur la volonté rebelle des gouvernants, qui ne veulent pas perdre un pouce de leur autorité, s'obstinant dans leurs anciennes pratiques et s'abstenant de toute action pouvant les modifier. Il s'agit donc là d'une *volonté* s'entêtant à garder, à maintenir une situation du droit, en contradiction directe avec les faits, car comme le remarque M. Brierly (17) la souveraineté totale, outre qu'elle n'a jamais existé en fait, existe beaucoup moins encore à l'heure présente, où l'interdépendance rend dépendants les Etats les uns des autres et oblige chacun d'eux, avant de prendre une décision quelconque, de faire rentrer en ligne de compte, tant d'éléments qui sont totalement ou partiellement en dehors de sa puissance « souveraine ».

(15) V. Etat, t. I, p. 324.

(16) Règles, pp. 107 et s., p. 177.

(17) V. Règles pp. 25 et s.

SECTION 4. — *Par quoi remplacer la souveraineté*

La notion de la souveraineté étant objectivement inacceptable, il est nécessaire d'en trouver une autre qui soit en harmonie avec les faits, d'où elle doit être tirée.

Pour y arriver, on doit examiner les conditions actuelles de la vie internationale et interhumaine car, comme nous le dit M. Bourgeois, « c'est de l'association de fait préexistante qu'il s'agit de dégager les conditions de l'association de droit », ou, comme l'enseigne M. Fauchille, c'est « cette communauté *de facto* inévitable qui doit être transformée en une situation juridique, *de jure*, fortement établie » (19).

Seulement, ce qui est difficile, c'est de découvrir le véritable sens des faits, c'est de trouver une notion juridique s'y accordant, sans se laisser entraîner par des préjugés ou égarer par des spéculations pures et arbitraires, car il est très facile de les interpréter à sa manière, ou de telle ou telle façon différant beaucoup entre elles et pouvant en même temps ne pas s'harmoniser avec les faits.

Le meilleur moyen pouvant nous en faire échapper, c'est, à notre avis, de se guider par les indications que nous donnent les nouvelles tendances du D.I. qui ne sont pas, comme le remarque M. Politis à juste titre « de simples compléments d'un droit bien établi, mais les *indices d'un droit nouveau* » dont elles « fournissent les fondements » (20).

Aussi est-il nécessaire de rappeler qu'en gros, celles-ci tendent à la limitation de la souveraineté, à

(18) Solidarité, p. 92.

(19) *Op. cit.*, part. 1.

(20) Les Nouvelles Tendances, avant-propos et p. 17.

l'augmentation, de plus en plus croissante, du domaine international, aux dépens de celui de l'Etat, à l'uniformisation des législations, dans des matières des plus importantes, à l'établissement d'une organisation internationale, politique, administrative et juridique, et à l'égalisation des nationaux et des étrangers, soit en interdisant à l'Etat d'établir des différences entre eux, uniquement à cause des différences de nationalité, soit en essayant d'accorder aux hommes « la faculté d'exercer directement certains droits à l'encontre d'un Etat, sans l'intermédiaire de l'Etat dont ils sont les ressortissants » (Alvarez) (21), c'est-à-dire au moyen des déclarations internationales du droit de l'homme, national ou étranger.

Il en ressort que le Nouveau Droit des Gens tend à ne plus considérer l'Etat comme souverain ou indépendant dans la direction de toutes ses affaires intérieures ou extérieures, étant donné, comme le remarque M. Politis, en traduisant Puffendorf, que la souveraineté est « une notion exclusive de toute restriction » (Nouvelle Tendence, 22), et que le D.I. tend à limiter sa liberté d'action à une allure méthodiquement croissante, soit par des conventions législatives internationales, soit en essayant de garantir les droits de l'homme, soit en réglementant plusieurs problèmes appartenant jadis au domaine réservé, ou en uniformisant les législations les concernant, soit en essayant de placer l'Etat sous la surveillance et le contrôle de l'organisme international.

Dans tous ces cas, on surveille la naissance d'un Nouveau droit s'occupant directement de l'homme, considérant les Etats comme des organes qui, s'ils possèdent une grande liberté d'action, ne doivent pas moins se limiter dans l'exercice de leur pouvoir et la

(21) Reconstruction, p. 201 et s.

direction d'un grand nombre de questions fondamentales par les règles croissantes qu'il établit.

En d'autres termes, l'analyse des Nouvelles Tendances du D.I. nous indique que les Etats se trouvent devant le noyau d'un Droit Constitutionnel International, ayant l'homme pour sujet et possédant des organismes les contrôlant, des règles régissant des aspects essentiels de leur vie intérieure et extérieure et leur donnant droit à une certaine liberté d'action — une certaine *compétence* — vaste pour le moment, mais qui ne cesse de se serrer et de diminuer avec le temps.

Voilà l'indication précieuse que les Tendances nous fournissent; les Etats ont, non point un droit de souveraineté ou d'indépendance, mais *une certaine compétence, vaste actuellement, mais qui va de plus en plus en diminuant.*

A ce résultat capital, auquel l'analyse du Nouveau Droit des Gens nous a conduit, plusieurs internationalistes éminents y sont parvenus, soit au moyen de l'examen direct des faits ou du D.I. en général, soit au moyen du raisonnement théorique.

« L'analyse du D.I., nous dit M. Verdross, montre que, par souveraineté, on entend une certaine *compétence* particulière possédée par les Etats sur la base du D.I. » (22). « La prétendue indépendance, affirme M. Pillet, n'est autre chose que le pouvoir de se limiter librement dans les limites fixées par le D.I. » (22).

« La prétendue indépendance des Etats, ajoute M. Politis, n'est autre chose que le pouvoir de se mouvoir librement dans les limites fixées par le droit. C'est une certaine compétence particulière (qu'il appelle liberté) possédée par les gouvernants. » (23).

(22) Cité par M. Politis, *Souveraineté*, p. 20, 21.

(23) *Les Nouvelles Tendances*, p. 24.

« La souveraineté *territoriale*, ajoute M. Basdevant, est essentiellement une compétence. » (24).

C'est là, comme il me le semble du moins, l'opinion de M. de Lapradelle qui, dans l'un de ses projets, définit ainsi la position de l'Etat :

« Art. 7. — Une société des Etats dont les membres oublieraient que, si l'individu est subordonné à l'Etat dans la cité, l'Etat, dans le monde, n'est qu'un moyen, en vue d'une fin : la perfection de l'humanité manquerait essentiellement à son devoir. » (25).

Mais, parmi tous les auteurs dont j'ai eu l'honneur de connaître les ouvrages, c'est à M. Scelle que revient la place première dans ce domaine. En effet, dans ses études générales (26), il a prouvé que ce que l'Etat possède, c'est tout simplement, et tout comme les autres groupements humains, une compétence qu'il a bien mise en lumière et dont quelques-unes de ses idées seront énoncées par la suite.

SECTION 5. — *La Compétence, l'Etat et le D.I.*

La compétence, c'est, selon M. Scelle, cette « fonction sociale », ce « pouvoir conféré aux individus (aux unités) membres de la société (globale, composée) d'émettre des actes de volonté qui se réalisent dans le milieu social » (27). Appliqué aux Etats, c'est ce pouvoir que leur confère la communauté internationale, d'émettre des actes de volonté, limités par le droit des gens et en principe valables et exécutables dans le domaine étatique.

(24) Règles, p. 147.

(25) Cité par Fauchille, t. I, part. 1, p. 758.

(26) V. notre Bibliographie, à ce sujet, et la section suivante.

(27) V. Cours, 1936, pp. 18 et s. ; et Précis, part. 1, pp. 7 et suiv.

Avec cette notion, les Etats perdent cette fiction de pouvoir absolu, de volonté illimitée, et d'indépendance complète pour redevenir ce qu'ils sont « des circonscriptions politiques » (Scelle) (28), *des ressorts* d'administration générale, et pour reprendre leur vraie place de « charnière, d'intermédiaire » (28), celle des unités composantes devant se conformiser à un ordre supérieur, tout en ayant le pouvoir de se mouvoir librement dans ses limites.

Leurs frontières deviennent ce qu'elles sont actuellement en fait, des limites de compétences et non, comme on les considère à tort, des bornes, des murailles, séparant des entités prétendument souveraines et libres, car elles ne peuvent pas, en fait, séparer grand chose, et là où elles y parviennent, elles le font au détriment du bien-être et du bonheur de leurs citoyens.

Dans ce cas, la souveraineté, « la compétence de sa compétence » ne disparaît pas, mais elle « appartient, comme le veut M. Jitta, au genre humain » (29) à la communauté internationale et interhumaine. Il en résulte qu'à l'avenir, la mission principale du D.I. sa fonction essentielle (30) (Scelle), sa « fonction fondamentale » (Brierly) (31) sera, non point de proclamer comme principes premiers ces droits périmés : la souveraineté et l'indépendance, mais de « conférer, répartir et délimiter les compétences et de contrôler la légalité de leur exercice (32).

Il aura, non seulement à organiser la S.I. et établir des règles normatives, régissant les rapports internationaux et interhumains, ou harmonisant les Etats,

(28) Scelle, *Droit Constitutionnel*, p. 509.

(29) Cité par Fauchille, *part. 1*, pp. 430 et s.

(30) *Précis*, *part. I*, pp. 7 et s.

(31) *Règles*, pp. 15 et s.

(32) *Précis*, p 81.

mais encore à désigner, d'une façon assez claire et hiérarchiser les compétences respectives des Etats et de la communauté des gens.

Dans ces limites, les Etats auront à utiliser librement leurs droits; ils y auront un pouvoir discrétionnaire, mais pour en supprimer les abus, il sera indispensable d'établir, comme partout ailleurs, des organismes contrôlant l'exercice, de les munir de procédures et de prévoir les sanctions nécessaires.

CHAPITRE IV (1)

LES DROITS A LA GUERRE ET A LA NEUTRALITE CRITIQUE ET RECONSTRUCTION

SECTION 1. — *La superficialité des définitions de la guerre*

Pour montrer la véracité de cette supposition, pour en convaincre le lecteur, il nous suffit de citer quelques définitions.

« La guerre, nous dit Vattel, est cet état dans lequel on poursuit son droit par la force » (2). C'est, selon M. Lawrence, « un recours à la force publique entre Etats, avec la volonté de rompre les relations pacifiques, pour y substituer les rapports des hostilités. » (3).

Mêmes conceptions de M. Renault et jusqu'à un certain point, de M. Fauchille, d'après lequel elle est « l'acte politique par lequel les Etats recourent à la lutte armée et demandent à cette lutte de décider lequel d'entre eux, étant le plus fort, pourra, en raison de sa force, imposer sa volonté aux autres » (4).

(1) Touchant de tout près le problème de l'organisation de la S.I., les principes de l'égalité et de l'unanimité seront traités brièvement dans la partie II de ce livre II.

(2) *Op. cit.*, et livre I.

(3) *Op. cit.*, p. 340.

(4) Renault, *La guerre*; Fauchille, t. II.

La guerre est donc, toujours cet « état de force » et « recours à la force » par lequel on poursuit son droit, on veut rompre les rapports pacifiques ou imposer sa volonté.

Ces définitions sont-elles exactes ? Montrent-elles d'une façon suffisante la vraie nature de la guerre ? La mettent-elles dans sa propre place ? Nous ne le croyons pas, car toutes ces définitions, en présentant la guerre, non comme un élément dans un ensemble, mais comme un *fait isolé*, dissimulent son vrai visage et embrouillent le problème de la paix en la simplifiant à l'excès, et car, plus clairement encore, en parlant de « droit », de rapports pacifiques, d'hostilités et même de volonté, sans mettre en relief ou insister sur la liaison étroite existant entre cet état de force et la politique, elles ont abouti fatalement à créer cette croyance fausse que la guerre est tout autre chose que la diplomatie ou la politique (et vice-versa) et que, pour supprimer celle-là, il suffirait de prendre quelques mesures des plus superficielles et pratiquement impraticables (justice obligatoire, codification, etc.).

Cette croyance, remarquons-le, se renforce davantage avec cette division rigide du D.I. en droit de la paix et droit de la guerre qui, du moins en apparence, établit une séparation imaginaire entre celles-ci et pousse à croire que les facteurs influant sur la conduite de la paix sont tout autres que ceux influant sur celle de la guerre. Cette manière de voir est très erronée, car c'est l'évidence même, la guerre n'est qu'une conséquence de la politique, et un dernier procédé ou refuge de la diplomatie. Aussi doit-on corriger ces définitions embrouillées de façon à faire apparaître, directement et clairement, et ce qu'est la guerre et sa place propre : du moyen et du résultat.

Pour cela, on doit reprendre la notion romaine considérant la guerre, comme « un moyen de gou-

vernement », « une application de l'art politique », ou mieux encore comme « la politique sous une forme nouvelle » (5).

On doit définir la guerre à la manière de M. Barthélemy d'après lequel : « la guerre, c'est la diplomatie qui se continue », ou à la manière de Lénine pour qui c'est « le prolongement de la politique, ou encore à celle du grand historien Clausewitz, pour qui (6), selon l'éminent professeur, « la guerre, c'est encore la politique étrangère, continuée les armes à la main », ou, selon le célèbre chef communiste, « c'est un simple prolongement de la politique par d'autres moyens (savoir violents) » (7).

Cette conception, c'est, soit dit en passant, celle inspirant le Pacte de Paris et la constitution de la République espagnole car ce qu'ils mettent hors la loi, c'est la guerre appliquée « comme instrument de *politique nationale* ».

Ainsi définie, comme la diplomatie qui se continue comme un simple prolongement de la politique, non par des moyens pacifiques, sous l'égide de la paix, mais par des moyens violents, de force, dans l'ambiance de la guerre, celle-ci se présente sous un nouvel aspect qui ne peut tromper personne, et qui conduit à ce que tout envisage le problème de la guerre et de la paix sous un nouveau jour. Car il est très facile de constater de prime abord que, pour supprimer ce malheur, on doit non seulement élaborer des procédés pour la solution pacifique des conflits, mais avant tout, rendre cette politique de l'Etat, cette diplomatie, une diplomatie pacifique, on doit harmoniser l'Etat, le construire favorablement et harmonieusement.

(5) V. Nys, D.I., t. I, p. 226.

(6) La conduite de la pol. étr. p. 4 et p. 256.

(7) Lénine, Le krach de la II^e Int. p. 27, et la Révolution prolét. p. 75.

SECTION 2. — *Le « droit » à la guerre*

La généralité des auteurs classiques se donnant pour prétexte l'absence d'un véritable pouvoir exécutif I., mais ayant pour motif premier cette idée *a priori*, à savoir : la nécessité de la conservation de la souveraineté incompatible (8) avec toute organisation ou toute autorité suprêmes, ils ont cru nécessaire en même temps que de conférer à l'Etat ce droit le plus important de tous : de faire la guerre, de reconnaître tous ces agissements violents. Car s'ils nous disent que dans l'état actuel des choses, il est indispensable de légitimer le seul moyen par lequel les Etats peuvent, le cas échéant, contraindre un Etat rebelle de respecter les règles du droit, il n'est pas moins vrai qu'ils ont pratiquement abouti à la légalisation de tout acte de force (9).

Cette manière de faire, même si elle aurait pu être considérée comme raisonnable ou justifiable à l'époque où vivaient nos ancêtres ne saurait être acceptable de nos jours. *Premièrement* parce que, étant donné la transformation radicale et inouïe de la société internationale, d'une coexistence d'Etats en une véritable communauté, d'une ébauche de vie, en une vie suffisamment développée, il est contraire à toute stabilité, voire à toute continuité pacifique de cette vie (continuité indispensable à l'existence de chacun et de tous) de tolérer que, grâce à un soi-disant droit, les unités composantes puissent à tout instant et chaque fois qu'elles le jugent souverainement et subjectivement à propos, mettre fin à l'état de paix pour rendre des plus difficiles, non seulement l'exis-

(8) V. Politis, les Nouvelles tendances, p. 25.

(9) V. Livre I.

tence de leur nation, mais celle de l'humanité tout entière et, car dans de telles conditions, où le sort de l'univers est en jeu, une seule entité ne peut avoir aucun titre pour mettre individuellement en action un engin infernal affectant injurieusement la vie de tous les hommes.

Deuxièmement, parce que cette absence d'un gouvernement officiel, mondial, ou plus exactement, son état rudimentaire et insuffisant, est *précisément dû, non point, comme le reconnaît très adroitement M. Oppenheim, à l'impossibilité technique et pratique de sa réalisation* (10), *mais à la résistance même des gouvernants* ou à leurs conceptions anarchiques ou erronées et de ce qui est la limite de leur pouvoir et de ce qui est leur intérêt véritable et définitif.

Or, il est sans exemple qu'un malfaiteur voie ses abstentions condamnables, non seulement absoutes, mais prises comme bases par les juristes pour l'institution d'un droit lui donnant le pouvoir de continuer, tandis que leur devoir consistait, après avoir constaté l'existence de ce procédé contraire à la vie, d'exiger sa modification urgente, afin d'atteindre le but suprême : la paix.

Troisièmement parce que, étant donné que les classiques admettent pratiquement tout emploi de force par l'Etat et non uniquement celui de justicier, de vainqueur justicier, il est vraiment anti-droit de reconnaître comme légitime, non seulement l'exécution forcée : la guerre comme procédé d'exécution, mais comme moyen dynamique de transformation et de reconnaître tous les effets de la force. Car le but

(10) Dans son *The future D.I. Law*, l'éminent professeur se donnant pour exemple l'empire britannique, constate la possibilité technique et pratique d'un Etat mondial que, remarquons-le, il considère peu souhaitable.

suprême de tout droit, c'est de conserver la vie et les biens non en consacrant des pratiques les anéantisant, mais en les interdisant purement et simplement, sauf à les admettre là où elles sont absolument nécessaires, dans le rôle du vainqueur justicier.

Quatrièmement, parce qu'étant donné que les guerres (y compris les exécutions forcées) déclenchées par les Etats ne sont ni conditionnées, ni contrôlées, qu'elles sont, par contre, une tendance fatale à la self-provocation, que leur abolition, ou du moins leur diminution est possible lorsque, entr'autres, elles seront déclarées uniquement par un organisme central international et que, d'un autre côté, toute guerre est contraire à l'aspiration de l'humanité, il est des plus étranges que les juristes, tout en voulant élaborer un droit régissant et améliorant la vie des nations et tout en reconnaissant la nécessité de s'appuyer, dans leurs efforts, sur l'opinion publique mondiale, considèrent comme légitimes toutes les guerres, telles qu'elles sont entreprises, au lieu de les mettre en *bloc*, hors la loi, pour rendre difficile la position des Etats, et partant, pour accélérer le perfectionnement de l'organisation internationale, afin de diminuer leur nombre, et de réaliser l'idéal de cette opinion même; en mettant entre les mains de l'organisme central ce pouvoir terrible.

Toutes ces raisons, à savoir l'internationalité ou l'extraétatisme de la guerre, la faiblesse de base du droit de l'Etat à la faire, sa contradiction à la fois avec l'essence du droit et l'aspiration de l'humanité, montrent que la conception actuelle de la guerre est incompatible avec les exigences de la vie moderne, et doit être, par conséquent, reconstruite.

A mon sens, et guidé par les Nouvelles Tendances du D.I., surtout celles extraites du Pacte de Paris, à

l'avenir, le droit des gens doit considérer comme illégitime, comme crime, toute guerre déclenchée individuellement par les Etats. Par contre, seul légal sera considéré tout acte de force, entrepris pour l'exécution d'une décision, dûment décidée, par un organisme international compétent.

En d'autres termes, les Etats n'auront plus le droit de faire la guerre, quelle qu'elle soit : à but national ou international. Celui-ci sera délégué à la communauté des peuples qui, suivant la nécessité de la politique collective, et selon les règles du D.I., aura, par l'intermédiaire de ses organismes compétents, à prendre une décision d'exécution forcée.

Dans ce cas, remarquons-le, il n'y aurait plus besoin de lois de guerre proprement dites, mais de règles constructives, de procédure, car il est plus qu'évident que les organismes internationaux auraient un devoir sacré de se conduire de la façon la plus juste et la plus humaniste du monde.

Du reste, la persévérance dans un tel travail est plus qu'inutile, car comme l'ont montré toutes les guerres et peut-être celle actuelle (1939) plus que toutes les autres, celles-là ont été constamment violées; et il n'y a nulle raison pour supposer que les guerres-crimes ou guerres-révolutions n'en feraient pas autant, sinon plus.

A cet égard, il est nécessaire de faire allusion à l'ingénieux projet d'actualité de M. Alvarez qui, constatant la violation de ces lois, propose que les Etats neutres, forment une « Commission des neutres » ayant pour but, entr'autres, de veiller à ce que celles-ci soient respectées et appliquées par les belligérants (11).

Cette idée très importante est, on le voit, conditionnée et basée sur le principe de la neutralité; or,

(11) V. surtout Chili, 142.

on peut se demander avant tout si celle-ci même est en harmonie avec les conditions actuelles de la vie des nations : avec la paix, les faits et la justice.

SECTION 3. — *Critique de la neutralité*

A ce propos, référant le lecteur à *La Neutralité et la Paix*, tant loué de M. de Lapradelle, et dont l'auteur est le vrai célèbre internationaliste : M. Politis, qui a cette bonne habitude de tout dire en quelques pages, je serai très bref, en me contentant de dire que le principe de la neutralité est très critiquable au quadruple point de vue des faits, de la paix, de la justice et du droit des gens.

Du point de vue *des faits*, la neutralité est un véritable non-sens, un voile, peut-être beaucoup plus mensonger que celui de la souveraineté; elle est plus, que toute autre notion, ce principe qui représente le mieux la contradiction directe existant entre les conditions actuelles de la vie et les règles du D.I. classique, dont elle démontre clairement la fausseté criante. Car dans le monde où nous vivons et dont le trait premier et le plus puissant est l'interdépendance totale et pénétrante, nul n'est neutre, nul n'est spectateur, mais, comme le dit M. Bourgeois, tous sont acteurs, négativement ou positivement, « complices ou victimes » (12), gagnant ou perdant, malgré toute déclaration d'abstention ou croyance d'absence. Qu'une catastrophe survienne, qu'une crise éclate, qu'une guerre se déclare dans un grand pays, ou entre deux grandes puissances et les effets, auxquels ils donnent naissance, se répandent immédiatement, quoique à des degrés différents, partout dans le

(12) *La Solidarité*, p. 30.

monde. Que, devant de tels événements, devant une guerre déclenchée, un pays quelconque proclame sa décision formelle et solennelle de rester spectateur, « neutre », cela n'y peut rien changer, il sera bon gré mal gré affecté et par les désorganisations et par les conséquences heureuses ou fâcheuses de la guerre. De même que tous ses agissements ou abstentions vis-à-vis de belligérants auront, à raison directe avec son importance et sa situation relatives, une grande influence sur la conduite des hostilités. D'autant plus qu'à l'heure solidaire présente, et après la transformation presque totale de la conduite et de la technique de la guerre, on commence à considérer qu'un grain de blé, ou une goutte de pétrole, valent, sinon plus, du moins autant qu'un fusil ou une cartouche, chose qui a bouleversé à son tour toute la théorie de Grotius de contrebande absolue et relative, et a mis en péril tout le commerce international.

Rester neutre, se considérer absent, c'est donc, dans de telles conditions où tout se répercute, où tout fait important intéresse chacun et tous, où, devant une guerre, les vies des neutres et belligérants deviennent encore plus dépendantes et indispensables les unes aux autres qu'elles ne l'étaient en temps de paix; c'est, pour reprendre le mot de M. Bourgeois, être complice ou victime, tout en faisant l'ignorant, c'est faire du mal à soi-même et à tous, c'est imiter, tout en prétendant être un être raisonnable, le jeu de l'autruche qui, en apercevant un danger quelconque, cache sa tête dans le sable, ne sachant qu'en faisant ainsi, elle se donne en proie facile à son ennemi !

Du point de vue de la *paix*, la neutralité est, à vrai dire, le meilleur procédé qu'un homme puisse concevoir, non point pour le maintien de la paix, ou la circonscription réelle du champ des hostilités, comme le prétendaient les classiques, mais, pour

encourager les guerres et faciliter l'exécution des desseins agressifs. Car, en dispensant les Etats du devoir d'étouffer toute guerre privée, en ne les obligeant pas à prendre les armes pour secourir un Etat attaqué contre l'agresseur, le droit international a payé une prime, a rendu des plus simples la tâche de ce dernier, qui, pour réaliser un projet impérialiste et anti-paix quelconque, n'a qu'à mesurer sa puissance avec celle de l'Etat auquel il a à faire, et au cas où ce calcul lui serait favorable, de se jeter sur lui, sans crainte d'aucun châtiment ou coalition juridiques de la part des puissances tierces.

Que cet état de choses encourage à la guerre et à l'agression, c'est l'évidence même. Car personne ne saurait prétendre qu'un Etat quelconque, quelle que soit sa puissance, oserait entreprendre une action guerrière contre une nation, si ce faisant, il voyait réunis contre lui, les Etats du monde entier, pour aider cette dernière et mettre fin à la perturbation.

Du point de vue de *la justice*, la neutralité est par essence même, une notion injuste : ni pour l'un, ni pour l'autre, quoique, comme l'a avoué Vattel même (v. Livre I) les deux parties ne puissent pas être justes à la fois; c'est, non seulement, n'être ni pour le juste, ni pour l'injuste, mais bien plus, c'est admettre, en fait, l'égalité de l'injustice et de la justice, et laisser étouffer le bon par le mauvais.

Or, une telle notion est directement en contradiction avec la mission de l'humanité qui doit toujours veiller à ce que le nombre des justes soit accru, et à ce que les injustes soient, ou bien redressés — ou, s'ils sont irredressables et totalement nuisibles — isolés ou même au besoin extrême, exterminés.

Qu'à l'encontre de cette mission, les auteurs admettent ce principe injuste, rien n'est plus regrettable. D'autant plus que le prétexte qu'ils donnent : à savoir

assurer à l'Etat la paix, le mettre hors du champ du conflit, est des plus illusoires. Car, de même qu'un ogre qui, ayant gonflé son ventre de la chair humaine qu'il a avalée, ne cesse pas pour cela d'être anthropophage, un Etat injuste ne se contentera jamais de la carcasse d'une seule nation, mais par contre, plus il s'en empare, plus il se fortifie, et plus sa voracité et ses desseins d'agression augmentent, et l'histoire est là pour attester la véracité de cette proposition : un conquérant ne cesserait jamais de ravager l'univers s'il n'était anéanti par les Etats coalisés contre lui, non par une soi-disant neutralité pacifique, mais précisément par une aide et un appui mutuels.

Du point de vue *juridique*, la neutralité n'est déjà plus, comme l'a montré habilement M. Politis, un principe effectif en vigueur (13). Car, sans vouloir parler des modifications que le Pacte de la S.D.N. y a introduites, il me suffit de dire avec l'éminent internationaliste que le Pacte de Paris, était « le coup de grâce » donné à cette notion périmée (p. 179).

Seulement, avides de leur pouvoir arbitraire, indifférents à la notion de la justice, n'ayant en vue que leurs intérêts particuliers, les gouvernants ignorent, en fait, au détriment du bien commun national et international, ces nouveaux préceptes, pour pratiquer l'ancien principe de la neutralité.

SECTION 4. — *La sécurité collective et l'aide mutuelle*

Un principe aussi faux et trompeur, aussi contraire aux faits, à la paix et à la justice que celui de la neutralité, ne saurait être conservé si le genre humain entend vraiment réaliser son idéal et accomplir sa mission sur cette terre. Son abandon total s'im-

(13) La Neutralité et la Paix.

pose donc à toute œuvre de reconstruction du droit des gens. Tout reconstruteur doit, non point conserver, ou moins encore élargir, à la manière de M. Alvarez (14) la neutralité, mais déclarer très haut et sa fausseté, et la nécessité de lui substituer une autre notion juridique, compatible avec les faits et garantissant à l'homme la paix juste.

Par quoi la remplacer ? La réponse n'est pas très difficile : par la *solidarité de droit, de jure*, des nations, conséquence de leur interdépendance de fait, de *facto*; par l'*alliance permanente* des Etats, seule capable de vaincre et d'abattre tout agresseur, comme nous le montre l'histoire; par l'*assistance mutuelle* entre les nations que, comme le remarque M. Politis, tous les théoriciens de la paix, tels que l'Abbé de Saint-Pierre, Emeric Crucée, etc... ont mise à la base de leur projet; par la *sécurité collective*, qui constitue l'une des tendances les plus importantes du Nouveau Droit des Gens.

La solidarité totale, l'assistance mutuelle en tout, la sécurité collective, tel sera le nouveau principe qui remplacera la notion anti-paix et anti-solidaire de la neutralité.

Les peuples devront se garantir à l'avenir, mutuellement, contre tout agresseur; ils devront collectivement faire la guerre contre quiconque troublerait la paix et pour quelque raison que ce soit, car ils ne doivent jamais oublier qu'un coup toléré contre l'un entraîne un autre coup contre l'autre.

La garantie qu'ils devront se donner devra être, non point, comme le veut M. Alvarez, partielle ou régionale, mais globale et totale en ce sens qu'elle s'inspire de cette maxime du Loysel que M. Politis s'est donné pour slogan : « qui peut et n'empêche

(14) V. par ex. Chili, pp. 142 et s.

pèche », ou du célèbre mot de Lorimer cité par ce dernier et M. Nys : « pour que nous puissions être neutres, il faut que l'intervention soit juridiquement impossible » (15).

Toutes les fois qu'une guerre éclaterait, les nations auraient à s'aider obligatoirement tant que cette aide sera pratiquement possible et utile : chacune y devra assister, selon ses facultés, sa position géographique, l'efficacité de son aide, mais toutes aideront, sans exception.

Une garantie générale, dont les modalités d'application doivent être décidées, pour chaque cas, par un organisme compétent, chacun s'obligeant d'y apporter son concours, quel qu'il soit, selon sa faculté et sa situation, voilà ce qui est conforme aux faits, aux leçons de l'histoire, à la paix et à la justice.

Pour le fonctionnement de cette garantie, il sera évidemment indispensable d'établir des organismes et des procédures suffisants et clairs.

Jusqu'à ce jour, tout comme pour l'accélération de l'avènement de cette garantie générale organisée, les nations ne doivent pas rester inertes.

Par contre, elles doivent, dès maintenant se réunir en des groupements aussi grands que possible, ayant pour but leur sécurité collective. Elles doivent constituer « des ligues de paix » solidaires et contre toute guerre (16).

Et c'est seulement avec la généralisation de ces garanties régionales que le D.I. pourra progresser, pourra, respirer, car comme le dit très justement M. Politis, cette notion de neutralité avec celles de la souveraineté et la guerre, l'ont impitoyablement étouffé.

(15) Politis, op. cit., p. 86; Nys, D.I., t. III, pp. 547 et s.

(16) V. Politis à ce sujet, pp. 185 et s., p. 217, sur la ligue de paix de Théodore Roosevelt, v. p. 8.

CHAPITRE V

LA MISSION CIVILISATRICE ET LE PROBLEME COLONIAL

SECTION 1. — *Les auteurs de la Civilisation*

Une leçon historique relative à ceux qui « ont fait et dirigent » la civilisation, doit être donnée, une fois pour toutes, à ceux qui sont, ou bien trop peu renseignés, ou bien veulent délibérément défigurer la réalité.

La civilisation est-elle l'œuvre exclusive de l'Orient, de l'Occident ? ou est-elle l'œuvre commune du genre humain ?

A l'origine, elle était, au témoignage de tout historien digne de ce nom, l'œuvre de l'Orient, de l'Asie « berceau de la civilisation » et de l'Egypte. La Chine, nous affirme M. Farrère a « sans contredit connu la plus antique et la plus magnifique civilisation bien des milliers d'années avant que l'Europe et le Japon fussent sortis de la barbarie la plus primitive » (1). « L'Inde, ajoute M. Sylvain Lévi (2) est de temps immémorial la terre des prestiges », « la mère de la sagesse... mère de la foi et de la philosophie » ; dans l'ordre religieux, summum de la civilisation, elle est « originale, aucun peuple, les Hébreux mis à part n'a été doué, au même point de génie religieux » ; à la

(1) L'Europe en Asie, p. 78.

(2) V. l'Inde civilisatrice, p. 9, pp. 29-30, p. 20.

civilisation actuelle elle « a largement donné » (3). Parlant de l'Empire perse, notre auteur continue en nous disant qu'il « marque un des sommets de l'histoire humaine » (4) et que l'œuvre de Cyrus (558-530 av. J.-C.) et de Darius (522-486 av. J.-C.) domine encore notre monde qu'elle a façonné » ; « Alexandre, Auguste, Charlemagne sont, sans le savoir, leurs élèves et leurs héritiers ».

Des civilisations antiques de la Mésopotamie (Chaldée, Assyrie), de l'Égypte (Pharaons) de la Phénicie (Syrie), nul n'a besoin de parler, ou de faire des citations.

Dans une deuxième étape, quittant la Chine, l'Inde, Babylone, Ninive, Memphis, Thèbes, Sidon et Carthage, le soleil de la civilisation logea, pour en épuiser ses rayons, à Athènes et à Sparte. L'œuvre civilisatrice se faisait par l'intermédiaire de la Grèce qui a emprunté et appris aux anciens et surtout, comme le dit M. Lévi, aux Égyptiens et Phéniciens et qui a donné des hommes immortels, et fait de grands progrès, et de l'Empire Romain, célèbre, entr'autres, par ses illustres jurisconsultes.

Mais, dès la chute de ce dernier, et surtout après la naissance de l'Islamisme et la fondation de l'empire musulman (qui s'étendait pendant un moment, de l'Andalousie jusqu'à la Chine et dont Bagdad et Damas furent les centres les plus renommés) jusqu'à la Renaissance « la tradition de l'esprit humain se fait par... la science arabe » (5) ou mieux islamique.

Les musulmans ayant appris, à leur tour, la civilisation et la science grecques, s'appliquaient à les développer et les améliorer. En ce qui concerne tout

(3) V. Lévi, *l'Inde et le Monde*, p. 21.

(4) V. Lévi, *l'Inde civilisatrice*, pp. 39 et s.

(5) V. Nys, *Les origines du D.I. (Introduction)*.

particulièrement le droit, les phékihs étaient aussi habiles que les juristes romains, comme l'atteste Jules Mohl qui, selon M. Nys « a fait l'observation que les Arabes ont été, avec les Romains, le peuple le plus légiste qu'il y ait jamais eu » (6).

Avec la Renaissance (xv^e et xvi^e siècles) et comme on l'a vu ailleurs (v. Livre I) l'Europe et, beaucoup, plus tard, l'Amérique, en sont devenues de nouveau le foyer, sans oublier qu'actuellement l'Orient (Japon, Turquie) commencent à leur partager cette charge.

La civilisation présente n'est donc pas l'œuvre exclusive d'aucun peuple, d'aucun continent; elle est, par contre, comme le disent les historiens impartiaux avec M. Lévi « l'œuvre collective » de l'humanité, de toutes les nations qui en reçoivent et en donnent (7). Mais, à un moment donné, un peuple, ou plutôt une région donnée, en avait et en a toujours la charge, et la mission du développement et de la diffusion.

SECTION 2. — *La Mission civilisatrice de l'Europe*

A l'époque actuelle, c'est principalement l'Europe qui en a la charge et cette mission civilisatrice : d'amélioration et de diffusion. Aussi est-il nécessaire d'examiner deux problèmes vitaux, l'un ayant trait à la substance et l'autre à l'acquittement.

Commençons par le premier qu'on peut formuler ainsi : la civilisation apportée par l'Europe, ajoutée par elle aux anciennes, en est-elle supérieure ou inférieure ? Son apport est-il bon ou mauvais ? Il est, à vrai dire, à la fois, supérieur et inférieur; il est à la fois bon et mauvais. Car si tout le monde est d'accord pour prétendre que la civilisation européenne est plus

(6) V. Nys, *Etudes*, p. 49.

(7) *L'Inde et le Monde*, p. 4.

mécanique et chimique que les précédentes, il n'est pas moins d'accord pour reconnaître qu'il lui manque ce que l'Orient, représentant de celles-ci, possède, à savoir : la moralité et l'humanité. Mécaniquement, chimiquement « scientifiquement », elle lui est supérieure; moralement, humainement, elle est inférieure à celle de l'Orient (8) qui estime encore, sans regard à la puissance, ce qui est bon et humain.

Notre civilisation, la civilisation européenne, nous affirme M. Farrère, l'européiste, qui en est peut-être le partisan le plus ardent, c'est « cette civilisation grossière sans doute, voire primaire... de science appliquée et d'industrie mécanique » ayant ce trait de conférer « à tous ceux qui l'adoptent une force meurtrière capable d'asservir le monde » (9).

C'est, en un mot, cette civilisation de force, non de justice ou d'humanité, inférieure par là même où elle est supérieure.

La deuxième question est la suivante : l'Europe a-t-elle rempli sa mission civilisatrice comme il le faut ? S'en est-elle acquittée d'une façon louable ou même acceptable ? L'examen des faits nous fournit une réponse négative et regrettable. Il nous montre qu'à la suite de la rupture opérée par les Renaissances entre l'Orient (au sens large) et l'Occident, celui-ci se donnant précisément pour prétexte la nécessité de civiliser les peuples inférieurs, s'est appliqué, depuis lors, à s'y infiltrer à tout prix, sans aucun égard aux sentiments des populations, ni aucun respect des règles les plus primitives de la moralité ou de l'humanité — infiltration qui ne pouvait lui manquer —. Car ayant à son service la vapeur, la machine et la barbarie scientifique : les moyens de destruction

(8) Le mot est employé dans son sens propre et à part les pays industrialisés, le Japon surtout.

(9) V. op. cit., p. 37.

mécanique et se servant des ruses et des procédés inacceptables, il a réussi, partout, à briser toute résistance, s'emparant des territoires pavoisés et en fin de compte, dominant toutes les nations faibles.

Cette manière d'agir est-elle civilisatrice ? Peu importe, à l'heure actuelle (les faits étant accomplis), la réponse à cette question, encore qu'elle ait une importance primordiale à plusieurs points de vue.

Par contre, ce qui importe, c'est de savoir si cette domination européenne actuelle de l'Orient, quelle que soit la dénomination qu'on lui donne : protection, colonisation, mandat, etc., est profitable à ce dernier, est vraiment pour l'accomplissement de la mission civilisatrice.

Quelques auteurs européens, surtout des internationalistes, n'ayant, la plupart du temps, jamais vu l'Orient, et parlant toujours de je ne sais quels « peuples sauvages », « populations barbares » ou « terres sans maîtres » le croient. L'Europe, affirment-ils, y est actuellement pour le bien de l'Orient, pour le civiliser. Or, quiconque y a vécu, à part les partiaux, a pu constater du déroulement même de la vie quotidienne et par mille et mille faits, que de cette mission civilisatrice, les peuples soumis n'en connaissent que l'exploitation, la persécution et l'humiliation, et que s'ils sont arrivés à en apprendre quelque chose, ça été grâce au fait brutal même de l'occupation, qui ayant ouvert les yeux aux malheureux, les a poussés à enquêter et à chercher à comprendre. Par conséquent, tout ce qu'on dit sur les bienfaits de cette domination ne repose sur rien de réel, mais sur un dessein apologiste ou une tromperie. Car il est, en fait, contredit par la misère des masses, par leurs regards et chants tristes dont, ni les richesses de l'Orient dont elles ne jouissent pas, ni la beauté de la nature n'ont pu les enrichir ou les égayer et que tout visiteur de ces pays, ne s'enfermant pas dans les

salons, ne manque pas de constater. Il l'est également par la négligence des gouvernements autocratiques qui négligent l'instruction de la population, ne font rien pour améliorer leur sort, leur état sanitaire, ne s'occupant que des fonctions policières de l'Etat.

Du reste, un grand nombre d'éminents auteurs attestent que l'œuvre entreprise par les colonisateurs n'est ni bienfaisante, ni civilisatrice, et vise uniquement l'exploitation des peuples « barbares » et orientaux. Bien plus, remontant à son origine, ils témoignent qu'elle n'est ni justifiable ni conforme au droit.

« Trop souvent, nous dit M. Renault, les nations dites civilisées ont abusé de leur puissance à l'égard des peuples soi-disant barbares, leur ont déclaré des guerres injustifiables et ont violé les règles les plus élémentaires du Droit ». A l'appui de sa thèse, l'éminent jurisconsulte cite l'opinion conforme et plus détaillée de M. Woolsey (10).

« Les coloniaux de tous les temps, constate M. Scelle, avec ou sans la complicité de leurs gouvernants, ont souillé de leurs crimes l'œuvre de civilisation dont ils furent les artisans, » (11). Même opinion de M. Ralston qui, après avoir réfuté toute allégation de civilisation et dévoilé cette apparence fausse ne trouve rien de plus simple pour la montrer, que de poser au lecteur cette question capitale : les colonisateurs ont-ils entrepris leur œuvre « uniquement pour la propagation de la civilisation » à laquelle il donne une réponse totalement négative (12). A juste titre, doit-on dire, car comme le constatent les auteurs avec MM. Saint-Germain et Mussolini, l'Orient n'a été considéré par eux que comme « un marché de

(10) V. Introduction, pp. 21, 22. V. à ce sujet livre I.

(11) Précis, part. I, p. 143.

(12) V. D.I., p. 83.

produits industriels, une source de matières premières » (v. Livre I).

Même M. Farrère avoue que l'ingérence des pays civilisateurs en Orient a contribué, non à son essor, mais à sa décadence et que, par exemple « tous les missionnaires y allant au nom de la chrétienté, jouent le rôle non de prêcheurs, mais celui de « seuls agents de renseignements ».

Bien mieux, sans honte, ni pudeur, des auteurs importants, entendant résoudre les problèmes et les conflits entre puissances européennes, leur conseillent, tout en parlant de la mission civilisatrice de l'Europe, de s'arranger aux dépens de l'Orient, de l'Afrique, comme le veut M. Tousey, ou de la Chine comme le souhaite M. Farrère.

Il ressort de ce qui vient d'être dit, que l'Europe, au lieu de s'acquitter de sa mission civilisatrice, a profité de sa puissance pour exploiter et humilier les parties faibles du monde.

Tout à fait justifié, par conséquent, le mécontentement dont l'Orient fait montre à son égard. Très naturelle également l'apparition d'un antagonisme irréductible entre colonisateurs et colonisés qui considèrent, à la manière de Nehru, incompatibles la liberté et l'impérialisme que « neither martial Law nor all sugar coating in the world can... bring together » (13). Très compréhensible de même la lutte acharnée pour l'indépendance qui s'est fait jour depuis un moment, en Orient et qui ne cesse de s'amplifier avec le temps.

Seulement, cet antagonisme et cette lutte, si naturels, si justifiables, si compréhensibles soient-ils, menacent d'une façon permanente et sérieuse la paix du monde et mettent l'internationaliste devant un nouveau problème, que j'ai examiné du point de vue

(13) Nehru, op. cit., p. 419.

des rapports entre colonisés et colonisateurs, non de celui entre colonisateurs, rassasiés et affamés, à savoir le *problème colonial* qui nécessite, après un examen attentif, une solution appropriée.

Comment le résoudre du point de vue juridique ? Quoi faire pour contenter à la fois les colonisés et les vrais besoins économiques des pays colonisateurs ?

Suffit-il de conseiller les puissantes possédantes et « prolétaires » de s'entendre aux dépens de l'Orient, ou, à la manière de M. Alvarez, de recommander au D.I., d'oublier le passé, pour déclarer seulement : qu' « aucun Etat ne peut à *l'avenir* occuper une partie quelconque du territoire d'un autre Etat » (14) ? Evidemment non, car, ni l'une, ni l'autre de ces propositions ne peuvent supprimer les antagonismes existant entre colonisés et colonisateurs, cependant que tous les deux partent d'un point entièrement condamnable du point de vue de la justice. Aussi, ce qu'il faut au droit des gens n'est-ce nullement de reconnaître une situation ayant pour origine la force brutale, la violation de ses règles et contraire à la paix et à la morale, mais de refuser d'y donner son assentiment. Il ne doit reconnaître ni les injustices du passé, ni celles de l'avenir, car de deux choses, l'une : ou bien ce fait est inacceptable, et alors, il lui faut le condamner en bloc, ou bien étant tolérable, il doit l'accepter.

Cette position négative y suffit-elle ? Le droit des gens peut-il se contenter de cette proclamation ? Ne doit-il pas prendre une situation positive ? En proclamant le droit à l'indépendance des colonisés ? Nous le croyons, mais à condition qu'on comprenne bien le sens de ce droit, et qu'on le complète d'une façon assurant le bien commun de l'humanité.

(14) V. Codification, 1931, Déclaration du D.I., titre 4, art. 27.

SECTION 3. — *Le sens de l'indépendance*

* L'indépendance, venons-nous de le dire, c'est la notion juridique que le droit des gens doit proclamer comme un droit parfait des nations colonisées. Est-ce à dire que celles-ci ont droit à ce que tout le monde ne doive et ne peut avoir ? Plus clairement, l'indépendance étant une notion périmée, contraire aux faits, étant un principe ni réalisable, ni bienfaisant, ni pour une nation donnée, ni pour la communauté internationale, les Orientaux peuvent-ils en réclamer l'application à leur territoire ? Certainement non, car ce qui est incompatible avec la vie commune, ce qui est une chimère complète, totalement nuisible tant qu'elle est admise comme base de conduite, l'est aussi bien en Occident, en Amérique qu'en Orient.

A la vérité, ce que les nations opprimées peuvent réclamer, ce n'est pas l'indépendance, telle qu'elle est comprise par les publicistes classiques, mais dans le sens très juste et réel que M. Georges Scelle lui a donné, et que nulle nation n'a le droit de dépasser : à savoir celui de la *compétence indépendante* (15). Les Orientaux auront le droit, comme tous les autres, de se mouvoir librement dans les limites du droit des gens et sous le contrôle, non point d'un tel ou tel Etat particulier, mais des organismes internationaux compétents. Ils auront tout à faire sans ingérence aucune de nulle puissance étrangère, agissant individuellement, et non en conformité d'une décision prise par l'organisme central et universel de notre planète.

Du reste, quiconque ayant lu les ouvrages des vrais chefs populaires de l'Orient, ou su leurs opinions, ne manque pas de constater que la plupart

(15) V. p. ex. Précis.

d'entre eux, comprenant la nécessité de l'heure, veulent non pas établir une indépendance isolationniste, mais être libres de toute ingérence impérialiste, quelle qu'elle soit, pour pouvoir développer leur peuple, et coopérer, autant que possible, dans l'œuvre civilisatrice commune (16).

Cette notion, même ainsi comprise, doit être complétée, afin de résoudre le problème de la civilisation et de la colonisation, par deux institutions : d'un côté, par un système « unifié et dénationalisé » (Scelle, Précis, part. I, p. 185), non de soi-disant mandat que « des considérations d'ordre politique en ont, à plusieurs points de vue, faussé le jeu » (Scelle, Précis, part. I, p. 175), mais de conseils et d'aides généraux, à l'Orient comme à l'Occident. Car s'il est un devoir sacré de la communauté des nations, d'aider les peuples opprimés à sortir de leur misère et de leur ignorance, que l'impérialisme soutient et que tout Orientaliste sincère en reconnaît l'existence, de même que de leur donner conseil pour la mécanisation de leur vie, il n'est pas moins nécessaire à cette communauté d'aider la civilisation occidentale à être plus humaine et juste, moins brutale et argentine.

D'un autre côté, il sera indispensable d'établir une organisation économique, basée sur la justice, le bien commun et l'esprit de coopération sincère, solidaire, et prenant en compte les besoins, les possibilités de chaque nation ainsi que les situations géographiques, et qui aura pour but la solution équitable et égalitaire des problèmes des débouchés et des matières premières.

(16) Les opinions de MM. Gandhi, de Nehru (v. Bibliographie) de Sun Yat Sen, y sont caractéristiques. V. Nehru p. ex. p. 419, op. cit., sur la coopération indo-anglaise.

DEUXIEME PARTIE

LA REORGANISATION DE LA SOCIETE INTERNATIONALE

Dans notre Livre I (Conclusion), nous avons montré la nécessité, pour le D.I. de reconstruire l'Etat, de le réorganiser politiquement, économiquement et socialement, et dans la Partie I de ce Livre II, nous avons parlé de la Reconstruction du D.I. proprement dit.

Dans la présente partie II, il s'agit de l'organisation des rapports interétatiques et intersociaux dépassant le cadre de l'Etat; il s'agit de la réorganisation de la société internationale même.

Celle-ci est, à l'heure actuelle, d'une nécessité évidente. Car s'il est vrai que la reconstruction favorable de l'Etat conditionne la reprise et le succès des activités reconstructives internationales, et que sans la Reconstruction, au sens étroit, du D.I. la conformité manque entre la vie des nations et son image, il n'est pas moins vrai que le fonctionnement régulier, la marche continuelle et harmonieuse de cette dernière dépendent, comme on le verra bientôt, de l'organisation suffisante de la communauté des peuples.

Aussi, étant donné l'état actuel de celle-ci, et la négligence du D.I. constatée à ce propos, est-il du devoir de l'internationaliste d'insister longuement sur la nécessité de l'organisation générale de la vie commune, d'en démontrer les aspects que le droit des

gens doit nécessairement et hâtivement organiser, tout en essayant de donner quelques formules pratiques, ou d'élaborer quelques projets constructifs à leur égard, et d'examiner mûrement et profondément les questions s'y référant.

Ce travail scientifique est à la fois très intéressant, très utile et très vaste.

Seulement, ne pouvant ni l'entreprendre dans sa totalité, ni ne voulant le laisser en bloc, je me contenterai d'en montrer très succinctement, dans les pages qui suivent, la nécessité, c'est-à-dire la nécessité de l'organisation suffisante et systématique de la vie internationale, d'étudier les questions de principe s'y référant, et de parler brièvement des organisations politique, économique, judiciaire, internationales, du service de l'information, de la procédure et des sanctions.

CHAPITRE PREMIER

LE PROBLEME GENERAL DU DROIT ET DE L'ORGANISATION L'ORGANISATION SYSTEMATIQUE DE LA SOCIETE, PHENOMENE INEVITABLE D'UN STADE SUPERIEUR DES RAPPORTS INTER-SOCIAUX.

SECTION 1. — *L'inorganisation, signe d'une vie rudimentaire*

Quiconque, s'intéressant aux questions intersociales, ayant observé la genèse de la vie humaine et étudié la sociologie historique, ne manque de constater, premièrement, que l'inorganisation ou l'organisation élémentaire d'une société donnée sont, à l'origine, un signe d'une vie naissante ou rudimentaire, peu développée; que, deuxièmement, au fur et à mesure que la vie se développe, ses organes s'accroissent, mais étant donné que cette croissance est, à cause des conditions d'alors, très lente et trop peu proportionnelle, l'insuffisance de l'organisation devient de plus en plus évidente et intolérable; que, troisièmement, dans un stade donné de ce développement, dans un stade supérieur des rapports intersociaux, où une véritable vie sociétaire est déjà née, l'organisation systématique et suffisante de la société devient une inévitabilité.

Ces affirmations relèvent, pour ainsi dire, plutôt

du domaine de l'évidence; aussi, nous suffit-il pour les expliquer, de dire d'une façon très sommaire et générale que, lors de l'apparition d'une nouvelle vie sociétaire — je veux dire de la formation d'un nombre suffisant de liens intersociaux, pouvant en fournir un indice, celle-ci ne saurait naître, à cause de cela même, pourvue, dès le début, des organisations, et nantie des règles. Par contre, ce qu'on y remarque, c'est la naissance d'une vie inorganique et irréglementée. Mais comme toute vie commune, si simple soit-elle, ne peut, à la longue, se dérouler, sans normes ni sans organes, l'entendement spontané tacite et général des unités composantes, a toujours essayé de combler jusqu'à un certain point, ces lacunes, en établissant çà et là, dans tous les domaines, lentement et postérieurement des règles (1) (usages, coutumes) et des autorités de fait (des chefs, des juges, organes de conseil, etc.). A ceci s'ajoute leur entendement explicite, ou celui de leurs représentants qui, en se réalisant lors des contacts occasionnels, donnent naissance à de vraies règles, tout en formant, en fait, des organes périodiques.

En outre, à mesure que les autorités de fait durent et s'affermissent; à mesure qu'elles se transforment en autorités de droit, elles y contribuent à leur tour.

Seulement, ni les entendements tacites et explicites, ni moins encore, les contributions de celles-ci, ne peuvent, tant s'en faut, donner à la société les organes et les règles qui lui sont nécessaires. Pourquoi ? Tout simplement parce que, durant ces périodes et dans ce domaine, le rôle principal appartient, non au peu de pouvoirs établis, y jouant un rôle secondaire, mais à ces entendements spontanés. Or, il est

(1) L'étude de sociétés primitives et des sociétés modernes, nous dit M. Scelle, nous apprend que le droit est un produit spontané du milieu social, Précis, partie 1, p. 2.

plus qu'évident que le caractère très lent de la spontanéité, son mécanisme toujours postérieur; la réalisation très difficile d'un accord spontané; son impossibilité là où il y a des intérêts très opposés, et des disputes très aiguës ne sont pas de nature à donner de bons résultats.

Aussi, n'est-il pas étonnant que l'histoire constate dans ces cas, et malgré la simplicité et la stabilité relatives des rapports d'alors, une insuffisance marquée des organes et des règles de la vie commune et qui a ce résultat dernier, à savoir : l'emploi de la force pour la solution des contestations où aucune entente générale n'est possible entre les unités composantes. Cette insuffisance, remarquons-le attentivement, si elle est une conséquence de la difficulté de la réalisation des accords spontanés, a pour condition d'existence et de durée le caractère rudimentaire de la vie même, dont elle constitue un signe excellent. Car comme les vies collectives naissantes et débutantes ne donnent lieu, ni à des contacts fréquents, ni à des contestations nombreuses — à cause de leur simplicité même — les unités composantes tolèrent et laissent durer celle-là tant qu'elles demeurent ainsi. Mais dès que, pour une raison quelconque, la vie se transforme radicalement, les rapports intersociaux deviennent permanents, multiples, nécessaires, complexes, relatifs et variables, après avoir été peu fréquents et peu indispensables, relativement simples et stables, dès que la société nominale se transforme en une communauté réelle, ou mieux encore, la coexistence devient interexistence, celles-ci sentent de plus en plus la nécessité de compléter et parachever l'organisation et les règles de la société, non par la voie de la spontanéité, mais par celle de l'action autoritaire et systématique.

Entre temps, l'historien observe, avec la crois-

sance partielle des relations sociales, des règles et des organes de la vie, la diminution constante du rôle de la spontanéité, des entendements tacites au profit de l'autorité, ou pour employer le terme de M. Duguit, de « la volonté unilatérale » sans qu'elle puisse l'enrayer.

SECTION 2. — *L'organisation systématique, signe d'un stade supérieur*

Ce phénomène — le renforcement du rôle de l'autorité, de la volonté unilatérale organisée aux dépens de la spontanéité, des volontés plurilatérales inorganisées — qui s'effectue, durant une longue période, d'une façon généralement lente, atteint son apogée, tout en changeant de cadence lorsque survient la transformation dont je viens de parler plus haut, c'est-à-dire lorsque la société nominale, la coexistence se transforme en communauté réelle, en interexistence.

En effet, durant ces stades supérieurs des rapports intersociaux, il était toujours remarqué que l'autorité et la spontanéité ne se changent pas seulement de place d'une façon très accélérée, ne trouvent pas seulement leur rôle renversé, mais parfois le rôle de l'une atteint une telle importance que le rôle de l'autre se voit presque effacé.

La cause première de ce changement accéléré réside dans cette transformation même de la société qui, en devenant une véritable communauté, ayant ses rapports internes, permanents et indispensables à la vie de chacun et de tous, a obligé les unités composantes à mettre hâtivement tout en œuvre pour en assurer la continuité pacifique, dans sa seule ambiance : celle de la paix, et partant, de rechercher les

procédés pouvant la mettre à l'abri de toute rupture violente.

Or, il est hors de doute qu'à cause de ses qualités mêmes (sa lenteur, sa postériorité, la difficulté de sa réalisation), la spontanéité ne peut, en raison de l'ampleur et de l'importance de la nouvelle tâche, de la nature complexe, variable et relative de nouveaux rapports, de la nécessité, de la rapidité et de la prévoyance, atteindre le but auquel celles-ci aspirent. Aussi, dans tous ces cas, était-elle remplacée par l'action unilatérale, organisée et systématique, qui a procédé à l'élaboration des moyens qui, s'ils diffèrent d'une société historique à une autre dans les détails et s'ils apparaissent vaguement ou difficilement dans les premiers groupements humains, — à cause de leur simplicité et du cumul des pouvoirs — et par contre, s'aperçoivent clairement et séparément dans les sociétés postérieures, n'y existent pas moins et, au fond, ne s'y accordent (2).

Ces procédés contiennent, comme on le voit dans leur stade le plus supérieur — celui de l'Etat —, les éléments suivants : *premièrement*, un corps des règles nominatives aussi vaste qu'utilement et pratiquement possible; *deuxièmement*, un corps des règles constructives (procédures et compétence) aussi précis et simples que possible; *troisièmement*, un corps des sanctions aussi complètes que possible; *quatrièmement*, des organismes ayant le devoir de faire ces trois espèces de règles, de les modifier, de combler leurs lacunes, de les interpréter, de les supprimer, en cas de nécessité, ou de leur en ajouter de nouvelles, les complétant; ou de créer de nouvelles règles ou de nouvelles organisations que les nouvelles conditions

(2) M. Scelle résume ces procédés techniques en quatre étapes exposées à la p. 20 de son Précis, partie 1.

exigent; *cinquièmement*, des organismes ayant le pouvoir d'appliquer ces règles, de les exécuter, au besoin par la force, ou d'exécuter les décisions prises en conformité de leurs prescriptions; *sixièmement*, des organismes contrôlant l'exercice de ces pouvoirs; *septièmement*, des organismes centraux ayant le devoir de diriger la société, de surveiller et de coordonner.

Plus brièvement, ils contiennent des règles normatives, constructives et sanctionnatrices ; des organismes : a) d'application, d'exécution et de contrôle; b) ayant pour but de réglementer l'actuel, le stable, le peu variable, l'apercevable, d'encadrer le variable et de s'occuper à temps de l'imprévu, de ce que réserve l'avenir; c) de direction et de coordination.

Maintenant, si l'on analyse ces procédés, si l'on examine leur contenu du point de vue *technique*, on en conclut qu'ils visent à l'établissement de la paix, au moyen de la constitution d'un droit sanctionné et organique, ayant pour mission la délimitation de la *compétence*, la réglementation de la *statique* et l'encadrement de la *dynamique*.

Seulement, soit dit en passant, jusqu'ici, partout où ce droit organique était établi, il a manqué son but : il a échoué d'assurer à l'homme, base de toutes les unités : la paix. Pourquoi ? A cause des antagonismes irréductibles qui ont mis en pièces ou paralysé toute cette technique, et ainsi, chaque fois qu'ils ont abouti à des conflits prolongés, ils ont obligé l'homme mécontent à essayer de former une nouvelle société, plus large que la précédente et englobant, sous la même autorité, toutes les anciennes unités combattantes. Chose qui a conduit, à son tour, à ce résultat : que l'organisation de toute société succédante était devenue plus puissante et plus compliquée que celle de la société succédée, comme le montre d'une façon

saisissante l'énumération même de ces sociétés : famille, tribu, cité, province, Etat.

SECTION 3. — *Le D.I. doit devenir un droit organique et harmonisant*

Ces enseignements, ces règles générales, qu'on vient de voir, et que la lecture de l'histoire nous montre, sont-ils applicables à la S.I. ? Celle-ci ne diffère-t-elle pas de toutes les sociétés passées; n'a-t-elle pas des traits vraiment distincts, rendant inapplicables toutes ces leçons historiques ? A toutes ces questions, nous répondons avec M. Scelle (3) et malgré toutes les illusions dualistes et pluralistes que la S.I. étant comme toutes les sociétés précédentes, un groupement humain, ayant pour base l'homme, pour but l'établissement de la paix, pour manifestation les phénomènes intersociaux, et ne pouvant différer de celles-ci tout comme celles-ci d'elle qu'uniquement par la dimension et la proportionnalité, elle doit profiter amplement et méthodiquement de l'expérience de l'humanité et de l'enseignement de l'histoire.

Or, étant donné que la S.I. n'est plus actuellement une société nominale, une coexistence d'Etats, mais une communauté réelle, une interexistence entre indi-

(3) V. à ce sujet Précis, Scelle. Parlant de la technique du Droit, M. Scelle nous dit : « disons-le une fois pour toutes que cette technique est la même pour toute société » (20), et plus loin, p. 27, il ajoute : « naissance et technique du droit, organisation politique, obéissent au même processus dans toutes les sociétés ». Et encore : « aucun contraste n'existe entre le processus de formation des collectivités I. et celui des sociétés nationales » (29,30). A ce propos il est de mon devoir de recommander au lecteur la lecture du chap. I de cet ouvrage, qui montre lucidement que l'Etat n'a point de critère juridique. (Part. I « le milieu intersocial ».)

vidus et nations; étant donné, en d'autres termes, qu'elle a dépassé complètement son stade rudimentaire en rentrant, depuis la fin du xix^e siècle dans son stade supérieur, comme le montrent ses rapports inter-sociaux intenses, permanents, indispensables, variables, relatifs et complexes, il lui est totalement nécessaire, tout d'abord, de laisser de côté la voie des volontés multilatérales et inorganisées de la spontanéité, pour suivre, comme l'a prévu M. Duguît (4) la voie de la volonté unilatérale, de l'action organique et systématique. Il lui faut abandonner la voie des entendements tacites ou occasionnels, la voie de la coutume et des conférences au hasard, la voie de la diplomatie qui, au témoignage de l'Académie diplomatique I. « ne suffit pas à faire face à la complexité et à la multiplicité de ces rapports » (Dictionnaire, Académie dipl. I.) pour adopter le seul et unique moyen compatible avec son état présent, celui de l'action systématique.

Ensuite, elle doit élaborer, à l'aide de cette voie, un droit international en même temps qu'harmonisant, possédant les sept procédés techniques sus-indiqués; un droit ayant des normes, des procédures et des sanctions; des organismes d'application, d'exécution, de contrôle, de direction et de coordination; un droit voyant au-dessus de l'actuel, du stable et du peu variable, l'avenir, le variable et l'imprévu.

En un mot, il lui faut un droit, à la fois juridique, statique; et politique, dynamique, qui aura partout, où cela sera nécessaire et utile, en même temps que des règles ou principes normatifs, constructifs et sanctionnateurs, précis et clairs, des organisations. Tout spécialement, la communauté internationale

(4) V. Etat, t. I, p. 372.

devra avoir *premièrement*, des organes judiciaires et régulateurs aussi complets que possible; *deuxièmement* des organes dynamiques proprement dits (pouvoir exécutif) de direction générale, de surveillance, de coordination, de contrôle et d'exécution; *troisièmement*, des organisations ayant le devoir de légiférer : de créer règle et organe; d'interpréter les règles, de combler leurs lacunes, de les modifier, de les compléter ou de les supprimer (pouvoir législatif au sens très large); *quatrièmement*, des organisations économiques qui seront en mesure d'harmoniser l'économie générale; *cinquièmement*, des organes internationaux d'information et de renseignement; *sixièmement*, des organisations sociales et scientifiques (sanitaires, d'entraide, etc.).

De toutes ces organisations, les plus importantes sont, sans doute, celles mentionnées au numéro 2 et 3 qui constituent le gouvernement international, qui constituent ce qu'on appellera « la Société des Nations » du monde de l'avenir et qui auront pour tâche, au début, la réalisation même de cette œuvre gigantesque et, par la suite, la direction, la coordination des diverses affaires internationales, et surtout celles ayant un caractère dynamique.

Aussi, à cause de l'importance de leur rôle, commençons par en donner quelques explications, et par parler des questions principales les touchant de tout près.

CHAPITRE II

LA SOCIÉTÉ DES NATIONS DE L'AVENIR ET LES PRINCIPALES QUESTIONS IMMÉDIATEMENT CONNEXES (1)

Plusieurs problèmes, de la solution desquels dépend la conception qu'on se fait de la future organisation gouvernementale I. (le but qu'on lui assigne, la composition qu'on lui propose, etc.) doivent être discutés, avant de donner aucun détail sur celle-ci.

Les plus importants de ces problèmes, les seuls dont je parlerai dans les sections suivantes, sont ceux se référant à la manière de sa constitution; à l'universalisme et au régionalisme; à l'importance de l'organisation : à la « Société » et à « l'Association »; au *membership* et au barème des votes (unanimité ou majorité).

Examinons, pour commencer, les questions relatives à la constitution de la dite société.

SECTION 1. — *La constitution de la Société*

Il est à ce propos deux questions, la première ayant à faire avec la manière, la méthode, et l'autre avec les unités constituantes.

(1) A vrai dire, une grande partie de ces questions touchent également les autres organisations internationales; néanmoins, elles y seront discutées uniquement du point de vue de l'organisation de la Société des Nations de l'avenir.

La Société de l'Avenir sera-t-elle, à la manière de la S.D.N., constituée dans des conférences de la grande diplomatie, par les représentants des gouvernements, de quelques gouvernements seulement ?

Sera-t-elle l'œuvre des ministres des Affaires étrangères et des ambassadeurs, aidés par des bureaucrates et des militaristes ? Ou devra-t-elle être fondée par une assemblée constituante, représentant les nations, et non point les pouvoirs officiels ? L'expérience malheureuse de la S.D.N. nous oblige à opter pour la deuxième solution, car, comme l'a remarqué très justement M. Alvarez (2), celle-ci fut, dès le début, mal fondée et mal née. Les diplomates n'ayant en vue que leurs intérêts égoïtes, accoutumés à calculer d'après les systèmes d'équilibre et d'alliance, habitués à se méfier et à ruser, ne peuvent lorsqu'ils se réunissent dans des conférences, les plongeant dans une telle ambiance, et même en temps de paix (La Haye est là pour l'attester) ne peuvent rien faire d'utile, de durable ou de réel. Tout au plus sont-ils capables d'édifier des façades très belles, des palais pompeux construits, des marbres italiens et décorés de peinture espagnole, mais qui ne contiennent, ni l'idée de ce célèbre peintre, ni la pureté et l'amitié cordiale qu'inspire ce marbre !

Aussi, pour éviter ces graves erreurs, la Société des nations de l'Avenir devra-t-elle être fondée, non point par les diplomates réunis dans des conférences de grande diplomatie, mais par une *Assemblée constituante* composée, sinon dans sa totalité, du moins dans son immense majorité (deux tiers au moins) de représentants directs des populations qui devront être munis des pleins pouvoirs, pour mettre le fondement,

(2) V. au sujet de ce chap., Alvarez, l'Étude crit. du Pacte.

pour élaborer la constitution normative et organique de ce monde.

Devront y être représentées d'une façon proportionnelle à leur nombre, et comme il s'agit d'une œuvre universelle, toutes les nations du globe. Des plus condamnables et injustes par conséquent, cette opinion exprimée par M. Alvarez, d'après laquelle on n'y devra participer, on n'y devra tenir compte que de « l'expérience et de la volonté des Etats de civilisation occidentale (l'Europe et l'Amérique) (3) et non de celles d' « une grande partie des peuples de l'Asie et du monde musulman, ainsi que de la Russie soviétique », étant donné, chose des plus fausses que, selon lui, ce sont les premiers qui « ont fait la civilisation et la dirigent ». Car, ce faisant, M. Alvarez (en excluant près de 1.300 millions d'êtres humains d'un total de moins de 1.900 millions !) veut tout simplement imposer la volonté d'une petite minorité à l'immense majorité. Et ainsi, il aide par là même au développement de cet antagonisme entre l'Orient et l'Occident qu'il craint tant et que, selon lui, l'Europe et l'Amérique doivent faire leur possible pour l'éviter (4).

Quant aux gouvernants, et au cas où l'on admet leur participation, ils ne devront, en aucune façon, se considérer comme égaux. Car, dans le domaine international, l'égalité, appliquée d'une manière rigide et absolue, devient à la fois absurde et inéquitable. Les gouvernants du Monaco, de la Norvège, par exemple, ne devront point être considérés comme les égaux de ceux des Etats-Unis ou de la Russie.

Par contre, de même que les représentants des populations, ceux des gouvernants devront avoir, dans

(3) Parenthèses de M. Alvarez. *Reconstruction*, p. 287.

(4) Alvarez, *op. cit.*, p. 101.

les limites qui leur seront assignées entre eux, une importance plus ou moins proportionnelle au nombre des habitants de l'Etat qu'ils gouvernent.

Enfin, il est nécessaire de dire que pour l'élaboration de la constitution mondiale, représentants des peuples et des gouvernements devront se guider par les travaux des scientifiques et des commissions techniques de tout genre : commissions de juristes, d'économistes, d'internationalistes, etc...

SECTION 2. — *La question du Régionalisme*

La Société de l'Avenir, que ceux-ci vont constituer, sera-t-elle une société unique ? Une société universelle n'admettant aucune société régionale ou « continentale » ? Ou, par contre, sera-t-elle composée d'une organisation centrale, entourée par des organisations régionales ou « continentales » ? La discussion de cette question nous paraît superflue, car la sociologie historique nous apprend, et comme l'a très bien montré M. Scelle (5) qu'il y avait dans toutes les sociétés, sauf celle qui était à la base de toutes, non seulement des rapports intersociétaires, mais aussi extrasociétaires.

Le régionalisme, quel que soit son nom : seigneurie, municipalité, province, département, y existait toujours, et il s'impose socialement à toute société.

En outre, du point de vue technique, les organisations régionales ont ce double trait louable de faciliter le fonctionnement général de la société globale et de satisfaire d'une façon beaucoup plus ample et appropriée, les exigences justes des particularités locales.

(5) Précis, part. I, p. 1 et s.

A la vérité, ce qui importe à ce propos, c'est le *rapport* devant exister entre un organe central et un organe régional. Celui-là devra-t-il être un rapport d'intervention totale ? D'indépendance souveraine ou de collaboration ? Devra-t-il être, pour employer les termes consacrés, un rapport de centralisation (excessive), de décentralisation (outrée), ou d'autonomie contrôlée ?

Une seule solution — assurant l'unité dans la diversité dont notre Livre I nous a montré la nécessité — devra être adoptée : c'est celle de l'autonomie contrôlée, car elle est la seule conforme à cette nécessité intersociale, exigeant selon la belle formule de M. Scelle que « L'ordre juridique composant ou général, prime les ordres juridiques composants ou locaux » (6).

Les régions internationales, tout comme les Etats — qui ne sont autre chose que des régions, auront une certaine compétence, dans les limites de laquelle elles auront une grande liberté, un pouvoir discrétionnaire, qui sera soumis au contrôle de la légalité et de la régularité, afin d'assurer le respect de la norme supérieure et de réprimer les abus et les excès de pouvoir.

Par conséquent, la future Société des nations devra contenir, là où il y aura un besoin véritable, des formations régionales, ayant une grande liberté d'action, mais placées sous le contrôle et soumises aux règles et aux pouvoirs de l'organisation universelle centrale, étant donné, d'une part, que le régionalisme est un phénomène intersocial persistant et

(6) Cours, Scelle, p. 2.

Cette formule est la traduction détaillée de l'excellente maxime allemande : Bundesrecht ou Völkerrecht, bricht Landesrecht ou bundesrecht.

utile, et que de l'autre, la société universelle est une communauté *une* et effective, ayant besoin d'un organisme central global, dominant et primant les ordres englobés.

SECTION 3. — « Société » ou « Association »

Cette organisation populaire et décentralisée, devra-t-elle être un simple parloir dans lequel pourra rentrer et en sortir qui voudra, et par la volonté duquel nul ne sera lié s'il n'y joint pas au préalable la sienne, ou devra-t-elle être, au contraire, un Parlement à qui toutes les nations devront adhérer, nulle d'entre elles ne pouvant s'en désintéresser, et par la décision duquel tout le monde sera lié ? Devra-t-elle être une réunion facultative, périodique et occasionnelle, de causerie, de décision et d'action libres, ou une institution obligatoire et permanente, de consultation, de direction, de décision et d'action majoritaires ? En un mot, et pour employer des termes significatifs et consacrés, sera-t-elle une « Association » à la panaméricaine ou une « Société » plus accentuée encore, à la genevoise ? A cette question capitale, je me permets d'affirmer qu'à la différence de ce que croit M. Alvarez (7), la communauté des nations devra avoir à l'avenir, non une association occasionnelle et libre : basée sur ces conceptions anarchiques et chimériques, la souveraineté et l'indépendance, mais une véritable société permanente et obligatoire fondée sur la solidarité universelle, ce fait social, l'aide mutuelle et la coopération complète.

Ce choix n'a pas à être justifié théoriquement ;

(7) Qui voudrait établir une association, une société rudimentaire. V. Etude critique du Pacte.

les nécessités de la vie commune, les leçons de l'histoire chronologique et sociale que nous avons rencontrées dans toutes nos études précédentes, l'imposent à tout internationaliste. Car il est tout d'abord évident qu'étant donné, d'une part que la société internationale est une société nécessaire et non point volontaire (Westlake) et d'autre part, que les règles et la forme de l'association de droit doivent se conformer aux conditions de l'association de fait (Bourgeois) tout association « libre » sera une absurdité du point de vue de la philosophie juridique, et en contradiction directe avec les faits qui rendent inévitable la constitution d'une véritable société obligatoire, pouvant imposer à ses membres ce que ses nécessités exigent. Ensuite, il n'est pas moins évident qu'étant donné que les rapports internationaux universels sont, à l'heure actuelle, non point dans leur ancien état rudimentaire, mais dans ce stade supérieur dont j'ai précédemment parlé, il est nécessaire que la communauté des peuples adopte un système d'action permanente majoritaire et systématique, et non point un système plus ou moins spontané.

Or, toute analyse approfondie de cette soi-disant « Association » montre clairement que ce que ses partisans en espèrent, c'est la pratique d'un tel système, un système donnant à l'entendement spontané, tacite ou explicite, une sorte de périodicité qui ne lui enlève, ni sa nature anarchique et volontariste, ni son mécanisme lent et postérieur, ni son aspect sporadique. Enfin — et c'est une conséquence — il est manifeste qu'étant donné les qualités, la nature même des rapports internationaux actuels et la tâche débordante que tout organe universel central aura à accomplir, nulle association libre et périodique, nul organe autre qu'une société majoritaire et permanente, ne saurait en convenir ou y suffire.

Aussi, l'organisation centrale internationale de l'avenir devra-t-elle être une véritable Société permanente et non une association.

Seulement, est-il indispensable de rappeler que la réalisation d'une telle sorte de société n'est possible qu'avec la conformisation et l'harmonisation des régimes, sinon de tous les Etats, du moins de la plupart d'entre eux, qui auront à imposer leur volonté au reste. Puisque, dans le cas contraire, rien n'est possible, ni une société véritable, ni même une association rudimentaire, comme l'envisage M. Alvarez, car l'histoire de la fin du xix^e siècle et du xx^e siècle nous a montré que si une telle association rudimentaire ou périodique, peut durer et sembler efficace durant les périodes de faiblesse des antagonismes, au fur et à mesure que ceux-ci s'accroissent, elle devient de plus en plus inefficace et inopérante, et à la fin, elle meurt sinon en droit, du moins en fait.

SECTION 4. — *Le Membership de la Société*

Plusieurs questions se présentent à propos du membership de la Société des nations de l'Avenir. Il nous suffit de mentionner les trois suivantes. La première est celle concernant le membership facultatif ou obligatoire : les nations seront-elles obligées d'en faire partie, d'y rester sans avoir le droit de s'en retirer, ou, au contraire, auront-elles le droit d'y adhérer et d'en sortir quand bon leur semblera ? Une pareille question nous paraît plutôt comme un nonsens, car quiconque faisant, en fait, obligatoirement partie d'une société, et intéressé bon gré mal gré à tout ce qui s'y déroule, ne saurait, à moins d'une ignorance ou d'une absurdité totales, émettre cette prétention que les juristes doivent lui accorder en

droit ce qu'il ne possède nullement en fait. D'autant plus qu'une telle prétention, une fois sanctionnée par le droit, peut très bien conduire à des conséquences des plus fâcheuses, tant pour la société que pour la paix du monde. Car, comme nous le montre l'histoire moderne, au cas où un Etat reste en dehors de la société, il peut paralyser, à cause de son abstention, et comme aucune nation ne veut être liée en quoi que ce soit, si toutes les autres ne le sont pas, toute son activité constructive comme il peut adopter, grâce à la liberté qu'il possède des procédés ou des systèmes très antagoniques et trop peu conformes au règlement de la société, ou favorable à la paix du monde.

Aussi, notre réponse à cette première question est-elle très nette : toutes les nations doivent s'affilier obligatoirement à la société sans pouvoir, bien entendu, s'en retirer, et si « un Etat refusait d'être membre, il devrait néanmoins, comme le dit M. Bellot, être lié par les décisions de la société... tout comme un individu (ou un département) est lié par les lois de son pays » (8).

La deuxième question est celle relative au mode de désignation des membres des organismes : les délégués qui vont représenter les Etats dans la société seront-ils désignés par les gouvernements, ou, au contraire, directement par les nations ? La résistance que les gouvernants ont toujours montrée à l'égard des œuvres constructives internationales, leur égoïsme, leur amour de l'absolutisme et de l'arbitraire, et, par contre, la volonté exprimée par les nations de réaliser à tout prix la paix, nous forcent de choisir la dernière solution, seule conforme et à leur intérêt et à l'intérêt de la société. En outre, il est indiscutable

(8) Cité, par M. Alvarez, Etude critique du Pacte, p. 17.

qu'une société tirant son pouvoir directement des nations mêmes et y attirant, rien que pour cela, leur attention, ait plus d'autorité et vaille mieux qu'une autre, ne représentant que les gouvernants et n'intéressant, à cause de sa composition même, que trop peu les peuples.

Par conséquent, à l'avenir, la tâche de la désignation des délégués devra appartenir, d'une façon directe, aux nations mêmes qui, pour en assurer l'exercice, devront inscrire dans leur constitution un article leur y donnant un pouvoir précis et complet.

Dans ce cas, nous jugeons nécessaire que celles-ci munissent leurs délégués des pleins pouvoirs, les dispensant de toute formalité de ratification ultérieure, et imposant constitutionnellement toute décision dûment prise par eux (en conjonction avec les autres délégués) à leurs gouvernants. Ou, si on le préfère, on peut adopter, d'une façon provisoire, la solution mixte préconisée, entre autres par M. Scelle (9) et d'après laquelle les délégués à la Société, représenteront, à l'instar de ceux du B.I.T. ou des organes fédéraux des Etats-Unis, à la fois les nations et les gouvernements, c'est-à-dire qu'il y aurait des délégués désignés directement par les nations et d'autres par les gouvernements. Mais, dans ce cas, il serait nécessaire d'appliquer les observations que j'ai faites, à propos des constituants, dans la Section 1 de ce chapitre, en réservant aux nations l'immense majorité des sièges (deux tiers par exemple) et en donnant aux délégués des gouvernants, à la place qui leur sera assignée, une importance plus ou moins proportionnelle à celle de leur population respective, tout en y exigeant l'assentiment de leur Parlement.

(9) V. Cours, pp. 109 et s. 1936.

La troisième question est celle concernant la durée et le moment de la désignation; les délégués à la Société seront-ils désignés *ad hoc*, en vue d'une session ou d'un cas donné, au moment où ceux-ci se produiront, ou, au contraire, au préalable et pour un certain temps (un an, deux ans par exemple) ? Nous croyons que le bon fonctionnement, régulier et équitable, la permanence effective de la Société exigent que soit adoptée la dernière solution. Car ceux-ci étant les organes d'une institution d'action, permanente et systématique, ils doivent être nommés pour un terme déterminé — pour 2 ans par exemple — et non d'une façon *ad hoc*, incompatible avec la continuité et qui les empêche d'accomplir d'une manière parfaite leurs fonctions.

Mais il est à noter qu'au cas où l'on adopte le système du B.I.T. la partie non élue serait non fixe, mais renouvelable, chose peu conforme avec la permanence effective de la société, ce qui a conduit entr'autres à n'accepter ce système que d'une façon provisoire.

SECTION 5. — *Unanimité ou majorité ?*

Une dernière question qu'on doit aborder, et qui découle des principes fondamentaux du D.I. classique; de ceux de la souveraineté, de l'indépendance et de l'égalité est celle concernant le fameux principe de l'unanimité. Pour qu'une décision de la société soit obligatoire, pour qu'une règle ou un organe y soit adopté ou établi, n'est-il pas indispensable que tous les membres de la société, sans exception, y donnent leur consentement ? L'unanimité des membres, leur accord total n'est-il pas une condition de l'effectivité et de l'obligation de chacun et de tous ? Nous ne le

croyons pas. Car imposer à la société naissante cette règle accablante, c'est la paralyser, c'est favoriser juridiquement l'anarchie, c'est rendre légalement inorganisable et irréglable la vie internationale, puisqu'il suffit, pour produire cette paralysie, pour maintenir l'anarchie, qu'un Etat quelconque, quelle que soit sa grandeur ou son importance ne soit pas de l'avis de la presque totalité des nations.

Aussi, sans vouloir m'arrêter plus longtemps sur la critique d'une règle aussi socialement impossible à maintenir que celle de l'unanimité, et étant donné que celle-ci repose sur toute une conception très fausse de l'égalité qui, appliquée comme le veulent les anciens et « prise à la lettre mène à l'absurdité » (Renault) (10), est-il nécessaire de la rejeter sans hésitation ni regret, pour la remplacer par la seule règle sociale : celle de la majorité.

Par conséquent, dans la Société des nations de l'Avenir, toute décision acquerra la majorité des votes, devra être déclarée comme obligatoire, non seulement à l'égard des consentants, mais vis-à-vis de tout le monde. Ceci, remarquons-le, n'empêche pas l'introduction de divers barèmes dans l'application du système majoritaire, comme c'est le cas dans l'Etat, et à condition que cette gradation ne dissimule pas la règle abandonnée, en exigeant des majorités excessives et irréalisables.

Par contre, ce qui serait souhaitable, c'est de se contenter de la majorité absolue là où il sera question des règles constructives ou même des règles normatives dérivées, et d'imposer la majorité de deux tiers dans les autres domaines (Amendement du Pacte, réglementation première, décision d'exécution, etc.).

(10) La Haye, p. 16.

SECTION 6. — *La composition de la Société*

Cette société, permanente, obligatoire, populaire, décentralisée, majoritaire et universelle, quelle composition aura-t-elle ? Devra-t-elle ressembler à l'Union Panaméricaine, ou à la Société des nations européennes ? Elle devra, à notre avis, ressembler beaucoup à l'Institution de Genève, et non à celle, très rudimentaire, de Washington.

A la base, elle devra avoir une *Assemblée universelle, permanente* en ce sens qu'elle tiendra durant l'année plusieurs sessions ordinaires et qu'elle aura dans sa forme définitive des membres actifs et effectifs, lui appartenant, et désignés pour une durée donnée (un an ou deux par exemple) ; plusieurs commissions permanentes composées de ses membres, pour s'occuper spécialement d'une section déterminée de rapports mondiaux (11) et une Commission présidentielle permanente : un présidium, exerçant ses fonctions durant son absence et qui pourra l'appeler à tenir des sessions extraordinaires (12).

Au-dessous de cette Assemblée, la Société devra posséder un *Conseil Universel Permanent*, élu par celle-là parmi ses membres, pour une durée ayant son consentement pour limite, et qui accomplira ses fonctions d'une façon continue, c'est-à-dire qu'il sera chargé de la direction générale du globe, qu'il aura à la remplir, comme tout pouvoir directeur et exécutif, non d'après le système des sessions, mais au jour le jour, et sans interruption.

(11) A peu près à la manière des Commissions parlementaires françaises.

(12) Ressemblant de loin à une formation parlementaire tchécoslovaque.

Outre que l'Assemblée et le Conseil, la Société devra avoir, et à part ce qui sera exposé dans les chapitres III et IV, autant de comités techniques qu'il sera nécessaire (comités des juristes, des économistes, des médecins, des ingénieurs, etc.) pour aider ceux-ci dans l'accomplissement scientifique de leur tâche.

Au surplus, elle devra avoir des services, des bureaux, un secrétariat d'une importance suffisante, pour être à même de préparer les travaux matériels nécessaires à toute direction.

Quant à leurs pouvoirs — aux pouvoirs de l'Assemblée et du Conseil — et à leur compétence, ils devraient être répartis, à notre avis, de la façon suivante, du reste proche de celle que le Pacte a adoptée. A l'Assemblée devraient appartenir, outre la surveillance parlementaire du Conseil, le contrôle de ses actes, l'autorisation préalable de celles de ses décisions qui sont d'une importance vitale, les pouvoirs législatifs, compris d'une manière très large et tels qu'ils ont été énumérés à la fin du chapitre précédent (légiférer, organiser, interpréter, etc.).

Au Conseil, devraient appartenir les pouvoirs de direction générale, de surveillance quotidienne, de coordination et d'exécution.

Enfin, ayant terminé la description, très sommaire, de la composition de la S.D.N. de l'Avenir, il nous faut maintenant définir le but que celle-ci doit se donner, et la mission qu'elle doit accomplir. Celle-ci nous est, à la vérité, déjà connue, car elle est la même et ne saurait être différente de celle que le Droit des Gens doit atteindre; aussi est-il permis de dire que le but direct de la Société des nations de l'Avenir doit être l'établissement et le maintien de la paix juste, pour assurer le progrès et le bonheur de l'humanité, au moyen de la conformisation et de l'harmonisation des régimes étatiques, du contrôle de la comptabilité,

de la reconstruction du D.I. proprement dit par la réglementation solidaire et scientifique de la statique, et de l'organisation coopérative de la vie internationale, afin de faciliter son découlement et d'encadrer la dynamique.

CHAPITRE III

LA NECESSITE DES ORGANISMES DE PAIX, DES PROCEDURES ET DES SANCTIONS

SECTION 1. — *La nécessité des organismes de paix*

S'il est vrai que l'homme, étant un être social par nature, ne peut vivre dans l'isolement, comme un Robinson Crusoé; qu'il cherche, par contre, instinctivement, à se rapprocher de ses semblables, afin de répondre à cette nature, et, en plus, de rendre sa vie plus facile, plus sûre et plus heureuse, grâce à l'entr'aide et à la société même, il n'est pas moins vrai que là où les hommes ont réussi à former une telle société, celle-ci a toujours donné naissance, non uniquement à ces bons résultats espérés, mais aussi à d'autres bien peu désirables. Elle a donné naissance entr'autres et pour se limiter par le sujet de ce chapitre, à des contestations redoutables qui, pour une raison ou une autre, ont surgi entre les unités composantes, et qui sont, à vrai dire, et de l'aveu général, un phénomène inévitable des rapports intersociaux, complexes et même simples, un élément inhérent à toute vie sociale (interétatique : famille, tribut, province, etc., étatique ou extra-étatique).

Seulement, et c'est une chose très importante à remarquer, ce qui est, à vrai dire, redoutable pour la vie sociétaire, ce n'est pas tant leur production même

(la production de ces contestations) que la *nature* que celles-ci peuvent avoir, et le nombre des individus ou l'*importance* des parties qu'elles mettent aux prises.

Car selon que ces contestations ont pour origines des différends d'un caractère *irréconciliable* entre de *grands groupements*, ou des différends d'un caractère *réconciliable* (ou même irréconciliable), entre des *individus isolés* ou de *petits groupements* (1), les résultats que les uns et les autres peuvent produire, les moyens auxquels on doit avoir recours pour les résoudre, diffèrent grandement d'un cas à un autre.

En effet, tandis que dans le premier cas, ceux-là engendrent directement un malentendu, une méfiance, et plus tard, une haine réciproques et *généraux*, et en dernière analyse, des conflits armés (révolution, grève, guerre) mettant en péril *l'existence même de la société globale*, et les vies de ses unités, et qui ne peuvent objectivement et définitivement être solutionnés que par la *suppression violente d'une partie* par une autre, ou, passagèrement, que par l'intervention (politique) périodique, parfois permanente, des gouvernants — détenteurs de la plus grande puissance — dans le deuxième cas, ceux-ci n'ont en principe que des effets *restreints et locaux* et ne produisant rien pouvant troubler sérieusement la paix sociale, mais qui sont, par contre, aptes à être résolus par des moyens (juridiques) beaucoup plus simples, et très réguliers.

Par conséquent, étant donné l'inévitabilité des

(1) Il est à remarquer que la grandeur et la petitesse d'un groupement diffèrent proportionnellement d'une société historique à une autre : par exemple, une contestation entre deux familles est une contestation entre 2 petits groupements ou 2 grands groupements, selon qu'on a en vue l'Etat ou la tribu, mais en ce qui concerne notre époque, on peut considérer comme conflits collectifs, par excellence ceux entre classes ou entre Etats, pour des causes idéologiques ou impérialistes.

différends, la nature de quelques-uns d'entre eux, il est nécessaire à toute société d'harmoniser, au préalable, et autant que possible, les conditions de la vie commune d'une façon telle que des conflits collectifs irréductibles ne se produisent pas, et d'élaborer des procédés juridiques pour la solution des autres contestations.

Au surplus, comme il est toujours possible que, même dans une société harmonisée, des conflits d'une telle nature surgissent, et qu'il n'est pas impossible que de petites contestations se transforment en des querelles extra-juridiques, il est indispensable que la société prévoie et se prépare, et pour les uns et pour les autres.

Elle doit posséder dans les deux cas des organes ayant pour mission la solution ou l'étouffement de tout conflit, des procédures montrant la façon de le faire, et des règles sanctionnatrices contenant les peines qu'ils devraient appliquer, dans chaque cas donné, à tout perturbateur ou contrevenant.

Elle doit avoir un système de paix complet, sans fissure, prévoyant les deux sortes de conflits et prêt à les résoudre selon leur nature (qui, du reste, ne peut être parfois connue qu'à la fin) : juridiquement ou politiquement.

* * *

Internationalement, il faut à la communauté des nations et des hommes, ce qu'il faut à tout groupement humain. Il lui faut *primo*, et comme on l'a montré dans notre Livre I, des Etats harmonisés et conformisés; *secundo*, un système contrôlant la compatibilité des régimes, une fois l'harmonie établie; *tercio*, un système (organes, procédures, sanctions) pour la solution pacifique des conflits privés ou

publics : entre particuliers ou groupements; *quarto*, un système pour l'étouffement de tout conflit déclaré sans autorisation par un Etat, pour quelque raison que ce soit (guerre-révolution et guerre-crime) en même temps que pour la cessation de tout acte contraire au droit, ou pour l'exécution de toute obligation.

Naturellement, tous ces systèmes doivent se compléter et se pénétrer pour former un tout complet, un tout qui, s'il possède toutes ces branches, pourra, croyons-nous, mettre la S.I. à l'abri de toute anarchie et remplacer, comme le veut M. Scelle « la lutte de force par la lutte de procédure » (2).

L'organisation de tous ces systèmes, devons-nous le noter, dépend, tout comme celle de la S.D.N. de l'Avenir, des solutions qu'on donne à plusieurs questions la concernant et entr'autres, à celles relatives au nombre des instances, à la spécialisation, au régionalisme, à la manière de la désignation des membres, à la nature du recours, à la saisine, à la validité des décisions, etc. Plus clairement et en détails, l'organisation de la paix (au sens étroit) devra-t-elle être une organisation à un degré ou à plusieurs degrés (ayant une première et deuxième instances : appel et cour de cassation) ? Devra-t-elle être une organisation générale ou contenant des cours spécialisées (de paix, de justice civile, criminelle, économique, etc.) centrale seulement ou comprenant à la fois des organismes centraux supérieurs et régionaux inférieurs ? Quelles seront les méthodes de la désignation de leurs membres ? Ces cours seront-elles obligatoires, au commencement comme à la fin, ou facultatives, c'est-à-dire devons-nous instituer le recours obligatoire ou facul-

(2) Scelle, Précis, Préface.

tatif ? La décision par elles prises sera-t-elle obligatoire ? Quand le sera-t-elle ; lorsqu'elle sera prise à l'unanimité ou à la majorité : absolue, de deux tiers, etc. ?

A toutes ces questions, ne voulant ni ne pouvant rentrer dans des discussions interminables, il me suffit de dire, tout en renvoyant aux causes que j'ai données au chapitre II, à propos de l'organisation de la S.D.N. de l'Avenir, qu'à l'heure actuelle, la communauté internationale a besoin des organismes de paix, des cours auxquelles le recours comme la décision — en principe majoritaire — est obligatoire et qui doivent être échelonnées (contenant plusieurs instances) spécialisées et décentralisées. Enfin, je dois remarquer avec beaucoup d'importance, que le fonctionnement de toutes ces cours a pour condition préalable la reconstruction solidaire et équitable du droit des gens car, comme l'ont très bien remarqué MM. Politis et Ralston, dans l'application du D.I. actuel, il ne saurait en sortir qu'« une justice boiteuse et corrompue » (92), une tyrannie consacrée et sanctionnée (3).

Après cette vue d'ensemble, donnons quelques indications sur ces systèmes de paix.

SECTION 2. — *Les T.A.M. et la C.P.J.I.*

En application de ce qui vient d'être dit, nous croyons nécessaire, avec M. de Lapradelle, qu'à l'avenir, la communauté des peuples devra posséder des *cours internationales privées*, à la manière des Tribu-

(3) Ralston, D.I., pp. 88 et s. chap. VIII; et Politis, *Nouvelles tendances : l'amélioration du D., condition du développement de la justice*, pp. 193 et s.

naux Arbitraux Mixtes (4), que les traités de paix ont constitués après la Grande Guerre (1914-18). Celles-ci devraient, selon nous, être constituées d'une manière, bien qu'améliorée, très proche de celle appliquée par la présente C.P.J.I., et avoir pour tâche l'application en deuxième instance du D.I. privé (reconstruit) le jugement de tout différend privé d'une importance donnée entre un national et un étranger, ou deux étrangers, et le jugement, en première instance, de tout différend privé entre un national et son gouvernement, ou un étranger et celui-ci. Toutes ces cours devraient être rattachées à une cour supérieure à laquelle les intéressés pourront présenter leur demande d'appel, ou, selon le cas, de cassation.

En ce qui concerne les contestations publiques (administratives) et les affaires pénales, nous croyons indispensable la formation des Cours Permanentes de Justice publique internationales, qui devraient comprendre, pour réaliser la juste proposition de MM. Pella et Politis (5) des chambres criminelles et des chambres publiques.

La tâche de celles-ci sera la solution des différences publiques entre les ressorts administratifs : elles devront juger les différends, en première instance entre deux ou plusieurs Etats, et en deuxième instance, ceux entre une municipalité ou un département et un Etat. Il en va de même des différends publics entre particuliers et services publics.

Quant aux chambres criminelles, elles auront à juger en première instance les actes criminels commis par les gouvernants (6) et en deuxième instance, les

(4) V. Les Grands Cas.

(5) V. Livre I, Les Nouvelles tendances.

(6) Dans ce cas, la saisine des cours sera-t-elle d'office ? ou conditionnée par une plainte quelconque ? Nous croyons qu'elle doit être d'office, par l'intermédiaire de l'agent de la Société dont nous parlerons plus loin.

jugements capitaux et extraditionnels, les crimes commis par les étrangers à l'étranger, ou par les nationaux contre les personnes publiques.

Dans les deux cas des cours supérieures au-dessus des cours politiques et criminelles devraient avoir le pouvoir de rejuger ou, selon le cas, casser les jugements de ces dernières. Pour atteindre ce but, il serait souhaitable que la présente C.P.J.I. soit radicalement reconstruite pour être à même d'accomplir ses nouvelles fonctions. On devrait, par exemple, y instituer deux chambres, criminelle et publique (administrative) et augmenter le nombre des juges effectifs.

Enfin, outre les Cours internationales privées, les Cours internationales publiques et criminelles et les Cours supérieures, la communauté des nations devrait avoir, comme l'a proposé M. Scelle (7), une *Cour constitutionnelle internationale*, qui aurait pour fonction, en même temps que l'appréciation de la compatibilité des actes gouvernementaux et des lois avec le Droit des Gens (v. Livre I), l'appréciation de leur régularité du point de vue des constitutions internationale et interne.

Au surplus, nous pensons que l'une de ses fonctions principales devrait être celle de la solution des conflits relatifs à la Compétence. Ou, si l'on veut, celle-ci serait déléguée à la Session Plénière, Cour Suprême, constituée par les trois cours supérieures, privée, criminelle et publique, et constitutionnelle, qui aura, outre cette fonction, la tâche importante du contrôle de la régularité des actes des gouvernants régionaux et internationaux proprement dits (de l'Union Panaméricaine et du Conseil de la S.D.N. par exemple).

(7) V. Précis.

Naturellement, ceci va de soi, la composition définitive de toutes ces formations; leur séparation ou leur combinaison, dépendent de la nécessité de l'avenir et des utilités qu'on pourra voir dans l'un ou dans l'autre cas (économie, spécialisation, rapidité, etc.).

Ce qui nous importe pour le moment, c'est de démontrer les fonctions que les Reconstructeurs de la Société internationale ne devront pas oublier, mais bien plus, à cause de leur importance vitale, qu'ils devront déléguer à des organismes permanents déterminés.

SECTION 3. — *La nécessité des procédures et des sanctions*

Elle provient de l'impossibilité d'assurer le respect et l'application harmonieuse des normes juridiques, le bon et efficace fonctionnement des organes chargés de cette application même, et de garantir pratiquement les droits que celles-ci prescrivent, sans l'établissement préalable des règles constructives et sanctionnatrices. Car, à défaut de celles-ci, une norme quelle que soit sa clarté et le degré de sa précision, un organe si parfait soit-il, ne peuvent, à cause du caractère général et abstrait des commandements juridiques, de la nature mouvementée de la vie, de la possibilité de l'arbitraire, des abus, et de la lenteur empêchant souvent un organe d'atteindre le but qu'il s'était institué, et rendant futiles et ceux-là (les commandements) et celui-ci, ne peuvent, à cause de tous ces facteurs, servir à grand chose.

Une règle normative, interdisant par exemple le meurtre ou le vol, privés ou publics (guerre, colonisation) ne peut, tout en étant munie des explications et des définitions les plus complètes possibles et être

mise à la charge d'un organisme, avoir de valeur tangible si des procédures et des sanctions ne la complètent pas. Car, dès le moment où on descend de la théorie à la pratique, de la généralisation à la spécialisation et on se demande, dans un cas donné — du meurtre ou du vol — qui aura le pouvoir de tenter l'action, comment, dans quels délais ou formalités, comment fonctionnera l'organe, comment tiendra-t-il ses sessions, jugera-t-il l'affaire, dans quel délai, quelles seront la nature et la qualité des décisions, des peines qu'il aura, le cas échéant, à infliger au criminel, quels seront ses droits et ses devoirs. — Dès ce moment, on voit clairement que le commandement juridique ne vaut presque rien s'il n'est pas nanti de règles prévoyant l'avenir, et que cet organe sera, ou bien paralysé, ou bien s'il agira, se conduira des façons les plus dissemblables, de façons lentes et peut-être abusives. Et il en va de même de toute autre règle normative et de tout autre organe.

Aussi, dans tous les cas, toute norme, civile, pénale, publique ou politique, doit-elle être, non seulement mise sous la surveillance d'un organisme compétent, mais muni des procédures et des sanctions que celui-ci sera chargé d'appliquer.

Internationalement, les Droits internationaux Privé, Pénal, Public et Constitutionnel doivent donc, outre que mis respectivement à la charge des T.A.M., des C.P.J.I. et de la Cour constitutionnelle internationale pour les appliquer et assurer leur respect, avoir des procédures et des sanctions (8) les plus complètes

(8) M. Scelle définit les sanctions comme étant « tous les procédés juridiques ou matériels destinés à assurer l'efficacité de la règle du droit » Cette définition fait rentrer sous ce terme « sanction » l'organe se chargeant de l'application de celui-là. - Scelle, *Sanctions*, 9, p. 41.

possible. Des procédures montrant les formalités de la demande, les conditions de la saisine (d'office, requête d'un intéressé, etc.), le délai de cette demande (s'il y en a un), les formalités de la plaidoirie, de la tenue de la session (secrète ou publique, par défaut, par contradiction, avec ou sans avocat), etc., la nature de la décision que la Cour aura à prendre (amende, emprisonnement, etc.), la condition de celle-ci (barème majoritaire ou unanimitaire), la qualité de son jugement (première ou deuxième instance, définitive), les délais accordés pour mettre en action le mécanisme d'une action supérieure (appel, cassation, etc.). Toutes ces règles doivent être simples, claires et précises, et autant que possible, sans fissure, en prévoyant sagement les possibilités de l'avenir.

Quant à la nature des sanctions, elle doit être compatible avec la matière jugée.

Celles qui seront infligées par les T.A.M. ou les Cours internationales privées, et les Chambres pénales internationales — en ce qui concerne les particuliers — devraient être les mêmes que celles utilisées par les Cours civiles et criminelles nationales, étant donné que le caractère des matières est analogue dans l'un comme dans l'autre cas. La restitution, le dédommagement, les amendes, l'emprisonnement dans ses différentes modalités, toutes ces sanctions y sont nécessaires et parfaitement applicables.

Mais au cas où il serait question des actes criminels des gouvernants nationaux (jugés par les mêmes Chambres) ou régionaux et internationaux (jugés par la Cour Suprême) les sanctions devraient être, en même temps que les amendes et l'emprisonnement, la suspension et la destitution définitive des fonctions.

Enfin, la Cour constitutionnelle internationale de même que celle-ci, auront à frapper de nullité, à déclarer comme nul et non venu, tout acte ou loi

nationaux, régionaux ou internationaux, contraires, selon le cas, à la constitution nationale, régionale ou universelle, soit du point de vue intrinsèque, soit extrinsèque.

Mais toutes ces sanctions que nous proposons et que nous croyons à la fois utiles et applicables, seront-elles, en dernière analyse, efficaces ? Elles le seront, sans doute, toutes les fois que les gouvernants locaux obéiront aux arrêts des Cours internationales ou leur prêteront leur aide pour leur exécution. Dans le cas contraire, la S.I. devrait-elle rester inactive ? Ou recourir à d'autres moyens ? Et quels sont au juste ces moyens ? C'est ce que nous allons développer dans la section suivante.

SECTION 4. — *Les deux rôles de l'Assemblée et du Conseil*

En ce qui concerne la pacification directe de l'univers et la solution des conflits, l'Assemblée et le Conseil, conjointement, ou, selon le cas, séparément, auront deux rôles très importants : celui d'une cour de justice politique, et celui d'un huissier, d'un exécutateur.

L'Assemblée fera œuvre de Cour politique : 1° lorsque les différends internationaux porteront sur une matière irréglementée, c'est-à-dire lorsqu'elle se trouvera devant un conflit politique (9). Dans ce cas, les règles du droit manquant, les deux parties doivent présenter, soit directement, soit de préférence, indirectement, par l'intermédiaire du Tribunal des Con-

(9) M. Basdevant définit les conflits politiques ainsi : celui qui porte « sur des intérêts sans prétention, ni contestation de droit » et le conflit juridique, celui qui porte « sur un point de droit ». Règles, p. 211.

flits et après une opinion conforme de celui-ci (la Cour de Constitutionnalité ou la Cour Suprême) leurs différends devant la Société des Nations en déposant une requête au Secrétariat, qui devra en informer hâtivement le Conseil. Celui-ci devra, à son tour, convoquer l'Assemblée qui aura à prendre une décision majoritaire, une décision, soit sous la forme particulière d'un arrêt, soit sous celle d'une loi générale réglementant la matière donnée, en même temps que solutionnant lesdits différends.

2° Elle se réunira en Cour politique lors de la modification d'une constitution nationale, ou même régionale. Dans ce cas, l'Etat ou la région qui entend opérer cette modification devra, avant de la promulguer, aviser le Conseil pour en obtenir un avis favorable (de compatibilité). Celui-ci aura, tout d'abord, à prendre obligatoirement l'avis de la Cour constitutionnelle ou Cour Suprême sur la matière et ensuite, il devra, dans le plus bref délai, convoquer l'Assemblée qui aura à décider souverainement (à deux tiers de majorité), et après examen de celui-ci de la compatibilité de la modification, ou d'imposer à l'Etat ou à la région les amendements que ceux-ci devront y introduire.

Dans les deux cas, l'Assemblée doit se donner une procédure établie d'avance et aussi complète que possible.

Du reste, il sera très nécessaire que celle-ci possède un règlement intérieur, montrant entr'autres, les modalités qu'elle doit suivre, soit pour la réglementation ou l'organisation futures de la vie internationale, soit pour la modification, la suppression, l'interprétation, etc., des règles déjà établies (10).

(10) Il est à remarquer que M. Alvarez suggère que ces fonctions soient déléguées au pouvoir judiciaire.

*
* *

Le Conseil et l'Assemblée feront œuvre d'exécuteur, d'huissier, toutes les fois qu'un gouvernement local, un Etat par exemple, s'insurgera contre la norme qui le plie, soit en adoptant un régime incompatible avec le droit des gens, ou en refusant d'exécuter les arrêts des Cours internationales, ou d'obéir aux injonctions des organismes compétents, soit en ayant recours à la force: en déclarant une guerre, pour quelque raison que ce soit.

Dans de pareils cas, le Conseil devra, d'après des procédés très judicieusement établis d'avance, mettre immédiatement en demeure la localité insurgée et, en même temps, convoquer l'Assemblée qui, à la fin du délai inutilement utilisé devra, sans retard et à la majorité, mettre en application contre celle-ci les sanctions internationales extraordinaires pour faire cesser l'injustice, remédier au dommage causé, ou établir la paix et le respect de la règle de droit.

Les sanctions internationales extraordinaires ? Quelles sont au juste ces sanctions ? Se composent-elles uniquement de la réaction, de la pression, de l'opinion publique, comme le veulent MM. Alvarez (11), Nys, et la plupart des anglo-saxons ? Ou en même temps, que de celles-ci, des sanctions économiques, à la manière de celles adoptées par la S.D.N. ? Ne devra-t-on pas y ajouter aussi la sanction par excellence : la force, seule capable, en dernière analyse, de faire

(11) Alvarez, *Reconstruction*, p. 186; Rapport à l'Institut, 1939, p. 28-28, p. 52; Nys, D.I., t. I. M. Alvarez ne croit pas à la nécessité de coercition, mais préconise l'organisation de l'opinion publique, et la constitution des organismes qui veillent au respect des règles du Droit, v. p. 36, *Le Nouv. D.I.*, et recommande des protestations concertées et désintéressées.

respecter une règle de droit, et comme l'ont déclaré un bon nombre de continentaux, partisans sincères et ardents d'une police internationale et de la sécurité collective ?

A notre avis, ces sanctions doivent contenir trois procédés échelonnés : le premier procédé, c'est *l'opinion publique organisée* à laquelle la Société des Nations doit faire appel pour la destitution effective des gouvernants tyrans et la constitution d'un gouvernement favorable à la paix compatible avec le droit des gens; le deuxième procédé consiste dans les *sanctions matérielles autres que la force* : la rupture de toute relation et la cessation de toute collaboration avec la localité insurgée, et surtout la suppression de toute relation économique avec elle, relation dont la guerre actuelle de 1939 a démontré l'importance, et dont la rupture aura pour résultat, outre la conservation des vies humaines, une efficacité presque certaine au cas où elle serait opérée méthodiquement et collectivement, sous la direction d'un organe international. Le troisième procédé, c'est *l'emploi de la force collective*, que les nations doivent composer, en exécution de leur obligation de s'aider mutuellement et de se soutenir solidairement, contre tout perturbateur de paix, ou violation du droit.

Mais la formation de cette force est-elle possible ? Est-elle vraiment indispensable ? Pour le maintien de la paix et le respect du Droit ? M. de Boeck, à la différence de M. Alvarez, le croit, car il nous affirme que « la création d'une police internationale apparaît à la fois comme possible, comme désirable et même comme nécessaire » (12).

En outre, cette forme, comment sera-t-elle constituée ? Le sera-t-elle d'une façon provisoire, pour

(12) Cité par M. Alvarez, *Etude critique du Pacte*, p. 41.

l'accomplissement d'une tâche donnée, ou d'une façon permanente ? M. Politis préfère cette dernière; il croit nécessaire l'organisation permanente de la force internationale, sous la direction d'un service commun d'état-major (13).

Quant à nous, nous pensons que la conformisation et l'harmonisation des régimes étatiques, la disparition consécutive des armées permanentes au profit des systèmes de milices et l'organisation générale de la vie des peuples, tout cela rend à la fois facile et possible la création d'une force internationale.

Car selon nous, celle-ci pourra se former par la création des unités permanentes de milices internationales logés dans des casernes internationales et qui seront sous la surveillance et le commandement direct des organes mondiaux et non point sous ceux des autorités locales, avec qui ils ne devraient avoir aucun rapport de commandement.

Enfin, il sera nécessaire, d'une part, que la production des armements soit mise, soit en ce qui concerne la quantité, soit en ce qui concerne les qualités et les formes, sous le contrôle direct, complet et strict d'une organisation internationale, qui ne fournira d'armes à aucun Etat sans l'avis favorable et motivé de l'Assemblée et, d'autre part, que les organes internationaux aient le droit de commandement aux milices nationales, que les localités pourront organiser dans les limites qui leur seront fixées par l'Assemblée (ou le Conseil) et qui ne pourront, en aucune façon, être dépassées, sans son autorisation préalable.

(13) V. à ce sujet et celui de la nécessité des procédures, Neutralité, pp. 185 et s. et p. 217.

CHAPITRE IV

L'ORGANISATION ECONOMIQUE DE LA PAIX ET LE SERVICE DE L'INFORMATION ET DU RENSEIGNEMENT INTERNATIONAL

SECTION 1. — *Les raisons nécessitant une telle organisation*

En bref et en général, elles peuvent être réduites à ce fait commun et unique, inspirant toutes les œuvres des reconstructeurs-organisateurs internationaux, savoir l'état actuel même de la communauté universelle qui, se trouvant dans un stade supérieur de son développement, exige, pour se dérouler pacifiquement et régulièrement, la création, partout où il en est besoin, des organismes permanents et autoritaires.

Plus clairement et particulièrement, les raisons principales nécessitant l'organisation économique de la société internationale sont, et pour n'en mentionner que quelques-unes, tout d'abord *l'échec du libéralisme* sur le plan mondial (tout comme sur le plan national) d'assurer à l'univers, comme il prétendait pouvoir le faire à l'âge classique, une économie harmonieuse et parfaite, où grâce au laissez-faire, au laissez-passer, aux lois de l'offre et de la demande et de l'identité des intérêts et au mécanisme des prix, tout devait miraculeusement, « naturellement » s'arranger (1).

(1) V. Livre I de cet ouvrage.

Car ce rêve doux, cette espèce d'Eden terrestre d'entente et d'ordre automatiques s'est transformé, en fait, en un enfer de combat violent et d'anarchie menaçante où les jalousies économiques nationales ont conduit « à employer en luttes commerciales meurtrières, qui constituent un véritable suicide, les efforts qui devraient être consacrés à l'avancement du bien-être humain » (Milhaud. L'organ. écon. de la paix, citation, p. 362) et dont les rivalités malhonnêtes (dumpings, connivences des trusts, etc.) et les exploitations très onéreuses pour les uns et avantageuses pour les autres, les luttes perfides déguisées, ou publiques et armées pour les matières premières, les débouchés, les concessions et les colonies, les désorganisations générales et périodiques, dans un cycle de crises, en sont les meilleurs qualificatifs.

Chose peu étonnante, disons-nous, car étant donné les buts généralement égoïstes des dirigeants de l'économie nationale, l'immensité du marché, où chacun fait ce qui lui plaît, quand et comme il lui plaît, et où jouent librement des milliers et des milliers de joueurs, rien, ma foi, n'est possible, en l'absence d'une autorité suprême, que les luttes et les déséquilibres.

Une deuxième raison nécessitant cette organisation, c'est *l'internationalité de l'économie humaine*. Les phénomènes économiques principaux (la production, la circulation, le marché, la répartition, la consommation, les prix) étant des phénomènes non point nationaux, se limitant dans le territoire national, mais internationaux, se reflétant et se répercutant partout, il est évident qu'il n'est plus possible de les laisser découler, évoluer « sous la loi des juridictions nationales, à la merci de leurs fantaisies, de leur arbitraire et de leur ignorance » (Milhaut, p. 430) et par contre, qu'il sera nécessaire, pour rendre solide et saine l'éco-

nomie humaine, d'établir au préalable un organe extra-étatique, s'efforçant de l'organiser et de la rendre stable.

Une troisième raison nécessitant cette organisation, c'est le *caractère même* des rapports économiques internationaux qui, étant des plus intenses, les plus indispensables et les plus complexes de tous les rapports universels, ne sauraient être délaissés à la charge de la diplomatie (l'action interétatique occasionnelle) qui ne suffit pas à faire face à la complexité et à la multiplicité de ces rapports (2), ni moins encore à celle de la spontanéité ou l'arbitraire des groupements privés, car pour la réglementation de tels rapports, il faut des organismes aussi importants et aussi permanents qu'eux.

Une quatrième et dernière raison, que nous devons mentionner, c'est celle relative à la *manière de l'exploitation* et de l'utilisation des richesses de notre planète.

A l'heure présente, les Etats et, en grande partie, les producteurs étant en droit libres et indépendants, ils exploitent et utilisent les richesses et les forces nationales, de la façon qui leur semble bonne, sans tenir compte de l'intérêt général de l'humanité, et sans que leurs activités économiques soient coordonnées par une autorité super-étatique quelconque. Une telle manière de faire peut évidemment produire et produit, en fait, beaucoup de gaspillage (surproduction, destruction du café, du blé, etc.), de matière et d'énergie on laisse inutilisées des sources importantes de richesses humaines (des terres fertiles, des gisements de minerais, etc.) ou les utilise d'une façon nuisible (épuisement d'une espèce, destruction des forêts, etc.) et qui auraient pu faire beaucoup de bien

(2) V. Dictionnaire diplomatique, 1933, Académie dip. I (A).

à l'humanité si elles étaient épargnées, exploitées, ou mieux utilisées.

Par contre, une organisme international, coordonnant, dirigeant et surveillant d'en haut toutes les activités économiques pourra, à n'en pas douter, utiliser et exploiter les richesses et les forces du globe d'une façon meilleure.

Il ressort de ce qui vient d'être dit que, à cause de l'anarchie économique actuelle, des luttes violentes, de l'internationalité des phénomènes économiques, du caractère même des rapports économiques, du manque de coordination véritable dans ce domaine, et comme les pouvoirs des Etats sont limités par leur territoire, il est du devoir de tout internationaliste, sans préjugé, d'insister sur la nécessité dans laquelle se trouvent les peuples, non point de continuer le laissez-faire, mais d'établir des organismes extra-étatiques : régionaux et mondiaux, pour mettre de l'ordre dans l'économie internationale et, partant, dans les économies nationales.

Cette nécessité est, du reste, universellement reconnue par les hommes d'Etat, par les associations, y compris la S.D.N. comme le montre l'étude du Professeur Milhaud (v. Partie I, op. cit.).

SECTION 2. — *L'organisation économique de la paix*

Elle devrait être, comme la Société des nations de l'Avenir, à laquelle elle sera annexée, un organisme permanent, autoritaire (en ce sens que ses décisions et ses actions seront prises à la majorité absolue) décentralisée (3) (c'est-à-dire composée, au-dessus d'un

(3) C'est aussi l'opinion de M. Ed. Milhaud, qui veut un « Organisme permanent de collaboration économique inter-

Conseil économique suprême, mondial, central et des conseils économiques régionaux qui lui seront subordonnés) et obligatoire (à laquelle l'adhésion est obligatoire).

Elle devrait avoir « pour objet de rechercher une solution aux difficultés économiques présentes et de préparer les voies à l'établissement entre les peuples de relations économiques de collaboration et de paix » (p. 281, Assemblée, résolution, session, sept.-oct. 1925, Milhaud) ou essentiellement « d'assurer la mise en harmonie de l'ensemble des intérêts essentiels des différents pays » (425) op. cit. Plus clairement, elle devrait avoir pour mission la coordination, la direction, l'orientation et l'organisation de l'économie humaine; d'une façon telle que les rivalités et les luttes malhonnêtes soient remplacées par l'émulation et la coopération; la désorganisation périodique par une économie solide, stable et capable de marcher en avant; les exploitations gâcheuses à but égoïste et à vue étroite, par des exploitations meilleures, assurant sinon l'abondance, du moins la suffisance, et ayant en vue ce qui est solidairement juste et internationalement utile. Elle aura à organiser la production, la circulation et la consommation, en un système universel unique et coordonné, n'ayant en droit, comme il est en fait, aucune frontière, et ne connaissant aucun mur de tarifs douaniers. Ces procédés qui n'ont jamais fait le bonheur de l'homme, ni même pu réaliser le rêve de ses maîtres : l'autarchie imaginaire.

Pour atteindre ce but, accomplir cette tâche très importante et des plus difficiles, le Conseil économique que suprême devra, à notre avis, constituer, pour cha-

nationale » (423) et « une Union économique européenne ». V. Recueil des cours, 1926., v. t. 15, part. VI et III. L'organisation économique de la paix.

que marchandise ayant un cours international et à la manière de l'Union sucrière, un bureau, un office, ou comme vous le voulez, une union, avec un pouvoir beaucoup plus étendu. Il aura à constituer, par exemple, un Bureau du Blé, un autre du Sucre, un troisième du Fer, et d'autres, du Charbon, du Pétrole, du Café, etc. Chacun de ces bureaux aura des filiales dans toutes les importantes localités du monde.

Quant à leur tâche, elle sera la suivante : centraliser, sous une direction unique, toutes les informations concernant une matière donnée pour pouvoir coordonner la production et satisfaire la consommation.

Partout, chaque Bureau aura à se renseigner sur les sources naturelles de matières dont il s'occupe (gisement, terrains fertiles, force hydraulique, etc.), à en enquêter davantage, à en connaître les quantités disponibles, les établissements les produisant, la quantité, la qualité de ces productions et les besoins des populations.

Au surplus, un Bureau International de main-d'œuvre, du travail, doit compléter les œuvres des bureaux précédents. Il aura, outre la réunion des informations techniques (classification des ouvriers, recensement de chaque catégorie, etc.), à s'occuper des conditions générales du travail. Partout, il doit veiller à ce que l'homme travaille dans des conditions vraiment convenables et à ce qu'il ait un salaire et une vie dignes de lui.

Ces informations, une fois réunies, seront envoyées au Conseil Suprême, ou, de préférence, à d'autres organismes secondaires, compétents, qui auront à choisir la meilleure manière pour la répartition de la main-d'œuvre, des matières premières ou fabriquées et de décider de tout ce qui sera utile et nécessaire à ce propos.

Tous ces bureaux et organismes doivent évidemment être rattachés au Conseil Suprême qui aura à dire, bien entendu, sous la surveillance de la société, le dernier mot dans ce domaine.

A celui-ci, d'autres bureaux ou comités doivent être rattachés, et notamment des comités de techniciens (ingénieurs, géologues, économistes, etc.) et des statisticiens.

En outre, tout comme la production et la consommation, la circulation, le commerce, doivent avoir un service international général, qui aura à s'occuper du transport matériel et des moyens d'échange qui, selon nous, doit être, autant que possible, le troc, pratiqué et organisé de la façon la plus utile et facile. Enfin, il est nécessaire de dire que le Conseil économique suprême doit jouir, à l'égard de la Société, d'une grande liberté d'action et d'un large pouvoir, l'autorisant en même temps qu'à expédier les affaires courantes, à appliquer directement et sans consultation préalable les lois le concernant. En d'autres termes, le Conseil doit être considéré comme un établissement jouissant de l'autonomie administrative, autonomie qui ne doit, ni l'autoriser à faire des lois, ni à échapper au contrôle de la régularité.

SECTION 3. — *Le service de l'Information*

Outre toutes ces organisations politiques (la S.D.N. de l'Avenir), judiciaires (cours, organismes de paix) et économiques (Conseil, Bureaux, etc.) la communauté des nations doit avoir autant d'organes, de services publics et administratifs qu'il sera nécessaire.

Par ailleurs, dans plusieurs de ces domaines, elle n'aura qu'à améliorer les organisations déjà existantes; elle aura, comme le dit si justement M. Milhaud,

non à innover, mais « simplement à stabiliser, à régulariser, à continuer » (p. 429, op. cit.), et à autoriser.

En ce qui concerne l'administration des Postes et des Télégraphes, du Téléphone, des réseaux internationaux ferroviaires ou fluviaux, de l'hygiène, par exemple, elle aura à transformer les unions ou les règlements actuellement en vigueur en de véritables services publics, et à les mettre sous l'autorité directe et effective de la Société qui devra coordonner et surveiller leurs activités.

A ceux-ci, les Nations doivent en ajouter beaucoup d'autres, et surtout un Service d'Informations et de Renseignements, annexé, comme toujours, à la société, et qui doit avoir une double tâche : d'une part, la collection des informations (proprement dites) partout dans le monde, la diffusion quotidienne de celles-ci et le contrôle des informations et des publications dans toutes les localités importantes — contrôle du point de vue de leur compatibilité avec la paix et le droit des gens —; et de l'autre, il aura à renseigner la Société sur tout ce qui se passe dans les régions ou les Etats, de lui communiquer les lois nationales, pour que celle-ci connaisse, au préalable, les événements et pour qu'elle puisse prendre, ou faire prendre à temps les décisions nécessaires.

Pour y arriver, le Service central de l'Information et des Renseignements doit avoir dans toute région ou localité importante une Section, une Agence générale officielle accréditée auprès des autorités locales. Celle-ci aura à se mettre en contact, non uniquement avec les gouvernants, mais aussi avec des Comités des électeurs qu'il sera souhaitable de constituer, et pour qui elle devra fournir directement toutes les informations qui lui seront envoyées par le Bureau central.

Les membres de ces Agences doivent être recrutés de façon à posséder les qualités que les 3 Résolutions de la 6^e Conférence Panaméricaine sur le journalisme ont indiquées (4), c'est-à-dire qu'ils possèdent les droits que la Conférence y a mentionnés et soient en même temps des gens connus pour leur probité et leur honnêteté, des gens « qui connaissent l'histoire, la langue, la législation et les coutumes du pays dans lequel ils sont accrédités ». (Résolution C.)

Ainsi conçu, ce service, en dépouillant les informations et les publications de leur aspect égoïste, guerrier et faux (5) et en munissant les nations et les organismes, des renseignements à la fois les plus véridiques et les plus utiles pour l'accomplissement de leur tâche; aidera sans doute et grâce à l'harmonie qu'il entend conserver, et à la vérité qu'il répond partout, à la pacification du monde et au maintien de la paix juste.

(4) V. Alvarez, la 6^e Confér. Panam. p. 26.

(5) M. de Martins n'avait-il pas l'habitude, en rappelant ces méfaits de l'information, de dire à ses confrères de La Haye : « méfions-nous des journalistes » ? (V. Cas de Lapradelle, p. 33).

CONCLUSION GENERALE

L'étude, très élémentaire et très sommaire que nous avons entreprise, est maintenant terminée.

Pour la conclure, il me suffit de dire qu'il ressort de tout ce qui y a été dit, que le problème de la Reconstruction du Droit des Gens et de la Paix, est beaucoup plus complexe, plus difficile et plus vaste, qu'une simple question de codification, de mise au point, et même beaucoup plus difficile, complexe et vaste, qu'il n'a été conçu par des publicistes jouissant d'une grande renommée internationale.

Car il ne touche pas seulement la Reconstruction du Droit International proprement dit, et à la réorganisation plus ou moins partielle de la communauté des nations, mais, pour en faire un tableau d'ensemble, il embrasse :

La Reconstruction internationale de l'individu, la reconstruction de ses idées et de ses mœurs.

La Reconstruction générale, favorable à la paix et harmonieuse, de l'Etat, et surtout sa reconstruction des points de vue économique, politique et social;

La Réorganisation générale et suffisante, centrale et régionale de la vie internationale, et notamment des points de vue politique, économique et juridique.

Et enfin, *la Reconstruction presque totale du vieux Droit International même.*

De toutes ces espèces de Reconstruction (reconstructions au sens très large, large et étroit), il en est une qui importe démesurément aux nations, car elle conditionne pratiquement toutes les deux autres : c'est celle ayant pour objet le déracinement des causes mêmes (impérialisme et idéologie) des méfiances, des mésententes et des animosités, ou mieux des antagonismes entre elles, rendant impossible toute paix et toute activité constructive internationale sincère, effective et systématique, et inévitables les luttes et les guerres. C'est celle entendant extirper ces « obstacles » obstruant la pleine action des facteurs bienfaisants, de la solidarité, sans laquelle il n'y a point de vie commode ni même « de sécurité véritable d'existence » (Bourgeois) (1), et menaçant « de faire dégénérer le progrès en décadence » (Brocard) (2) et ruine; afin de créer un milieu favorable à la reprise de cette activité, un milieu de confiance, d'entente durable et sincère et de fraternité; un milieu où l'interdépendance entre les nations sera pleinement opérable et où, malgré Kipling (3) l'Orient rencontrera l'Occident, grâce d'une part, à la disparition de l'impérialisme, cet élément de guerre inévitable (4) entre eux (Nehru) qui, ayant enrichi celui-ci par l'exploitation de celui-là, a fait « pécher celui-ci par orgueil » et a créé contre lui un « bloc de haines et de rancunes » (Lévi) (5); et de l'autre à

(1) Solidarité, p. 62.

(2) Op. cit., conclusion générale.

(3) Dont l'opinion contraire se résume dans ce mot célèbre : « East and West shall never meet ».

(4) Car, comme le dit justement Nehru « It is an illusion to imagine that a dominant imperialiste power will give up its domination over a country... unless effective coercion is exercised », op. cit., p. 574.

(5) Lévi, L'Inde et le monde, p. 151.

« l'antique sagesse » de l'Orient et à la « sagesse naissante de l'Occident » (6).

Cette *première et préalable reconstruction*, c'est la reconstruction de l'Etat par le Droit des Gens, qui doit procéder à la constitution des Etats harmonieux en eux-mêmes, et conformes entre eux; des Etats sans antagonismes irréductibles, ni à l'intérieur ni à l'extérieur, mais favorables à la Paix, et sachant qu'ils ne sont rien d'autre « qu'un moyen en vue d'une fin : la perfection de l'humanité » (de Lapradelle); une section parmi tant d'autres, ayant une certaine compétence, et qui a, au-dessus d'elle, le pouvoir souverain « du genre humain » (Jetta) que représentent les organes mondiaux.

Seulement, il est bon de remarquer que la Reconstruction de l'Etat par le D.I. ne saurait être accomplie sans que, au préalable, les hommes soient reconstruits, sans qu'ils révisent et corrigent leurs idées anciennes, ou mieux élargissent la base sur laquelle leurs conceptions et leurs sentiments reposent actuellement. En d'autres termes, la réalisation de celle-ci est elle-même conditionnée par la reconstruction morale et politique de l'individu. Car pour que le Droit des Gens puisse reconstruire les Etats, il lui faut avant tout des hommes internationalistes, appréciant à sa juste valeur la nécessité d'un super droit, harmonisant et solidarisant, des hommes sachant l'importance relative et la position réelle de la communauté internationale et des entités nationales; sachant que l'effectivité des lois nationales, la sécurité de l'Etat, sa réussite et sa prospérité, sa vie en son bonheur, dépendent totalement de l'organisation et de la réglementation suffisantes de leur vie commune; que

(6) V. Lévi, *L'Inde civilisatrice*, p. 31.

le mépris du Droit des Gens, la résistance et même l'indifférence à l'égard de celle-ci ne peuvent conduire qu'aux guerres, et partant, à la ruine de leur patrie et à la misère générale; que l'ordre, l'harmonie et la paix, dans l'une des entités dépendent de l'ordre et de l'harmonie existant dans toutes les autres. En un mot, ce qu'il faut au Droit des Gens, c'est un homme, possédant, non point un amour déformé de la patrie qui conduit, à cause de son anti-internationalisme, à la ruine de cette patrie même, mais un vrai amour de la patrie, ne sacrifiant jamais l'intérêt général et global pour l'intérêt national et local, et ayant ce nom unique : *l'internationalisme*.

Sans la réalisation de ces deux conditions, nous affirmons que le Droit des Gens est irreconstructible, et la société internationale inorganisable.

Mais une fois celles-ci réalisées, ou au fur et à mesure qu'elles le seront, les hommes, les nations, doivent à la fois organiser populairement, continuellement et autoritairement, leur vie commune et reconstruire solidairement, moralement le droit des gens, car rien n'est plus vrai que les belles paroles d'Aristote d'après lesquelles si l'homme organisé, doué d'un droit juste, est le « plus noble des animaux » ; il est, à défaut de ceux-ci, « le plus vil de tous » (7).

Aussi, toutes les nations doivent-elles créer, partout où il en est besoin, des organismes, et reconstruire la base, la conception, le but et les principes fondamentaux du Droit international classique, en suivant dans cette tâche une méthode scientifique, positive et historique, s'inspirant de la solidarité et de la justice, de l'humanité et du pacifisme.

*
* *

(7) V. Brierly, Règles, p. 5.

Cette tâche, il faut l'avouer, n'est rien moins que gigantesque. Elle est, en réalité, si immense, si difficile et si complexe que plus d'un pourront la considérer comme une tâche irréalisable, comme un genre d'utopie, d'Icarie ou de Paix Perpétuelle, qui ne verra jamais le jour, ou, de tout autre point de vue, pourront prétendre que le problème de la Reconstruction est beaucoup moins compliqué et plus facile, en nous affirmant, par exemple, qu'il suffirait pour l'établissement et le maintien de la paix, la codification ou la reconstruction partielle, ou même complète, du droit international, et l'institution de l'arbitrage obligatoire.

A toutes ces objections, et pour commencer, à cette dernière, nous avons une double réponse. D'une part, je me permets de dire qu'une telle objection ne saurait avoir pour origine que l'ignorance ou la simplicité trompeuses de son auteur ! Car parler de l'existence d'un D.I. reconstruit ou codifié, des cours internationales obligatoires fonctionnant régulièrement et excellemment, sans rechercher au préalable ce que ces termes renferment, ce qu'ils présupposent, c'est vraiment trahir une ignorance et une simplicité outrées. Un droit international reconstruit, une cour effectivement obligatoire, que présupposent-ils ? Ils présupposent évidemment l'existence de la confiance entre les Etats et la possibilité de leur entente générale. Or, personne dans le monde ne peut démontrer l'existence d'une telle confiance sincère, d'une telle entente générale et durable entre tous les pays impérialement et idéologiquement antagoniques. Car, et c'est notre deuxième réponse à cette même objection qui nous paraît complètement abstraite, ne reposant ni sur les faits, ni sur l'histoire, tout examen de l'histoire, ancienne, moderne et contemporaine, nous met devant cette unique vérité : là où il y a des luttes idéo-

logiques ou impérialistes, on ne peut trouver ni entente, ni confiance sincères et générales, ni paix durable, mais seulement de la méfiance, de la mésentente, et, en fin de compte, des guerres.

Les époques des luttes religieuses (Croisades), des Révolutions française et russe (Guerres de la Révolution et d'Intervention) des grandes rivalités impérialistes (xix^e et xx^e siècles) nous en fournissent des preuves excellentes.

Les expériences des deux plus grands essais de réglementation et d'organisation internationales : ceux de La Haye (1899, 1907) et de Versailles (1920), l'observation des événements journaliers, à l'heure présente, nous montrent que rien ne prouve notre désir de compliquer le problème de la paix.

En 1899 et 1907, les Etats, voulant ignorer délibérément l'existence des antagonistes impérialistes, ou peut-être, croyant dans cette simplicité même de ceux-ci, ont essayé de donner des organes et des règles de conduite à la vie internationale. Cet essai, tout le monde le sait, s'étant heurté à ces antagonismes mêmes, n'a pas pu donner de bons résultats, et lorsque ceux-ci ont abouti à la guerre de 1914-1918, tout tomba en pièces et ni les organes créés, ni les lois élaborées ne purent l'empêcher, ni ne furent respectés.

En 1920, les vainqueurs, ayant écrasé l'Allemagne, mais non point déraciné les origines du conflit même, qui les ont aggravées et renforcées par l'agrandissement de leurs empires et « l'affamiation des affamés », et ayant mis « hors la loi » les pays des Soviets se sont mis à donner à l'Europe un « Nouveau Droit public » et au monde, un nouvel organe, la S.D.N. et ses dépendances.

Celle-ci, grâce à la faiblesse des luttes impérialistes et idéologiques a pu, il est vrai, sans beaucoup

de difficultés, fonctionner d'une façon plus ou moins satisfaisante pendant un bon moment (1920-1924). Mais dès que l'impérialisme et l'idéologisme ont levé hautement la tête, l'institution de Genève s'est trouvée peu à peu paralysée ou dénaturalisée, comme le montrent les événements de la période de 1931 à l'heure actuelle.

Toutes ces explications nous montrent que le problème de la paix n'est pas un problème d'organe et de règle extérieurs seulement, mais aussi un problème d'harmonie pénétrante nationale et internationale ; que là où il y a les facteurs dont j'ai parlés, ceux-là sont incapables d'assurer la paix et bien plus, ne peuvent exister d'une façon effective et obligatoire et que, par conséquent, le jour où quiconque constatera l'existence d'un Droit international reconstruit et effectif, d'une cour d'arbitrage pratiquement obligatoire, ce sera précisément le jour où, sinon la totalité, du moins la majorité des nations, seront activement internationalistes, et partant où elles imposeront à leurs gouvernants l'adoption des régimes favorables à la paix et les obligeront d'être eux-mêmes internationalistes.

Quant à ceux formulant la deuxième objection : celle de l'utopisme, nous leur répondons tout d'abord, que l'irréalisabilité de nos idées n'infirmes rien de leur valeur scientifique, car il restera toujours vrai que l'établissement et le maintien de la paix ne pourront être accomplis sans l'harmonisation des Etats, et que tant qu'il y aura dans le monde des luttes idéologiques et impérialistes, il ne saurait y avoir de paix durable et vraie (non-armée).

Ensuite, après cette réponse de forme, nous devons leur rappeler un fait capital, à savoir que le monde se trouve actuellement, non dans une période de stabilité dans laquelle tout essai d'innovation radicale pourra paraître utopique, mais « plus encore qu'à

l'époque de la Révolution française » (Avarez) (8) dans une période de *pleine transition* entre un régime un ordre ancien et un régime, un ordre nouveau et où vacillent déjà « les fondements de l'ordre qui s'est établi depuis la révolution industrielle... tandis que semble s'enfanter un Monde Nouveau » (Touset) (9).

Or, une période de transition telle que la nôtre, ne nous autorise, si l'on veut en sortir victorieusement et « ouvrir les routes de l'avenir » ni de « rester toujours cloué sur le passé » (10) ni de faire appel aux demi-mesures, au réformisme incapable, comme le remarque à juste titre M. Nehru, de résoudre « any vital problem at acritical moment when the basic structure had to be changed » (11). Car ce qu'on doit faire dans de pareils cas où nulle solution intermédiaire n'est efficace (There is no middle path, dit Nehru) ce n'est nullement de s'ingénier à trouver des procédés pour sauvegarder une structure inmaintenable, mais bel et bien, de trouver une nouvelle combinaison sociale, conforme aux nouvelles conditions, tout en se guidant par les nouvelles institutions déjà nées. Chose que le candidat a suivi de la façon la plus stricte.

Qu'après tout cela, les moyens que nous venons d'indiquer et qui visent, somme toute, à la fondation d'un nouvel ordre superétatique, d'une sorte d'Etat mondial, puissent paraître utopiques ou extrêmes aux yeux des anciens ou des modernes, rien n'est plus naturel et moins surprenant, car tandis qu'ils ont les regards toujours tournés vers l'arrière, s'appliquant

(8) Alvarez, Codification, 1931, p. 9.

(9) Touset, op. cit., t. IV, p. 193.

(10) Mussolini, Œuvres, t. 9, p. 100.

(11) Op. cit., p. 362.

à conserver le passé, je regarde, quant à moi, en avant, pour aider à la formation de la Société de l'Avenir.

Par conséquent, quels qu'ils soient, les opinions que ceux-ci formulent à l'égard des nouvelles idées, bien fondées, celles-ci, n'en constituent pas moins à notre avis, quelques-uns de ces remèdes que les hommes vivant dans les périodes post-transitoires auront, plus ou moins à appliquer.

En troisième lieu, il est à remarquer, avec M. Milhaud, qu'organiquement et internationalement, il existe déjà en fait des organismes extra-étatiques (économiques, politiques, administratifs, judiciaires : S.D.N., B.I.T., C.P.J.I., Unions, etc.) et un droit des gens marginal, moraliste, solidariste et pacifiste et que ce qu'il y faudra faire, ce n'est pas tant d'innover que « de stabiliser, de régulariser, de continuer », d'harmoniser et d'autoritariser.

Enfin, plus d'une raison nous pousse à croire que, loin d'être utopique, l'établissement d'un ordre super-étatique sera réalisé, d'une façon ou d'une autre, dans les temps à venir : tôt ou tard.

Car, techniquement et matériellement, un tel établissement est, comme l'atteste M. Oppenheim (12) (qui en est un adversaire aprioriste et non un partisan) parfaitement réalisable. Le progrès technique dont nous avons parlé ailleurs, l'exemple de l'Empire britannique (comprenant 40 millions de km², plus de 500 millions d'habitants) en sont là pour prouver et démontrer cette possibilité.

Subjectivement et moralement, les dépenses énormes pour les « défenses nationales », pour les armées et les armements, cette « folle destruction des richesses », qui s'élève pour la « honte de l'humanité » à

(12) The Future of I. Law.

4.067 millions de dollars en 1931 et 10.781 millions (13) en 1935, les fardeaux énormes et continuels des guerres mêmes, les horreurs, les maux, les inquiétudes que causent celles-ci, leur périodicité, les difficultés de la vie humaine à cause des moyens empêchant, pour je ne sais pas quel « intérêt général » et « amour de la patrie » le jeu des lois de l'interdépendance (autarchie, douanes, contrôle du change, maltraitement des étrangers, etc.), les violations fréquentes des règles les plus élémentaires de la moralité la plus générale, tous ces facteurs qui mènent l'humanité, non l'Europe seulement, vers « la route de Thèbes » (14), ne cessent d'accroître le mécontentement des hommes, et de les pousser à rechercher les moyens pouvant diminuer leur souffrance, réduire leurs charges accablantes, et rendre moins menacée, sinon sûre, leur existence même.

Or, étant donné que les Etats, à eux seuls, y ont échoué, ont échoué à assurer aux hommes une vie acceptable et même une vie tout court, en dépit ou peut-être à cause de toutes les mesures qu'ils ont prises (armements, autarchie, alliances, etc.), ceux-ci ne vont-ils pas être forcés de créer un nouvel idéal ; de chercher, à l'aide des doctrines internationalistes et humanistes (et comme ils l'ont fait pour la même raison dans d'autres périodes de l'histoire) leur salut en dehors de l'Etat, en élargissant leur société actuelle, par la création d'une nouvelle société, englobant sous la même autorité, toutes les unités actuellement en combat ? Où vont-ils, par contre, malgré cet échec,

(13) Voir Touset, t. IV, op. cit., pp. 314 et s. où on trouve d'autres chiffres très intéressants, concernant l'Europe ; ses dépenses atteignent 2.749 millions de dollars en 1931, 8.880 millions à la parité de 1936, en 1935.

(14) V. Touset, t. IV, op. cit., p. 195.

cette existence menacée et instable, s'appliquer à conserver ces entités étatiques telles qu'elles sont, pour contenter, je ne sais pas, quelle idée ou quel sentiment : patriotisme, amour de la patrie ? L'histoire humaine, l'amour populaire de la paix de plus en plus grandissant, leur dégoût de la guerre, l'instinct naturel de conservation, nous permettent-ils de croire à cette deuxième « possibilité » ?

A toutes ces questions, nous ne trouvons rien de mieux comme réponse que les belles paroles de M. Duguit, que je vais citer *in extenso*, car elles résument ma pensée entière et en fournissent la meilleure conclusion :

« La forme sociale Nation, se demande le célèbre maître, est-elle la forme définitive et dernière des groupements humains ? L'idée de la patrie est-elle le summum de l'évolution psycho-sociale de l'homme ? Nous ne pouvons, répond-il, le penser : l'acquisition de l'idée de la patrie, la formation de la nation ont réalisé... un immense progrès..., mais l'idée de la patrie a fait (et fait) couler trop de larmes et de sang pour que nous puissions y voir le dernier stade de l'évolution sociale, et nous aimons à nous représenter la solidarité humaine comme une série de cercles concentriques s'élargissant sans cesse : les familles ont formé la cité; les cités ont formé les nations, et à chaque extension de la forme sociale, la solidarité s'est accrue, la souffrance individuelle a diminué. La marche en avant ne s'arrêtera pas là, et tôt ou tard, les nations formeront une société plus compréhensive et plus solidaire. » (15). Une société qui aura de véritables règles de conduite : non un code d'étiquette

(15) V. Etat, t. I, pp. 78-79.

(M. Root), ni un « pseudo » droit (Ralston), mais un corps de lois, un « vrai » Droit des Gens, régissant sans l'entremise nécessaire des Etats les rapports existant entre les hommes des divers pays (Politis) (16), un droit constitutionnel international harmonisant et solidaire.

Gilbert GIDEL.

SCELLE.

Vu : Pour le Doyen, l'Assesseur,

Vu : Le Président

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,

G. ROUSSY.

(16) Politis, *Nouvelles Tendances*, p. 92,

ABBREVIATIONS ET BIBLIOGRAPHIE

D. I. — Droit International.

S. I. — Société Internationale.

I. — International, ale.

ALÉJANDRO ALVAREZ. — La Codification du Droit International, 1912 ; (Codification, 1912).

— Le Nouveau Droit International Public et sa Codification en Amérique. Plan développé, 1924 : (Le Nouv. D.I.).

— Une Nouvelle Conception des Etudes Juridiques et de la Codification du Droit Civil, 1904 ; (Une Nouv. Conception).

— Le Droit International Américain, 1910 ; (D.I.A.).

— Rapport concernant l'étude critique du Pacte de la Société des Nations ; (L'étude crit. du Pacte).

— Le Panaméricanisme et la Sixième Conférence Panaméricaine, 1928 ; (La 6^e Confér.).

— Raport d'Aléjandré Alvarez à l'Union Juridique Internationale, 1937 ; (Rapport à l'Un. J. I.).

— La Grande Guerre Européenne et la Neutralité du Chili, 1915 ; (Chili).

— Considérations Générales sur la Codification du Droit International Américain, 1927 ; (Considérations Générales).

— Les Résultats de la Première Conférence de Codification, 1931 ; (La 1^{re} Confér.).

— La Codification du Droit International, 1931 ; (Codification, 1931).

— La Codification du Droit International, 1929, Rapport à l'Institut du D. I. ; (Rapport à l'Institut, 1929).

— Le Droit International de l'Avenir, 1916 ; (D. I. de l'avenir).

— La Reconstruction du Droit International et sa Codification en Amérique, 1928 ; (La Reconstruction).

ALMAWERDI. — Traité de Droit Public Musulman, traduit par le Comte L. Ostrorog, 1901 ; (Traité, Almawerdi).

ANTONIO ANIANTE. — L'Italie Fasciste devant la Guerre, 1936 ; (L'Italie Fasciste).

JOSEPH BARTHÉLEMY. — La Conduite de la Politique Extérieure dans les Démocraties, 1930 ; (La Conduite de la Pol. ex.).

— Politique Intérieure et Droit International, Recueil des Cours, 1937, Académie de D.I. ; (Pol. et D.I.).

— Démocratie et Politique Etrangère, 1917 ; (Démocratie et Pol. Etr.).

J. BASDEVANT. — Règles Générales du Droit de la Paix, Recueil des Cours, 1936, Académie de D.I. ; (Règles).

LÉON BOURGEOIS. — Solidarité, 1902 ; (Solidarité).

— Le Traité de Paix de Versailles, Rapport, 1919 ; (Versailles).

J. L. BRIERLY. — Règles Générales du Droit de la Paix, Recueil des cours, 1936 ; (Règles).

MADAME BONFANTE. — Savants et Artisans de la Révolution Industrielle, 1928 ; (Savants et Artisans).

BROCARD. — Principes d'Economies Nationales et Internationales, 1929 ; (Principes).

RENÉ CASSIN. — Les Soviets et les Organisations de la Paix, Conférence, 1930 ; (les Soviets).

MIRCEA DJUVERA. — Le Nouvel Essai de Philosophie politique et juridique en Allemagne, 1939 ; (Nouvel Essai).

LÉON DUGUIT. — Etudes de Droit Public, L'Etat, 2 t., 1901 ;
(L'Etat).

F. ENGELS. — Principes du Communisme, 1928, traduit par
M. Olivier ; (Principes).

CL. FARRÈRE. — L'Europe en Asie.
Les Fondateurs du Droit International ; Plusieurs auteurs ;
(Fondateurs).

PANL FAUCHILLE et HENRY BONFILS. — Traité de Droit Inter-
national Public, 1925, t. I (3 Parties), et t. 2 ; (Traité,
Fauchille).

J. W. GARNER. — Le Développement et les Tendances Récentes
du Droit International ; Recueil des Cours, 1931-I,
t. 35 ; (Tendances Récentes).

ED. GASC DES FOSSÉS. — La Révolution Française.

CHARLES GIDE. — Cours d'Economie Politique, 1931 ; (Cours).

CHARLES GIDE et RIST. — Histoires des Doctrines Economi-
ques ; (Histoire).

GOERING. — Renaissance de l'Allemagne, 1939 ; traduction
Geneviève Albertalie ; (Renaissance).

R. GONNARD. — Histoire des Doctrines Economiques ; (His-
toire).

G. GIDEL. — Droits et Devoirs des Nations, Recueil des Cours,
1925-V, 541-599 ; (Droits et Devoirs).

ED. HERRIOT. — Orient, 1934.

AD. HITLER. — Mon Combat (Mein Kampf) ; édition inté-
grale, 686 pages, traduction Gaudefray-Demombynes et
A. Calmettes.

HANS KOHN. — A History of Nationalism in the East, 1929, New-York.

— Nationalism and Imperialism in the Highter East (London, 1932).

A. DE LAPRADELLE. — Les Principes Généraux du Droit International, Cours à l'Institut des Hautes Etudes Internationales, 1928, 1929 (Principes).

— La Reconstruction du Droit de la Guerre, 1936 ; en collaboration avec MM. J. Voucker et F. Dehaussé ; (Reconstruction).

— Les Grands Cas de la Jurisprudence Internationale, 1938 ; (Cas).

T. J. LAURENCE. — Les Principes de Droit International, 1920, traduction J. Dumas et A. de Lapradelle ; (Principes).

V. J. U. LÉNINE. — La lutte contre le danger de guerre, 1932 ;

— Karl Marx et sa Doctrine, 1932 ;

— La Commune de Paris, 1931 ;

— La Révolution Proletarienne et le Renégat Kautsky, 1925 ; (la Révolution Prolet.).

— Le Krach de la II^e Internationale, 1938 ;

— L'Etat et la Révolution, 1930, OEuvres complètes, t.XXI ; (L'Etat, OEuvres, t.XXI).

— L'Impérialisme, stade suprême du Capitalisme, 1937 (Impérialisme).

— La Révolution Russe de 1917, en collaboration avec J. Staline.

SYLVAIN LÉVI. — L'Inde et le Monde, 1926 ; L'Inde Civilisatrice.

F. LAURENT. — Histoire de l'Humanité (les Tomes cités dans la Thèse).

LE FUR. — La Théorie du Droit Naturel, depuis le xvii^e siècle et la doctrine moderne ; Recueil des cours, 1927-III, 263-441 ; (la Théorie de D. Nat.).

P. LUCIUS. — Faillite du Capitalisme.

J. LESCURE. — Etude comparée du Capitalisme et du Bolchévisme, Rapport ; (Capitalisme).

MANTOUX. — La Révolution Industrielle au XVIII^e siècle. Essai sur le commencement de la Grande Industrie moderne en Angleterre ; (la Révolution Industrielle).

F. DE MARTENS. — Traité de Droit International, 1883 ; (Traité).

B MUSSOLINI. — Edition définitive des Oeuvres et Discours de Bénéto Mussolini, 1935 (Tomes cités) ; (Oeuvres).

— Le Fascisme, 1933.

K. MARX et F. ENGELS. — Manifeste du Parti Communiste ; traduction J. Molitor, 1934 ; (Manifeste).

ED. MILHAUD. — L'Organisation Economique de la Paix, Recueil des Cours, 1926-V, t. 15.

J. NEHRU. — An Autobiography.

ERNEST NYS. — Le Droit International, 3 tomes, 1912 ; (D.I.).

— Etudes de Droit International et de Droit Politique, 1896, 2 tomes ; (Etudes).

— Les Origines du Droit International, 1894 ; (Origines).

— Les Théories Politiques et le Droit International en France jusqu'au XVIII^e siècle, 1891 ; (Les Théories).

L. OPPENHEIM. — The Future of International Law ; (The Future).

PUFFENDORF. — Le Droit de la Nature et des Gens, 1771.

PRÉLOT. — La Théorie de l'Etat dans le Droit Fasciste, 1933, Mélange de Malberg ; (L'Etat).

N. POLITIS. — Le Problème des Limitations de la Souveraineté et la théorie de l'Abus des Droits dans les rapports Internationaux ; Recueil des Cours, 1925-I ; (Souveraineté).

— La Neutralité et la Paix, 1935 ; (La Neutralité).

— Les Nouvelles Tendances du Droit International, 1927 ; (Tendances).

ANDRÉ PHILIPPE. — L'Inde Moderne, 1930.

JEAN PICHON. — Les Origines Orientales de la Guerre Mondiale, 1937 ; (Origines Orientales)

LOUIS RENAULT. — Introduction à l'Etude du Droit International, 1879 ; (Introduction).

— La Guerre et le Droit des Gens au xx^e siècle, 1914 ; (La Guerre).

— Etudes sur les Rapports Internationaux. La Poste et la Télégraphie, 1877 ; (La Poste).

— La Guerre et le Droit International, 1914 ; leçon d'ouverture du cours ; (D.I.).

— L'Œuvre de La Haye, 1908, avec le Discours de M. Bourgeois ; (La Haye).

J. H. HALSTON. — Le Droit International de la Démocratie, 1923 ; (D.I.).

J. REED. — Dix jours qui ébranlèrent le Monde.

R. ROLLAND. — Mahatma Gandhi, 1924.

B. REYNAUD. — La Vie Economique Internationale, 1926 ; (Vie éc. I.).

SAINT-GERMAIN. — Puissance et Déclin du Capitalisme, 1936 ; (Capitalisme).

G. SCELLE. — Le Droit Constitutionnel International, 1933, (Mélange de Malberg) ; (D. Const.).

- Théorie et Pratique de la Fonction exécutoire, en Droit International ; Recueil des cours, t. 55, 1936 (cours 1936).
- Précis de Droit des Gens, 1932, 2 Parties ; (Précis).
- Les Sanctions Internationales, avec MM. Le Fur et A. Mester

J.-B. SCOTT. — Le Progrès du Droit des Gens 1934 ; (Le Progrès).

- Les Conférences de la Paix de La Haye, 1927, 2 tomes avec l'Acte Final ; (Les Confér. de La Haye).
- L'Institut de D.I. Tableau général des Travaux (1873-1913), 1920, sous la direction et Préface de Scott.

J. STALINE. — Le Marxisme et la Question Nationale et Coloniale, 1937 ; (Le Marxisme).

- Les Questions du Léninisme, 1926.

STÉVAN TCHIRKOVITCH. — L'Institut Américain de Droit International, 1926.

A. TOUSET. — Le Problème Colonial et la Paix du monde, 1937, tomes ; (Touset ou le Problème Colonial).

CHARLES DE VISSCHER. — La Codification du Droit International, Recueil des cours, 1925-I, pp. 329 et s. ; (Codification).

VATTEL. — Le Droit des Gens ou Principes de la loi naturelle appliquée à la conduite et aux affaires des Nations et des Souverains ; (Principes).

G. AL. WALZ. — Rapport du Droit International et du Droit Interne ; Recueil des cours, 1937, III, t. 61, pp. 379-455.

TABLE DES MATIÈRES

Plan de l'ouvrage et Méthode d'étude	5
INTRODUCTION	7
SECTION I. — <i>Position du problème de la Recons-</i>	
<i>truction du D. I.</i>	7
a) Définition de la Reconstruction du D. I.	7
b) Quand reconstruire ?	9
c) Codification et Reconstruction	13
SECTION II. — <i>Partie historique</i>	
a) Les Rationalistes	18
b) La période de la Reconstruction scientifique	20
c) L'Ecole de la Reconstruction du D. I. par l'intermédiaire d'un Etat	36

LIVRE PREMIER

<i>La Description des Etats de la S. I. et du D. I., tels qu'ils sont aujourd'hui</i>	39
Division	40

PREMIERE PARTIE

<i>Description des Etats de la S. I. et du D. I. au Moyen Age</i>	43
---	----

CHAPITRE PREMIER. — Description sommaire de l'état de la S.I. durant le Moyen Age (période féo- dale)	43
---	----

SECTION I. — <i>L'étendue de la Société</i>	43
---	----

SECTION II. — <i>Le régime féodal</i>	44
SECTION III. — <i>Le commerce et l'industrie</i>	46
SECTION IV. — <i>Le religiosité</i>	47
SECTION V. — <i>Traits de la S. I.</i>	47
CHAPITRE II. — <i>Le Droit des Gens au Moyen Age</i> ...	50
SECTION I. — <i>Le problème de son existence</i>	50
SECTION II. — <i>Sa méthode</i>	54
SECTION III. — <i>Ses notions et ses règles</i>	56
SECTION IV. — <i>Le monde terrestre et le droit céleste</i>	61
SECTION V. — <i>Les Traits du D. I. naissant</i>	62
CHAPITRE III. — <i>Description des Transformations de</i> <i>la S. I. et de l'évolution du D. I. durant la période</i> <i>de transition féodo-étatique</i>	64
SECTION I. — <i>Description des transformations de la</i> <i>D. I.</i>	64
SECTION II. — <i>Description de l'évolution du D. I.</i> ...	72

DEUXIÈME PARTIE

<i>Description des transformations de la S. I. et de l'évo-</i> <i>lution du D. I. durant la première phase Nationale</i> <i>de 1789 à 1856 de la Révolution Industrielle</i>	77
CHAPITRE PREMIER. — <i>Description sommaire des</i> <i>Transformations de la S. I.</i>	77
SECTION I. — <i>L'étendue de la Société</i>	77
SECTION II. — <i>La Révolution Industrielle</i>	79
SECTION III. — <i>Le nouvel ordre: Démocrato-Capi-</i> <i>taliste</i>	82
SECTION IV. — <i>Le commerce et l'industrie</i>	88
SECTION V. — <i>Les Guerres Idéologiques</i>	89
SECTION VI. — <i>L'organisation de la S. I.</i>	91
SECTION VII. — <i>Traits de la S. I.</i>	92
CHAPITRE II. — <i>Description de l'évolution du D. I.</i> <i>durant cette époque</i>	94

SECTION I. — <i>Le Nouveau D. I. classique, le D. I. actuel</i>	94
SECTION II. — <i>Ses Méthodes</i>	96
SECTION III. — <i>Sa conception</i>	105
SECTION IV. — <i>Quelques-uns des principes fondamentaux du D. I.</i>	108
SECTION V. — <i>Le Domaine du D. I.</i>	122
SECTION VI. — <i>Traits du D. I.</i>	124

TROISIÈME PARTIE

<i>Deuxième phase Internationale de la Révolution Industrielle de 1856 à l'heure actuelle</i>	127
---	-----

SECTION GÉNÉRALE. — <i>Description des Transformations de la S. I. et de l'évolution du D. I.</i>	128
---	-----

CHAPITRE PREMIER. — <i>Description sommaire des transformations de la S. I.</i>	128
---	-----

SECTION I. — <i>Son étendue</i>	128
SECTION II. — <i>Le développement du Nouvel Ordre</i>	130
SECTION III. — <i>La Vie I. aux points de vue économique et social</i>	134
SECTION IV. — <i>L'Organisation de la S. I.</i>	139
SECTION VI. — <i>L'antagonisme entre Gouvernants</i>	144
SECTION VII. — <i>L'Impérialisme</i>	145
SECTION VIII. — <i>Traits de la S. I.</i>	149

CHAPITRE II. — <i>Description de l'évolution du D. I.</i>	153
---	-----

SECTION I. — <i>Les Nouvelles Tendances du D. I.</i>	154
SECTION II. — <i>Le D. I. Officiel</i>	158

SECTION GÉNÉRALE II. — <i>Description des Transformations de la S. I. et de l'évolution du D.I. depuis la Grande Guerre jusqu'à l'heure actuelle</i>	161
--	-----

CHAPITRE III. — <i>Description des Transformations de la S. I.</i>	161
--	-----

SECTION I. — <i>La Grande Guerre et sa suite</i>	161
SECTION II. — <i>L'organisation de la S. I.</i>	166

SECTION III. — <i>Le développement de l'ordre démocratocrato-capitaliste</i>	170
SECTION IV. — <i>Le développement du Monde Oriental</i>	173
SECTION V. — <i>Le développement de l'Amérique</i> ..	186
SECTION VI. — <i>Traits de la S. I.</i>	189
CHAPITRE IV. — Description de l'évolution du D.I. durant et après la guerre de 1914-1918	191
SECTION I. — <i>Les Nouvelles Tendances du D. I. après la Grande Guerre</i>	192
SECTION II. — <i>La domination de l'Ancien D. I.</i>	198

QUATRIÈME PARTIE

<i>Les Caractéristiques de la S. I. et du D. I.</i>	201
CHAPITRE PREMIER. — Les Caractéristiques de la S.I. telle qu'elle est à l'heure présente	201
CHAPITRE II. — Les Caractéristiques, les Défauts et les Lacunes du D. I., tel qu'il est actuellement	206
SECTION I. — <i>Les Caractéristiques du D. I.</i>	206
SECTION II. — <i>Les Défauts et les Lacunes du D. I. tel qu'il est présentement</i>	209
CHAPITRE III. — Les Causes de l'inefficacité du D. I. et les Moyens d'y remédier	214
CONCLUSION DU LIVRE PREMIER	219

LIVRE II

<i>La Reconstruction du D. I. au sens large</i>	225
Division	226

PREMIÈRE PARTIE

<i>La Reconstruction du D. I. proprement dit</i>	227
CHAPITRE PREMIER. — Critique et Reconstruction des Méthodes d'études du D. I.	227

SECTION I. — <i>Leurs défauts</i>	227
SECTION II. — <i>La Nouvelle Méthode d'étude</i>	232
CHAPITRE II. — <i>La Nouvelle Conception, la Nouvelle Base, et les Fondements Juridique et Philosophique du D. I.</i>	236
SECTION I. — <i>Critique de sa Conception actuelle</i>	236
SECTION II. — <i>La Nouvelle Conception du D. I.</i>	238
SECTION III. — <i>La Nouvelle Base du D. I.</i>	239
SECTION IV. — <i>Les Fondements Juridique et Philosophique du D. I.</i>	240
CHAPITRE III. — <i>Le Principe de la Souveraineté (Indépendance), Critique et Reconstruction</i>	243
SECTION I. — <i>Critique et Fausseté de ce principe</i>	243
SECTION II. — <i>L'échec de l'Etat Souverain et Indépendant</i>	246
SECTION III. — <i>La Hiérarchie des Existences</i>	248
SECTION IV. — <i>Par quoi remplacer la Souveraineté</i>	251
SECTION V. — <i>La Compétence, l'Etat et le D. I.</i>	254
CHAPITRE IV. — <i>Les Droits à la Guerre et à la Neutralité. Critique et Reconstruction</i>	257
SECTION I. — <i>La Superficialité des Définitions de la Guerre</i>	257
SECTION II. — <i>Le « Droit » à la Guerre</i>	260
SECTION III. — <i>Critique de la Neutralité</i>	264
SECTION IV. — <i>La Sécurité Collective et l'Aide Mutuelle</i>	267
CHAPITRE V. — <i>La Mission civilisatrice et le Problème Colonial</i>	270
SECTION I. — <i>Les Auteurs de la Civilisation</i>	270
SECTION II. — <i>La Mission Civilisatrice de l'Europe</i>	272
SECTION III. — <i>Le sens de l'Indépendance</i>	278

DEUXIÈME PARTIE

<i>La Réorganisation de la Société Internationale.....</i>	281
CHAPITRE PREMIER. — Le Problème Général du Droit et de l'Organisation	283
SECTION I. — <i>L'Inorganisation, signe d'une vie ru- dimentaire</i>	283
SECTION II. — <i>L'Organisation Systématique. signe d'un Stade Supérieur</i>	286
SECTION III. — <i>Le D. I. doit devenir un droit Or- ganique et Harmonisant</i>	289
CHAPITRE II. — La Société des Nations de l'Avenir et les Principales Questions immédiatement connexes	292
SECTION I. — <i>La Constitution de la Société.....</i>	292
SECTION II. — <i>La Question du Régionalisme.....</i>	295
SECTION III. — <i>« Société » ou « Association » ?....</i>	297
SECTION IV. — <i>Le Membership de la Société</i>	299
SECTION V. — <i>Unanimité ou Majorité ?</i>	302
SECTION VI. — <i>La Composition de la Société</i>	304
CHAPITRE III. — La nécessité des Organismes de Paix, des Procédures et des Sanctions	307
SECTION I. — <i>La nécessité des Organismes de Paix</i>	307
SECTION II. — <i>Les T.A.M. et la C.P.J.I.</i>	311
SECTION III. — <i>La nécessité des Procédures et des Sanctions</i>	314
SECTION IV. — <i>Les deux Rôles de l'Assemblée et du Conseil</i>	317
CHAPITRE IV. — L'Organisation Economique de la Paix et le Service de l'Information et du Renseigne- ment International	322
SECTION I. — <i>Les raisons nécessitant une telle Or- ganisation</i>	322
SECTION II. — <i>L'Organisation Economique de la Paix</i>	325
SECTION III. — <i>Le service de l'Information</i>	328
CONCLUSION GENERALE	331
ABBREVIATIONS ET BIBLIOGRAPHIE	343

